



**BANQUE CENTRALE DU CONGO**



# **RAPPORT ANNUEL 2016**



**Légende**

- ◆ Kinshasa : Siège de la BCC
- ◆ Direction provinciale
- Agence autonome
- Agence Mandataire
- ✦ Chef lieu non représenté par la BCC

## HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



**Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO**  
*Gouverneur*



**Jules BONDOMBE ASSANGO**  
*Vice-Gouverneur*

## BANQUE CENTRALE DU CONGO

*Siège social :*

563, Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>*Directions Provinciales :*

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

*Agences autonomes :*

Boende, Boma, Bumba, Buta, Gbadolite, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Mwene-Ditu, Tshikapa et Zongo.

*Agences mandataires par Province :*

- *Kongo Central : Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Ituri : Bunia*
- *Nord Kivu : Beni et Butembo*
- *Lualaba : Fungurume et Kolwezi*
- *Haut Katanga : Likasi*
- *Sud Ubangi : Gemena*

## BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 07 NOV. 2017

**Excellence Monsieur le Président de la République**  
*(Avec mes hommages les plus déférents)*

**Concerne : Rapport Annuel 2016 de la Banque Centrale du Congo.**

-----

J'ai l'insigne honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2016, conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, ce Rapport comprend deux grandes parties. La première examine l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2017-2019. La seconde passe en revue la situation administrative et les comptes financiers de l'Institut d'Emission ainsi que le déroulement des activités relatives notamment à la gestion fiduciaire, à la chambre de compensation, aux systèmes de paiement, à la surveillance des intermédiaires financiers et à l'audit interne.

Dans la première partie du Rapport, il est fait mention d'un bref aperçu sur le contexte international avant l'analyse de l'évolution de l'activité dans chaque secteur de l'économie nationale.

A cet égard, au plan international, il y a lieu de noter que le ralentissement de l'activité économique mondiale s'est relativement accentué en 2016, expliqué dans une large mesure par la poursuite de l'essoufflement des économies émergentes et en développement, notamment à la suite du maintien des cours des matières premières à des niveaux bas, ainsi que par la persistance de la fragilité de la reprise des économies avancées, renforcée dans une moindre mesure par la décision de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ainsi, la croissance économique mondiale s'est établie à 3,1 % contre 3,4 %, une année plus tôt.

Sur le plan interne, il convient de relever que la croissance de l'activité économique a ralenti en 2016, s'établissant à 2,4 % après 6,9 % en 2015, soit son plus bas niveau depuis 2002. Cette contraction de l'activité a été consécutive principalement à la morosité du secteur primaire, au niveau de l'offre, et à la faiblesse des investissements tant publics que privés, au niveau des emplois finals. Sur le marché des biens et services, il a été observé la résurgence des pressions inflationnistes avec un taux de 23,60 % contre 0,82 % en 2015 et un objectif de 4,2 %.

En ce qui concerne les finances publiques, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 1,2 % du PIB en 2016 contre 0,6 % en 2015. Cette détérioration des finances publiques a résulté de la faible mobilisation des recettes sur fond des niveaux bas des cours de principaux produits d'exportation du pays. Dans ce contexte, la pression fiscale a baissé de 11,0 % en 2015 à 7,7 % au cours de l'année sous revue.

S'agissant des comptes extérieurs, ils ont principalement été marqués par la poursuite de la détérioration du solde global de la balance des paiements, entamée depuis 2015, à la suite du recul sensible de l'excédent du compte de capital et

d'opérations financières. Il s'en est dégagé une forte pression sur la demande des devises afin de soutenir les importations, laquelle s'est traduite par une forte dépréciation de la monnaie nationale face à la devise américaine. Dans ces conditions, l'action de la politique de change a essentiellement été orientée vers la recherche de la stabilité du taux de change, à travers des cessions des devises.

Dans le secteur monétaire, les faits marquants de l'année 2016 ont été le durcissement de la politique monétaire ainsi que le ralentissement de l'activité bancaire et du marché monétaire. En effet, la Banque Centrale a procédé au relèvement du taux directeur et des coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises. En outre, il a été procédé à la stérilisation intégrale, au niveau de la Banque Centrale, des dépôts en monnaie nationale de l'Administration publique centrale en les livres des banques commerciales.

Quant aux perspectives macroéconomiques, l'économie congolaise en 2017 devrait s'engager dans une nouvelle accélération de la croissance, laquelle pourrait se consolider en 2018. En effet, la croissance économique, initialement estimée à 3,1 % à fin mars, se situerait à 3,2 % en 2017 avant de remonter à 3,7 % en 2018, selon les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique.

La deuxième partie du Rapport présente sommairement l'administration, les activités ainsi que les comptes de l'Institut d'Emission.

Pour ce qui est de l'administration, sa structure est restée la même au cours de cette année. Par ailleurs, les activités de la banque, évoquées dans ce rapport, concernent notamment : (i) la gestion de la situation fiduciaire de l'institut d'émission, laquelle a été marquée, cette année, par une forte demande des espèces à ses guichets, (ii) les transactions de la chambre de compensation, lesquelles ont connu une baisse, (iii) la poursuite du processus de la réforme du système national des paiements et (iv) la supervision des intermédiaires financiers.

En ce qui concerne les comptes financiers, ils font état d'une amélioration de 1,5 % de la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo. Cette évolution est portée par une progression des autres actifs, du côté de l'actif, et par une baisse des engagements en monnaie nationale, du côté du passif.

Il sied de souligner que ces comptes ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, " Deloitte " conformément aux exigences et pratiques en la matière.

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

  
Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO

## TABLE DES MATIERES

I.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR .....	XVII
II.	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR.....	XX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2016 .....	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES .....	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT .....	6
I.1.	ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	6
I.2.	ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE .....	20
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS .....	23
II.1.	MESURE DE L'INFLATION PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE.....	23
II.2.	MESURE DE L'INFLATION PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO.....	23
II.3.	STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS.....	25
CHAPITRE III	DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE.....	27
III.1.	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) .....	27
III.2.	DEVELOPPEMENT DURABLE .....	28
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....		31
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	69
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	73
I.1.	RECETTES PUBLIQUES.....	74
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....	78
I.3.	BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE .....	81
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE .....	82
II.1.	RECETTES .....	82
II.2.	DEPENSES .....	82
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DES PAIEMENTS EN 2016 .....	84
III.1.	ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE DES DEPENSES .....	84
III.2.	ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION DES DEPENSES.....	85
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....		87
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	105
CHAPITRE I	COMMERCE DES BIENS.....	108
I.1.	COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....	108
I.2.	DESTINATIONS DES EXPORTATIONS .....	113
I.3.	PROVENANCES DES IMPORTATIONS .....	114
I.4.	TERMES DE L'ECHANGE .....	114
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE .....	115
II.1.	CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE .....	115
II.2.	OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE.....	115
II.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE .....	115
CHAPITRE III	BALANCE DES PAIEMENTS .....	119
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	119
III.2.	COMPTE DES SERVICES .....	124
III.3.	COMPTE DES REVENUS .....	125
III.4.	COMPTE DES TRANSFERTS COURANTS .....	125
III.5.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	126

III.6.	MOYENS DE FINANCEMENT .....	127
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE .....	131
IV.1.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS .....	131
IV.2.	TIRAGES .....	132
IV.3.	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE .....	133
IV.4.	STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE .....	133
IV.5.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS .....	134
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES .....	136
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE .....	137
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE .....	138
CHAPITRE VI	COOPERATION REGIONALE .....	139
VI.1.	COMESA .....	139
VI.2.	SADC .....	140
VI.3.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA) .....	143
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III .....		147
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT .....	177
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE .....	180
I.1.	CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....	180
I.2.	EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE .....	180
I.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE .....	185
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES .....	187
II.1.	BASE MONETAIRE .....	187
II.2.	MASSE MONETAIRE .....	189
II.3.	EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE .....	193
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE .....	194
III.1.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS .....	194
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET .....	198
CHAPITRE IV	DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE .....	202
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS .....	202
IV.2.	ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS .....	207
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV .....		209
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES .....	247
CHAPITRE I	PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES 2017-2018 .....	249
I.1.	PAYS AVANCES .....	250
I.2.	PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT .....	251
I.3.	MARCHES DES PRODUITS DE BASE .....	252
I.4.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	252
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2017-2018 .....	254
II.1.	SECTEUR REEL .....	254
II.2.	SECTEUR PUBLIC .....	257
II.3.	SECTEUR EXTERIEUR .....	259
II.4.	SECTEUR MONETAIRE .....	261
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE .....	263
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE .....	265
CHAPITRE I	ADMINISTRATION .....	267
I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE .....	267
I.2.	GOUVERNEUR .....	268
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE .....	269



CHAPITRE II.	LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE.....	271
II.1.	HAUTE DIRECTION.....	271
II.2.	CABINET DU GOUVERNEUR .....	271
II.3.	DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE .....	272
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE.....	279
CHAPITRE I	GESTION FIDUCIAIRE .....	281
I.1.	EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES .....	281
I.2.	MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE .....	285
CHAPITRE II	CHAMBRE DE COMPENSATION.....	288
II.1.	TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC .....	288
II.2.	TRANSFERTS D'ESPÈCES EFFECTUÉS AUX GUICHETS DE LA BCC .....	289
II.3.	TRANSACTIONS PASSÉES À LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE.....	289
CHAPITRE III	REFORME DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT.....	290
CHAPITRE IV	SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS .....	293
IV.1.	REGLEMENTATION DU SECTEUR FINANCIER .....	293
IV.2.	EVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE .....	295
IV.3.	ACTIVITE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE.....	296
IV.4.	SYNTHESE SUR L'EVOLUTION DES AUTRES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES.....	297
IV.5.	CONTROLES PERMANENT ET SUR PLACE .....	300
IV.6.	APERÇU SUR LA SURVEILLANCE MACROPRUDENTIELLE.....	301
IV.7.	REFORMES ET PROJETS EN MATIERE DE SUPERVISION BANCAIRE : FONDS DE GARANTIE DE DEPOTS.....	304
CHAPITRE V	AUDIT INTERNE .....	309
V.1.	MISSIONS D'ASSURANCE .....	309
V.2.	MISSIONS DE CONSEIL .....	310
V.3.	GESTION DES RISQUES .....	310
V.4.	ETAT GÉNÉRAL DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE ET LE NIVEAU GÉNÉRAL DU RISQUE À LA BANQUE .....	311
CHAPITRE VI	AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE.....	312
VI.1.	GESTION COURANTE.....	312
VI.2.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES .....	314
VI.3.	PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES .....	315
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE .....	333
CHAPITRE I	BILAN.....	335
CHAPITRE II	COMPTES DE PERTES ET PROFITS .....	338
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO.....	340
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES .....		345

## LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1	Evolution des échanges mondiaux.....	XIX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2016 .....	1
TITRE I	DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES.....	3
Tableau I.1	Contribution des différents secteurs à la croissance économique .....	7
Tableau I.2	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel.....	21
Tableau I.3	Evolution de l'inflation .....	23
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation.....	24
Tableau I.5	Evolution de l'inflation sous-jacente .....	25
Tableau I.6	Evolution de la structure des prix des produits pétroliers.....	26
Tableau I.7	Indice de Développement Humain RDC Afrique subsaharienne .....	27
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....		31
Tableau I.8	Croissances sectorielles et globale de l'activité économique.....	33
Tableau I.9	Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut	34
Tableau I.10	Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	35
Tableau I.11	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	36
Tableau I.12	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit .....	37
Tableau I.13	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	38
Tableau I.14	Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut .....	39
Tableau I.15	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale	40
Tableau I.16	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale.	41
Tableau I.17	Produit Intérieur Brut.....	42
Tableau I.18	Produit national brut et revenu national.....	43
Tableau I.19	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut.....	44
Tableau I.20	Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut .....	45
Tableau I.21	Utilisation du Produit Intérieur Brut .....	46
Tableau I.22	Utilisation du Produit Intérieur Brut .....	47
Tableau I.23	Formation brute de capital fixe .....	48
Tableau I.24	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages.....	49
Tableau I.25	Importations et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires .....	50
Tableau I.26	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse.....	51
Tableau I.27	Production agro-industrielle .....	52
Tableau I.28	Production minière et métallurgique .....	53
Tableau I.29	Principales productions manufacturières .....	54
Tableau I.30	Principales productions manufacturières .....	55
Tableau I.31	Indice de la production des industries manufacturières .....	56
Tableau I.33	Consommation de produits pétroliers.....	58
Tableau I.34	Production et consommation d'électricité par Province.....	59
Tableau I.35	Production et consommation d'eau et d'électricité.....	60
Tableau I.36	Activité de principaux organismes de transport .....	61
Tableau I.37	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports.....	62
Tableau I.38	Communication téléphonique .....	63
Tableau I.39	Indice des prix de détail à Kinshasa (*).....	64
Tableau I.40	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo	65
Tableau I.41	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo	66
Tableau I.42	Variation des indices des prix à la consommation .....	67

TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	69
Tableau II.1	Opérations intégrées des Administrations publiques.....	71
Tableau II.2	Importance relative des différentes catégories des recettes.....	76
Tableau II.3	Structure des dépenses courantes par ministère et institution .....	80
Tableau II.4	Opérations à financement extérieur spécifique .....	83
Tableau III.5	Arriérés de paiements par nature des dépenses .....	84
Tableau III.6	Arriérés de paiements par fonction des dépenses.....	85
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....		87
Tableau II.7	Importance relative des finances publiques dans l'économie .....	89
Tableau II.8	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques .....	90
Tableau II.9	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat .....	91
Tableau II.10	Recettes des Administrations Publiques .....	92
Tableau II.11	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur.....	93
Tableau II.12	Recettes des impôts sur le commerce extérieur .....	94
Tableau II.13	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus .....	94
Tableau II.14	Recettes des impôts sur les revenus .....	95
Tableau II.15	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services .....	95
Tableau II.16	Recettes des impôts sur biens et services .....	96
Tableau II.17	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution.....	97
Tableau II.18	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution...98	
Tableau II.19	Dépenses courantes de l'Etat par nature.....	99
Tableau II.20	Budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère.....	100
Tableau II.21	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat Répartition par ministère et institution.....	101
Tableau II.22	Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale .....	102
Tableau II.23	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat.....	103
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	105
Tableau III.1	Evolution des cours moyens des produits miniers et hydrocarbures .....	109
Tableau III.2	Evolution des cours moyens des produits végétaux.....	112
Tableau III.3	Exportations de la RDC par pays de destination.....	113
Tableau III.4	Importations de la RDC par pays ou région de provenance.....	114
Tableau III.5	Composantes de la Balance des paiements .....	119
Tableau III.6	Structure des exportations.....	121
Tableau III.7	Exportations des produits miniers et hydrocarbures .....	122
Tableau III.8	Structure des importations .....	123
Tableau III.9	Répartition des opérations sur les services .....	124
Tableau III.10	Evolution des opérations sur les revenus.....	125
Tableau III.11	Evolution des transferts courants.....	126
Tableau III.12	Evolution du compte capital et opérations financières.....	127
Tableau III.13	Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2016 .....	131
Tableau III.14	Tirages effectués en 2016 .....	132
Tableau III.15	Service de la dette extérieure.....	133
Tableau III.16	Stock de la dette.....	134
Tableau III.17	Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	136
Tableau III.18	Types de donations d'origine multilatérale .....	137
Tableau III.19	Types de donations d'origine multilatérale .....	138
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		147
Tableau III.20	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise ..	149
Tableau III.21	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise... 150	
Tableau III.22	Evolution des indices des cours des matières premières .....	151
Tableau III.23	Répartition des exportations par principaux pays de destination.....	152
Tableau III.23 bis	Répartition des exportations par principaux pays de destination .....	153

Tableau III.24	Répartition des importations par principaux pays de provenance.....	154
Tableau III.24bis	Répartition des importations par principaux pays de provenance.....	155
Tableau III.25	Balance des biens .....	156
Tableau III.26	Evolution des termes de l'échange .....	156
Tableau III.27	Cours interbancaires des devises .....	157
Tableau III.28	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles.....	158
Tableau III.29	Balance générale des paiements .....	159
Tableau III.30	Balance générale des paiements .....	161
Tableau III.31	Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)....	163
Tableau III.32	Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)....	165
Tableau III.33	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit .....	168
Tableau III.33 bis	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit .....	169
Tableau III.34	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres .....	170
Tableau III.34 bis	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres .....	171
Tableau III.35	Dette extérieure.....	172
Tableau III.36	Dette extérieure.....	173
Tableau III.37	Provenance des donations extérieures d'origine publique .....	174
Tableau III.37bis	Provenance des donations extérieures d'origine publique .....	175
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT .....	177
Tableau IV.1	Evolution des facteurs de la liquidité bancaire.....	180
Tableau IV.2	Evolution des facteurs autonomes de la liquidité .....	181
Tableau IV.3	Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité .....	182
Tableau IV.4	Composantes de la base monétaire .....	188
Tableau IV.5	Contreparties de la base monétaire .....	189
Tableau IV.6	Composantes de la masse monétaire.....	191
Tableau IV.7	Contreparties de la masse monétaire.....	191
Tableau IV.8	Evolution de l'encours du Bon BCC .....	198
Tableau IV.9	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers .....	206
Tableau IV.10	Encours des dépôts par catégorie des déposants .....	207
Tableau IV.11	Evolution des dépôts bancaires.....	208
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV.....		209
Tableau IV.12	Situation des institutions de dépôts.....	211
Tableau IV.13	Situation des institutions de depots.....	212
Tableau IV.14	Situation des institutions de dépôts en 2016 .....	213
Tableau IV.15	Situation des institutions de dépôts en 2016 .....	214
Tableau IV.16	Liquidités monétaires .....	215
Tableau IV.17	Liquidités monétaires en 2016 .....	216
Tableau IV.18	Contribution à la croissance de la masse monétaire .....	217
Tableau IV.19	Contribution a la croissance de la masse monéaire .....	218
Tableau IV.20	Contribution a la croissance de la masse monétaire .....	219
Tableau IV.21	Contribution a la croissance de la masse monétaire .....	220
Tableau IV.22	Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo.....	221
Tableau IV.23	Ventilation des émissions monétaires en francs congolais.....	222
Tableau IV.24	Dépôts bancaires à vue Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces .....	223
Tableau IV.25	Dépôts bancaires à terme Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance .....	224
Tableau IV.26	Crédits aux entreprises et aux particuliers .....	225
Tableau IV.27	Crédits bancaires aux entreprises et aux particuliers .....	226
Tableau IV.28	Ventilation des crédits bancaires à decassement par branche d'activité .....	227

Tableau IV.29	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité.....	228
Tableau IV.30	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits .	229
Tableau IV.31	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité .....	230
Tableau IV.32	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo.....	231
Tableau IV.33	Situation de la Banque Centrale du Congo en 2016 .....	232
Tableau IV.34	Situation des autres institutions de dépôts.....	233
Tableau IV.35	Situation des autres institutions de dépôts en 2016 .....	234
Tableau IV.36	Réserves de la Banque Centrale du Congo.....	235
Tableau IV.37	Réserves de la Banque Centrale du Congo.....	236
Tableau IV.38	Réserve de la Banque Centrale du Congo en 2016 .....	237
Tableau IV.39	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2016.....	238
Tableau IV.40	Les différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire .....	239
Tableau IV.41	Les différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire .....	240
Tableau IV. 42	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires..	241
Tableau IV.43	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2016 .....	242
Tableau IV.44	Situation resumée de la Société Financière de Développement.....	243
Tableau IV.45	Situation resumée de la Société Nationale d'Assurances .....	244
Tableau IV.46	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances .....	245
Tableau IV.47	Evolution du multiplicateur monétaire .....	246
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES .....	247
Tableau V.1	Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2017-2018 .....	255
Tableau V.2	Recettes et des dépenses publiques 2017-18.....	258
Tableau V.3	Balance des paiements 2017-2018 .....	259
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....	263
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE .....	265
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE .....	279
Tableau II.1	Evolution des émissions monétaires.....	281
Tableau II.2	Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales.....	282
Tableau II.4	Ventilation par coupure des émissions monétaires .....	283
Tableau II.5	Evolution des destructions des billets impropres.....	283
Tableau II.6	Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation .....	284
Tableau II.7	Evolution des émissions monétaires nettes.....	284
Tableau II.8	Evolution des versements aux guichets du Siège.....	285
Tableau II.9	Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège .....	286
Tableau II.10	Evolution des retraits aux guichets du Siège .....	286
Tableau II.11	Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège.....	287
Tableau II.12	Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC.....	288
Tableau II.13	Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC.....	289
Tableau II.14	Volume des transactions compensées par le système bancaire .....	289
Tableau II.15	Nombres des comptes bancaires .....	296
Tableau II.16	Activités dénouées par les Messageries Financières agréées.....	298
Tableau II.17	Activités dénouées par les Bureaux de change agréés en 2016 .....	299
Tableau II.18	Evolution de l'effectif de la Banque.....	315
Tableau II.19	Evolution du Personnel par Sexe.....	315
Tableau II.20	Répartition du personnel du Siège .....	315
Tableau II.21	Répartition du personnel des entités provinciales.....	317
Tableau II.22	Répartition du Personnel actif par Grade .....	318
Tableau II.23	Répartition du Personnel actif par Grade .....	319
Tableau II.24	Répartition du Personnel actif par Niveau d'Etudes.....	320
Tableau II.25	Répartition du personnel actif par catégorie professionnelle .....	320

Tableau II.26	Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque .....	321
Tableau II.27	Répartition du personnel selon l'âge des agents.....	321
Tableau II.28	Niveau d'étude et ancienneté à la Banque .....	322
Tableau II.29	Niveau d'étude et âge des agents.....	322
Tableau II.30	Niveau d'étude et catégorie professionnelle.....	323
Tableau II.31	Age des agents et catégorie professionnelle .....	323
Tableau II.33	Population passive de la Banque.....	324
Tableau II.34	Formations organisées à l'intérieur du pays.....	325
Tableau II.35	Formations organisées à l'extérieur du pays .....	327
Tableau II.36	Répartition des stagiaires par organe d'affectation (*) .....	330
Tableau II.37	Répartition des stagiaires selon les institutions en 2016.....	331
<b>TITRE III</b>	<b>COMPTES DE LA BANQUE .....</b>	<b>333</b>
Tableau III.1	Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	335
Tableau III.2	Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	337
Tableau III.3	Tableau de formation de résultat.....	338

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1	Evolution de la croissance économique mondiale de 2011 à 2016 .....	XVIII
<b>PREMIERE PARTIE</b>	<b>EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2016 .....</b>	<b>1</b>
<b>TITRE I</b>	<b>DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES .....</b>	<b>3</b>
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réels par habitant .....	6
Graphique I.2	Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB .....	8
Graphique I.3	Evolution des indices de production agricole .....	9
Graphique I.4	Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut .....	11
Graphique I.5	Production mensuelle de cuivre et de cobalt.....	12
Graphique I.6	Production de diamant.....	13
Graphique I.7	Production de pétrole brut.....	14
Graphique I.8	Indice de la production manufacturière.....	15
Graphique I.9	Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs .....	16
Graphique I.10	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	17
Graphique I.11	Contribution des composantes de la demande globale à la croissance .....	20
Graphique I.12	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	22
Graphique I.13	Evolution du taux d'inflation.....	24
Graphique I.14	Evolution des prix des produits pétroliers.....	26
<b>TITRE II</b>	<b>FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>69</b>
Graphique II.1	Evolution du solde budgétaire .....	73
Graphique II.2	Evolution des opérations du cadre budgétaire.....	74
Graphique II.3	Importance relative des différentes catégories des recettes.....	75
Graphique II.4	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire.....	81
<b>TITRE III</b>	<b>RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....</b>	<b>105</b>
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits .....	108
Graphique III.2	Cours moyen du Cuivre sur les marchés mondiaux.....	110
Graphique III.3	Cours moyen du Zinc et du Cobalt sur le marché de Londres .....	110
Graphique III.4	Cours de principaux produits végétaux exportés.....	113
Graphique III.5	Evolution des termes de l'échange .....	114
Graphique III.6	Evolution du Taux de change indicatif .....	116
Graphique III.7	Evolution du taux de change parallèle.....	116
Graphique III.8	Evolution de l'écart entre le taux indicatif et le taux parallèle .....	117
Graphique III.9	Evolution des réserves de change .....	118
Graphique III.10	Evolution des réserves de change .....	118

Graphique III.11	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes .....	120
<b>TITRE IV</b>	<b>MONNAIE ET CREDIT .....</b>	<b>177</b>
Graphique IV.1	Evolution du taux directeur .....	183
Graphique IV.2	Evolution de la réserve obligatoire .....	184
Graphique IV.3	Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC.....	184
Graphique IV.4	Variation annuelle de l'encours du Bon BCC.....	185
Graphique IV.5	Objectifs de la politique monétaire.....	186
Graphique IV.6	Evolution de la Base monétaire.....	187
Graphique IV.7	Evolution de la masse monétaire .....	190
Graphique IV.8	Evolution des Avoirs Extérieurs Nets.....	192
Graphique IV.9	Evolution des Avoirs Intérieurs Nets .....	192
Graphique IV.10	Evolution monétaire .....	193
Graphique IV.11	Profondeur du marché monétaire .....	195
Graphique IV.12	Evolution du volume annuel du refinancement.....	196
Graphique IV.13	Volume annuel des transactions interbancaires.....	197
Graphique IV.14	Volume annuel des ventes des Bons BCC .....	197
Graphique IV.15	Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire .....	199
Graphique IV.16	Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales .....	200
Graphique IV.17	Taux d'intérêt réels .....	201
Graphique IV.18	Evolution de l'encours des crédits.....	202
Graphique IV.19	Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire .....	203
Graphique IV.20	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement .....	203
Graphique IV.21	Structure des crédits par terme .....	204
Graphique IV.22	Allocation sectorielle des crédits.....	205
Graphique IV.23	Structure des crédits d'engagement.....	206
Graphique IV.24	Structure des dépôts suivant la monnaie .....	208
<b>TITRE V</b>	<b>PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES .....</b>	<b>247</b>
Graphique V.1	Profil de la croissance économique mondiale (2017-2022) .....	249
Graphique V.2	Prévisions des cours du pétrole et du cuivre .....	252
Graphique V.3	Croissance du PIB réel 2017-2018.....	254
Graphique V.4	Prévisions et objectif de l'inflation .....	257
Graphique V.5	Evolution du taux de change .....	260
Graphique V.6	Evolution de la masse monétaire en 2017 .....	261

**AVERTISSEMENT**

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
t	tonne
tm	tonne métrique
m <sup>3</sup>	mètre cube
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale



## I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

### I.1. Evolution de l'activité économique mondiale

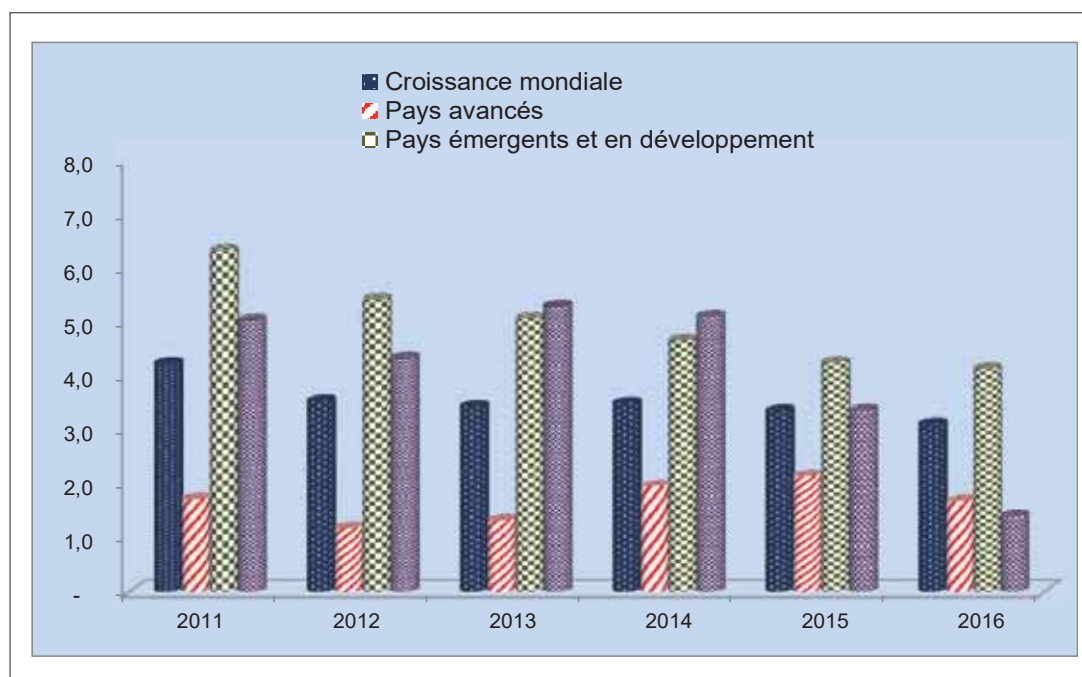
En 2016, le ralentissement de l'activité économique mondiale s'est relativement accentué, expliqué dans une large mesure par la poursuite de l'essoufflement des économies émergentes et en développement, à la suite notamment du maintien des cours des matières premières à de niveaux bas, ainsi que par la faible croissance du commerce mondial et la persistance de la fragilité de la reprise des économies avancées, renforcée dans une moindre mesure par la décision de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. A cet effet, la croissance économique mondiale s'est établie à 3,1 % contre 3,4 %, une année plus tôt.

Dans les économies avancées, la croissance économique s'est légèrement contractée à 1,6 % après 2,1 % en 2015, influencée par des incertitudes économiques, politiques et institutionnelles. Quant aux économies émergentes et en développement, elles ont connu une légère accélération de la croissance, attestée par un taux de 4,1 % venant de 4,0 % en 2015.

S'agissant particulièrement des économies de l'Afrique subsaharienne, le rythme de la croissance a poursuivi sa trajectoire baissière, ressortant à 1,4 %, soit un niveau en deçà des taux réalisés au cours des deux dernières années. Ce ralentissement résulte de la détérioration de la conjoncture extérieure et du durcissement des conditions financières.

Néanmoins, ce panorama a masqué une hétérogénéité considérable des trajectoires économiques dans la région. En effet, alors que les pays exportateurs des produits de base ont connu des graves tensions économiques, la moitié des pays de la région, peu tributaire des exportations en ressources naturelles, a continué à afficher de bons résultats, grâce notamment à la baisse des prix des importations de pétrole, à l'amélioration du climat des affaires et à la poursuite d'investissements massifs dans les infrastructures.

**Graphique 1 Evolution de la croissance économique mondiale de 2011 à 2016**  
(en pourcentage)



Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2017.

Dans ce contexte de fragilité de l'économie mondiale, le volume des échanges commerciaux mondiaux s'est encore affaibli et les prix des matières premières maintenus à de niveaux bas, en dépit de la remontée observée au dernier trimestre de l'année sous analyse.

En effet, le commerce mondial des biens et services a enregistré une croissance de 2,2% en 2016 contre 2,7%, une année plus tôt. Ce recul du commerce mondial résulte principalement de la faiblesse de l'activité économique, induite notamment par la baisse des investissements dans toutes les régions, mais également du ralentissement de l'expansion des chaînes de valeur mondiales et de la remontée du protectionnisme.

**Tableau 1 Evolution des échanges mondiaux**  
(Variation en pourcentage)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Volume des échanges mondiaux des biens et services</b>	<b>7,1</b>	<b>2,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,2</b>
<b>Volume des importations mondiales des biens et services</b>	<b>7,3</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>
Pays avancés	5,1	1,2	2,4	3,9	4,4	2,4
Pays émergents et en développement	11,5	5,2	5,3	4,0	- 0,8	1,9
Afrique Subsaharienne	10,5	5,0	4,1	6,7	1,0	- 7,2
<b>Volumes des exportations mondiales des biens et services</b>	<b>6,9</b>	<b>2,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,5</b>	<b>2,9</b>	<b>2,3</b>
Pays avancés	6,0	2,3	3,2	3,9	3,7	2,1
Pays émergents et en développement	8,5	3,5	4,9	2,8	1,4	2,5
Afrique Subsaharienne	1,3	1,6	4,4	0,5	3,7	0,4

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2017.

## I.2. Evolution de l'activité économique par région

### 1.2.1. Pays avancés

- **Zone euro**

La croissance économique dans la Zone euro s'est établie à 1,6% en 2016, soit une baisse de 1,0 point de pourcentage par rapport au niveau réalisé l'année précédente. Ce recul est consécutif à plusieurs facteurs, notamment les conditions climatiques peu favorables à l'activité économique, l'accroissement des incertitudes et la matérialisation de certains risques. Sous cet angle, la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne est demeurée accommodante sur fond des taux d'intérêt bas ainsi que d'autres mécanismes favorables à l'expansion de la liquidité, nécessaires au soutien de la demande intérieure.

Par ailleurs, la décision du Royaume Uni de sortir de l'Union Européenne prise au mois de juin 2016, a contribué modestement au ralentissement de la croissance économique dans cette région du fait de la nature et du volume des échanges entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni. A cet égard, la consécration future de la séparation des deux blocs devrait être plus préjudiciable au Royaume-Uni qu'à l'Union Européenne et particulièrement à la Zone euro.

- **Etats-Unis**

En 2016, la croissance de l'économie américaine a faiblement progressé par rapport au niveau observé en 2015, soit 1,7% contre 2,0%. Ce ralentissement a été consécutif à la morosité de l'activité économique observée au dernier trimestre de l'année, en dépit de la hausse de la consommation portée par la solidité du marché de l'emploi. Cette dernière est attestée par une baisse de 0,5 point de pourcentage du taux de chômage, se situant à 4,5% après 5,0% à fin décembre 2015. Sous ces conditions, la

Fed s'est vue contrainte de poursuivre avec le resserrement de sa politique monétaire en relevant son principal taux directeur d'un quart de point, soit d'une fourchette de 0,25 % à 0,50 % à celle de 0,50 % à 0,75 %.

### **1.2.2 Pays émergents et en développement**

- **Chine**

La Chine a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,9% en 2015 sur fond de la réorientation en cours de son économie vers une structure axée davantage sur la consommation intérieure. En outre, en vue de rééquilibrer la balance des paiements et soutenir la valeur externe du Yuan, la Chine a décidé de lutter contre les sorties de capitaux par le durcissement des contrôles ad hoc sur les banques, les entreprises et les particuliers et, a amorcé une hausse progressive des taux sur le marché monétaire dont l'un des effets est de réduire leur différentiel par rapport au taux de base de la Fed. Ces mesures ont été complétées par un nouveau dispositif visant à attirer les flux entrants, en particulier le marché obligataire ouvert aux investisseurs étrangers.

- **Afrique subsaharienne**

L'activité économique de la sous-région a fortement reculé en 2016 avec un taux de croissance de 1,4% contre 3,4%, une année auparavant. Cette évolution a résulté des effets combinés de la baisse des prix des matières premières de base et des conditions politiques et économiques internes difficiles.

## **II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR**

La croissance économique, en République Démocratique du Congo, a ralenti en 2016 pour s'établir à 2,4% après 6,9% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 2002. Ce ralentissement de l'activité économique a été consécutif principalement à la morosité du secteur primaire, au niveau de l'offre, et à la faiblesse des investissements tant publics que privés, au niveau des emplois finals.

Sur le marché des biens et services, il a été observé la résurgence des pressions inflationnistes avec un taux de 23,60% contre 0,82% en 2015 et un objectif de 4,2%. En rythme mensuel, les prix ont progressé en moyenne de 0,900% en 2016 contre 0,068%, une année plus tôt.

S'agissant des finances publiques, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 1,2% du PIB en 2016 contre 0,6%, une année auparavant. Cette situation a résulté de la baisse des recettes dans un contexte d'une persistance à de niveaux bas des cours de principaux produits d'exportation du pays. Dans ce contexte, la pression fiscale est passée de 11,0% en 2015 à 7,7%, l'année sous revue. Le déficit réalisé a été financé par la consommation des marges budgétaires disponibles et les avances de la Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, ils ont principalement été marqués par la poursuite de la détérioration du solde global de la balance des paiements, entamée depuis 2015, à la suite du recul sensible de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Il s'en est dégagé une forte pression sur la demande des devises afin de soutenir les importations, se traduisant par une forte dépréciation de la monnaie nationale face à la devise américaine. Dans ce contexte, l'action de la politique de change a essentiellement été orientée vers la recherche de la stabilité du taux de change, à travers des cessions des devises.

Pour ce qui est du secteur monétaire, les faits marquants de l'année 2016 ont été le durcissement de la politique monétaire et le ralentissement de l'activité bancaire et du marché monétaire. Ce durcissement s'est traduit par le relèvement des coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises et du taux directeur. En outre, il a été procédé à la stérilisation intégrale des dépôts en monnaie nationale de l'Administration publique centrale en les livres des banques commerciales.

Quant aux perspectives macroéconomiques, l'économie congolaise en 2017 devrait connaître une reprise, laquelle pourrait se consolider en 2018. En effet, la croissance devrait se situer à 3,1 % en 2017 et pourrait remonter à 3,7 % en 2018, selon les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique. Pour le Fonds monétaire international, l'activité productive en RDC devrait s'améliorer faiblement à fin décembre 2017. D'après le FMI, il est attendu une croissance de 2,8 % en 2017 et de 3,0 % en 2018.



**PREMIERE PARTIE**  
**EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE**  
**ET FINANCIERE EN 2016**



*Barrage d'Inga.*



*Port de Matadi.*



## TITRE I

# **DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES**



En 2016, l'activité économique en RDC a continué à subir les effets néfastes de l'environnement économique extérieur, dans un contexte de la baisse des cours des produits de base.

En effet, le faible dynamisme de la croissance dans les pays avancés et émergents, particulièrement en Chine, a affecté négativement l'activité économique en RDC. Ainsi, la croissance économique a ralenti en 2016 pour s'établir à 2,4 % après 6,9 % en 2015, soit son plus bas niveau depuis 2002. Toutefois, ce niveau de taux de croissance réalisé reste au-dessus de celui de l'Afrique Subsaharienne estimé, en décembre 2016, à 1,4 %.

Ce ralentissement de l'activité économique est imputable principalement à la morosité du secteur primaire, au niveau de l'offre, et des investissements tant publics que privés, au niveau des emplois finals.

Sur le marché des biens et services, il a été observé la résurgence des pressions inflationnistes avec un taux de 23,60 % contre 0,82 % en 2015 et un objectif de 4,2 %. En rythme mensuel, les prix ont progressé en moyenne de 0,900 % en 2016 contre 0,068 %, une année plus tôt.

Enfin, le Rapport mondial sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2016, a positionné la RDC au 176<sup>ième</sup> rang sur 188 pays retenus, avec un IDH de 0,435 point.

## CHAPITRE I

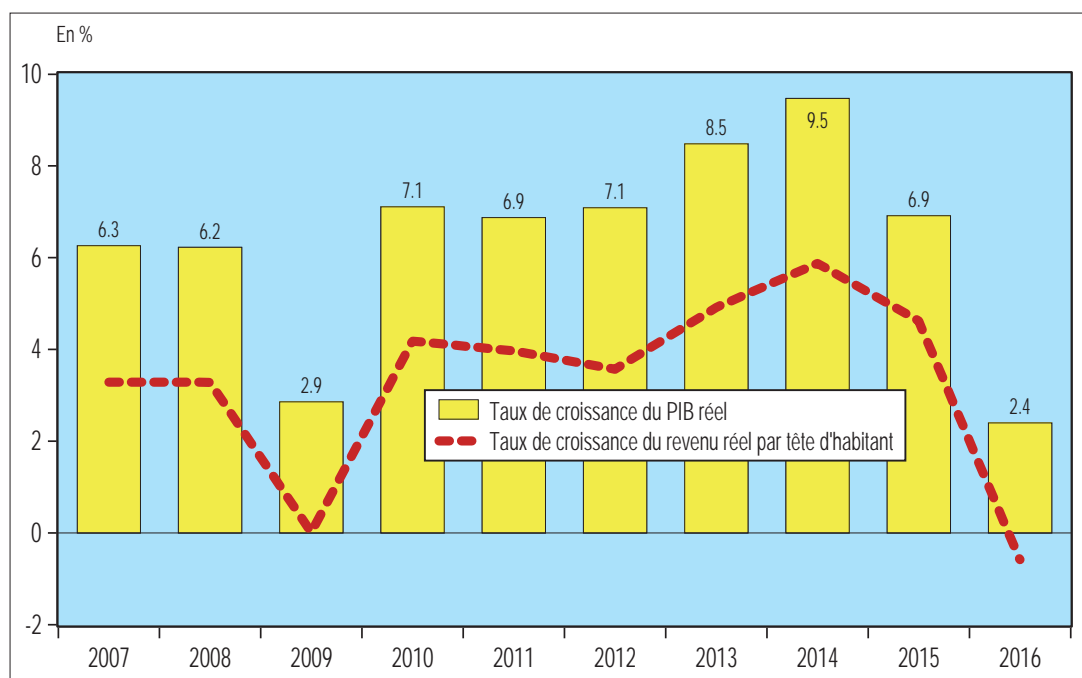
### PRODUIT INTERIEUR BRUT

Après six années de croissance soutenue, l'activité économique a fortement ralenti en République Démocratique du Congo en 2016. En effet, le taux de croissance économique a été estimé à 2,4% contre 6,9% en 2015.

Le rythme de progression de l'activité économique a été affecté par la morosité de l'environnement économique extérieur, essentiellement sous l'effet du maintien à de niveaux bas des cours de principaux produits exportés par le pays, conjuguée à une psychose liée au contexte politique.

**Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réels par habitant**

(en pourcentage)



Source : Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

#### I.1. ANALYSE SECTORIELLE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

L'analyse de l'activité économique, selon l'approche de la production, indique que la croissance en 2016 a été soutenue principalement par le secteur tertiaire, dont la contribution s'est établie à 1,75 point de pourcentage. Cette situation est consécutive au dynamisme observé dans les branches «Commerce», «Transports et télécommunications» ainsi que «Hôtels et restaurants».

En deuxième position vient le secteur secondaire, dont la contribution à la croissance a été de 0,38 point de pourcentage contre 1,20 point en 2015. Ce niveau a résulté de la baisse d'activités dans la branche « Industries manufacturières », dont la contribution a été de 0,99 point de pourcentage ainsi que de la contribution négative de 0,67 point de la branche « Bâtiment et travaux publics ». Concernant la branche « Electricité, gaz, vapeur et eau », sa contribution a été marginale, soit 0,06 point de pourcentage.

**Tableau I.1 Contribution des différents secteurs à la croissance économique**  
(en point de croissance)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>	<b>9,6</b>	<b>5,5</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5
Agriculture	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,5
vivrière	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,5
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	0,1	1,0	1,8	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>
Industries manufacturières	1,1	0,2	-1,4	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0
Industries alimentaires, boissons et tabac	0,8	0,1	-1,1	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9
Autres industries manufacturières	0,2	0,1	-0,3	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1
Bâtiments et travaux publics	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3	-0,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,9</b>	<b>4,2</b>	<b>1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>0,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>
Commerce	1,7	1,6	1,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9
Transports et télécommunications	2,3	1,4	-0,4	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4
Autres services hors adm. publique	0,8	0,8	0,4	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7	0,3
Services d'administration publique	0,4	0,7	0,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1
SIFIM	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6,9</b>	<b>6,1</b>	<b>2,8</b>	<b>7,1</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>	<b>8,1</b>	<b>9,3</b>	<b>6,7</b>	<b>2,5</b>
Taxes sur les produits	-0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>

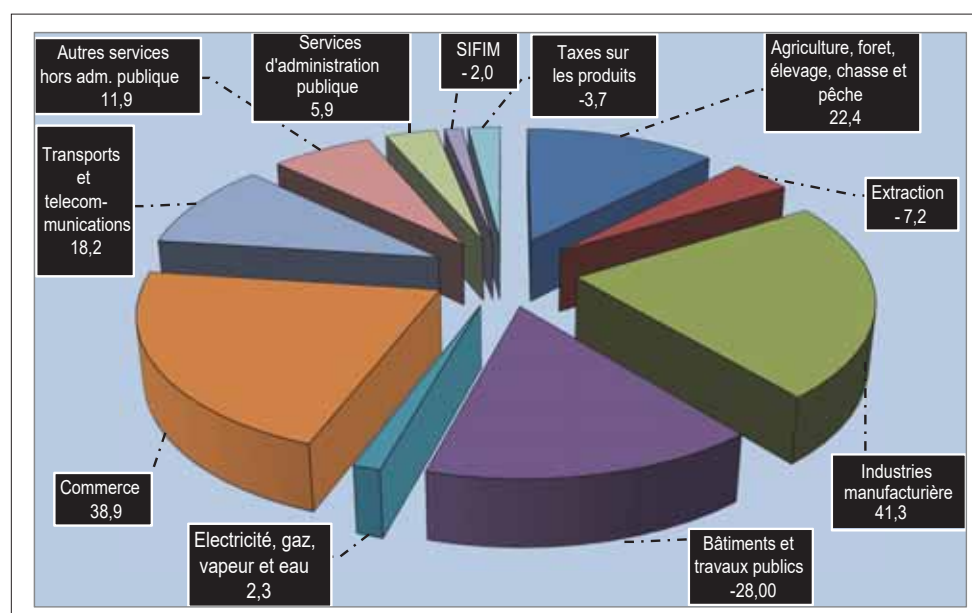
Source: Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (C.E.S.C.N.)

Pour ce qui est du secteur Primaire, sa contribution à la croissance a représenté 0,37 point contre 2,0 points en 2015. Cette situation est expliquée par le ralentissement de la production dans la branche « Extractions », dont la contribution à la croissance

a été négative de 0,17 point contre une contribution positive de 1,3 point, une année auparavant.

Il importe de relever que le ralentissement de l'économie congolaise en 2016, par rapport à 2015, a été observé sur l'ensemble de trois secteurs composant l'activité économique.

**Graphique I.2 Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB**  
(en pourcentage)



Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

### I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse

Bien qu'en léger repli par rapport à l'année 2015, la croissance de cette branche, perceptible au cours des quatre années précédentes, s'est maintenue au cours de l'année sous analyse, réconfortant la bonne tenue des activités dans ce secteur dans son ensemble. En effet, la valeur ajoutée de la branche d'activité « Agriculture, Forêt, Elevage, Pêche et Chasse » a connu une progression de 3,3 % contre 4,7 % en 2015. Son indice d'activité s'est accru de 3,7 %, s'établissant à 118,6 points en 2016.

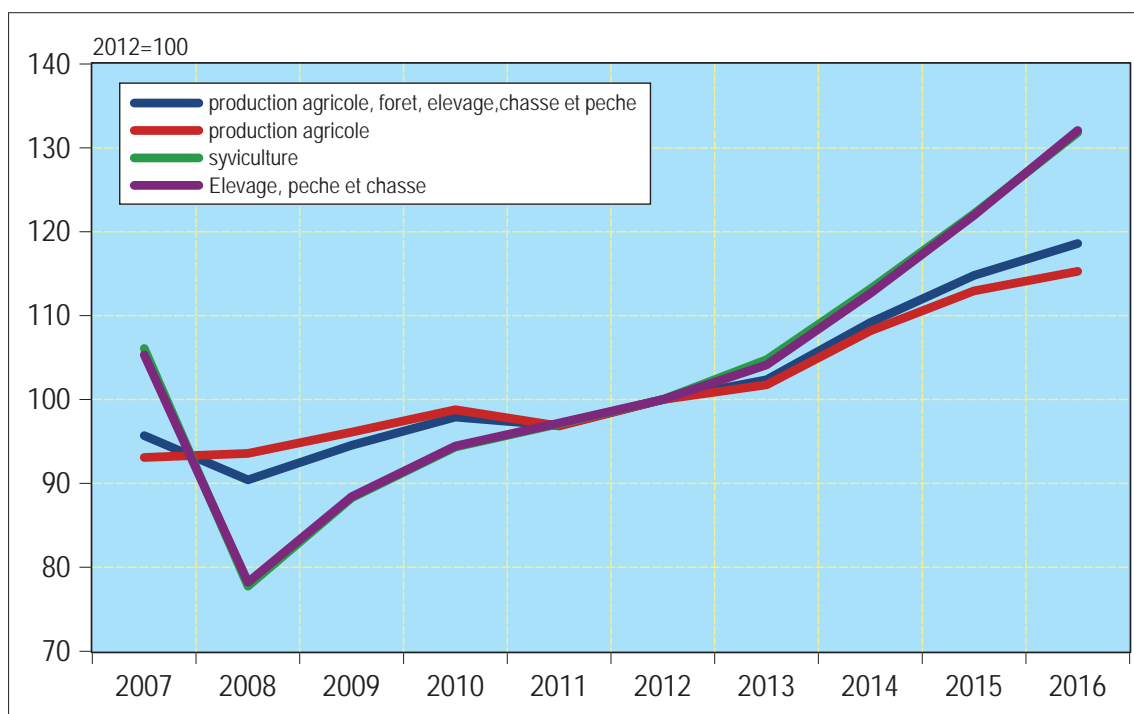
Il sied de relever que ce comportement est attribuable au renouvellement des engagements pris par les partenaires techniques et financiers (PTF), particulièrement la tripartite (FAO-FIDA-PAM) dans l'accompagnement du secteur agricole et celui de l'agro-industrie.

#### I.1.1.1. Agriculture

La valeur ajoutée de la sous-branche « Agriculture » s'est accrue de 3,1 % durant l'année sous analyse, établissant son indice d'activité à 115,3 points. Cette progression a été favorisée par les investissements réalisés dans ce secteur notamment à travers

les ouvertures des pistes agricoles, ainsi que la mise à disposition d'intrants aux agriculteurs.

**Graphique 1.3 Evolution des indices de production agricole**



Source : Banque Centrale du Congo.

#### • Production agricole vivrière

Avec une valeur ajoutée en léger ralentissement par rapport à 2015, soit 3,1 %, la production vivrière a enregistré une contribution à la croissance du PIB réel de 0,5 point de pourcentage, en recul de 0,2 point. Cette évolution est attribuable aux maladies ayant affecté deux cultures constituant la base du régime alimentaire de la population, à savoir : la striure brune du manioc et le wilt bactérien du bananier.

#### • Culture de rente

Comparativement à l'année précédente, la production agricole de rente a connu une légère progression de sa valeur ajoutée en 2016, s'établissant à 5,7 % contre 5,5 % en 2015. Cette évolution a résulté, d'une part, de l'augmentation des surfaces d'exploitation de certaines cultures pérennes, notamment le cacao et le caoutchouc, du fait de l'installation de nouvelles sociétés, associée à une assistance technique en faveur des planteurs et, d'autre part, de prix d'achat compétitifs dans le Nord Kivu, le Sud Ubangi et l'Ituri.

Cependant, il s'observe des évolutions divergentes dans la production des cultures de rente. Le caoutchouc, le cacao et le café arabica ont enregistré des variations positives alors que les huiles de palme et de palmiste ainsi que les grumes ont enregistré des variations négatives.

### **I.1.1.2. Forêt**

La croissance de cette sous-branche a quasiment stagné autour de 6,7 %, d'une année à l'autre. Cette activité recèle la source d'énergie la plus utilisée par les ménages, en vue de remédier au déficit énergétique par la société nationale d'électricité. Ainsi, les deux productions, à savoir : le bois de chauffage et le charbon, se sont accrues respectivement, comme en 2015, de 7,9 % et 9,7 %.

### **I.1.1.3. Elevage, Pêche et Chasse**

La valeur ajoutée de cette sous-branche a progressé de 3,0 %, en baisse de 4,5 points par rapport à 2015. Parallèlement, sa contribution à la croissance du PIB a été quasiment nulle en 2016, tandis que son indice d'activité s'est situé à 132,1 points, en hausse de 8,4 % comparativement à l'année précédente.

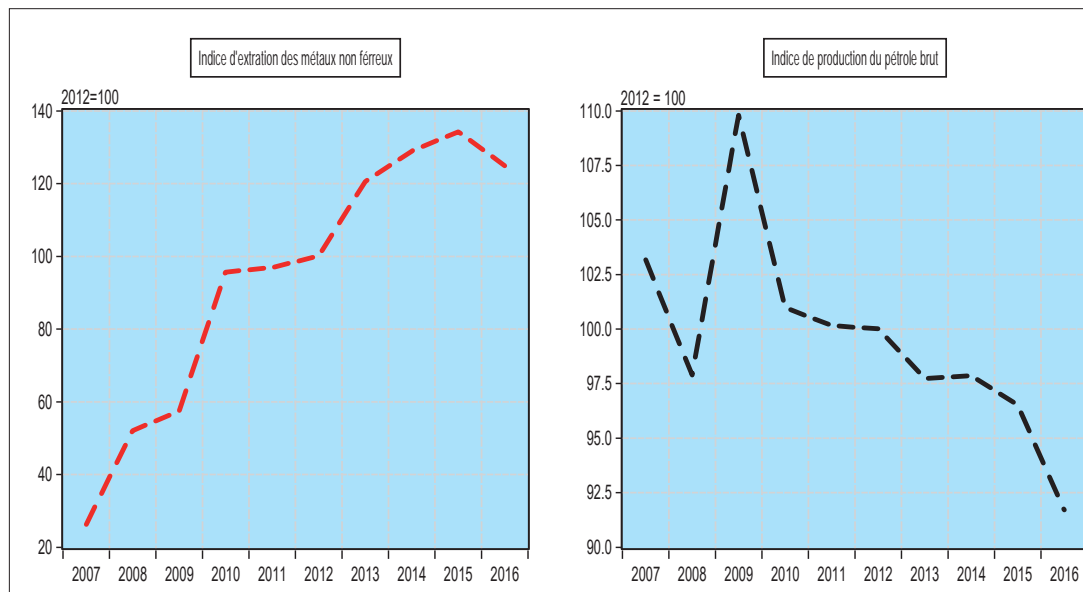
### **I.1.2. Extraction**

La contreperformance de la branche « Extraction » s'est poursuivie au cours de l'année sous-revue, à la suite de l'évolution défavorable des cours de principaux produits miniers et des hydrocarbures sur le marché international. En effet, la valeur ajoutée de cette branche s'est inscrite en baisse de 0,7 % en 2016, après un accroissement de 4,8 %, une année auparavant. En termes de contribution à la croissance, la branche a renseigné un niveau négatif de 0,2 point de pourcentage en 2016 contre + 1,3 % une année auparavant. Par conséquent, son évolution a tiré vers le bas la contribution du secteur primaire à la croissance pour la deuxième année consécutive. Ces évolutions sont également reflétées par l'indice d'activité de la production minière et des hydrocarbures, lequel a été de 122,4 points contre 135,0 points.

Outre l'évolution défavorable des cours sur le marché international, les contreperformances enregistrées sont le fruit d'une conjugaison d'autres facteurs dont les plus importants sont :

- le ralentissement du régime de production à l'approche de la pleine utilisation des capacités de production installées, pour certaines entreprises ;
- le déficit en fourniture énergétique attesté par une multiplication des épisodes de délestage.



**Graphique I.4 Indices de production minière, métallurgique et du pétrole brut**

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

L'indice d'activité de la sous-branche « Extraction des métaux non ferreux » a enregistré une décroissance de 6,9 % en 2016 contre une amélioration de 4,2 % en 2015, se situant à 124,9 points.

#### ➤ Cuivre

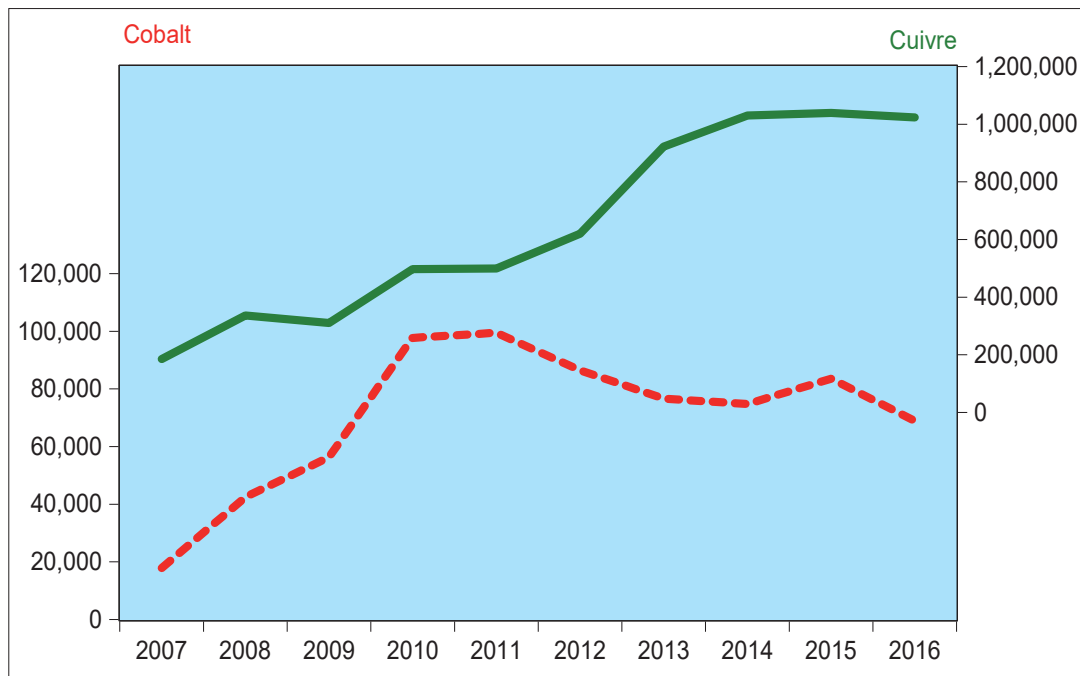
Pour une production totale de 1.023,7 milliers de tonnes en 2016, la production totale du cuivre s'est repliée de 1,5 %, comparativement à son niveau de 2015.

Par ailleurs, il a été noté que la part de la Gécamines dans la production nationale totale est passée de 1,6 % à 1,0 %, d'une année à l'autre, consécutivement à une baisse substantielle de ses activités à hauteur de 38,0 %. Tandis que les partenaires ont enregistré une production de 1.022,2 milliers de tonne en 2015 et 1.013,2 milliers en 2016.

#### ➤ Cobalt

En RDC, les activités de production du cobalt, dont la RDC dispose des gisements les plus importants au monde, ont enregistré les niveaux les plus faibles depuis 2010. En effet, la production s'est établie à 68,8 milliers de tonnes en 2016, correspondant à une baisse de 14,7 milliers, comparativement à 2015.

La quasi-totalité de la production nationale est le fait des partenaires de la Gécamines. En effet, la part de ces derniers dans le volume total a été de 99,9 % en 2016, en dépit d'une baisse de 17,7 % de leurs activités, d'une année à l'autre. Quant à la Gécamines, à l'instar de l'année précédente, une production quasi-nulle a été renseignée en 2016.

**Graphique I.5 Production mensuelle de cuivre et de cobalt**

Source : Banque Centrale du Congo.

#### ➤ Zinc

La production totale du zinc s'est légèrement contractée de 0,7% en 2016, se chiffrant à 12,6 milliers de tonnes, suite à la baisse de 44,0% de la production des partenaires de la Gécamines. A contrario, la production de la Gécamines a connu une progression de 43,0%, représentant 71,7% de la production totale.

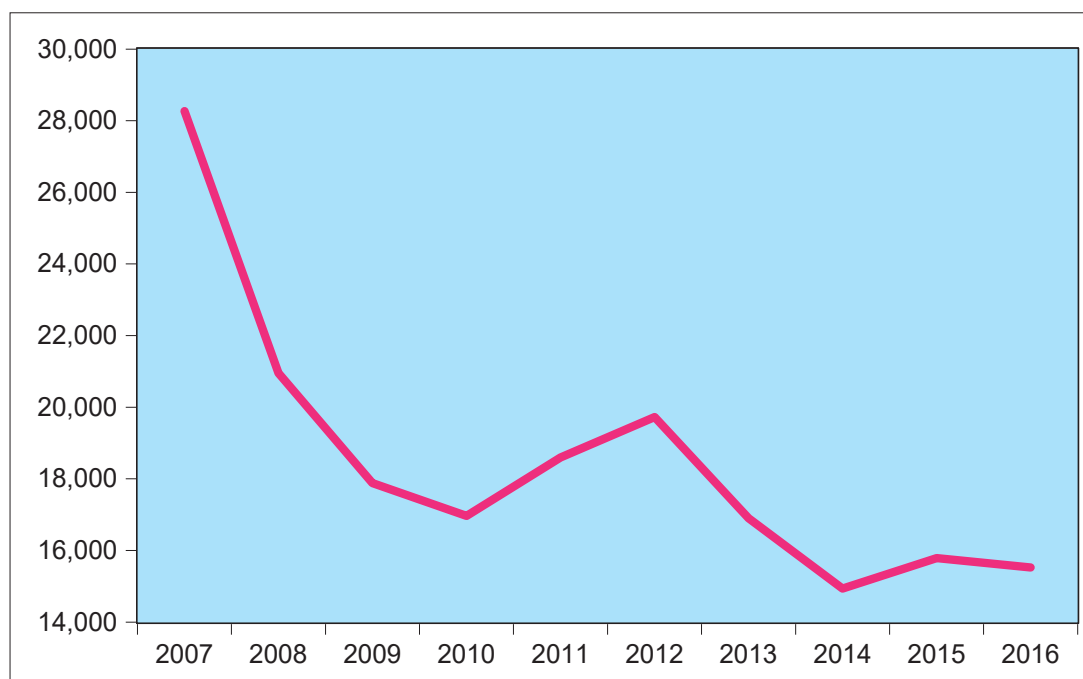
#### **I.1.2.2. Autres produits d'extraction.**

La production des « Autres produits d'extraction » a perdu de son dynamisme par rapport à l'année précédente. En effet, l'indice d'activité de cette branche s'est replié de 45,0%, se situant à 73,0 points en 2016. Hormis la cassitérite, le wolframite et le colombo-tantalite, dont les productions ont été en hausse, les autres produits ont enregistré des évolutions baissières.

#### ➤ Diamant

Au cours de l'année sous examen, la production totale du diamant s'est chiffrée à 15.523 milliers de carats, marquant une baisse de 1,7% par rapport à l'année précédente.

**Graphique I.6 Production de diamant**  
(en milliers de carats)



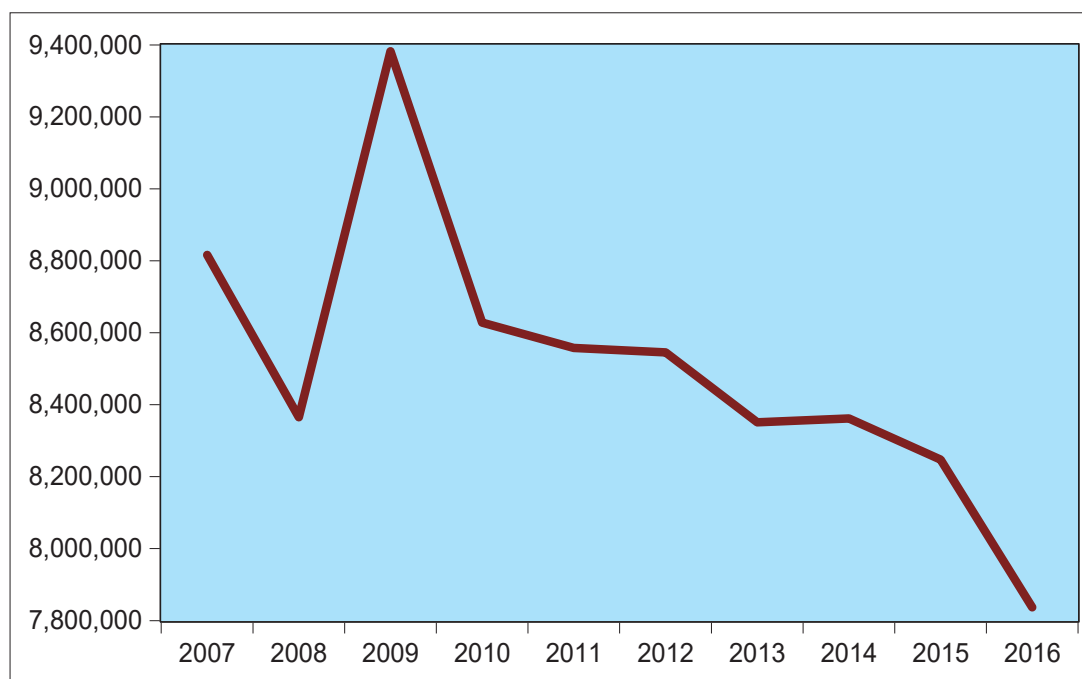
Source : Banque Centrale du Congo.

La production artisanale a corroboré ce fléchissement de la production globale, en enregistrant un volume de production de 12.377 milliers de carats en 2016, soit une baisse de 13,3%. Parallèlement, il a été observé un bond de 109% de la production industrielle, d'une année à l'autre. En dépit de cette évolution encourageante de la production de la Miba et des autres industriels, celle-ci n'a pu influencer significativement la situation globale, en raison de sa part marginale, de l'ordre de 20% environ.

#### ➤ Pétrole brut

Depuis le pic de 2009, soit 9.382 milliers de barils, il s'observe une tendance globale à la baisse de la production nationale du pétrole, laquelle s'est poursuivie en 2016. La production s'est contractée de 5,0% par rapport à 2015, se situant à 7.837 milliers.

Les évolutions en dents de scie des cours sur les marchés mondiaux et la tendance à l'épuisement des gisements en exploitation, nécessitant des méthodes d'extraction assistées, ne sont pas favorables à un renversement de tendance.

**Graphique I.7 Production de pétrole brut***(en barils)*

Source : Banque Centrale du Congo.

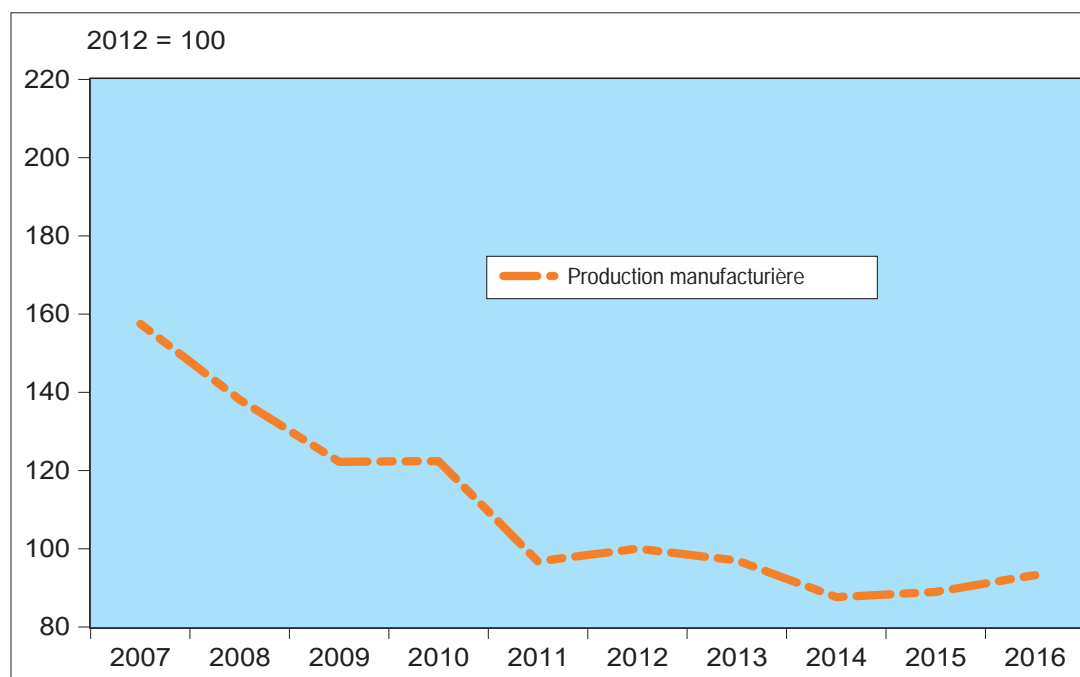
➤ Or

L'impressionnant dynamisme qui a marqué l'exploitation de l'or depuis 2012 a affiché des signes d'essoufflement. En effet, le niveau de production de l'or enregistré en 2016 est demeuré proche de celui de 2015, se chiffrant à 30.664 kilos revenant de 31.791 kilos l'année d'avant.

### I.1.3. Industries manufacturières

La branche « Industries Manufacturières » a renseigné un ralentissement de l'ensemble de ses activités. En effet, la croissance de sa valeur ajoutée s'est établie à 8,6 % contre 13,7 % une année auparavant. Ce comportement observé dans les deux sous-branches « Industrie Alimentaire, Boisson et Tabacs » ainsi que « Autres Industries Manufacturières », tient de facteurs structurels, notamment la faible fourniture en énergie électrique et la concurrence des produits importés.

**Graphique I.8 Indice de la production manufacturière**  
(en points)



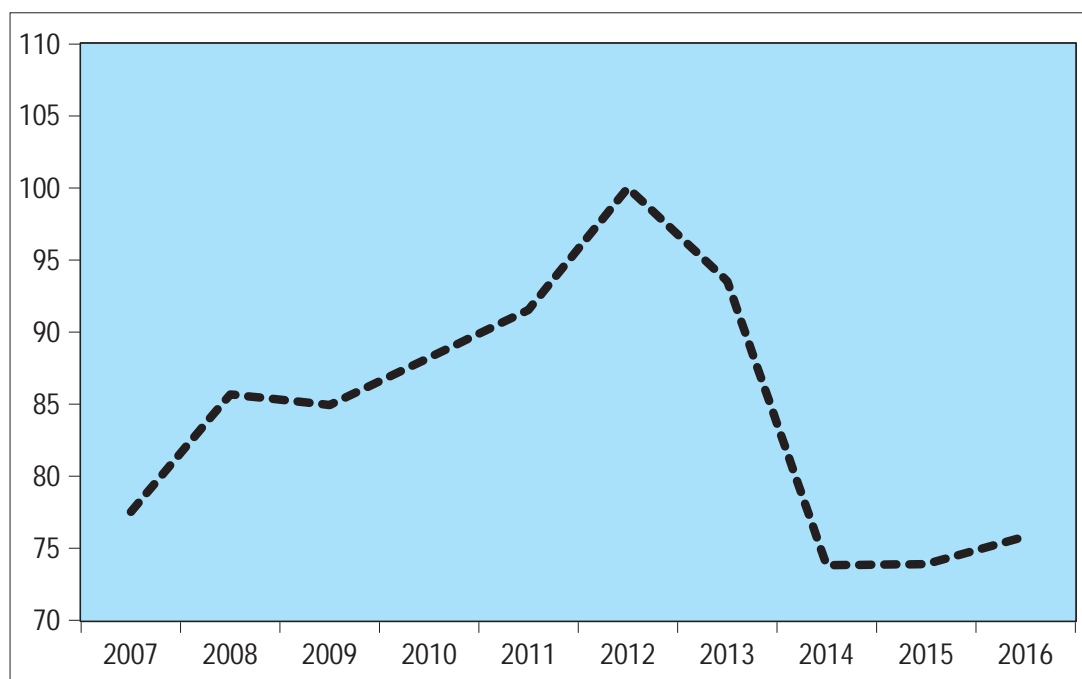
Source : Banque Centrale du Congo.

Parallèlement, l'indice global d'activité de cette branche a enregistré une progression de 5,0 %, se situant à 93,2 points.

#### **I.1.3.1. Industries Alimentaires, Boissons et Tabac**

La sous-branche « Industries Alimentaires, Boissons et Tabac » a connu une progression de 9,3 % de sa valeur ajoutée en 2016 contre 13,2 % l'année précédente. Au cours de l'année sous analyse, seules les industries alimentaires ont été performantes de par leur rythme de production, tandis que celles brassicoles sont restées plombées et celle de Tabac a enregistré un niveau de production quasi-nul. Par ailleurs, d'une année à l'autre, l'indice d'activité de la sous-branche a progressé de 2,6 %.

**Graphique I.9 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs**  
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

Hormis la farine de froment qui a enregistré une hausse significative de 18,3 % de sa production, les autres composantes des « Industries Alimentaires » ont gardé pratiquement le même niveau de production renseigné en 2015, n'enregistrant que 3,0 % de variation. Par contre, l'huile de palme a indiqué une évolution négative d'une ampleur de 0,6 %. L'indice de cette composante a connu une amélioration de 8,2 % au cours de la période sous examen, se ressortant à 126,8 points.

Pour ce qui est des « Industries des Boissons », il a été observé une évolution négative de la production des boissons alcoolisées et celle des boissons gazeuses, respectivement de 3,5 % et 4,1 %. Cette situation a été induite notamment par la concurrence déloyale de certains produits importés, le déficit de fourniture en énergie électrique et la fermeture d'une usine de production appartenant à une grande entreprise de la branche. Quant au comportement de son indice de production, celui-ci a été caractérisé par un recul de 3,7 %, le situant à 100,6 points.

### **I.1.3.2. Autres Industries Manufacturières**

En 2016, l'indice de la sous-branche « Autres Industries Manufacturières » s'est établi à 110,7 points contre 104,1 points, l'année précédente. Comparée à 2015, cette sous-branche a connu un ralentissement à 5,0 % de sa valeur ajoutée contre 16,7 %, induit par la contre-performance de ses différentes composantes.

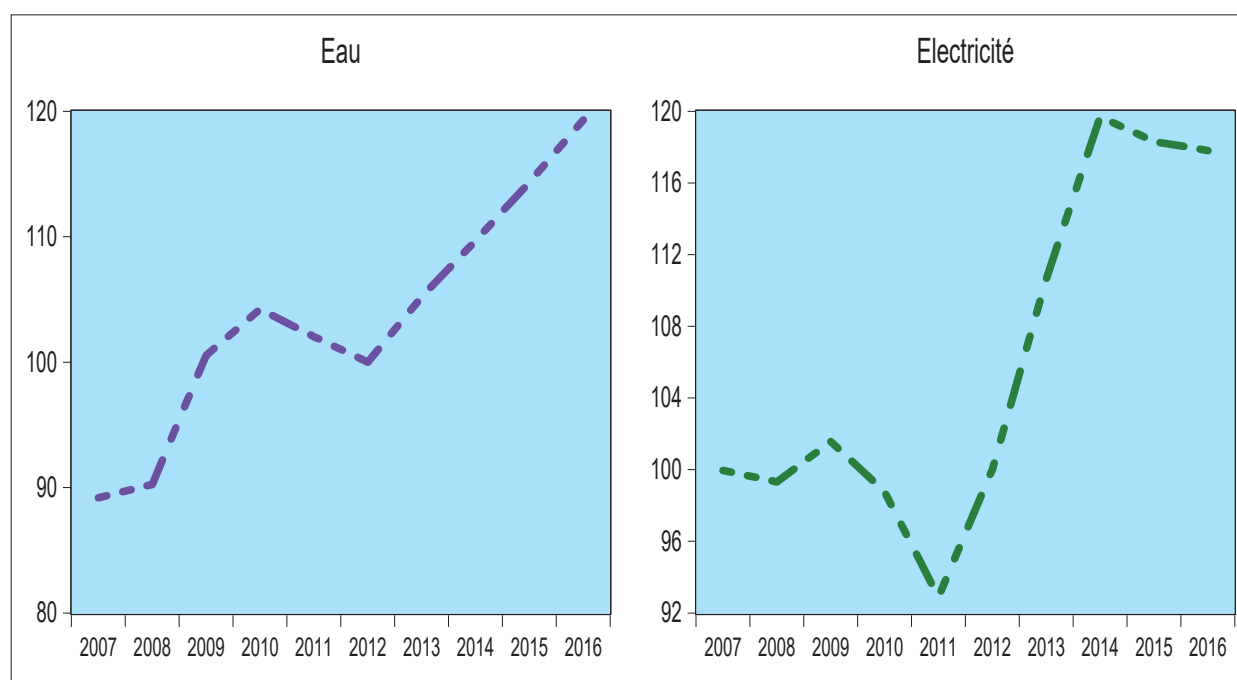
Les industries « Matériel de transport », « Plastique » et « Autres non classés ailleurs » ont enregistré des accroissements respectifs de 31,9 %, 10,6 % et 8,0 %. Par contre, les

industries « Chaussures et cuirs » ainsi que celle « Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu » ont connu des baisses respectives de 40,0 % et 17,1 %. Le reste des industries a conservé le même rythme de progression qu'en 2015.

#### I.1.4. Electricité, gaz, vapeur et eau

Cette branche a connu un accroissement de 9,3 % de ses activités en 2016, après une contraction de 4,5 % de sa valeur ajoutée en 2015, induisant une légère augmentation à 0,1 point de sa contribution à la croissance du PIB contre un niveau quasi nul, une année auparavant.

**Graphique I.10 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité**  
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

##### I.1.4.1. Electricité

En 2016, la production totale de l'électricité s'est contractée de 0,4 %, s'établissant à 8.891,0 milliers de Mwh, après une baisse de 1,2 % une année plus tôt. Son indice d'activité s'est situé à 117,8 points, en baisse de 0,4 % par rapport à 2015. Cette régression reste imputable aux difficultés traditionnelles que connaît la Société Nationale d'Electricité, du fait notamment de la vétusté de l'outil de production et de l'ensablement du canal d'amenée.

Quant à la consommation, elle s'est chiffrée à 7.001 milliers en 2016, en baisse de 3,6 % par rapport à l'année précédente, à la suite de la mauvaise qualité du réseau de distribution.

### **I.1.4.2. Eau**

D'une année à l'autre, l'indice de production d'eau potable s'est établi à 119,3 points, indiquant une augmentation de 4,3% des quantités produites par rapport à 2015. En effet, en volume, ces dernières se sont situées à 324.241 milliers de m<sup>3</sup> pour 2016 et 311.021 milliers l'année d'avant. Cette hausse des activités relève des efforts d'amélioration de la capacité de production dans ce secteur.

Par contre, la consommation d'eau a légèrement chuté de 1,5% contre une augmentation de 2,9% en 2015, consécutivement à des volumes de 178.798 milliers de m<sup>3</sup> consommés en 2016 revenant de 181.450 milliers en 2015. Les multiples fuites dans les réseaux de distribution sont les principales causes de cette contreperformance.

### **I.1.5. Bâtiments et travaux publics**

Après une baisse de 6,4% de leur valeur ajoutée en 2015, les activités de construction se sont de nouveau contractées de 19,6% en 2016, en raison notamment du ralentissement observé dans l'exécution des travaux de reconstruction et de modernisation initiés par le Gouvernement. Cette situation a induit une baisse de la consommation du ciment gris de 47,4% au cours de l'année 2016.

### **I.1.6. Commerce**

En 2016, la valeur ajoutée de la branche « Commerce » a connu une progression de 6,4% après avoir atteint 10,8% une année auparavant, ramenant sa contribution à la croissance à 0,9 point de pourcentage après 1,5 point en 2015. Le ralentissement observé est corollaire à celui des activités minières, lesquelles font intensément recours aux biens d'équipement importés.

### **I.1.7. Transports et Télécommunications**

La branche « Transports et Télécommunications » a connu un ralentissement en 2016, avec une croissance de 3,5% venant de 9,7% l'année précédente. Sa contribution, en points de croissance, a été de 0,4 point contre 1,2 point en 2015.

#### **I.1.7.1. Transports**

Dans l'ensemble, il s'est observé une évolution contrastée des activités du secteur de transport, pour l'année 2016, attestée par le comportement des indices de trafic des marchandises et des personnes ainsi que celui de la manutention.

- **Trafic des marchandises et des personnes**

Le trafic des marchandises et des personnes a connu une bonne progression dans l'ensemble. En effet, l'indice d'activité de cette composante s'est accru de 6,3%, s'établissant à 121,4 points. Cette évolution résulte notamment des effets induits



de la réhabilitation de plusieurs installations aéroportuaires et des routes d'utilité nationale, ainsi que de la création d'une compagnie aérienne nationale.

Pour ce qui est du trafic des marchandises, il s'est observé un accroissement des activités de 5,8% en 2016, consécutif à l'amélioration des trafics aérien et routier respectivement de 7,8% et 5,9%. Le trafic ferroviaire a connu une reprise lente de l'ordre de 0,1%, en dépit de la réouverture d'une voie ferrée reliant l'Angola et la RDC ainsi que de la subvention d'équipements octroyée à la SNCC. Par contre, le trafic fluvial a pesé négativement sur l'ensemble de la sous-branche, avec une contraction de 3,3%.

Les activités liées au trafic des personnes ont maintenu, en 2016, leur croissance au tour de 10,9% après 14,5% une année plus tôt. Hormis les trafics fluvial et ferroviaire qui ont contribué négativement dans le secteur, avec des baisses respectives de 5,7% et 19,1%, les trafics routier et aérien ont enregistré chacun des variations de 16,1%, tirées de la réhabilitation de plusieurs installations aéroportuaires et des voies routières.

- **Manutention**

Les activités de manutention se sont inscrites en baisse en 2016. En effet, l'indice d'activité de cette composante s'est replié à 83,9 points, soit une contraction de 20,7% par rapport à 2015, en raison des perturbations d'ordre technique ayant sévi dans certains ports du pays. Cette variation négative résulte de la détérioration des opérations de manutention des biens importés qu'ont enregistré les différents ports, soit 29,8% pour Boma, 20,8% pour Matadi et 3,3% pour Kinshasa. La multiplicité des taxes et le durcissement des conditions d'entrée aux frontières sont les principales causes de cette évolution.

### **I.1.7.2. Télécommunications**

Après plusieurs années de croissance, les activités de télécommunication ont connu une forte contraction en 2016. En effet, il a été observé une baisse de temps de communication en 2016 de l'ordre de 2,4%, correspondant à 16.725.203,3 milliers de minutes consommées, en liaison notamment avec la baisse du revenu réel des ménages et du ralentissement des activités minières. Par ailleurs, un accroissement de 20,3% du nombre d'abonnés a été noté, atteignant 35.631,0 milliers.

Ce déséquilibre tient de la sensibilité des consommateurs face à la modification tarifaire enregistrée au cours de l'année sous analyse dans les différentes gammes de produits offerts par les opérateurs du secteur de télécommunication sur le marché national.

### I.1.8. Autres services hors Administration publique

La valeur ajoutée de cette branche est restée vigoureuse, enregistrant un accroissement de 3,1%. Rapproché à son niveau de 2015, il s'est observé un léger ralentissement de 4,6 points de pourcentage. En effet, malgré le processus d'amélioration du climat des affaires par le Gouvernement, un essoufflement des activités dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration s'est fait ressentir.

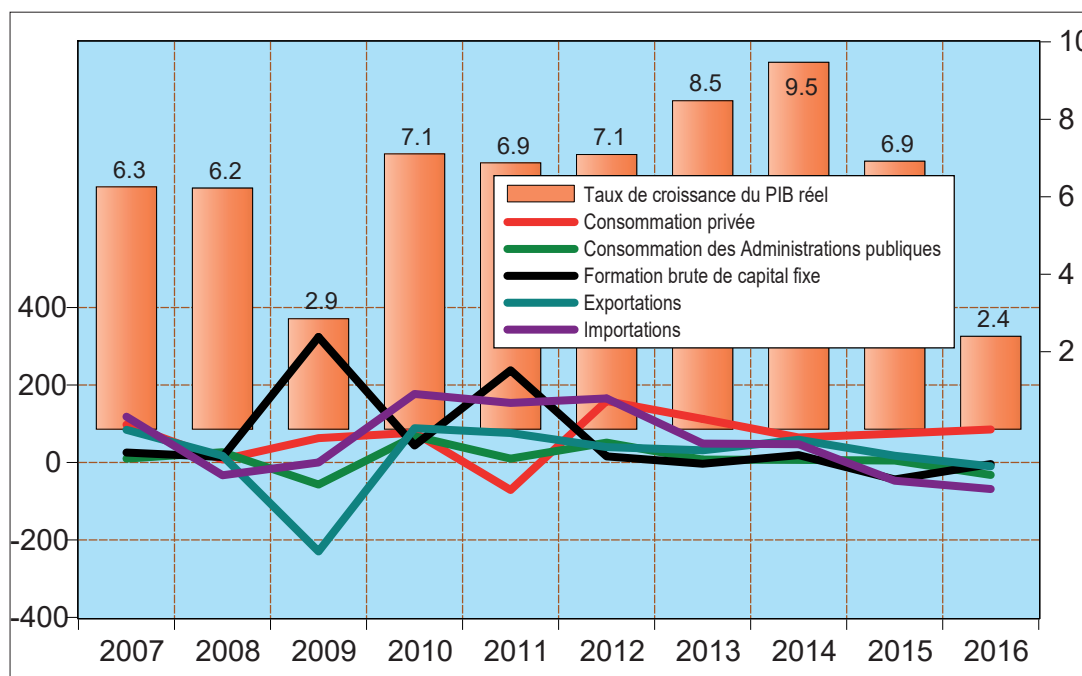
### I.1.9. Services d'Administration publique

La branche « Services d'Administration publique » a enregistré un accroissement de 3,9% de sa valeur ajoutée après 3,7% l'année précédente. Ce comportement s'explique par l'amélioration constatée notamment dans les domaines de la santé et de l'enseignement.

## I.2. ANALYSE DE LA DEMANDE GLOBALE

L'évolution de la demande globale a été marquée, en 2016, par un affaiblissement de l'absorption, dans un contexte de régression du solde des échanges avec l'extérieur. La faiblesse de l'absorption a résulté de l'atonie des investissements tant privés que publics et de la décélération de la consommation des ménages.

Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance



Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

**Tableau I.2 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel**  
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
<b>Demande intérieure</b>	<b>106,6</b>	<b>103,2</b>	<b>109,5</b>	<b>114,8</b>	<b>118,8</b>	<b>125,9</b>	<b>125,2</b>	<b>122,0</b>	<b>116,4</b>	<b>114,6</b>
Consommation publique	8,4	9,4	7,6	11,6	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5	11,4
Consommation privée	84,2	79,7	79,2	79,1	69,4	75,3	78,2	76,9	76,6	76,8
Investissements bruts	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>22,7</b>	<b>24,1</b>	<b>37,9</b>	<b>36,5</b>	<b>33,4</b>	<b>32,1</b>	<b>27,3</b>	<b>26,3</b>
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-6,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>-9,5</b>	<b>-14,8</b>	<b>-18,8</b>	<b>-25,9</b>	<b>-25,2</b>	<b>-22,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-14,6</b>
Exportations de biens et services	23,5	23,2	16,2	21,0	24,5	25,5	26,0	28,8	28,1	27,2
Importations de biens et services	30,1	26,4	25,7	35,7	43,3	51,4	51,2	50,8	44,4	41,8
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

### I.2.1. Demande intérieure

La demande intérieure s'est faiblement accrue de 0,9% au cours de l'année sous examen après 2,0% l'année précédente, ramenant sa contribution à la croissance à 1,0 point de pourcentage contre 2,5 points en 2015, sous l'effet notamment d'un climat d'incertitude politique qui a affecté les investissements notamment privés ainsi que le rythme de la consommation des ménages.

Globalement, la consommation finale s'est faiblement accrue en 2016 par rapport à l'année précédente, soit 1,4% contre 6,0%, avec une contribution de 1,3 point de pourcentage à la croissance.

La consommation publique a été la composante la plus touchée avec une décroissance de 6,1% et une contribution négative à la croissance de 0,8 point, s'expliquant par la compression de certaines dépenses courantes de l'Etat après l'adoption de la Loi des finances rectificative, résultant d'une faible mobilisation des recettes publiques induite par la chute des cours de matières premières.

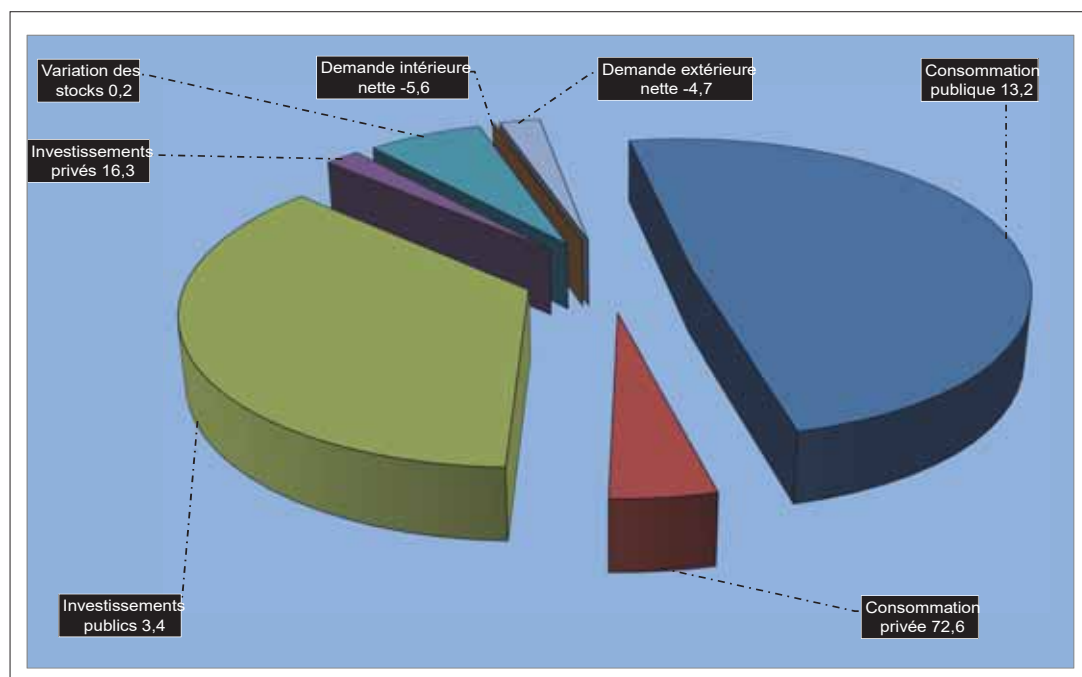
A l'opposé, la consommation privée s'est faiblement accrue de 2,7% contre 6,6% une année plus tôt, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de la psychose consécutive à l'approche des échéances électorales. Toutefois, la consommation privée est restée le principal moteur de la croissance économique. Le ralentissement de sa croissance observé en 2016 est corollaire à la perte notamment du pouvoir d'achat des ménages.

En ce qui concerne les investissements, la formation brute de capital fixe (FBCF) a accusé un recul de 0,3% en volume contre une régression de 9,4% en 2015. Spécifiquement, les investissements publics ont baissé de 6,9% en 2016, sous l'effet

de la non-exécution de certains projets publics. Parallèlement, les investissements privés ont enregistré un léger accroissement de 0,9 % après 1,9 % en 2015.

Le taux d'investissement a légèrement baissé pour s'établir à 26,3 % du PIB contre 27,3 % une année auparavant.

**Graphique I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande**  
(en pourcentage)



Source : Commission d'Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

### I.2.2. Demande extérieure

Les exportations totales de biens et services ont régressé, en 2016, de 0,9 % contre une amélioration de 4,1 % en 2015, induisant une contribution négative à la croissance de 0,2 point de pourcentage. Cette évolution est consécutive notamment aux pesanteurs ayant affecté l'activité extractive.

Les importations de biens et services ont également chuté de 3,7 %, en volume, renseignant une contribution négative à la croissance de 1,6 %, suite essentiellement à la baisse de 33,6 % des approvisionnements en biens intermédiaires, en dépit de la hausse de 23,5 % des achats des biens de consommation.

## CHAPITRE II

### PRIX INTERIEURS

Le marché des biens et services a été marqué, en 2016, par la résurgence de tensions inflationnistes, après une stabilité remarquable au cours des quatre années précédentes. Cette situation a été attestée aussi bien par l'indice des prix à la consommation des ménages élaboré par l'Institut National de la Statistique (INS) que par celui confectionné par la Banque Centrale du Congo.

#### II.1. MESURE DE L'INFLATION PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

En 2016, l'inflation mesurée par l'IPC global en RDC a largement été à la hausse, atteignant 23,60 % après 0,82 % en 2015 et 1,03 % en 2014, contre un objectif annuel de 4,20 %, soit un écart négatif de 19,40 points. Cette évolution est consécutive notamment à la dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères. De même, l'inflation annuelle moyenne s'est établie à 3,69 % contre 0,63 % en 2015.

Cette situation a été observée principalement au niveau de la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ainsi qu'au niveau de celle de « Logement, Eau, Gaz, Electricité et autres combustibles ».

**Tableau I.3 Evolution de l'inflation**  
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016
Objectif (a)	3,70	3,50	4,20
Inflation annuelle moyenne (b)	1,30	0,63	3,69
Inflation en cumul annuel (c)	1,03	0,82	23,50
Ecart (en points de pourcentage) (d) = (a) – (c)	2,67	2,68	-19,40

Source : Banque Centrale du Congo.

#### II.2. MESURE DE L'INFLATION PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

- **Evolution de l'inflation globale**

La tendance à la baisse de l'inflation élaborée par la Banque Centrale du Congo observée depuis l'après crise financière s'est estompée en 2016. En effet, l'indice des prix à la consommation des ménages a affiché une forte hausse de 25,04 % en 2016, largement supérieur à la cible de 4,20 %, contre 1,60 % en 2015.

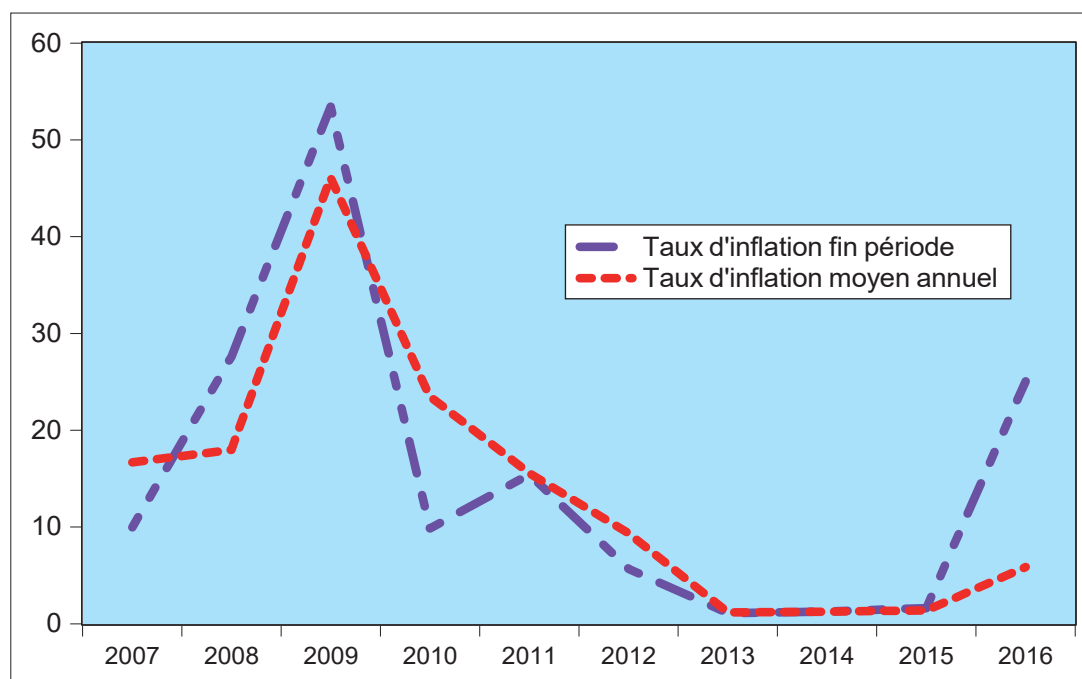
Cette évolution a résulté de la dépréciation du taux de change, dans un contexte de financement monétaire du déficit public.

**Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation**  
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre
Taux mensuel 2016	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,9	2,0	0,7	0,6	2,0	4,1	12,1
Taux mensuel 2015	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
Taux en cumul annuel 2016	0,1	0,2	0,4	0,5	0,7	1,7	3,7	4,4	5,0	7,2	11,6	25,0
Taux en cumul annuel 2015	0,1	0,2	0,3	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	1,2	1,3	1,4	1,6

Source : Banque Centrale du Congo.

**Graphique I.13 Evolution du taux d'inflation**



Source : Banque Centrale du Congo.

#### • Evolution de l'inflation sous-jacente

La composante stable de l'inflation, c'est-à-dire hors certains produits alimentaires frais, produits pétroliers et tarifs de transports urbains, a également connu une hausse substantielle de 29,5 % en 2016 contre 1,7 %, une année plutôt.

**Tableau I.5 Evolution de l'inflation sous-jacente**  
(en pourcentage)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre
Taux mensuel 2016	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,8	1,9	0,7	0,6	1,9	4,0	11,5
Taux mensuel 2015	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1
Taux en cumul annuel 2016	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6	1,4	3,3	4,0	4,7	6,7	10,9	23,7
Taux en cumul annuel 2015	0,1	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2

Source : Banque Centrale du Congo.

### II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

La tendance baissière du cours du baril, observée depuis 2015, s'est estompée au début de l'année 2016. En effet, le prix du baril (Brent) a régressé, en moyenne, de 16,0% en 2016 après près de 50,0% une année plus tôt. Cependant, cette baisse du baril, qui aurait dû entraîner la réduction des coûts d'importation de ce produit, n'a pas été répercutée sur les prix intérieurs, en raison de l'administration des prix du litre à la pompe par le Gouvernement.

A l'opposé, deux modifications successives à la hausse ont été réalisées en 2016. La première révision à la hausse a été de 50 CDF. Elle est intervenue le 29 août où le litre d'essence à la pompe est passé de 1.440 CDF à 1.490 CDF et celui du gasoil de 1.430 CDF à 1.480 CDF, à l'Ouest. La deuxième modification, opérée le 14 novembre, a porté le prix du litre de 1.490 CDF à 1.540 pour l'essence et de 1.480 CDF à 1.530 CDF pour le gasoil.

Ces révisions à la hausse ont été dues à la remontée du cours du baril au second semestre 2016 et à la dépréciation du taux de change.

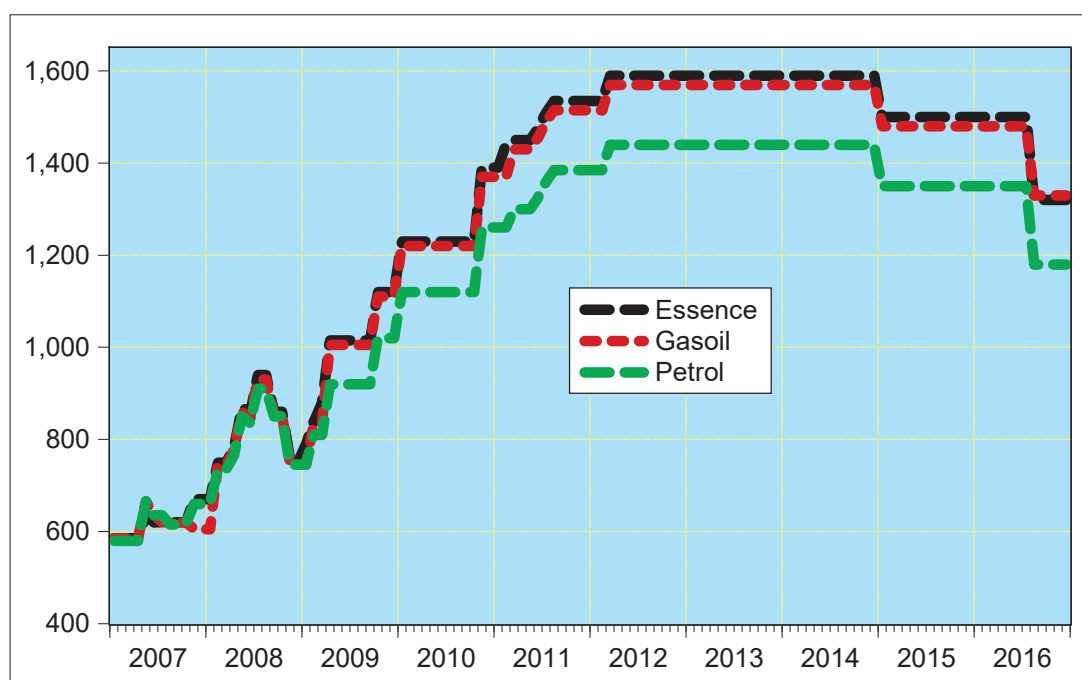
**Tableau I.6 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers**

Date de révision de la structure	Essence			Petrole			Gasoil			Fuel oil	GPI Gaz	
	Ouest	Est	Sud	Ouest	Est	Sud	Ouest	Est	Sud	Ouest	Ouest	
<b>2013</b>												
30 janvier	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0	
06 février	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	730,9	1 100,0	
18 avril	1 370,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 365,0	1 570,0	1 630,0	887,3	1 100,0	
09 août	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0	
20 novembre	1 400,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 390,0	1 570,0	1 630,0	683,7	1 100,0	
<b>2014</b>												
11 juillet	1 475,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 465,0	1 570,0	1 630,0	751,0	1 100,0	
01 septembre	1 525,0	1 590,0	1 640,0	1 180,0	1 440,0	1 590,0	1 515,0	1 570,0	1 630,0	687,0	1 100,0	
<b>2015</b>												
26 janvier	1 440,0	1 500,0	1 440,0	1 100,0	1 350,0	1 400,0	1 430,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0	
<b>2016</b>												
29 août	1 490,0	1 500,0	1 440,0	1 150,0	1 350,0	1 400,0	1 480,0	1 480,0	1 430,0	466,1	1 050,0	
30 août	1 540,0	1 320,0	1 280,0	1 200,0	1 180,0	1 140,0	1 530,0	1 330,0	1 270,0	461,6	1 150,0	

Source: Banque Centrale du Congo.

**Graphique I.14 Evolution des prix des produits pétroliers**

(prix du litre à la pompe)



Source: Banque Centrale du Congo.



## CHAPITRE III

### DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE

#### III.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

Le Rapport Mondial sur le développement humain 2016, réalisé par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a classé la République Démocratique du Congo au 176<sup>ème</sup> rang mondial de l'IDH sur 188 pays.

Par ailleurs, en dépit de la progression de son IDH, passant de 0,329 en 2000 à 0,433 en 2015 et 0,435 en 2016, la RDC demeure dans la catégorie des pays à développement humain faible.

L'Indicateur (IDH) a pour objectif de mesurer le niveau de développement des pays, sans se limiter simplement à leur poids économique mesuré par le PIB ou le PIB par habitant. Il intègre donc des données plus qualitatives à savoir : l'espérance de vie à la naissance (longévité), le niveau d'instruction (éducation) et revenu national brut par habitant (niveau de vie).

**Tableau I.7 Indice de Développement Humain RDC Afrique subsaharienne**

	IDH	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne d'année de scolarisation	R.N.B par Habitant (\$PPA constant, en USD)
Développement Humain très élevé	0,892	79,4	16,4	12,2	39.605
Développement Humain élevé	0,746	75,5	13,8	8,1	13.844
Développement Humain moyen	0,631	68,5	11,5	6,6	6.281
Développement Humain faible	0,497	59,3	9,3	4,6	2.649
Afrique Subsaharienne	0,523	58,9	9,7	5,4	3.383
RDC	0,435	59,1	9,8	6,1	680

Source : PNUD, Rapport mondial 2016 sur le développement humain.

#### III.I.1. Esperance de vie à la naissance

Selon le Rapport du PNUD, l'espérance de vie à la naissance est passée de 50,0 ans en 2014 à 59,1 ans en 2016, soit un gain de vie de neuf ans en espace de 2 ans.

### **III.I.2. Niveau d'instruction**

La durée attendue de scolarisation a crû de 6,7 points, se situant à 9,8 ans en 2016. Parallèlement, la durée moyenne de scolarisation a régressé sensiblement de 3,6 points, se fixant à 6,1 ans en 2016.

### **III.I.3. Revenu Brut par habitant en PPA (RNB)**

Le PIB par tête est passé de 444,0 USD en 2015 à 680,0 USD une année après, malgré la forte pression démographique que connaît le pays.

## **III.2. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **III.2.1. Objectifs de Développement Durable (ODD)**

Selon le Rapport de l'Observatoire Congolais de Développement Durable (OCDD), en 2016, les activités relatives au développement durable en RDC ont été marquées par la conduite du processus de contextualisation et d'intégration des ODD et cibles, dans le cadre de planification nationale, suivant l'approche « Stratégie d'Intégration – Accélération – Appui aux politiques » communément connue sous « Mainstreaming, Accelerating and Policy Support » (MAPS en sigle). Cette approche a été développée par le Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG), pour appuyer les gouvernements dans la mise en œuvre des ODD au niveau national/régional.

Pour rappel, lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2015 à New York, la Communauté Internationale avait adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, un plan d'action mondial pour l'humanité, la planète et la prospérité pour les 15 prochaines années. 193 pays membres des Nations Unies, y compris la RDC, ont agréé ce Programme, comprenant dix-sept Objectifs de Développement Durable (ODD) en remplacement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), avec pour but majeur de: (i) éradiquer totalement la pauvreté; (ii) transformer les vies tout en préservant la planète » ; (iii) promouvoir l'égalité entre hommes et femmes » ; (iv) améliorer la gestion de l'eau et de l'énergie » ; et (v) lutter contre le changement climatique pendant une période de quinze ans. La réalisation de ces objectifs coûterait, par an, entre 3.300,0 et 4.500 millions de USD.

Pour la République Démocratique du Congo, sur les 169 cibles des 17 ODD, seules 105 cibles sont concernées par l'exercice de priorisation. En effet, le package national priorisé des cibles ODD comprend 17 ODD, 38 cibles et 58 indicateurs, qui représenterait 36,0 % des 105 cibles à prioriser et 22,5 % de taille proportionnée de ce package, qui répondrait à l'exigence de l'émergence à l'horizon 2030.

Par ailleurs, il sied de relever que le package national des cibles ODD vise à atteindre une industrialisation favorisée par une couverture électrique pour amener la RDC à l'émergence en 2030. Quant aux cibles ODD en RDC, il est prévu d'abord un quinquennat, entre 2017-2021, et ensuite à l'horizon 2030 avec un caractère purement économique, social, environnemental et de bonne gouvernance.

La mise en œuvre des ODD apporterait formes notamment : a) aux investissements étrangers directs ; b) à la réforme fiscale ; c) à la lutte contre l'évasion fiscale par les investisseurs internationaux ; d) au partage de technologie ; e) au développement de capacités ; et f) à l'augmentation de l'Aide Publique au Développement.

**Encadré : Les 17 Objectifs de Développement Durable**

1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ;
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ;
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ;
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ;
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ;
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ;
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable ;
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ;
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ;
10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ;
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ;
12. Établir des modes de consommation et de production durables ;
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ;
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ;
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ;
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ;
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

Source : Ministère du Plan et suivi de la révolution de la modernité.

En ce qui concern particulièrement l'objectif de lutter contre le changement climatique sur une période de quinze ans, sa réalisation dépend de l'engagement de tous les pays. La RDC devrait s'investir durablement dans la promotion du changement de paradigme écologique, en vue d'une transition vers des modèles de développement sobres en carbone (atténuation) et résilients au climat (adaptation).

Ainsi, dans la recherche des solutions à cette crise, le développement du nouveau concept de « l'économie Bleue », s'inscrivant dans le cadre du développement durable et qui se fonde notamment sur les principes de l'économie circulaire, devrait orienter les décisions des politiques macroéconomiques en RDC pour faire face aux enjeux de l'heure.

## **TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I**



**Tableau I.8 Croissances sectorielles et globale de l'activité économique**  
(en pourcentage)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,1</b>	<b>4,8</b>	<b>7,6</b>	<b>29,1</b>	<b>13,8</b>	<b>6,9</b>	<b>7,6</b>	<b>13,2</b>	<b>4,7</b>	<b>0,9</b>
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	2,8	2,8	2,8	3,6	3,6	3,5	4,2	4,7	4,7	3,3
Agriculture	2,8	2,8	2,8	3,6	3,5	3,4	4,3	4,0	4,6	3,1
vivrière	2,8	2,8	2,8	3,6	3,5	3,4	4,3	3,9	4,5	3,1
rente	2,8	2,8	2,8	3,5	3,4	2,8	3,3	10,4	5,5	5,7
sylviculture	2,8	2,8	2,8	2,8	4,4	3,9	2,5	25,5	6,7	6,7
élevage, pêche et chasse	2,8	2,8	2,8	2,9	2,5	3,5	2,8	3,9	7,5	3,0
Extraction	1,0	8,8	16,4	70,0	23,8	9,8	10,1	19,3	4,8	-0,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>6,5</b>	<b>2,0</b>	<b>-7,2</b>	<b>-2,1</b>	<b>5,1</b>	<b>7,7</b>	<b>11,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>2,4</b>
Industries manufacturières	7,2	1,6	-9,9	-3,3	1,8	5,2	10,1	9,9	13,7	8,6
Industries alimentaires, boissons et tabac	7,3	1,2	-10,2	1,2	-2,4	10,3	14,2	13,2	13,2	9,3
Autres industries manufacturières	6,8	2,7	-8,8	-17,1	17,5	-10,5	-5,8	-5,5	16,7	5,0
Bâtiment et travaux publics	5,4	3,8	5,8	1,3	17,9	15,1	14,1	1,2	-6,4	-19,6
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,8	2,6	-15,3	0,8	-3,2	6,8	7,2	6,3	-4,5	9,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>11,2</b>	<b>9,2</b>	<b>3,8</b>	<b>-4,6</b>	<b>1,0</b>	<b>6,7</b>	<b>8,1</b>	<b>6,7</b>	<b>9,1</b>	<b>4,5</b>
Commerce	12,0	10,5	9,5	-2,7	0,8	11,2	8,2	4,8	10,8	6,4
Transports et télécommunications	16,3	9,4	-2,5	-5,3	0,6	5,9	9,5	6,0	9,7	3,5
Autres services hors adm. publique	7,0	6,9	3,6	-5,3	1,9	4,3	6,5	10,9	7,7	3,1
Services d'administration publique	7,9	14,1	8,4	-6,6	1,1	-1,2	4,3	7,7	3,7	3,9
SIFIM	69,2	40,5	16,6	-3,4	1,3	2,3	-6,0	14,7	8,2	7,6
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>7,1</b>	<b>6,3</b>	<b>2,9</b>	<b>7,3</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>8,3</b>	<b>9,6</b>	<b>7,0</b>	<b>2,6</b>
Taxes sur les produits	-15,3	3,1	1,7	1,9	6,3	11,5	14,1	5,2	5,8	-3,0
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>

Source: C.E.S.C.N.

**Tableau I.9 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut**  
(en pourcentage)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>11,3</b>	<b>24,7</b>	<b>83,9</b>	<b>134,6</b>	<b>79,6</b>	<b>41,2</b>	<b>37,5</b>	<b>58,1</b>	<b>29,6</b>	<b>15,3</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	9,6	9,3	19,7	10,3	10,2	9,2	9,2	8,8	11,3	22,4
Extraction	1,8	15,4	64,2	124,3	69,5	32,0	28,3	49,3	18,3	-7,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>20,4</b>	<b>6,4</b>	<b>-47,7</b>	<b>-5,1</b>	<b>11,4</b>	<b>16,6</b>	<b>19,9</b>	<b>12,2</b>	<b>17,4</b>	<b>15,7</b>
Industries manufacturières	17,0	3,8	-49,4	-5,8	2,9	7,9	12,5	11,3	21,4	41,3
Bâtiment et travaux publics	3,1	2,2	7,1	0,7	8,8	8,0	6,7	0,5	-3,6	-28,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,3	0,4	-5,3	0,1	-0,4	0,7	0,6	0,5	-0,4	2,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>77,9</b>	<b>67,3</b>	<b>62,0</b>	<b>-30,3</b>	<b>6,3</b>	<b>37,5</b>	<b>37,7</b>	<b>28,0</b>	<b>50,5</b>	<b>72,8</b>
Commerce	27,2	25,0	51,5	-6,3	1,8	22,4	14,2	7,4	22,0	38,9
Transports et télécommunications	36,6	23,2	-13,7	-11,1	1,1	10,3	13,9	8,0	17,0	18,2
Autres services hors adm. publique	12,4	12,3	14,0	-8,5	2,8	5,7	7,1	10,4	10,2	11,9
Services d'administration publique	5,8	10,5	14,6	-4,9	0,7	-0,7	2,0	3,1	2,1	5,9
SIFIM	-4,0	-3,7	-4,4	0,4	-0,1	-0,2	0,5	-0,9	-0,8	-2,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>109,6</b>	<b>98,4</b>	<b>98,2</b>	<b>99,2</b>	<b>97,4</b>	<b>95,3</b>	<b>95,1</b>	<b>98,3</b>	<b>97,5</b>	<b>103,7</b>
Taxes sur les produits	-9,6	1,6	1,8	0,8	2,6	4,7	4,9	1,7	2,5	-3,7
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: C.E.S.C.N.



**Tableau I.10 Contribution des différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut**  
(en points de croissance)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>	<b>2,4</b>	<b>9,6</b>	<b>5,5</b>	<b>2,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,5</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,5
Agriculture vivrière	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,5
rente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	0,1	1,0	1,8	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7	1,3	-0,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,4</b>
Industries manufacturières	1,1	0,2	-1,4	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1	1,5	1,0
Industries alimentaires, boissons et tabac	0,8	0,1	-1,1	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2	1,2	0,9
Autres industries manufacturières	0,2	0,1	-0,3	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	0,1
Bâtiment et travaux publics	0,2	0,1	0,2	0,0	0,6	0,6	0,6	0,0	-0,3	-0,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>4,9</b>	<b>4,2</b>	<b>1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>0,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>1,7</b>
Commerce	1,7	1,6	1,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7	1,5	0,9
Transports et telecommunications	2,3	1,4	-0,4	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8	1,2	0,4
Autres services hors adm. publique	0,8	0,8	0,4	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0	0,7	0,3
Services d'administration publique	0,4	0,7	0,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3	0,1	0,1
SIFIM	-0,2	-0,2	-0,1	0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,0
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6,9</b>	<b>6,1</b>	<b>2,8</b>	<b>7,1</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>	<b>8,1</b>	<b>9,3</b>	<b>6,7</b>	<b>2,5</b>
Taxes sur les produits	-0,6	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.11 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit**  
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>31,8</b>	<b>31,4</b>	<b>32,9</b>	<b>39,6</b>	<b>42,2</b>	<b>42,1</b>	<b>41,8</b>	<b>43,2</b>	<b>42,3</b>	<b>41,7</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	20,9	20,3	20,2	19,6	19,0	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6
Agriculture	20,1	19,5	19,5	18,8	18,3	17,6	17,0	16,1	15,7	15,9
vivrière	19,8	19,2	19,2	18,6	18,0	17,4	16,7	15,9	15,5	15,6
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
sylviculture	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8
élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	10,9	11,2	12,6	20,0	23,2	23,8	24,1	26,3	25,8	25,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>19,6</b>	<b>18,8</b>	<b>16,9</b>	<b>15,5</b>	<b>15,2</b>	<b>15,3</b>	<b>15,7</b>	<b>15,4</b>	<b>15,5</b>	<b>15,5</b>
Industries manufacturières	15,0	14,3	12,5	11,3	10,8	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2
Industries alimentaires, boissons et tabac	11,4	10,8	9,5	8,9	8,2	8,4	8,8	9,1	9,7	10,3
Autres industries manufacturières	3,6	3,5	3,1	2,4	2,6	2,2	1,9	1,6	1,8	1,8
Bâtiment et travaux publics	3,6	3,5	3,6	3,4	3,7	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	1,0	1,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>45,5</b>	<b>46,8</b>	<b>47,2</b>	<b>42,0</b>	<b>39,7</b>	<b>39,6</b>	<b>39,4</b>	<b>38,4</b>	<b>39,2</b>	<b>40,0</b>
Commerce	14,9	15,5	16,5	15,0	14,1	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1
Transports et télécommunications	15,4	15,8	15,0	13,3	12,5	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5
Autres services hors adm. publique	11,1	11,2	11,2	9,9	9,5	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3
Services d'administration publique	4,7	5,0	5,3	4,6	4,3	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7
SIFIM	-0,6	-0,8	-0,9	-0,8	-0,7	-0,7	-0,6	-0,6	-0,6	-0,7
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>96,9</b>	<b>96,9</b>	<b>97,0</b>	<b>97,1</b>	<b>97,1</b>	<b>97,0</b>	<b>96,9</b>	<b>97,0</b>	<b>97,0</b>	<b>97,2</b>
Taxes sur les produits	3,1	3,1	3,0	2,9	2,9	3,0	3,1	3,0	3,0	2,8
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par le produit**  
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>29,4</b>	<b>35,6</b>	<b>32,7</b>	<b>38,8</b>	<b>41,1</b>	<b>39,7</b>	<b>39,5</b>	<b>40,6</b>	<b>38,8</b>	<b>37,0</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	21,6	22,6	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6	18,4	19,1
Agriculture	20,8	21,8	22,8	20,5	20,0	19,6	18,5	17,7	17,7	18,5
vivrière	20,5	21,4	22,4	20,2	19,8	19,3	18,3	17,4	17,4	18,2
rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
sylviculture	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	0,6
élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extraction	7,8	13,0	9,0	17,3	20,2	19,2	20,2	22,1	20,4	17,8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>22,4</b>	<b>20,2</b>	<b>24,0</b>	<b>21,3</b>	<b>20,8</b>	<b>21,0</b>	<b>21,1</b>	<b>20,9</b>	<b>21,3</b>	<b>22,2</b>
Industries manufacturières	17,0	14,9	18,9	16,2	15,4	15,4	15,4	15,6	17,1	18,9
Industries alimentaires, boissons et tabac	12,8	11,4	14,8	13,0	12,0	12,5	12,9	13,4	14,7	16,3
Autres industries manufacturières	4,2	3,5	4,1	3,2	3,4	2,9	2,5	2,1	2,4	2,5
Bâtiment et travaux publics	1,2	1,3	1,1	4,0	4,4	4,7	4,8	4,5	3,3	2,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	4,2	4,0	4,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>42,7</b>	<b>37,7</b>	<b>37,4</b>	<b>34,5</b>	<b>32,3</b>	<b>32,4</b>	<b>31,7</b>	<b>31,0</b>	<b>32,4</b>	<b>34,3</b>
Commerce	13,5	10,6	11,3	10,6	10,1	10,5	10,4	9,9	10,5	11,4
Transports et télécommunications	13,3	12,8	11,9	10,7	9,9	10,0	9,9	9,7	10,2	10,6
Autres services hors adm. publique	10,3	7,7	7,8	7,6	7,1	7,0	6,7	6,9	7,2	7,5
Services d'administration publique	6,4	7,7	7,3	6,4	6,0	5,6	5,3	5,2	5,2	5,5
SIFIM	-0,8	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>94,6</b>	<b>93,6</b>	<b>94,1</b>	<b>94,6</b>	<b>94,2</b>	<b>93,1</b>	<b>92,3</b>	<b>92,5</b>	<b>92,4</b>	<b>93,4</b>
Taxes sur les produits	5,4	6,4	5,9	5,4	5,8	6,9	7,7	7,5	7,6	6,6
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.13 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut

(en points de croissance)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Demande intérieure</b>	<b>8,4</b>	<b>3,0</b>	<b>9,4</b>	<b>13,4</b>	<b>12,2</b>	<b>16,0</b>	<b>9,9</b>	<b>8,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,0</b>
<b>Consommation</b>	<b>6,8</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>10,3</b>	<b>-4,2</b>	<b>14,8</b>	<b>10,2</b>	<b>6,6</b>	<b>5,4</b>	<b>1,3</b>
Consommation publique	0,6	1,7	-1,6	4,8	0,7	3,6	0,6	0,7	0,3	-0,8
Consommation privée	6,1	0,5	1,8	5,5	-4,9	11,2	9,5	6,0	5,0	2,0
Investissements bruts	<b>1,6</b>	<b>0,9</b>	<b>9,3</b>	<b>3,1</b>	<b>16,4</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>-0,3</b>
<b>FBCF</b>	1,6	0,9	9,3	3,1	16,4	1,1	-0,3	1,8	-3,0	-0,1
Secteur public	0,4	0,2	2,9	-1,0	4,0	0,2	0,3	1,1	-3,5	-0,3
Secteur privé	1,2	0,7	6,4	4,1	12,4	0,9	-0,6	0,7	0,4	0,2
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,0	0,1	-0,2
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-2,1</b>	<b>3,2</b>	<b>-6,6</b>	<b>-6,3</b>	<b>-5,3</b>	<b>-8,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>4,5</b>	<b>1,4</b>
Exportations de biens et services	5,3	1,1	-6,6	6,3	5,2	2,8	2,7	5,6	1,2	-0,2
Exportations des biens	4,5	0,9	-5,7	7,6	4,7	2,8	3,0	5,7	1,3	-0,1
Produits miniers	1,6	1,1	-4,0	7,4	4,5	2,6	2,9	5,0	1,3	-0,2
Autres produits	2,9	-0,2	-1,7	0,1	0,2	0,1	0,1	0,7	0,0	0,0
Exportations des services	0,7	0,2	-0,9	-1,3	0,6	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	-0,1
Importations de biens et services	7,4	-2,1	-0,0	12,6	10,6	11,7	4,1	4,4	-3,3	-1,6
Importations des biens	7,2	-1,9	-0,0	11,3	10,2	7,5	1,8	2,4	-0,8	-2,7
Consommations	-0,8	-0,5	0,0	-0,2	0,1	0,8	0,6	0,4	0,6	1,8
Equipements	8,2	-1,6	-0,0	9,5	2,9	0,2	-0,1	0,6	-1,7	0,3
Intermédiaires	-0,2	0,3	0,0	2,0	7,3	6,4	1,3	1,4	0,3	-4,8
Importations des services	0,2	-0,2	0,0	1,3	0,3	4,3	2,3	2,1	-2,4	1,1
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,4</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.14 Contribution des différentes composantes de la demande globale à la croissance du Produit Intérieur Brut**  
(en pourcentage)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Demande intérieure</b>	<b>133,9</b>	<b>48,8</b>	<b>329,9</b>	<b>189,0</b>	<b>177,3</b>	<b>225,9</b>	<b>116,9</b>	<b>88,1</b>	<b>35,4</b>	<b>41,5</b>
<b>Consommation</b>	<b>107,9</b>	<b>34,5</b>	<b>5,5</b>	<b>144,8</b>	<b>-61,1</b>	<b>209,2</b>	<b>120,0</b>	<b>69,8</b>	<b>77,7</b>	<b>53,4</b>
Consommation publique	10,2	26,8	-56,9	67,9	9,7	50,9	7,6	7,0	4,9	-31,9
Consommation privée	97,7	7,7	62,4	76,9	-70,9	158,3	112,5	62,9	72,8	85,3
<b>Investissements bruts</b>	<b>26,0</b>	<b>14,4</b>	<b>324,4</b>	<b>44,2</b>	<b>238,5</b>	<b>16,7</b>	<b>-3,1</b>	<b>18,3</b>	<b>-42,3</b>	<b>-11,8</b>
FBCF	25,9	14,3	324,3	43,9	237,8	15,6	-3,3	18,8	-43,5	-3,9
Secteur public	6,5	3,6	101,9	-13,7	57,7	3,4	3,7	11,6	-50,0	-12,3
Secteur privé	19,4	10,8	222,4	57,6	180,1	12,2	-7,0	7,2	6,5	8,4
Variation des stocks	0,0	0,0	0,1	0,3	0,6	1,1	0,1	-0,5	1,3	-7,9
<b>Demande extérieure nette</b>	<b>-33,9</b>	<b>51,2</b>	<b>-229,9</b>	<b>-89,0</b>	<b>-77,3</b>	<b>-125,9</b>	<b>-16,9</b>	<b>11,9</b>	<b>64,6</b>	<b>58,5</b>
Exportations de biens et services	84,3	17,7	-229,9	88,2	76,3	39,5	31,7	58,7	17,1	-10,2
Exportations des biens	72,3	15,2	-199,3	106,3	68,2	39,1	35,2	60,6	19,5	-6,1
Produits miniers	25,4	18,5	-140,4	104,6	65,9	37,2	34,0	53,0	18,8	-6,6
Autres produits	47,0	-3,3	-58,9	1,7	2,3	1,9	1,2	7,6	0,7	0,5
Exportations des services	12,0	2,5	-30,6	-18,1	8,1	0,4	-3,5	-1,9	-2,4	-4,1
Importations de biens et services	118,2	-33,4	-0,0	177,2	153,6	165,4	48,6	46,8	-47,5	-68,7
Importations des biens	115,6	-29,9	-0,0	158,8	149,0	105,2	21,1	25,0	-12,1	-113,0
Consommations	-12,8	-7,6	0,0	-3,3	0,9	11,9	7,6	3,9	8,8	73,9
Equipements	131,2	-26,5	-0,0	134,1	41,8	2,8	-1,3	6,1	-24,9	11,4
Intermédiaires	-2,9	4,1	0,0	28,1	106,3	90,5	14,9	14,9	4,0	-198,4
Importations des services	2,6	-3,5	0,0	18,4	4,6	60,2	27,5	21,8	-35,4	44,3
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.15 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale**  
(en pourcentage du PIB, à prix constant)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Demande intérieure</b>	<b>106,6</b>	<b>103,2</b>	<b>109,5</b>	<b>114,8</b>	<b>118,8</b>	<b>125,9</b>	<b>125,2</b>	<b>122,0</b>	<b>116,4</b>	<b>114,6</b>
<b>Consommation</b>	<b>92,6</b>	<b>89,2</b>	<b>86,8</b>	<b>90,7</b>	<b>80,9</b>	<b>89,4</b>	<b>91,8</b>	<b>89,9</b>	<b>89,1</b>	<b>88,3</b>
Secteur public	8,4	9,4	7,6	11,6	11,5	14,1	13,6	13,0	12,5	11,4
Secteur privé	84,2	79,7	79,2	79,1	69,4	75,3	78,2	76,9	76,6	76,8
<b>Investissements bruts</b>	<b>14,0</b>	<b>14,0</b>	<b>22,7</b>	<b>24,1</b>	<b>37,9</b>	<b>36,5</b>	<b>33,4</b>	<b>32,1</b>	<b>27,3</b>	<b>26,3</b>
FBCF	14,0	14,0	22,6	24,0	37,8	36,3	33,2	32,0	27,1	26,3
Secteur public	3,5	3,5	6,2	4,9	8,3	8,0	7,6	8,0	4,2	3,9
Secteur privé	10,5	10,5	16,4	19,1	29,5	28,3	25,5	24,0	22,8	22,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0
<b>Exportation nette</b>	<b>-6,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>-9,5</b>	<b>-14,8</b>	<b>-18,8</b>	<b>-25,9</b>	<b>-25,2</b>	<b>-22,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-14,6</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>23,5</b>	<b>23,2</b>	<b>16,2</b>	<b>21,0</b>	<b>24,5</b>	<b>25,5</b>	<b>26,0</b>	<b>28,8</b>	<b>28,1</b>	<b>27,2</b>
Exportations des biens	20,2	19,9	13,8	20,0	23,1	24,1	25,0	28,1	27,5	26,7
Produits miniers	13,7	14,0	9,7	16,0	19,2	20,4	21,5	24,2	23,9	23,1
Autres produits	6,5	5,9	4,1	3,9	3,8	3,7	3,5	3,9	3,7	3,6
Exportations des services	3,3	3,3	2,4	1,0	1,5	1,4	1,0	0,8	0,5	0,4
<b>Importations de biens et services</b>	<b>30,1</b>	<b>26,4</b>	<b>25,7</b>	<b>35,7</b>	<b>43,3</b>	<b>51,4</b>	<b>51,2</b>	<b>50,8</b>	<b>44,4</b>	<b>41,8</b>
Importations des biens	27,2	23,8	23,2	32,2	39,7	44,0	42,2	40,7	37,3	33,8
Consommations	10,1	9,0	8,8	8,0	7,5	7,8	7,8	7,5	7,6	9,1
Equipements	16,2	13,7	13,4	21,4	22,7	21,4	19,6	18,4	15,6	15,5
Intermédiaires	0,9	1,1	1,0	2,8	9,5	14,9	14,9	14,9	14,2	9,2
Importations des services	2,9	2,6	2,5	3,5	3,6	7,4	8,9	10,0	7,1	8,0
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.16 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche par la demande globale**  
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
<b>Demande intérieure</b>	<b>102,0</b>	<b>105,7</b>	<b>109,3</b>	<b>108,5</b>	<b>106,2</b>	<b>106,7</b>	<b>104,6</b>	<b>108,8</b>	<b>106,1</b>	<b>104,7</b>
<b>Consommation</b>	<b>88,3</b>	<b>94,9</b>	<b>94,8</b>	<b>79,7</b>	<b>81,3</b>	<b>92,4</b>	<b>82,7</b>	<b>84,8</b>	<b>86,1</b>	<b>87,0</b>
Secteur public	8,6	7,2	11,2	9,7	10,8	13,0	12,5	11,7	14,4	9,2
Secteur privé	79,6	87,7	83,5	70,1	70,5	79,5	70,2	73,1	71,7	77,8
<b>Investissements bruts</b>	<b>13,7</b>	<b>10,9</b>	<b>14,6</b>	<b>28,8</b>	<b>24,9</b>	<b>14,3</b>	<b>21,8</b>	<b>23,9</b>	<b>20,0</b>	<b>17,7</b>
FBCF	13,6	10,7	14,5	28,7	24,8	14,2	21,7	23,8	19,8	17,5
Secteur public	4,0	4,1	4,0	4,1	5,1	4,3	6,2	6,4	3,8	4,0
Secteur privé	9,6	6,7	10,5	24,6	19,7	10,0	15,5	17,4	15,9	13,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
<b>Exportation nette</b>	<b>-2,0</b>	<b>-5,7</b>	<b>-9,3</b>	<b>-8,5</b>	<b>-6,2</b>	<b>-6,7</b>	<b>-4,6</b>	<b>-8,8</b>	<b>-6,1</b>	<b>-4,7</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>39,1</b>	<b>39,0</b>	<b>26,8</b>	<b>41,1</b>	<b>39,5</b>	<b>30,8</b>	<b>36,4</b>	<b>35,2</b>	<b>27,6</b>	<b>25,1</b>
Exportations des biens	36,7	34,8	23,3	39,3	36,7	29,8	35,5	34,3	27,1	24,8
Produits miniers	31,7	29,7	20,1	35,6	32,3	26,2	31,8	30,1	26,2	23,3
Autres produits	5,0	5,2	3,2	3,7	4,3	3,6	3,7	4,2	1,0	1,4
Exportations des services	2,3	4,2	3,5	1,8	2,9	1,0	0,9	0,9	0,5	0,3
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-41,1</b>	<b>-44,7</b>	<b>-36,1</b>	<b>-49,6</b>	<b>-45,7</b>	<b>-37,5</b>	<b>-41,0</b>	<b>-44,0</b>	<b>-33,7</b>	<b>-29,8</b>
Importations des biens	-31,4	-34,1	-26,4	-37,3	-34,5	-29,6	-33,1	-35,4	-27,9	-25,3
Consommations	-7,8	-7,4	-7,0	-6,2	-7,8	-6,4	-7,5	-7,2	-6,9	-6,7
Equipements	-18,8	-19,6	-14,8	-26,5	-21,3	-10,6	-18,0	-24,3	-17,6	-16,5
Intermédiaires	-4,8	-7,1	-4,7	-4,6	-5,3	-12,6	-7,6	-3,8	-3,4	-2,1
Importations des services	-9,7	-10,6	-9,7	-12,3	-11,2	-8,0	-7,9	-8,6	-5,8	-4,5
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.17 Produit Intérieur Brut**

Années	Estimations aux prix de 2005				Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,0	0,0	19,0	0,0	46,3
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,0	0,0	100,0	0,0	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,0	0,0	50,0	0,0	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,0	0,0	66,7	0,0	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,0	0,0	-82,0	0,0	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,0	0,0	1 233,3	0,0	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,0	0,0	33,3	0,0	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,0	0,0	81,3	0,0	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,0	0,0	89,7	0,0	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,0	0,0	109,1	0,0	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,0	0,0	94,8	0,0	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,0	0,0	1 975,4	0,0	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,0	0,0	3 697,5	0,0	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,4	0,0	1 425,0	0,0	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,4	0,0	25 654,7	0,0	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,6	0,0	471,7	0,0	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,7	0,1	630,6	0,1	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,8	0,2	169,4	0,2	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,2	0,3	28,0	0,3	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,5	1,5	418,8	1,7	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,8	8,7	473,2	10,7	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,2	41,3	373,8	52,0	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,3	56,4	36,6	68,6	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,7	67,4	19,6	77,5	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,6	76,3	13,2	82,3	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,0	100,0	31,0	100,0	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,5	119,4	19,4	113,3	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,5	152,5	27,8	136,3	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,5	195,2	28,0	164,2	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,9	266,3	36,4	217,8	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,9	344,6	29,4	263,1	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,6	419,0	21,6	299,4	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,9	475,4	13,4	317,2	5,9
2013	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,4	530,0	11,5	325,9	2,8
2014	10 092 840,2	21 302,8	178,0	9,5	33 223 988,5	586,0	10,6	329,2	1,0
2015 (p)	10 790 880,0	22 776,1	190,3	6,9	35 111 226,0	619,2	5,7	325,4	-1,2
2016 (p)	11 049 794,1	23 322,6	194,9	2,4	40 735 910,0	718,4	16,0	368,7	13,3

Source: Banque Centrale du Congo.



**Tableau I.18 Produit national brut et revenu national**  
(en millions de CDF courants)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(e)	2016(e)
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>8 648 878,5</b>	<b>11 067 568,5</b>	<b>15 101 187,9</b>	<b>19 536 676,9</b>	<b>23 759 424,6</b>	<b>26 954 556,9</b>	<b>30 051 179,4</b>	<b>33 224 281,1</b>	<b>35 111 226,0</b>	<b>40 735 910,0</b>
Revenu des facteurs du reste du Monde	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	768 415,1
<b>Revenu national brut (1)</b>	<b>8 307 113,8</b>	<b>10 552 426,4</b>	<b>14 473 008,4</b>	<b>18 588 939,6</b>	<b>22 749 970,8</b>	<b>25 991 490,6</b>	<b>27 402 677,5</b>	<b>32 666 322,6</b>	<b>34 110 687,8</b>	<b>39 984 401,9</b>
Consommation de capital fixe (-)	259 466,4	332 027,1	453 035,6	586 100,3	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4	1 075 494,8	1 247 784,9
<b>Revenu national net</b>	<b>8 047 647,4</b>	<b>10 220 399,4</b>	<b>14 019 972,7</b>	<b>18 002 839,3</b>	<b>22 037 188,1</b>	<b>25 182 853,9</b>	<b>26 501 142,1</b>	<b>31 669 594,1</b>	<b>33 035 193,0</b>	<b>38 736 617,0</b>
Transferts courants du reste du Monde	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2
Transferts courants au reste du Monde (-)	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	552 474,3
<b>Revenu National disponible</b>	<b>8 492 945,6</b>	<b>10 779 203,4</b>	<b>15 149 855,9</b>	<b>18 766 226,9</b>	<b>23 334 426,7</b>	<b>26 805 371,7</b>	<b>27 665 177,3</b>	<b>33 550 522,3</b>	<b>34 799 085,2</b>	<b>40 073 457,0</b>
Consommation finale (-)	7 636 089,9	10 498 650,1	14 309 261,7	15 579 318,5	19 310 426,0	24 910 717,4	24 861 881,4	28 183 977,7	30 236 455,0	37 412 926,2
<b>Epargne nette</b>	<b>856 855,6</b>	<b>280 553,2</b>	<b>840 594,2</b>	<b>3 186 908,4</b>	<b>4 024 000,7</b>	<b>1 894 654,3</b>	<b>2 803 295,9</b>	<b>5 366 544,6</b>	<b>4 562 630,2</b>	<b>2 660 530,8</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.19 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut

(en millions de CDF courants)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>2,544,791.0</b>	<b>3,942,476.5</b>	<b>4,931,751.2</b>	<b>7,575,356.4</b>	<b>9,760,200.4</b>	<b>10,696,781.2</b>	<b>11,861,980.1</b>	<b>13,494,220.1</b>	<b>13,628,921.6</b>	<b>15,054,416.2</b>
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	1,868,348.5	2,503,337.9	3,575,155.9	4,186,415.1	4,969,776.9	5,509,797.3	5,804,886.4	6,167,501.3	6,450,068.6	7,800,078.4
Agriculture	1,797,357.7	2,408,219.7	3,439,312.3	4,010,066.3	4,760,973.2	5,283,886.5	5,572,388.4	5,873,741.6	6,203,304.2	7,524,607.3
Vivrière	1,771,656.6	2,373,783.6	3,390,132.3	3,952,786.7	4,693,058.9	5,208,943.9	5,494,122.5	5,786,163.9	6,115,548.7	7,415,475.6
Rente	25,701.1	34,436.1	49,180.1	57,279.6	67,914.3	74,942.8	78,265.8	87,577.7	87,755.4	109,131.7
Sylviculture	67,724.5	90,741.8	129,593.3	169,112.6	200,295.2	216,462.1	222,678.1	283,418.2	235,524.0	263,336.9
Élevage, pêche et chasse	3,266.3	4,376.4	6,250.2	7,236.2	8,508.5	9,448.7	9,819.9	10,341.4	11,240.4	12,134.2
Industrie extractive	676,442.6	1,439,138.6	1,356,595.3	3,388,941.3	4,790,423.5	5,186,983.9	6,057,093.6	7,326,718.8	7,178,853.0	7,254,337.8
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,936,121.7</b>	<b>2,237,890.1</b>	<b>3,629,200.1</b>	<b>4,169,632.9</b>	<b>4,937,335.4</b>	<b>5,663,507.3</b>	<b>6,349,940.3</b>	<b>6,952,900.9</b>	<b>7,464,236.0</b>	<b>9,028,626.7</b>
Industries manufacturières	1,470,830.9	1,650,952.7	2,850,452.2	3,169,171.1	3,649,184.5	4,140,583.5	4,623,444.0	5,167,796.5	6,014,081.6	7,692,611.2
Agro industrielles	1,106,917.2	1,263,992.6	2,232,737.8	2,541,111.5	2,843,741.9	3,364,043.8	3,883,780.6	4,459,077.8	5,177,956.2	6,659,966.3
Autres industries manufacturières	363,913.7	386,960.1	617,714.4	628,059.6	805,442.6	776,539.7	739,663.4	708,718.8	836,125.4	1,032,644.9
Batiments et Travaux publics	104,647.6	143,709.8	165,381.2	788,880.5	1,055,675.0	1,264,563.2	1,448,504.5	1,485,564.5	1,163,849.6	980,965.9
Electricité, gaz et eau	360,643.2	443,227.6	613,366.7	211,581.3	232,475.9	258,360.6	277,991.7	299,539.9	286,304.9	355,049.6
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,697,136.8</b>	<b>4,177,278.9</b>	<b>5,646,184.1</b>	<b>6,740,687.6</b>	<b>7,673,851.3</b>	<b>8,730,280.5</b>	<b>9,513,006.7</b>	<b>10,296,062.1</b>	<b>11,364,783.1</b>	<b>13,955,892.1</b>
Commerce de gros et de détail	1,167,412.0	1,168,894.0	1,708,909.5	2,080,030.0	2,391,107.6	2,842,133.3	3,110,794.7	3,304,903.4	3,703,175.8	4,636,348.3
Transports et communications	1,152,617.0	1,416,717.0	1,795,066.9	2,092,046.8	2,360,802.2	2,701,538.0	2,985,169.9	3,208,974.4	3,582,392.0	4,333,278.6
Services marchands	892,887.6	852,624.4	1,183,699.6	1,487,205.1	1,697,812.7	1,889,868.8	2,027,802.5	2,279,221.3	2,514,884.1	3,049,408.4
Services non marchands	554,584.6	847,869.2	1,104,123.0	1,252,290.6	1,418,022.8	1,510,537.8	1,592,494.0	1,739,391.0	1,822,899.9	2,228,431.4
SIFIM	-70,364.5	-108,825.7	-145,615.0	-170,885.0	-193,894.0	-213,797.5	-203,254.4	-236,428.1	-258,568.8	-291,574.6
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>8,178,049.5</b>	<b>10,357,645.5</b>	<b>14,207,135.5</b>	<b>18,485,676.9</b>	<b>22,371,387.1</b>	<b>25,090,569.1</b>	<b>27,724,927.0</b>	<b>30,743,183.1</b>	<b>32,457,940.7</b>	<b>38,038,935.0</b>
Droits et Taxes sur les produits	470,829.0	709,923.0	894,052.4	1,051,000.0	1,388,037.5	1,863,987.9	2,326,252.4	2,481,098.07	2,653,285.3	2,696,975.0
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>8,648,878.5</b>	<b>11,067,568.5</b>	<b>15,101,187.9</b>	<b>19,536,676.9</b>	<b>23,759,424.6</b>	<b>26,954,556.9</b>	<b>30,051,179.4</b>	<b>33,224,281.1</b>	<b>35,111,226.0</b>	<b>40,735,910.0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.20 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut**  
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 019 161,6</b>	<b>2 116 704,1</b>	<b>2 278 161,9</b>	<b>2 941 574,3</b>	<b>3 348 156,4</b>	<b>3 579 904,8</b>	<b>3 850 312,1</b>	<b>4 357 309,9</b>	<b>4 564 150,9</b>	<b>4 603 663,6</b>
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 328 266,0	1 365 032,4	1 403 061,5	1 453 774,1	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4	1 780 002,3	1 838 031,4
Agriculture vivrière	1 277 796,5	1 313 223,6	1 349 750,1	1 398 958,8	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6	1 699 109,5	1 751 841,8
rente	1 259 524,8	1 294 445,4	1 330 449,5	1 378 976,1	1 427 892,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6	1 673 552,5	1 724 827,7
ylviculture	18 271,7	18 778,3	19 300,6	19 982,7	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0	25 557,0	27 014,1
élevage, pêche et chasse	48 147,4	49 482,3	50 858,6	52 290,9	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7	77 816,8	83 021,1
Extraction	2 322,1	2 386,5	2 452,9	2 524,4	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1	3 076,0	3 168,5
	690 895,6	751 611,7	875 100,4	1 487 800,2	1 842 454,1	2 022 209,1	2 226 479,7	2 656 511,5	2 784 148,6	2 765 632,2
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1 241 275,6</b>	<b>1 266 612,0</b>	<b>1 174 805,2</b>	<b>1 149 784,1</b>	<b>1 208 122,4</b>	<b>1 301 608,0</b>	<b>1 444 709,1</b>	<b>1 551 625,9</b>	<b>1 672 750,0</b>	<b>1 713 350,6</b>
Industries manufacturières	948 900,0	963 912,1	868 749,8	839 948,2	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4	1 237 851,7	1 344 870,4
Industries alimentaires, boissons et tabac	721 418,0	730 194,2	655 482,4	663 160,5	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5	1 044 717,0	1 142 128,9
Autres industries manufacturières	227 482,0	233 718,0	213 267,4	176 787,7	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9	193 134,7	202 741,5
Bâtiment et travaux publics	226 720,7	235 336,1	248 985,5	252 309,7	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1	370 176,5	297 717,7
Electricité, gaz, vapeur et eau	65 654,9	67 363,8	57 069,8	57 526,3	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4	64 721,8	70 762,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2 885 405,2</b>	<b>3 151 423,1</b>	<b>3 270 803,8</b>	<b>3 121 282,8</b>	<b>3 153 358,8</b>	<b>3 364 379,5</b>	<b>3 636 116,2</b>	<b>3 880 315,4</b>	<b>4 232 857,0</b>	<b>4 421 320,2</b>
Commerce	946 250,6	1 045 164,5	1 144 281,3	1 113 365,8	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 415 698,1	1 569 026,6	1 669 686,1
Transports et telecommunications	975 925,0	1 067 771,2	1 041 400,5	986 705,4	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4	1 339 108,5	1 386 116,7
Autres services hors adm. publique	704 146,1	752 572,1	779 511,9	737 823,6	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 120,3	997 374,1	1 028 076,9
Services d'administration publique	295 542,9	337 130,4	365 314,5	341 062,4	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 750,0	397 088,9	412 481,9
SIFIM	-36 459,2	-51 215,1	-59 704,4	-57 674,5	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5	-69 741,1	-75 041,4
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>6 145 842,4</b>	<b>6 534 739,3</b>	<b>6 723 770,9</b>	<b>7 212 641,2</b>	<b>7 709 637,6</b>	<b>8 245 892,3</b>	<b>8 931 137,3</b>	<b>9 789 251,2</b>	<b>10 469 757,9</b>	<b>10 738 334,4</b>
Taxes sur les produits	199 727,1	205 898,7	209 316,6	213 248,5	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0	321 122,1	311 459,7
<b>PIB aux prix constants du marché</b>	<b>6 345 569,5</b>	<b>6 740 637,9</b>	<b>6 933 087,5</b>	<b>7 425 889,7</b>	<b>7 936 395,2</b>	<b>8 498 839,5</b>	<b>9 219 707,4</b>	<b>10 092 840,2</b>	<b>10 790 880,0</b>	<b>11 049 794,1</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.21 Utilisation du Produit Intérieur Brut

(en millions de CDF courants)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Demande intérieure</b>	<b>8 821 702,8</b>	<b>11 700 267,4</b>	<b>16 508 513,5</b>	<b>21 202 237,6</b>	<b>25 224 647,1</b>	<b>28 772 828,7</b>	<b>31 425 787,2</b>	<b>36 141 059,1</b>	<b>37 248 518,9</b>	<b>42 669 135,4</b>
<b>Consommation</b>	<b>7 636 089,9</b>	<b>10 498 650,1</b>	<b>14 309 261,7</b>	<b>15 579 318,5</b>	<b>19 310 426,0</b>	<b>24 910 717,4</b>	<b>24 861 881,4</b>	<b>28 183 977,7</b>	<b>30 236 455,0</b>	<b>35 446 079,2</b>
Secteur public	747 533,7	792 650,9	1 692 459,2	1 891 004,6	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	3 882 477,1	5 070 484,4	3 748 853,4
Secteur privé	6 888 556,2	9 705 999,2	12 616 802,6	13 688 313,9	16 750 503,8	21 419 641,7	21 091 519,6	24 301 500,6	25 165 970,6	31 697 225,8
<b>Investissements bruts</b>	<b>1 185 612,8</b>	<b>1 201 617,3</b>	<b>2 199 251,7</b>	<b>5 622 919,2</b>	<b>5 914 221,1</b>	<b>3 862 111,3</b>	<b>6 563 905,9</b>	<b>7 957 081,4</b>	<b>7 012 063,9</b>	<b>7 223 056,2</b>
FBCF	1 177 323,1	1 189 343,8	2 188 625,1	5 611 307,0	5 895 984,8	3 840 476,3	6 532 886,9	7 918 108,7	6 945 111,2	7 134 882,3
Secteur public	347 884,2	451 952,4	607 148,5	808 206,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8	1 346 200,0	1 644 672,7
Secteur privé	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	4 803 100,9	4 681 438,7	2 683 931,3	4 657 293,8	5 790 787,9	5 598 911,2	5 490 209,6
Variation des stocks	8 289,8	12 273,5	10 626,6	11 612,1	18 236,4	21 635,0	31 019,0	38 972,7	66 952,7	88 174,0
<b>Exportation nette</b>	<b>-172 824,3</b>	<b>-632 698,9</b>	<b>-1 407 325,6</b>	<b>-1 665 560,7</b>	<b>-1 465 222,5</b>	<b>-1 818 271,8</b>	<b>-1 374 607,8</b>	<b>-2 916 778,0</b>	<b>-2 137 292,9</b>	<b>-1 933 225,4</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>3 379 282,4</b>	<b>4 319 428,4</b>	<b>4 049 200,5</b>	<b>8 031 753,4</b>	<b>9 388 683,1</b>	<b>8 302 814,6</b>	<b>10 952 411,2</b>	<b>11 691 156,8</b>	<b>9 684 064,1</b>	<b>10 211 853,1</b>
Exportations des biens	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	10 082 728,0
Produits miniers	2 744 881,1	3 283 461,1	3 040 754,5	6 956 320,9	7 679 153,0	7 057 018,8	9 559 650,4	9 989 463,0	9 187 600,4	9 495 126,3
Autres produits	431 618,4	571 317,3	484 274,2	723 391,7	1 029 695,8	981 302,7	1 120 456,6	1 410 434,9	335 945,3	587 601,7
Exportations des services	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 125,1
<b>Importations de biens et services</b>	<b>-3 552 106,6</b>	<b>-4 952 127,4</b>	<b>-5 456 526,1</b>	<b>-9 697 314,1</b>	<b>-10 853 905,7</b>	<b>-10 121 086,4</b>	<b>-12 327 019,0</b>	<b>-14 607 934,7</b>	<b>-11 821 357,0</b>	<b>-12 145 078,5</b>
Importations des biens	-2 716 286,4	-3 773 998,6	-3 991 167,0	-7 285 305,1	-8 197 364,0	-7 977 523,0	-9 940 207,4	-11 756 200,0	-9 791 929,3	-10 313 622,8
Consommations	-675 557,8	-813 960,4	-1 051 514,6	-1 216 052,2	-1 860 959,0	-1 720 603,9	-2 255 855,8	-2 404 311,2	-2 406 560,8	-2 742 407,4
Equipements	-1 621 939,0	-2 173 919,8	-2 228 067,0	-5 172 098,8	-5 069 681,2	-2 850 460,7	-5 405 102,2	-8 079 220,5	-6 175 619,0	-6 723 774,1
Intermédiaires	-418 789,6	-786 118,4	-711 585,4	-897 154,1	-1 266 723,8	-3 406 458,4	-2 279 249,3	-1 272 668,3	-1 209 749,6	-847 441,4
Importations des services	-835 820,2	-1 178 128,8	-1 465 359,1	-2 412 008,9	-2 656 541,6	-2 143 563,4	-2 386 811,6	-2 851 734,8	-2 029 427,6	-1 831 455,7
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>8 648 878,5</b>	<b>11 067 568,5</b>	<b>15 101 187,9</b>	<b>19 536 676,9</b>	<b>23 759 424,6</b>	<b>26 954 556,9</b>	<b>30 051 179,4</b>	<b>33 224 281,1</b>	<b>35 111 226,0</b>	<b>40 735 910,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.22 Utilisation du Produit Intérieur Brut**  
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Demande intérieure</b>	<b>6 762 849,3</b>	<b>6 955 810,2</b>	<b>7 590 643,8</b>	<b>8 521 999,6</b>	<b>9 427 319,9</b>	<b>10 697 773,5</b>	<b>11 540 518,0</b>	<b>12 309 396,7</b>	<b>12 556 818,2</b>	<b>12 664 339,5</b>
<b>Consommation</b>	<b>5 873 315,0</b>	<b>6 009 511,7</b>	<b>6 020 095,3</b>	<b>6 733 763,5</b>	<b>6 421 701,6</b>	<b>7 598 263,7</b>	<b>8 463 528,9</b>	<b>9 072 862,9</b>	<b>9 615 341,3</b>	<b>9 753 493,7</b>
Secteur privé	5 343 258,4	5 373 525,0	5 493 700,0	5 872 676,3	5 510 854,7	6 401 258,7	7 212 028,9	7 760 649,6	8 269 141,3	8 489 992,5
<b>Investissements bruts</b>	<b>889 534,2</b>	<b>946 298,5</b>	<b>1 570 548,5</b>	<b>1 788 236,1</b>	<b>3 005 618,3</b>	<b>3 099 509,8</b>	<b>3 076 989,1</b>	<b>3 236 533,8</b>	<b>2 941 476,9</b>	<b>2 910 845,8</b>
FBCF	885 584,3	942 261,7	1 566 346,1	1 782 456,1	2 996 606,1	3 084 279,2	3 060 724,0	3 224 694,7	2 920 900,0	2 910 845,8
Secteur public	221 931,8	236 135,4	432 150,2	364 502,1	659 253,3	678 541,4	705 181,0	806 173,7	457 200,0	425 480,3
Secteur privé	663 652,6	706 126,3	1 134 196,0	1 417 954,0	2 337 352,8	2 405 737,8	2 355 543,0	2 418 521,0	2 463 700,0	2 485 365,4
Variation des stocks	3 949,9	4 036,8	4 202,3	5 779,9	9 012,1	15 230,6	16 265,1	11 839,1	20 576,9	0,0
<b>Demande extérieur nette</b>	<b>-417 279,8</b>	<b>-215 172,3</b>	<b>-657 556,3</b>	<b>-1 096 109,9</b>	<b>-1 490 924,7</b>	<b>-2 198 934,1</b>	<b>-2 320 810,7</b>	<b>-2 216 800,3</b>	<b>-1 765 938,2</b>	<b>-1 614 545,3</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>1 494 263,3</b>	<b>1 564 269,5</b>	<b>1 121 885,5</b>	<b>1 556 637,5</b>	<b>1 946 072,8</b>	<b>2 168 294,6</b>	<b>2 396 542,6</b>	<b>2 909 088,4</b>	<b>3 028 300,0</b>	<b>3 001 784,1</b>
Exportations des biens	1 281 936,8	1 341 995,5	958 433,6	1 482 382,0	1 830 612,0	2 050 685,2	2 304 288,2	2 833 329,0	2 969 200,0	2 953 295,4
Produits miniers	872 368,5	945 322,7	675 135,7	1 190 555,6	1 526 996,2	1 736 160,4	1 981 223,4	2 443 792,2	2 574 900,0	2 557 775,2
Autres produits	409 568,3	396 672,9	283 298,0	291 826,5	303 615,8	314 524,8	323 064,8	389 536,8	394 300,0	395 520,2
Exportations des services	212 326,5	222 274,0	163 451,8	74 255,5	115 460,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4	59 100,0	48 488,7
<b>Importations de biens et services</b>	<b>1 911 543,1</b>	<b>1 779 441,8</b>	<b>1 779 441,8</b>	<b>2 652 747,4</b>	<b>3 436 997,5</b>	<b>4 367 228,6</b>	<b>4 717 353,3</b>	<b>5 125 888,7</b>	<b>4 794 238,2</b>	<b>4 616 329,4</b>
Importations des biens	1 725 406,6	1 607 108,6	1 607 108,6	2 389 690,8	3 150 584,8	3 742 434,2	3 894 596,0	4 112 610,5	4 028 177,5	3 735 495,9
Consommations	639 170,7	609 094,2	609 094,2	592 639,3	597 486,4	664 609,8	719 096,4	753 567,7	814 927,8	1 006 161,7
Equipements	1 030 268,2	925 694,6	925 694,6	1 586 388,3	1 800 000,0	1 815 602,0	1 805 988,2	1 859 427,8	1 685 815,3	1 715 460,8
Intermédiaires	55 967,7	72 319,9	72 319,9	210 663,2	753 098,3	1 262 222,5	1 369 511,4	1 499 614,9	1 527 434,4	1 013 873,3
Importations des services	186 136,5	172 333,2	172 333,2	263 056,6	286 412,7	624 794,4	822 757,3	1 013 278,2	766 060,7	880 833,6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6 345 569,5</b>	<b>6 740 637,9</b>	<b>6 933 087,5</b>	<b>7 425 889,7</b>	<b>7 936 395,2</b>	<b>8 498 839,5</b>	<b>9 219 707,4</b>	<b>10 092 596,3</b>	<b>10 790 880,0</b>	<b>11 049 794,1</b>

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

**Tableau I.23 Formation brute de capital fixe**  
(en millions de CDF courants)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Par agent:</b>										
Secteur privé dont :										
Secteur privé	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	4 803 100,9	4 681 438,7	2 683 931,3	4 657 293,8	5 790 787,9	5 598 911,2	4 245 144,7
Administrations publiques	347 884,2	451 952,4	607 148,5	808 206,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8	1 346 200,0	922 890,5
<b>Total</b>	<b>1 177 323,1</b>	<b>1 189 343,8</b>	<b>2 188 625,1</b>	<b>5 611 307,0</b>	<b>5 895 984,8</b>	<b>3 840 476,3</b>	<b>6 532 886,9</b>	<b>7 918 108,7</b>	<b>6 945 111,2</b>	<b>5 168 035,3</b>
<b>Par type de biens d'investissement dont :</b>										
Matériels d'équipement	121 476,7	122 717,0	225 823,3	578 977,0	608 350,2	396 262,0	674 066,0	816 993,8	716 599,5	3 157 755,0
Bâtiments et travaux publics	818 493,3	826 850,3	1 521 566,2	3 901 068,0	4 098 980,4	2 669 958,9	4 541 764,6	5 504 792,4	4 828 349,4	2 555 894,1
Projets administratifs	234 640,5	237 036,2	436 193,0	1 118 333,5	1 175 069,7	765 406,9	1 302 004,3	1 578 079,0	1 384 160,6	1 403 476,3
Cheptels	2 712,6	2 740,3	5 042,6	12 928,6	13 584,5	8 848,6	15 051,9	18 243,5	16 001,7	17 756,8
<b>Total</b>	<b>1 177 323,1</b>	<b>1 189 343,8</b>	<b>2 188 625,1</b>	<b>5 611 307,0</b>	<b>5 895 984,8</b>	<b>3 840 476,3</b>	<b>6 532 886,9</b>	<b>7 918 108,7</b>	<b>6 945 111,2</b>	<b>5 168 035,3</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.24 Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages**

( base 2012 = 100 )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>I. VOLUME DE PRODUCTION (1)</b>										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	95,7	90,4	94,5	97,9	96,9	100,0	102,3	109,2	114,4	118,6
2. Production agricole	93,1	93,6	96,1	98,8	96,9	100,0	101,8	108,2	112,4	115,3
3. Production agricole vivrière	88,4	84,0	89,5	93,7	96,8	100,0	104,8	112,8	120,6	124,0
4. Production agricole de rente	95,4	98,2	99,3	101,3	96,9	100,0	100,3	105,9	109,1	111,7
5. Sylviculture	106,1	77,8	88,3	94,3	97,1	100,0	104,8	113,2	122,1	131,8
6. Elevage, pêche et chasse	105,3	78,2	88,4	94,4	97,2	100,0	104,1	112,7	121,9	132,1
7. Extraction	40,2	59,3	63,2	93,9	95,6	100,0	115,3	123,9	133,6	115,5
8. Extraction des métaux non ferreux	26,3	52,1	57,4	95,6	96,9	100,0	120,5	128,9	134,2	124,9
9. Autres produits d'extraction	83,0	81,6	80,9	88,6	91,7	100,0	99,4	108,6	131,7	73,0
10. Production de pétrole brut	103,2	97,9	109,8	101,0	100,1	100,0	97,7	97,9	96,5	91,7
11. Production manufacturière	157,5	137,7	121,7	122,4	96,8	100,0	97,0	87,6	88,9	93,2
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	77,5	85,1	84,2	88,2	91,5	100,0	93,5	73,8	73,9	75,8
13. Production d'autres industries manufacturières	211,2	161,3	130,4	109,2	101,1	100,0	100,5	101,5	104,1	110,7
14. Production de ciment	128,3	99,5	111,4	118,5	110,5	100,0	108,1	79,7	96,5	50,2
15. Production d'eau	89,2	90,2	100,5	104,2	102,0	100,0	105,2	109,7	114,3	119,3
16. Production d'électricité	100,0	99,3	101,6	98,8	92,9	100,0	110,6	119,7	118,3	117,8
<b>II. VOLUME DE CONSOMMATION</b>										
1. Consommation d'eau	83,4	87,4	91,7	93,8	99,0	100,0	97,2	103,4	103,5	107,1
2. Consommation intérieure d'électricité	68,7	77,9	91,4	99,3	101,5	100,0	111,2	115,5	108,8	104,8
3. Consommation intérieure de ciment	123,8	97,1	100,2	110,9	108,5	100,0	98,1	75,5	88,6	54,5
4. Consommation des produits pétroliers	41,0	100,0	61,7	78,6	93,1	100,0	101,4	102,7	96,0	93,8
<b>III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT</b>										
1. Manutention dans les principaux ports	75,1	81,1	84,5	83,7	102,7	100,0	99,1	105,5	105,7	83,9
2. Trafic des marchandises et des personnes	44,0	52,9	64,3	75,6	86,5	100,0	101,0	109,1	114,3	121,4
<b>IV. PRIX</b>										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	41,0	52,7	61,7	78,6	93,1	100,0	101,4	102,7	96,0	93,8
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C.,(1)(2)	51,1	65,2	100,0	82,0	94,6	100,0	101,8	103,3	105,4	138,3
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)(4)	61,8	77,6	100,0	120,0	137,7	153,5	172,0	100,0	102,1	107,7
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)(4)	58,0	75,1	100,0	127,0	74,9	82,8	94,7	100,0	100,3	101,3
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (1)	48,4	72,2	100,0	115,9	-	-	-	-	-	-
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	66,6	66,1	65,3	90,8	109,2	100,0	92,9	86,7	52,1	0,0
V. Indice de volume du P.I.B. (4)	74,7	79,3	81,6	87,4	93,4	100,0	108,5	118,8	127,0	130,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Jusqu'à 2009, base 100=2009.

(2) A partir de 2010, base 100=2012.

(3) A partir de 2014, base 100=2014.

(4) Il s'agit de l'indice moyen annuel.

(5) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2005.

**Tableau I.25 Importations et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires**  
(en milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>Production commercialisée:</b>										
Manioc en cossettes	15 004	15 019	15 034	15 049	15 065	15 080	15 083	15 087	15 091	15 280
Tubercules <sup>(1)</sup>	417	422	427	427	429	442	443	445	446	451
Bananes plantains	489	490	490	432	407	493	494	495	497	503
Mais	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157	1 160	1 163	1 166	1 180
Riz	516	317	317	317	318	318	319	320	320	324
Pois et haricots	208	216	223	231	239	249	249	250	255	259
Poissons frais	71	73	76	78	79	81	81	82	82	83
Viande	73	75	77	80	82	89	90	90	90	91
Légumes <sup>(2)</sup>	88	90	93	96	99	102	102	105	105	106
Fruits <sup>(3)</sup>	420	433	446	1 221	2 316	2 105	2 110	2 115	2 121	2 147
<b>Importations:</b>										
Mais	3	3	3,2	3,3	3,4	3,8	4	4	4	4
Riz	186	202	209	215	222	228	229	230	230	233
Poissons salés et fumés	6	6	6	6	7	7	7	0	0	0
Viande et abats	10	11	11	11	12	12	12	0	0	0
Blé	219	238	245	253	261	269	269	270	271	274

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA.

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames.

(2) Feuilles de manioc, piments et poivre.

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits.



**Tableau I.26 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse**  
( en milliers de tonnes, sauf indication contraire )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>I. CULTURES VIVRIERES</b>										
<b>Céréales</b>										
Maïs grains	1 488	1 580	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035	2 086	2 138
Riz paddy	627	709	803	755	709	645	811	1 020	1 282	1 295
Millet & sorgho	43	44	44	45	45	46	46	46	46	46
Blé & orge	22	25	30	31	32	33	30	35	41	49
<b>Racines et tubercules</b>										
Manioc tubercules	28 780	29 585	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868	35 823	36 804
Patate douce	394	405	417	428	440	453	465	478	491	504
Taro	65	66	66	66	66	66	68	68	68	68
Pomme de terre	93	94	94	95	96	98	99	100	100	101
Oignons, ails	178	130	148	158	163	168	175	190	205	211
Igname	85	87	89	91	93	95	98	100	103	106
<b>Légumes et légumineuses</b>										
Haricots	207	214	222	230	238	247	248	249	250	251
Vandzou	9	9	9	10	10	10	10	11	11	11
Feuille de manioc	1 014	744	845	927	955	983	1 002	1 053	1 108	1 141
Tomates	160	117	133	141	145	150	158	169	181	187
Piments et poivre	110	81	92	100	103	106	109	120	132	146
Autres légumes	323	237	270	293	302	311	319	352	387	399
<b>Oléagineux</b>										
Arachides	367	375	382	390	397	405	413	422	430	439
Soja	16	17	18	19	20	20	20	21	21	22
Noix de palme (palmier à huile)	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184	4 683	4 824
Autres oléagineux	121	89	101	115	118	122	136	142	148	155
<b>Fruits</b>										
Bananes plantains	791	1 028	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960	5 551	5 718
Bananes douces	687	706	726	746	767	789	810	832	855	879
Autres fruits	698	703	709	715	722	728	734	741	747	754
<b>II. ELEVAGE</b>										
Bovins (en milliers de têtes)	667	707	750	795	842	893	947	1 003	1 064	1 127
Ovins (en milliers de têtes)	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910
Caprins (en milliers de têtes)	4 034	4 040	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074	4 079	4 083
Porcins (en milliers de têtes)	966	970	974	977	981	985	988	993	997	1 001
Volailles (en milliers de têtes)	19 888	19 948	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309	20 370	20 430
Oeufs (en millions d'oeufs)	956	958	961	964	967	967	968	968	1 084	1 083
Lait (en millions de litres)	74	54	62	68	70	72	73	82	91	101
<b>III. SYLVICULTURE</b>										
Bois de chauffage	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189	91 887	99 111
Charbon de bois	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334	3 656	4 010
<b>IV. PECHE ET CHASSE</b>										
Poissons frais	462	339	385	405	417	430	456	486	518	551
Gibier	320	235	267	290	299	308	316	348	383	422

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

**Tableau I.27 Production agro-industrielle**  
(en tonnes, sauf indication contraire )

PRODUITS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)	2016 (e)
<b>PLANTES STIMULANTES</b>										
<b>Café robusta</b>	31 930	31 900	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535	30 115	30 213	30 312
exportations	7 477	7 453	4 506	3 836	5 111	3 161	3 490	4 115	3 499	5 850
<b>Café arabica</b>	5 109	5 104	5 099	6 447	5 356	5 744	5 742	7 028	7 326	7 637
exportations	4 501	4 693	4 564	5 771	4 794	5 141	5 140	6 291	6 193	4 135
<b>Cacao</b>	5 550	5 510	5 470	5 431	5 403	5 353	5 314	4 122	4 297	4 479
exportations	1 305	1 315	1 317	1 304	1 298	1 845	1 639	1 396	1 401	1 389
<b>Thé</b>	1 980	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933	4 331	4 350	4 369
<b>Tabac</b>	4 058	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381	3 279	...	...
<b>BOIS</b>										
<b>Grumes ( m<sup>3</sup> )</b>	401 065	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831	414 604	520 513	528 359	525 314
exportations	213 308	140 711	107 415	203 528	183 468	186 234	187 034	234 811	250 515	249 071
<b>OLEAGINEUX <sup>(1)</sup></b>	24 467	16 478	25 659	7 825	10 485	8 487	11 278	15 497	16 668	17 480
<b>Huile de palme</b>	16 110	7 926	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339
<b>Huile de palmistes</b>	403	393	403	399	456	1 362	1 087	1 438	1 484	1 484
exportations	369	361	370	366	418	1 249	996	1 319	1 361	1 360
<b>Tourteaux de palmistes</b>	7 954	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803	10 136	10 477	10 831
<b>PLANTES TEXTILES ET DERIVEES</b>										
<b>Coton-fibres</b>	5 663	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250	2 990	2 531	2 142
<b>Huile de coton</b>	76	67	62	57	53	49	46	42	39	36
<b>Tourteaux de coton</b>	425	370	343	315	291	268	247	228	210	193
<b>Fibres Urena-Punga</b>	1 706	580	45	45	6	4	1	0	0	0
<b>PLANTES MEDICINALES</b>										
<b>Quinquina</b>	4 198	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595	2 413	2 293	2 304
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>PLANTES A CAOUTCHOUC</b>										
<b>Caoutchouc</b>	11 687	11 326	11 326	4 763	3 562	3 413	1 985	2 108	2 355	2 596
exportations	7 667	2 505	2 594	2 429	1 817	1 740	1 012	1 075	1 346	1 324
<b>PLANTES SACCHARIFERES</b>										
<b>Canne à sucre</b>	1 694 395	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156	2 181 700	2 247 151

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

**Tableau I.28 Production minière et métallurgique**

Produits	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
<b>Cuivre</b>	<b>tonnes</b>	<b>185 147</b>	<b>336 554</b>	<b>310 481</b>	<b>497 537</b>	<b>499 198</b>	<b>619 942</b>	<b>922 016</b>	<b>1 030 129</b>	<b>1 039 007</b>	<b>1 023 687</b>
dont : - Gécamines	tonnes	23 031	23 475	13 274	20 015	17 287	36 452	40 707	15 090	16 811	10 444
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	162 116	313 079	297 207	477 522	481 911	583 490	881 310	1 015 039	1 022 196	1 013 243
<b>Zinc</b>	<b>tonnes</b>	<b>33 809</b>	<b>15 465</b>	<b>19 636</b>	<b>9 223</b>	<b>14 758</b>	<b>10 572</b>	<b>12 114</b>	<b>12 737</b>	<b>12 675</b>	<b>12 587</b>
dont : - Gécamines	tonnes	11 925	13 523	12 848	9 223	12 342	10 572	9 938	9 460	6 319	9 028
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	21 884	1 942	6 788	-	2 416	-	2 176	3 277	6 356	3 559
<b>Cobalt</b>	<b>tonnes</b>	<b>41 333</b>	<b>42 461</b>	<b>56 258</b>	<b>97 693</b>	<b>99 476</b>	<b>86 433</b>	<b>76 593</b>	<b>75 560</b>	<b>83 529</b>	<b>68 822</b>
dont : - Gécamines	tonnes	599	314	456	877	716	1 522	878	163	0	39
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	40 734	42 147	55 802	96 816	98 760	84 911	75 715	75 397	83 529	68 783
<b>Or fin <sup>(1)</sup></b>	<b>kilos</b>	<b>122</b>	<b>150</b>	<b>220</b>	<b>178</b>	<b>414</b>	<b>4 529</b>	<b>6 112</b>	<b>23 937</b>	<b>31 791</b>	<b>30 664</b>
<b>Diamant</b>	<b>milliers de carats</b>	<b>28 270</b>	<b>20 952</b>	<b>17 880</b>	<b>16 963</b>	<b>18 598</b>	<b>19 724</b>	<b>16 899</b>	<b>14 933</b>	<b>15 789</b>	<b>15 523</b>
dont : - MIBA et autres industriels	milliers de carats	1 047	807	1 008	912	997	569	246	244	1 505	3 146
- Artisanal	milliers de carats	27 223	20 146	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653	14 689	14 284	12 377
<b>Cassitérite</b>	<b>tonnes</b>	<b>14 694</b>	<b>19 719</b>	<b>15 512</b>	<b>16 963</b>	<b>18 598</b>	<b>18 981</b>	<b>6 231</b>	<b>7 295</b>	<b>8 304</b>	<b>11 824</b>
<b>Wolframite</b>	<b>tonnes</b>	<b>1 194</b>	<b>715</b>	<b>352</b>	<b>77</b>	<b>45</b>	<b>71</b>	<b>115</b>	<b>16</b>	<b>106</b>	<b>154</b>
<b>Colombo-tantalite</b>	<b>tonnes</b>	<b>393</b>	<b>630</b>	<b>464</b>	<b>279</b>	<b>383</b>	<b>586</b>	<b>500</b>	<b>1 140</b>	<b>2 102</b>	<b>2 414</b>
<b>Pétrole brut</b>	<b>milliers de barils</b>	<b>8 816</b>	<b>8 365</b>	<b>9 382</b>	<b>8 628</b>	<b>8 558</b>	<b>8 545</b>	<b>8 351</b>	<b>8 362</b>	<b>8 247</b>	<b>7 837</b>
<b>Indice de la production minière et hydrocarbure (2012=100)</b>		<b>25,3</b>	<b>51,1</b>	<b>58,2</b>	<b>97,3</b>	<b>98,7</b>	<b>100,0</b>	<b>115,6</b>	<b>127,2</b>	<b>135,0</b>	<b>122,4</b>

Sources : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I.29 Principales productions manufacturières

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS</b>											
<b>Industries alimentaires</b>											
Lait pasteurisé	10 <sup>3</sup> litres	74	54	62	68	70	72	74	77	79	81
Farine de maïs	tonnes	14 762	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626	18 155	18 700	19 261
Farine de froment	tonnes	179 070	196 152	193 652	173 450	160 441	155 599	193 526	195 051	202 703	239 903
Riz décortiqué	tonnes	173	178	184	189	195	201	207	213	219	226
Sucre	tonnes	93 516	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663	115 013	118 463	122 017
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	169	174	179	185	190	196	202	208	214	220
Pain	tonnes	149 588	177 067	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300	217 661	225 279	233 164
Graisses et huiles de table	tonnes	1 264	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509	1 554	1 601	1 649
Huiles de palme	tonnes	16 110	7 201	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113	13 423	13 339
Margarine	tonnes	611	629	648	667	687	708	729	751	774	797
Aliments pour animaux	tonnes	22 421	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772	27 575	28 402	29 254
Pêche lacustre	tonnes	871	897	924	952	980	1 009	1 040	1 071	1 103	1 136
<b>Industries des boissons</b>											
Boissons alcoolisées	10 <sup>3</sup> d'hl	2 951	3 321	3 575	3 934	4 104	4 663	4 838	5 095	4 850	4 679
Boissons gazeuses	10 <sup>3</sup> d'hl	1 303	1 554	1 795	1 828	1 917	2 109	2 044	2 226	2 224	2 133
<b>Industries du tabac</b>											
Cigarettes	10 <sup>6</sup> d'unités	3 446	3 705	3 213	3 563	3 833	4 424	3 050	639	0	0
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
<b>Industries de tissu, confection et bonneterie</b>											
Bonneterie	10 <sup>3</sup> de pièces	82	80	78	75	73	71	69	67	65	63
Couvertures	10 <sup>3</sup> de pièces	12	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Sacs	10 <sup>3</sup> de pièces	5 446	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428	1 142	914	731
Toiles d'emballages	milliers de m	11	9	9	10	10	10	10	11	11	11
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m <sup>2</sup>	267	140	140	141	142	142	143	144	144	145
Tissus imprimés	milliers de m <sup>2</sup>	5 616	2 808	1 404	702	351	176	88	44	22	11
Tissus polyester	milliers de m <sup>2</sup>	1 237	619	309	155	77	39	19	10	5	2
Filatures	tonnes	209	167	134	107	86	68	55	44	35	28
<b>Industries des chaussures et cuirs</b>											
Chaussures	10 <sup>3</sup> de paires	21 178	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647	988	593	356	213
<b>Industries de la chimie de consommation</b>											
Savons	tonnes	8 209	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802	10 097	10 399	10 711
Peintures, vernis, émaux	tonnes	39 439	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092	48 505	49 960	51 459
Allumettes	cartons	124 779	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992	153 462	158 066	162 808
Explosifs	tonnes	27	22	17	14	11	9	7	6	5	4
Acétylène	kilos	8 087	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659	12 815	13 443	12 394
Oxygène	10 <sup>3</sup> de m <sup>3</sup>	15	23	16	16	13	12	10	13	13	8
Chaux	kilos	9 414	16 600	5 050	9 950	6 894	7 741	5 500	4 000	4 050	4 331
<b>Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés</b>											
Lubrifiants	litres	425 182	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689	522 920	538 608	554 766
<b>Industries du plastique</b>											
Pneus pour automobiles	10 <sup>3</sup> de pièces	50	55	61	68	75	83	92	102	113	125
Casiers et bacs de 32 litres	10 <sup>3</sup> de pièces	103	124	148	177	211	252	301	360	431	515
Divers articles plastiques	10 <sup>3</sup> de pièces	2 359	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817	2 902	2 989	3 266
<b>Industries des fabrications métalliques légères</b>											
Articles galvanisés	10 <sup>3</sup> de pièces	88	98	110	123	138	154	173	193	216	242
Machettes et houes	10 <sup>3</sup> de pièces	161	166	171	176	182	187	193	199	205	211
Pelles et bêches	10 <sup>3</sup> de pièces	22	23	24	24	25	26	27	28	28	29
Tôles galvanisées	10 <sup>3</sup> de pièces	323	333	343	353	364	375	386	398	410	422
Articles de ménage en aluminium	tonnes	51	53	54	56	57	59	61	63	65	67
Valises et malles	pièces	133	137	141	144	148	153	157	161	166	170
Bouchons couronnes	10 <sup>6</sup> de pièces	618	636	655	675	695	716	738	760	783	806
<b>Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction</b>											
Imprimés	10 <sup>3</sup> de pièces	329	344	360	376	393	411	430	449	470	491
<b>Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton</b>											
Papiers et cartons	tonnes	447	460	474	488	503	518	534	550	566	583
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	63 494	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816	78 090	80 433	82 846

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.30 Principales productions manufacturières**

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>											
<b>Industries des fabrications métal. lourdes :</b>											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	385,6	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5	427,8	432,0	436,4
Chaudronnerie	tonnes	178,1	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6	238,8	239,9	241,1
Fonderie fonte et acier	tonnes	109,7	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4	106,7	113,4	123,0
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	4,1	3,2	3,0	2,6
<b>Industrie du matériel de transport :</b>											
Réparations navales	pièces	27,4	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1	41,0	47,3	53,0
Constructions navales	pièces	4,0	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0	19,0	30,0	49,0
<b>Industries des minéraux non métalliques :</b>											
Ciment Portland normal	10 <sup>3</sup> de tonnes	530,2	411,2	460,3	489,7	456,6	413,2	446,6	329,2	398,7	207,6
Ciment métallurgique	10 <sup>3</sup> de tonnes	8,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	1 052,2	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1	1 454,4	1 511,8
Carrelages	milliers de m <sup>2</sup>	20,1	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2	27,1	29,9	33,8
Fibro-ciment	milliers de m <sup>2</sup>	165,3	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9	235,9	247,6	259,7
Concassés	10 <sup>3</sup> de tonnes	549,7	581,2	633,2	692,1	700,3	356,9	361,2	285,1	285,1	285,1
Bouteilles	10 <sup>3</sup> de pièces	20 847	30 096	33 916	31 344	31 131	40 585	44 580	38 860	28 263,9	28 263,9
<b>Industries de transformation de bois :</b>											
Tranchages	m <sup>3</sup>	2 867,2	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3	4 368,8	4 526,7
Contreplaqués	m <sup>3</sup>	591,3	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0	797,4	822,7	848,8
Bois sciés	m <sup>3</sup>	35 958,9	46 649,6	40 538,1	24 950,9	33 430,6	33 943,0	39 981,0	40 370,6	43 070,5	43 973,9
Matelas	10 <sup>6</sup> de pièces	3 141,4	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5	3 979,4	4 098,8
Stylo à billes	10 <sup>3</sup> de pièces	4 477,1	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2	8 221,9	9 059,1	9 982,8	11 000,0
Menuiserie métallique	tonnes	61,8	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6	71,6	73,8	76,0	78,3
Mobiliers métalliques	pièces	762,8	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5	774,6	816,6	861,6	908,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.31 Indice de la production des industries manufacturières <sup>(1)</sup>

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (e)
<b>A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS</b>	<b>77,5</b>	<b>85,1</b>	<b>84,2</b>	<b>88,2</b>	<b>91,5</b>	<b>100,0</b>	<b>93,5</b>	<b>73,8</b>	<b>73,9</b>	<b>75,8</b>
Produits alimentaires	91,8	99,5	100,7	99,0	99,1	100,0	110,0	113,3	117,2	126,8
Boissons	62,8	72,0	79,3	85,1	88,9	100,0	101,6	108,1	104,5	100,6
Tabacs	77,9	83,7	72,6	80,5	86,6	100,0	68,9	0,0	0,0	0,0
<b>B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>211,2</b>	<b>161,3</b>	<b>130,4</b>	<b>109,2</b>	<b>101,1</b>	<b>100,0</b>	<b>100,5</b>	<b>101,5</b>	<b>104,1</b>	<b>110,7</b>
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	562,4	357,4	242,7	173,7	129,6	100,0	79,1	63,8	52,2	43,3
Chaussures et cuirs	1286,0	771,6	463,0	277,8	166,7	100,0	60,0	36,0	21,6	13,0
Chimie de consommation	88,3	95,8	91,5	96,5	97,1	100,0	101,4	106,5	109,7	112,4
Fabrication des produits pétroliers raffinés	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6
Plastique	81,8	85,0	88,3	91,9	95,8	100,0	104,6	109,6	115,0	127,2
Fabrications métalliques légères	83,7	86,6	89,7	93,0	96,4	100,0	103,8	107,8	112,0	116,5
Edition, imprimerie et reproduction	80,1	83,7	87,5	91,5	95,7	100,0	104,5	109,3	114,2	119,4
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	86,3	88,8	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6
Fabrication métalliques lourdes	89,1	97,7	99,1	99,0	99,7	100,0	101,0	102,1	103,6	105,6
Matériel de transport	74,8	59,4	69,0	66,0	69,6	100,0	112,2	142,9	184,0	242,7
Minéraux non métalliques	54,0	75,5	84,8	79,1	78,7	100,0	109,6	95,9	71,5	71,3
Transformation de bois	102,1	131,3	115,9	75,9	98,3	100,0	116,1	117,5	125,0	127,8
Autres non classées ailleurs	70,9	75,0	80,7	86,5	93,0	100,0	107,7	116,0	125,2	135,1
<b>C. INDICE GLOBAL</b>	<b>157,5</b>	<b>137,7</b>	<b>121,7</b>	<b>122,4</b>	<b>96,8</b>	<b>100,0</b>	<b>97,0</b>	<b>87,6</b>	<b>88,9</b>	<b>93,2</b>

Sources : Banque Centrale du Congo.

(1) base 2012 = 100.

**Tableau I.32 Production, exportation et consommation intérieure de ciment**  
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique <sup>(1)</sup>	Total production ciment	Exportation <sup>(2)</sup>	Consommation locale <sup>(3)</sup>	Total	
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	415 665	492 523	31 477
2006	529 233	2 020	531 253	80 820	460 592	541 412	-10 160
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	460 344	...	460 344	62 723	385 798	448 521	11 823
2010	489 745	...	489 745	58 519	427 242	485 761	3 984
2011	456 612	...	456 612	37 958	417 983	455 941	670
2012	413 181	...	413 181	29 807	385 206	415 012	-1 831
2013	446 610	...	446 610	26 894	420 975	447 868	-1 258
2014	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484	-279
2015 (p)	398 749	...	398 749	1 122	397 970	399 092	-343
2016 (p)	207 618	...	207 618	-	209 810	209 810	-2 192

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

**Tableau I.33 Consommation de produits pétroliers**  
( en m<sup>3</sup> )

Produits	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
<b>Essence auto</b>	250 655	259 856	266 914	300 674	338 792	341 677	387 838	422 105	407 197	269 636
<b>Carburant aviation</b>	210 400	184 070	168 998	182 002	181 155	174 889	184 031	181 129	152 802	136 414
<b>Pétrole</b>	6 504	9 840	16 676	9 374	10 909	5 609	3 286	2 643	2 029	1 448
<b>Gasoil</b>	280 220	340 507	332 898	345 425	497 887	489 039	545 903	643 502	637 604	309 392
<b>Fuel oil</b>	46 970	46 054	43 613	47 930	45 696	40 649	37 894	30 629	16 876	16 676
<b>Huiles</b>	1 809	3 239	3 122	3 161	2 107	2 959	660	5	11	3
<b>Total</b>	<b>796 558</b>	<b>843 567</b>	<b>832 221</b>	<b>888 565</b>	<b>1 076 547</b>	<b>1 054 821</b>	<b>1 159 611</b>	<b>1 280 014</b>	<b>1 216 519</b>	<b>733 570</b>

Source : SEP-Congo.



**Tableau I.34 Production et consommation d'électricité par Province**  
( en milliers de Mwh )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)	2016 (p)
<b>I. Production brute <sup>(1)</sup></b>										
dont:										
centrales hydroélectriques	7 537	7 477	7 657	7 446	7 001	7 538	8 341	9 022	8 916	8 916
centrales thermiques	6	18	8	8	9	9	8	10	12	10
<b>Total</b>	<b>7 543</b>	<b>7 495</b>	<b>7 665</b>	<b>7 454</b>	<b>7 010</b>	<b>7 547</b>	<b>8 349</b>	<b>9 032</b>	<b>8 928</b>	<b>8 891</b>
<b>II. Consommation</b>										
intérieure nette :										
<b>Total</b>	<b>4 587</b>	<b>5 201</b>	<b>6 104</b>	<b>6 630</b>	<b>6 781</b>	<b>6 678</b>	<b>7 424</b>	<b>7 716</b>	<b>7 265</b>	<b>7 001</b>
<b>III. Exportations <sup>(3)</sup></b>	<b>1 359</b>	<b>1 560</b>	<b>415</b>	<b>583</b>	<b>228</b>	<b>262</b>	<b>476</b>	<b>369</b>	<b>422</b>	<b>395</b>
<b>IV. Importations et Achats locaux <sup>(4)</sup></b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
<b>V. Pertes <sup>(5)</sup></b>	<b>1 614</b>	<b>750</b>	<b>1 165</b>	<b>261</b>	<b>23</b>	<b>626</b>	<b>470</b>	<b>968</b>	<b>1 260</b>	<b>1 514</b>

Source: Société Nationale d'Electricité (SNEL).

(1)  $I = II + III - IV + V$  non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26.

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

**Tableau I.35 Production et consommation d'eau et d'électricité**

PERIODES	REGIDESO			S. N . EL .		
	( Eau potable )			( Electricité )		
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
<b>2004</b>	226 150	134 062	445 754	6 922	4 713	353 720
<b>2005</b>	228 401	134 078	457 678	7 128	4 496	374 611
<b>2006</b>	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
<b>2007</b>	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
<b>2008</b>	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
<b>2009</b>	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
<b>2010</b>	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
<b>2011</b>	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	517 236
<b>2012</b>	271 760	166 868	528 182	7 547	6 678	528 182
<b>2013</b>	288 073	171 632	522 709	8 349	7 424	596 691
<b>2014</b>	298 329	176 377	525 446	9 032	7 716	756 474
<b>2015 (p)</b>	311 021	181 450	524 077	8 928	7 265	825 842
<b>2016 (p)</b>	324 241	178 798	524 761	8 891	7 001	846 890

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

**Tableau I.36 Activité de principaux organismes de transport**  
(en millions d'unités)

Marchandises ( tkm )	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (p)	2016 (p)
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>72,4</b>	<b>82,4</b>	<b>84,3</b>	<b>86,2</b>	<b>82,4</b>	<b>87,1</b>	<b>84,8</b>	<b>83,6</b>	<b>86,9</b>	<b>84,0</b>
<b>1. ONATRA</b>	<b>72,4</b>	<b>82,4</b>	<b>84,3</b>	<b>86,2</b>	<b>82,4</b>	<b>87,1</b>	<b>84,8</b>	<b>83,6</b>	<b>86,9</b>	<b>84,0</b>
Voies fluviales	68,6	77,7	83,0	83,0	78,6	83,7	81,4	79,8	83,6	80,5
Bas-fleuve	3,8	4,8	1,3	3,2	3,9	3,4	3,4	3,8	3,3	3,5
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>154,3</b>	<b>149,8</b>	<b>86,6</b>	<b>84,0</b>	<b>96,2</b>	<b>77,9</b>	<b>70,2</b>	<b>68,8</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>
<b>1. S.N.C.C. <sup>(1)</sup></b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>2. ONATRA (CFMK)</b>	<b>154,3</b>	<b>149,8</b>	<b>86,6</b>	<b>84,0</b>	<b>96,2</b>	<b>77,9</b>	<b>70,2</b>	<b>68,8</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>25,1</b>	<b>25,1</b>	<b>37,7</b>	<b>43,9</b>	<b>51,0</b>	<b>59,3</b>	<b>61,3</b>	<b>67,0</b>	<b>71,3</b>	<b>76,8</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>2 338,2</b>	<b>2 928,3</b>	<b>3 739,4</b>	<b>4 490,4</b>	<b>5 143,6</b>	<b>6 021,3</b>	<b>6 035,1</b>	<b>6 516,9</b>	<b>6 784,9</b>	<b>7 190,2</b>
<b>Total général</b>	<b>2 590,0</b>	<b>3 185,7</b>	<b>3 947,9</b>	<b>4 704,5</b>	<b>5 373,3</b>	<b>6 245,6</b>	<b>6 251,4</b>	<b>6 736,4</b>	<b>6 998,7</b>	<b>7 406,7</b>
<b>Voyageurs ( Voyageurs km )</b>										
<b>I. TRANSPORT FLUVIAL</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
<b>1. ONATRA</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
Voies fluviales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bas-fleuve	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>II. TRANSPORT FERROVIAIRE</b>	<b>208,7</b>	<b>209,4</b>	<b>210,4</b>	<b>211,7</b>	<b>209,0</b>	<b>200,0</b>	<b>192,8</b>	<b>184,4</b>	<b>190,2</b>	<b>153,9</b>
<b>1. S.N.C.C.</b>	<b>143,6</b>	<b>144,6</b>	<b>145,6</b>	<b>145,6</b>	<b>142,6</b>	<b>141,6</b>	<b>139,6</b>	<b>139,6</b>	<b>141,3</b>	<b>139,3</b>
Réseau Sud (OCS)	143,6	144,6	145,6	145,6	142,6	141,6	139,6	139,6	141,3	139,3
Réseau Est (SFE).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>2. ONATRA</b>	<b>65,1</b>	<b>64,8</b>	<b>64,8</b>	<b>66,1</b>	<b>66,4</b>	<b>58,4</b>	<b>53,2</b>	<b>44,8</b>	<b>49,0</b>	<b>14,6</b>
Voie ferrée (CFMK)	1,6	1,3	1,3	1,3	1,3	-	-	-	1,3	2,2
T.U.K.	63,5	63,5	63,5	64,8	65,1	58,4	53,2	44,8	47,7	12,4
<b>III. TRANSPORT AERIEN</b>	<b>391,4</b>	<b>391,4</b>	<b>391,4</b>	<b>391,4</b>	<b>489,3</b>	<b>550,4</b>	<b>649,8</b>	<b>750,1</b>	<b>874,9</b>	<b>1 015,7</b>
<b>IV. TRANSPORT ROUTIER</b>	<b>105,4</b>	<b>105,4</b>	<b>105,4</b>	<b>105,4</b>	<b>131,8</b>	<b>148,2</b>	<b>175,0</b>	<b>202,0</b>	<b>235,6</b>	<b>273,5</b>
<b>Total général</b>	<b>705,7</b>	<b>706,5</b>	<b>707,5</b>	<b>708,8</b>	<b>830,3</b>	<b>898,9</b>	<b>1 017,8</b>	<b>1 136,7</b>	<b>1 301,0</b>	<b>1 443,3</b>
<b>Indice de trafic des marchandises et des personnes ( 1990 = 100 )</b>	<b>44,0</b>	<b>52,9</b>	<b>64,3</b>	<b>75,6</b>	<b>86,5</b>	<b>100,0</b>	<b>101,0</b>	<b>109,1</b>	<b>114,3</b>	<b>121,4</b>

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

**Tableau I.37 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports**  
( en milliers de tonnes )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)	2016 (p)
<b>Port de Matadi</b>	<b>1 991,3</b>	<b>2 116,6</b>	<b>2 256,6</b>	<b>2 226,7</b>	<b>2 792,2</b>	<b>2 653,0</b>	<b>2 694,5</b>	<b>2 911,1</b>	<b>2 944,2</b>	<b>2 331,6</b>
Entrées	1 533,7	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0	2 478,4	2 538,0	1 968,8
Sorties	457,7	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5	432,7	406,2	362,8
<b>Port public de Kinshasa</b>	<b>286,9</b>	<b>346,2</b>	<b>331,8</b>	<b>368,2</b>	<b>276,1</b>	<b>286,3</b>	<b>247,1</b>	<b>232,6</b>	<b>187,1</b>	<b>180,8</b>
<b>Réseau fluvial</b>	<b>170,3</b>	<b>205,5</b>	<b>196,9</b>	<b>217,6</b>	<b>206,4</b>	<b>221,2</b>	<b>186,4</b>	<b>175,1</b>	<b>142,6</b>	<b>135,5</b>
Chargement	15,9	42,2	63,4	62,7	64,5	83,7	77,7	59,6	54,2	45,0
Déchargement	154,4	163,3	133,5	155,0	142,0	137,5	108,7	115,5	88,4	90,4
<b>C.F.M.K.</b>	<b>116,6</b>	<b>140,7</b>	<b>134,9</b>	<b>150,5</b>	<b>69,7</b>	<b>65,1</b>	<b>60,7</b>	<b>57,5</b>	<b>44,4</b>	<b>45,4</b>
Chargement	31,9	47,1	33,0	43,0	9,5	13,2	10,7	10,3	9,5	14,3
Déchargement	84,7	93,6	101,8	107,5	60,2	51,9	50,0	47,2	34,9	31,1
<b>Port de Boma</b>	<b>168,3</b>	<b>193,6</b>	<b>168,5</b>	<b>153,8</b>	<b>189,8</b>	<b>228,9</b>	<b>194,2</b>	<b>186,2</b>	<b>192,9</b>	<b>135,2</b>
Chargement	41,9	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1	28,9	19,4	16,0	16,1
Déchargement	126,3	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4	166,8	176,9	119,1
<b>Port de Kalemie</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Port de Kalundu</b>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total</b>	<b>2 446,5</b>	<b>2 656,4</b>	<b>2 756,9</b>	<b>2 748,7</b>	<b>3 258,1</b>	<b>3 168,2</b>	<b>3 135,9</b>	<b>3 329,9</b>	<b>3 324,2</b>	<b>2 647,7</b>
<b>Indice de manutention <sup>(1)</sup></b> ( 2012 = 100 )	<b>75,1</b>	<b>81,1</b>	<b>84,5</b>	<b>83,7</b>	<b>102,7</b>	<b>100,0</b>	<b>99,1</b>	<b>105,5</b>	<b>105,7</b>	<b>83,9</b>

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.38 Communication téléphonique

(en milliers)

	Unité	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)	2016 (p)
<b>Consommation</b>	10 <sup>3</sup> minutes	2 002 511,7	4 394 135,3	4 659 274,7	5 942 425,9	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5	15 635 803,4	17 136 495,6	16 725 207,3
<b>Nombre d'abonnés</b>	10 <sup>3</sup> unités	2 746,1	6 490,1	9 937,6	9 458,6	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9	29 380,2	29 605,2	35 631,0

Source : Sociétés de communication.

**Tableau I.39 Indice des prix de détail à Kinshasa (\*)**

	2015					2016				
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Année	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Année
	Fin période					Fin période				
<b>I. Prix</b>										
<b>aux marchés</b>										
<b>Indice général</b>	100,7	102,2	102,8	103,8	102,1	104,7	107,1	109,5	112,6	107,7
dont:										
- Alimentation	100,6	101,5	102,1	102,7	101,5	103,3	104,9	105,8	108,1	104,9
- Habillement	101,4	102,2	102,8	103,8	103,3	106,6	108,5	110,3	111,6	108,7
- Articles divers	100,5	103,4	104,1	105,5	103,0	107,5	113,2	120,4	127,6	115,9
<b>II. Prix</b>										
<b>aux magasins</b>										
<b>Indice général</b>	100,1	100,3	100,4	100,5	100,3	100,8	101,2	101,7	102,4	101,3
dont:										
- Alimentation	100,1	100,2	100,3	100,4	100,2	100,6	101,1	101,5	102,0	101,2
- Articles divers	100,0	100,5	101,8	102,0	100,8	102,3	102,9	104,0	107,5	103,6

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

(\*) Chiffres exprimés en base décembre 2014 = 100

**Tableau I.40 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo***(Base août 1995 = 100)*

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
<b>2002</b>	<b>416 203,49</b>	<b>486 604,00</b>	<b>787 275,50</b>	<b>631 717,18</b>	<b>485 085,56</b>
<b>2003</b>	<b>423 155,80</b>	<b>511 283,20</b>	<b>825 580,10</b>	<b>700 330,30</b>	<b>509 971,00</b>
<b>2004</b>	<b>452 086,50</b>	<b>569 663,40</b>	<b>914 113,70</b>	<b>784 947,00</b>	<b>556 931,45</b>
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
<b>2005</b>	<b>546 668,84</b>	<b>622 891,69</b>	<b>930 936,43</b>	<b>894 758,08</b>	<b>645 072,50</b>
<b>2006</b>	<b>779 324,67</b>	<b>854 887,43</b>	<b>1 115 551,47</b>	<b>1 193 164,58</b>	<b>888 422,83</b>
<b>2007</b>	<b>748 127,64</b>	<b>791 698,62</b>	<b>1 108 403,62</b>	<b>1 147 721,97</b>	<b>851 110,72</b>
<b>2008</b>	<b>875 560,51</b>	<b>985 496,06</b>	<b>1 185 726,01</b>	<b>1 364 840,46</b>	<b>1 003 197,50</b>
<b>2009</b>	<b>1 339 983,94</b>	<b>1 587 891,71</b>	<b>1 484 968,14</b>	<b>1 769 479,75</b>	<b>1 466 886,86</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.41 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo

(Base décembre 2012 = 100)

Périodes	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	Articles d'habillement et chaussures	Logement, Eau, Gaz, Electricité et Autres Combustibles	Meubles, Articles de ménage et entretien courant du foyer	Santé	Transports	Communications	Loisir et Culture	Enseignement	Restaurants et Hôtels	Biens et Services	Indice Général
<b>2010</b>													
Décembre	96.08	87.63	88.92	85.81	87.00	85.20	85.70	89.88	90.00	91.05	86.40	87.18	81.98
<b>2011</b>													
Décembre	99.20	95.48	94.57	95.64	95.22	95.37	95.97	97.90	97.05	98.41	94.88	96.32	94.64
<b>2012</b>													
Décembre	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
<b>2013</b>													
Décembre	101.97	101.09	101.26	103.29	100.65	101.52	100.76	100.39	100.75	101.62	101.29	101.24	101.84
<b>2014</b>													
Décembre	103.51	101.93	102.62	104.86	101.56	102.58	102.99	101.20	101.66	102.16	102.39	102.28	103.29
<b>2015</b>													
Décembre	106.09	102.71	104.29	107.40	103.61	103.68	104.93	102.10	102.33	102.40	103.68	103.57	105.44
<b>2016</b>													
Décembre	144.49	127.43	137.68	138.36	126.73	130.41	120.38	139.22	122.08	123.59	138.50	127.48	138.25

Source: Banque Centrale du Congo.



**Tableau I.42 Variation des indices des prix à la consommation**  
(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels			Taux cumulés			Taux moyens mensuels		
	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS	B.C.C.	I.R.E.S. Marchés	INS
<b>2012</b>									
Janvier	4,2	1,7	1,6	4,2	1,7	1,6	3,7	1,7	1,6
Février	0,1	0,6	0,5	4,4	1,5	2,2	0,6	0,7	1,1
Mars	0,2	0,4	0,1	4,6	2,6	2,2	0,2	0,8	0,7
Avril	0,1	1,2	0,1	4,8	4,0	2,3	0,2	1,0	0,6
Mai	0,1	0,8	0,0	4,9	5,0	2,4	0,1	1,0	0,5
Juin	0,1	1,0	0,0	5,0	5,5	2,4	0,1	0,9	0,4
Juillet	0,1	0,2	0,0	5,1	5,9	2,5	0,1	0,8	0,3
Aout	0,2	0,4	0,1	5,3	6,5	2,5	0,1	0,8	0,3
Septembre	0,1	1,2	0,1	5,4	7,4	2,6	0,1	0,8	0,3
Octobre	0,0	-0,0	0,0	5,4	7,6	2,6	0,1	0,7	0,3
Novembre	0,1	1,0	0,1	5,6	8,7	2,7	0,1	0,8	0,2
Décembre	0,1	0,9	0,1	5,7	9,5	2,8	0,1	0,8	0,2
<b>2013</b>									
Janvier	0,1	0,6	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,6	0,1
Février	0,1	1,1	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	1,1	0,1
Mars	0,1	1,4	0,0	0,2	3,6	0,2	0,1	1,2	0,1
Avril	0,1	1,4	0,1	0,3	5,2	0,2	0,1	1,3	0,1
Mai	0,1	1,3	0,1	0,4	6,2	0,3	0,1	1,2	0,1
Juin	0,1	1,0	0,1	0,5	7,5	0,4	0,1	1,2	0,1
Juillet	0,1	1,7	0,1	0,6	9,1	0,5	0,1	1,3	0,1
Août	0,1	1,2	0,2	0,7	10,3	0,6	0,1	1,2	0,1
Septembre	0,1	1,0	0,1	0,8	11,5	0,7	0,1	1,2	0,1
Octobre	0,1	1,1	0,1	0,9	12,8	0,9	0,1	1,2	0,1
Novembre	0,1	1,2	0,1	1,0	14,1	0,9	0,1	1,2	0,1
Décembre	0,1	1,2	0,2	1,1	15,5	1,1	0,1	1,2	0,1
<b>2014</b>									
Janvier	0,1	0,9	0,1	0,1	0,9	0,1	0,1	0,8	0,1
Février	0,1	0,6	0,1	0,3	1,2	0,3	0,1	0,6	0,1
Mars	0,1	0,6	0,2	0,4	1,8	0,4	0,1	0,6	0,1
Avril	0,1	0,5	0,1	0,4	2,2	0,5	0,1	0,5	0,1
Mai	0,1	0,3	0,1	0,6	2,5	0,6	0,1	0,5	0,1
Juin	0,1	0,4	0,1	0,6	2,9	0,7	0,1	0,5	0,1
Juillet	0,1	0,6	0,1	0,8	3,5	0,8	0,1	0,5	0,1
Août	0,1	0,4	0,0	0,9	3,9	0,8	0,1	0,5	0,1
Septembre	0,1	0,4	0,0	1,0	4,3	0,9	0,1	0,5	0,1
Octobre	0,1	0,3	0,1	1,1	4,6	0,9	0,1	0,4	0,1
Novembre	0,1	0,3	0,0	1,2	4,9	1,0	0,1	0,4	0,1
Décembre	0,1	0,3	0,1	1,3	5,2	1,0	0,1	0,4	0,1
<b>2015</b>									
Janvier	0,1	0,4	0,0	0,1	0,4	0,0	0,1	0,4	0,0
Février	0,1	0,2	0,0	0,2	0,4	0,1	0,1	0,2	0,0
Mars	0,1	0,1	0,1	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	0,0
Avril	0,1	0,5	0,1	0,5	2,8	0,2	0,1	0,7	0,1
Mai	0,1	0,8	0,1	0,6	2,4	0,3	0,1	0,5	0,1
Juin	0,1	0,2	0,1	0,7	2,1	0,3	0,1	0,4	0,1
Juillet	0,1	0,1	0,1	0,8	2,2	0,4	0,1	0,3	0,1
Août	0,2	0,2	0,1	1,0	2,5	0,5	0,1	0,3	0,1
Septembre	0,2	0,3	0,1	1,2	2,8	0,5	0,1	0,3	0,1
Octobre	0,1	0,3	0,1	1,3	3,0	0,6	0,1	0,3	0,1
Novembre	0,1	0,4	0,1	1,4	3,4	0,7	0,1	0,3	0,1
Décembre	0,2	0,3	0,1	1,6	3,7	0,8	0,1	0,3	0,1
<b>2016</b>									
Janvier	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1
Février	0,1	0,3	0,1	0,2	0,6	0,2	0,1	0,3	0,1
Mars	0,1	0,2	0,2	0,4	0,9	0,3	0,1	0,3	0,1
Avril	0,2	0,7	0,2	0,5	1,7	0,5	0,1	0,4	0,1
Mai	0,2	0,4	0,1	0,7	2,1	0,6	0,1	0,4	0,1
Juin	0,9	1,2	0,5	1,7	4,4	1,1	0,3	0,7	0,2
Juillet	2,0	1,7	0,6	3,7	5,1	1,7	0,5	0,7	0,2
Août	0,7	0,4	0,6	4,4	5,5	2,3	0,5	0,7	0,3
Septembre	0,6	0,2	1,0	5,0	5,5	3,3	0,5	0,6	0,4
Octobre	2,0	0,5	1,5	7,2	6,1	4,9	0,7	0,6	0,5
Novembre	4,1	1,0	1,8	11,6	7,4	6,8	1,0	0,7	0,6
Décembre	12,1	1,4	4,2	25,0	9,0	11,2	1,9	0,7	0,9

Source : BCC; Direction de la Recherche et des Statistiques, IRES et INS.

- (1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.
- (2) Variations en pourcentage par rapport au mois de décembre de l'année précédente.
- (3) Il s'agit des moyennes géométriques.
- (4) A partir de mai 2010, données non disponibles.
- (5) A partir de janvier 2012, l'IPC à couverture nationale.
- (6) A partir de janvier 2013, l'IPC agrégé.



## TITRE II

# FINANCES PUBLIQUES



*Immeuble Intélligent du Gouvernement.*

La Loi de Finances 2016 a été élaborée, comme pour les quatre années précédentes, dans l'optique de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2012 – 2016.

Cependant, la dégradation de principaux indicateurs macroéconomiques, à la suite de la baisse des recettes publiques induite par la persistance de niveaux bas des cours notamment du cuivre, du cobalt et du pétrole, a conduit à la rectification de la loi de finances 2016, donnant lieu au collectif budgétaire promulgué au mois de juin de l'année sous analyse. Ainsi, les recettes et les dépenses de l'Etat, présentées en équilibre, ont été revues à la baisse, passant de 8.476,4 milliards de CDF dans la Loi de Finances initiale à 6.694,5 milliards dans la Loi de finances rectificative.

S'agissant des recettes publiques, elles ont été mobilisées à hauteur de 4.962,4 milliards de CDF, soit 12,2% du PIB contre 16,3% en 2015, en raison d'une faible mobilisation des recettes, consécutive à la chute des cours des principaux produits d'exportation du pays. Dans ce contexte, la pression fiscale est passée de 11,0% en 2015 à 7,7% l'année sous revue.

Quant aux dépenses publiques, projetées à 5.497,5 milliards de CDF, elles se sont établies à 4.087,7 milliards, représentant 10,0% du PIB contre 13,2%, une année plus tôt, sur fond d'une forte pression exercée par les dépenses sécuritaires et celles relatives au processus électoral.

Pour ce qui est du solde budgétaire, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 1,2% du PIB en 2016 contre 0,6% une année auparavant. Ce déficit a été financé par la consommation des marges budgétaires disponibles et les avances de la Banque Centrale du Congo. Il sied de relever que l'inexistence d'un marché domestique des titres publics n'a pas favorisé le financement sain du déficit budgétaire.

**Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations publiques**

(en milliards de CDF)

	Recettes Totales et Dons (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements statistiques (d)	Besoins de financement (e) = (a)-(b)-(c)+(d)
2007	1 523,8	1 101,6	477,4	33,5	-21,8
2008	2 118,6	1 376,2	758,5	-19,2	-35,2
2009	3 134,6	1 701,1	1388,2	-1,1	44,2
2010	3 023,3	1 642,8	1228,2	-5,7	146,6
2011	3 948,6	2 769,9	1375,6	-31,8	-228,7
2012	5 331,5	3 016,8	1924,1	47,9	438,5
2013	5 409,9	4 065,8	1394,4	-54,5	-104,8
2014	6 022,2	4 209,1	1899,1	33,5	-52,5
2015	5 725,7	4 162,8	1746,3	-32,7	-216,2
2016	4 962,4	3 748,9	1644,7	-47,9	-479,1

Source : Banque Centrale du Congo.

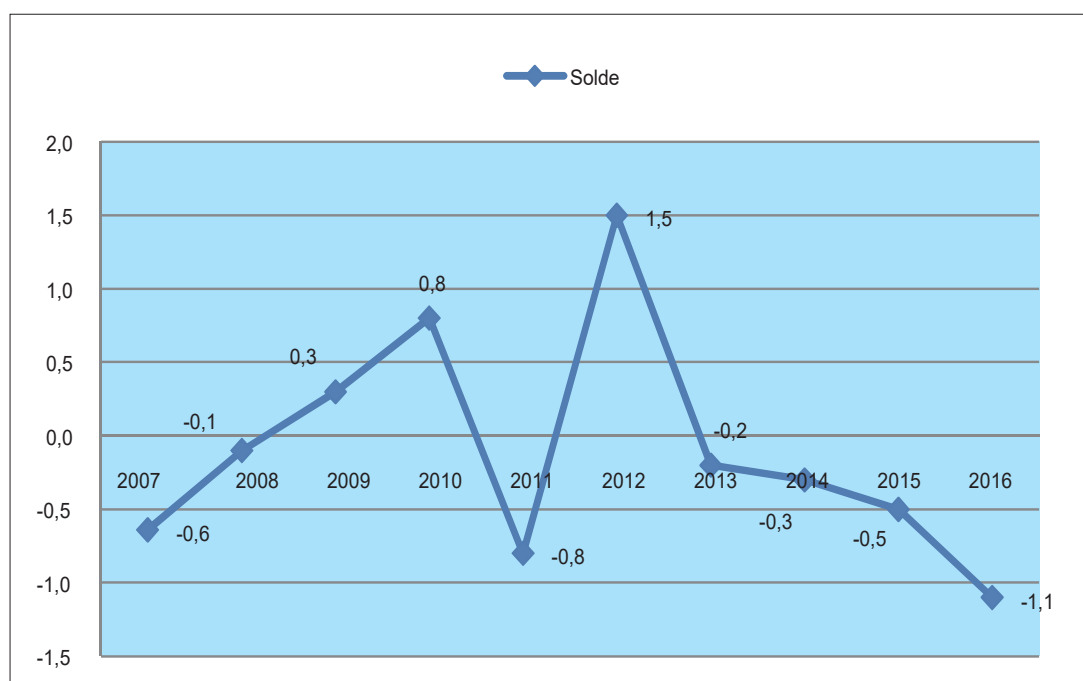
Par ailleurs, il sied de signaler également que les opérations à financement extérieur spécifique ont progressé de 1,5 % par rapport à 2015.

## CHAPITRE I

### OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Le ralentissement de l'activité économique a sensiblement impacté la situation des finances publiques, conduisant à la révision, en cours d'exercice, du cadre budgétaire fixé dans la Loi de Finances 2016.

**Graphique II.1 Evolution du solde budgétaire**  
(en pourcentage du PIB)

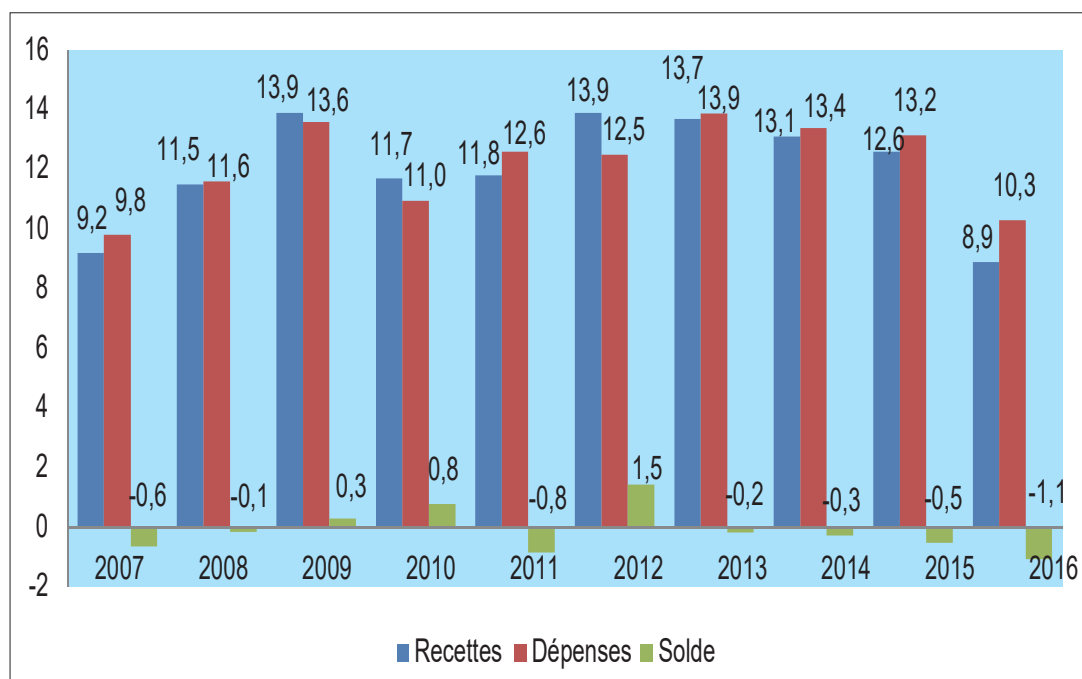


Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, le Gouvernement de la République a bénéficié d'un appui budgétaire de 93,3 milliards de CDF de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement des secteurs pro-pauvres, notamment celui de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du développement rural.

**Graphique II.2 Evolution des opérations du cadre budgétaire**

(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

En dépit de l'appui budgétaire sus-évoqué, le niveau des recettes publiques est demeuré faible, comparativement aux ressources mobilisées en 2015.

**I.1. RECETTES PUBLIQUES**

A fin 2016, les recettes du cadre budgétaire se sont établies à 3.656,6 milliards de CDF, enregistrant un recul de 17,6% par rapport à l'année d'avant. Ces recettes ont représenté 9,0% du PIB contre 12,6%, une année plus tôt.

Outre les effets liés à une conjoncture internationale peu favorable marquée par le maintien à de niveaux bas des cours des produits exportés par la RDC, d'autres facteurs ont également contribué à la baisse des recettes de l'Etat. Il s'agit notamment de (i) la baisse du volume et de la valeur des marchandises importées par les sous-traitants des entreprises minières et (ii) la diminution des recettes des accises occasionnée notamment par la fermeture de quelques succursales des entreprises brassicoles.

La composition des ressources mobilisées reste dominée par les recettes courantes avec une part de 99,97%, le résidu étant constitué des recettes exceptionnelles.



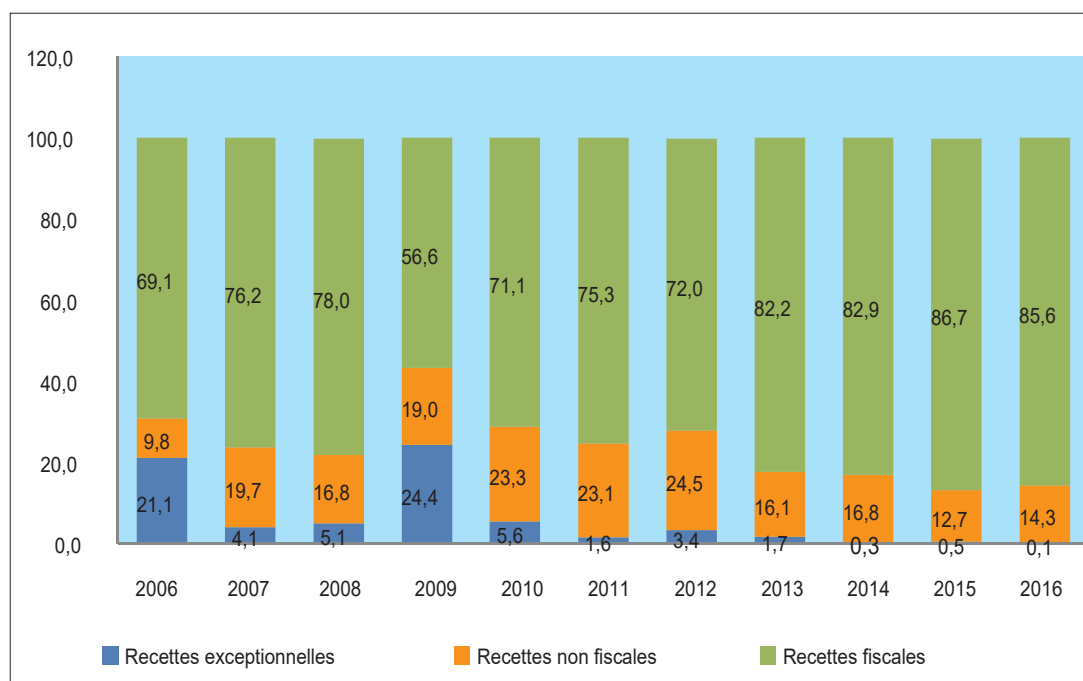
### I.1.1. Recettes courantes

Sur un montant prévisionnel de 4.293,6 milliards de CDF, les recettes courantes se sont établies à 3.655,2 milliards en 2016. Cette évolution est liée à la contre-performance de recettes au titre d'impôts sur le commerce extérieur et de recettes administratives, judiciaires et domaniales.

Pour ce qui est de la structure des recettes courantes, les recettes fiscales et non fiscales ont représenté respectivement 85,6 % et 14,4 % du total. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont équivalu à 9,0 % contre 12,6 % en 2015.

Les recettes fiscales provenant des activités intérieures ont atteint 2.137,6 milliards de CDF contre 2.397,5 milliards en 2015. Rapportées au PIB, elles ont représenté 5,3 % contre 6,8 % en 2015. Les recettes fiscales collectées sur les transactions extérieures, quant à elles, sont passées de 1.452,8 milliards de CDF en 2015 à 990,9 milliards l'année sous revue.

**Graphique II.3 Importance relative des différentes catégories des recettes**  
(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont établies à 526,6 milliards de CDF contre une prévision budgétaire de 659,7 milliards.

**Tableau II.2 Importance relative des différentes catégories des recettes**  
(en pourcentage du total)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Recettes fiscales	76,2	78,0	56,6	71,1	75,3	72,0	82,2	82,9	86,7	85,6
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6	28,6	33,8	33,2	32,7	27,1
- Recettes des impôts sur les revenus	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3	18,8	20,9	25,3	28,2	27,0
- Recettes des impôts sur les biens et services	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8	23,4	24,9	23,2	24,7	30,3
- Autres recettes fiscales	1,4	1,0	0,7	0,7	0,7	1,2	2,7	1,2	1,1	1,2
2. Recettes non fiscales	19,7	16,8	19,0	23,3	23,1	24,5	16,1	16,8	12,7	14,3
3. Recettes exceptionnelles	4,1	5,1	24,4	5,6	1,6	3,4	1,7	0,3	0,5	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.1.1.1. Recettes fiscales

#### a. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

En 2016, les recettes provenant des impôts sur le commerce extérieur, chiffrées à 990,9 milliards de CDF, ont connu un recul de 31,8 % d'une année à l'autre, à la suite de la chute de la valeur des échanges commerciaux. Programmées à 1.396,4 milliards de CDF, ces recettes ont été mobilisées à concurrence de 71,0 %.

L'analyse par poste renseigne que les recettes perçues au titre des droits d'entrée, quoiqu'en régression de 31,9 % par rapport à 2015, demeurent prépondérantes. Ces recettes se sont chiffrées à 982,3 milliards de CDF contre une programmation de 1.379,5 milliards. Cette baisse résulte de la mesure gouvernementale de novembre 2016, relative à la suspension temporaire de la perception de la TVA à l'importation.

Les recettes des droits de sortie, composées principalement des prélèvements sur les produits minéraux et végétaux, se sont établies à 8,7 milliards de CDF, enregistrant un repli de 14,4 % par rapport à 2015. Comparativement aux prévisions budgétaires fixées à 16,9 milliards de CDF, elles ont affiché un taux de mobilisation de 51,5 %.

#### b. Recettes des impôts sur les revenus

Les recettes des impôts sur les revenus, prévues à 995,5 milliards de CDF, ont enregistré un taux de réalisation de 99,2 %. Comparées aux recettes de 2015 chiffrées à 1.250,0 milliards de CDF, il se dégage une forte régression de 21,0 %.

Pour ce qui est des impôts sur les revenus des personnes physiques, chiffrés à 562,4 milliards de CDF, ils ont enregistré une baisse de 1,0 % comparativement à 2015. Cette situation est consécutive notamment à la réduction des effectifs du personnel dans le secteur minier, à la suite de la fermeture et la suspension des activités de certaines entreprises.

S'agissant des impôts provenant des revenus des sociétés et entreprises, quoiqu'en léger dépassement de 0,5 % par rapport aux prévisions budgétaires de 2016 chiffrées à 422,5 milliards de CDF, ils ont reculé de 37,7 % d'une année à l'autre. Cette régression est liée au faible niveau de réalisation de l'Impôt sur le Bénéfice et Profit, consécutivement au ralentissement de l'activité économique.

*c. Recettes des impôts sur les biens et services*

Les recettes provenant des impôts sur les biens et services se sont établies à 1.106,6 milliards de CDF contre un montant programmé de 1.128,6 milliards. D'une année à l'autre, il s'est dégagé un léger accroissement de 0,9 %.

Il a été noté une forte dominance de la TVA et des droits de consommation avec des parts respectives de 56,2 % et 38,2 % sur le total des recettes de la rubrique. D'une année à l'autre, les recettes au titre de la TVA, chiffrées à 640,1 milliards de CDF en 2015, ont connu une baisse de 2,8 %. Ce résultat est dû notamment au ralentissement des activités des sous-traitants miniers, à la suite de la fermeture de certaines entreprises minières et du faible taux du reversement de la TVA collectée par les entreprises du portefeuille de l'Etat.

En ce qui concerne les recettes des droits de consommation, leur taux de réalisation a atteint 96,4 %. Comparées aux recettes collectées en 2015 d'un montant de 393,3 milliards de CDF, il se dégage un accroissement de 7,5 % par rapport à 2015.

S'agissant des recettes résultant de la « contribution sur les véhicules » et des « sociétés pétrolières », elles ont représenté chacune 3,8 % et 1,8 % du total.

*d. Autres recettes fiscales*

Sur un montant prévisionnel de 113,4 milliards de CDF, la comptabilisation des ressources dénommées « autres recettes fiscales » a affiché un taux de recouvrement de 38,7 %.

S'agissant des « Impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs », chiffrés à 43,3 milliards de CDF, ils ont représenté pratiquement la totalité de la rubrique, soit 98,8 %. D'une année à l'autre, ces recettes ont accusé une régression de 10,7 %.

Le reliquat provient essentiellement de la rubrique « divers » intégrant les amendes et les pénalités sur les autres revenus sous gestion de la DGI ainsi que les recettes sur les perceptions diverses collectées par la DGDA.

### **I.1.1.2. Recettes non fiscales**

Réalisées à hauteur de 526,6 milliards de CDF, les recettes non fiscales ont enregistré un taux de mobilisation de 79,8 %. Rapportées au PIB, elles ont représenté 1,3 % contre 1,6 % en 2015.

La contreperformance dans la collecte desdites recettes est expliquée notamment par la diminution des ordonnancements de la redevance minière, dans la province du Haut-Katanga, consécutive à la suspension des activités de certaines entreprises du secteur.

Les recettes administratives, judiciaires et domaniales établies à 436,2 milliards de CDF, ont enregistré un repli de 3,2 % comparativement à 2015. Les recettes relevant du portefeuille, se sont chiffrées, quant à elles, à 28,9 milliards contre un montant prévisionnel de 72,8 milliards.

### **I.1.2. Recettes exceptionnelles**

Contrairement à l'exercice budgétaire 2015, les recettes exceptionnelles se sont établies à 1,4 milliard de CDF contre 23,3 milliards une année auparavant. Ces ressources ont été constituées essentiellement de dons budgétaires.

## **I.2. DEPENSES PUBLIQUES**

A fin 2016, les dépenses publiques ont atteint 4.087,7 milliards de CDF, correspondant à un taux d'exécution de 74,4 % contre 60,9 % une année auparavant. Ce taux d'exécution de l'année sous examen aurait été encore plus faible n'eut été la révision à la baisse des prévisions budgétaires y afférentes consacrées dans le collectif budgétaire adopté en juin 2016.

Toutefois, ces dépenses ont régressé de 11,6 % par rapport à l'année précédente et ont représenté 10,0 % du PIB, soit un recul de 3,2 points de pourcentage par rapport à 2015.

### **I.2.1. Dépenses Courantes**

Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 3.545,5 milliards de CDF, représentant 86,7 % du total des dépenses. Cependant, elles ont connu une baisse nominale de 11,3 % comparativement à l'année précédente. Rapportées à leur niveau prévisionnel, les dépenses courantes ont été exécutées à concurrence de 84,7 % à l'instar de l'année 2015.

En outre, il sied de signaler que ces dépenses ont représenté 8,7 % du PIB, en recul de 2,7 points de pourcentage comparativement à 2015. Le repli de cette catégorie des dépenses pour la période sous revue résulte de la diminution des dépenses des biens et services ainsi que de celles relatives aux subventions et transferts.

#### **I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature**

##### *a. Dépenses des biens et services*

Les dépenses des biens et services ont régressé de 11,4 % par rapport à leur niveau de l'année passée, s'établissant à 3.014,9 milliards de CDF. En atteignant 85,0 % de

l'ensemble de ces dépenses, elles ont représenté la part la plus élevée de dépenses courantes.

Les deux sous-rubriques de cette catégorie de dépenses, à savoir « Rémunérations » et « Autres biens et services », ont évolué de manière divergente. Les rémunérations ont enregistré un accroissement de 8,6 % alors que la sous-rubrique des autres biens et services a connu une forte baisse de 33,9 %, d'une année à l'autre.

#### *b. Versement des intérêts sur la dette publique*

La charge financière de l'endettement public, de la période sous analyse, a fortement augmenté comparativement à son niveau de l'année précédente. Elle s'est accrue de 66,3 %, s'établissant à 259,6 milliards de CDF alors que les prévisions budgétaires l'ont fixée à 78,3 milliards. Cet accroissement des intérêts est localisé, principalement au niveau de la dette intérieure dont la part a représenté 93,4 % de l'enveloppe.

Pour ce qui est des intérêts sur la dette extérieure, ils sont demeurés quasiment inchangés, d'une année à l'autre.

#### *c. Subventions et transferts*

D'une année à l'autre, les dépenses effectuées au titre des subventions et transferts ont connu une baisse significative de 38,4 %, s'établissant à 271,1 milliards de CDF. Cette baisse a été induite principalement par le recul des subventions accordées aux organismes publics autres que les écoles et les formations médicales, qui ont diminué de 46,0 % par rapport à l'année précédente.

Ces dépenses ont représenté 7,6 % du total des dépenses courantes, au cours de la période sous étude, alors qu'elles avaient représenté 11,0 % de ces dépenses une année auparavant.

### **I.2.1.2. Analyse des dépenses par service**

La structure des dépenses courantes par service est demeurée pratiquement inchangée durant les cinq dernières années.

En effet, comme pour les années antérieures, les dépenses allouées aux « Services communs » en 2016 ont été exécutées à concurrence de 75,3 % du total de dépenses courantes, suivies de celles relatives aux « Institutions politiques » avec une part de 9,8 %.

Quant aux dépenses orientées vers les « Autres ministères », elles ont représenté 6,7 % du total. Cette rubrique est composée de tous les ministères à l'exception des ministères des Finances, des Affaires étrangères, de la Santé publique, de la Défense nationale, de l'Education nationale ainsi que des Travaux publics.

En valeur nominale, les dépenses affectées aux « Services communs » ont connu une contraction de 18,2 % d'une année à l'autre, alors que celles relatives aux « Institutions

politiques » ainsi qu'aux « Autres ministères » ont enregistré des accroissements respectifs de 13,4 % et de 32,9 %.

En considérant ces dépenses courantes par ministère, il s'observe une disparité dans la consommation des crédits accordés. En effet, la Primature ainsi que les Ministères des Finances et du Budget se sont distingués par des dépassements respectifs de 378,4 %, 388,0 % et 450,3 % alors que la majorité des ministères, notamment ceux de l'Education, du Développement rural ainsi que celui de la Reconstruction ont consommé leurs crédits à concurrence de 22,8 %, 15,1 % et 0,8 %, respectivement.

En dépit du repli, de manière globale, de ces dépenses et dans la plupart des services comparativement au niveau atteint l'année précédente, peu d'entre eux ont connu des augmentations du niveau de leurs dépenses, principalement les ministères de l'Agriculture, des Travaux publics ainsi que celui du Plan dont les accroissements ont été respectivement de 869,5 %, de 188,2 % et de 205,5 %.

**Tableau II.3 Structure des dépenses courantes par ministère et institution**  
(en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Services communs	78,3	65,0	68,9	82,3	69,6	74,8	67,2	75,9	82,2	81,7	75,3
Institutions politiques	6,6	7,2	7,1	5,9	13,7	12,2	14,0	10,2	8,3	7,7	9,8
Finances	4,5	9,2	6,9	3,4	2,1	1,9	2,8	3,3	1,8	1,3	1,9
Défense Nationale	4,6	8,2	8,3	3,0	6,8	4,4	5,8	4,4	3,0	3,4	3,9
Affaires Etrangères	1,1	0,6	0,7	1,1	1,4	0,8	1,5	0,6	0,5	0,6	1,0
Travaux Publics	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,03	0,09
Santé publique	0,8	1,1	0,8	0,5	0,2	0,3	0,5	0,6	0,6	0,5	0,9
Education Nationale	0,3	2,1	1,8	0,1	0,6	0,3	0,9	0,3	0,6	0,3	0,4
Autres Ministères	3,7	6,6	5,4	3,4	5,5	5,0	7,2	4,5	3,2	4,5	6,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Cfr. Tableau II.20.

Source : Banque centrale du Congo sur base des Etats de Suivi Budgétaire.

### I.2.2. Dépenses en capital par service

Rapportées aux prévisions budgétaires, les dépenses en capital de l'année sous analyse ont été exécutées à 41,4 % contre 21,8 % une année auparavant. En dépit de ce taux d'exécution plus élevé par rapport à 2015, ces dépenses ont enregistré une régression de 13,0 %, comparativement à l'année précédente, s'établissant à 542,2 milliards de CDF.

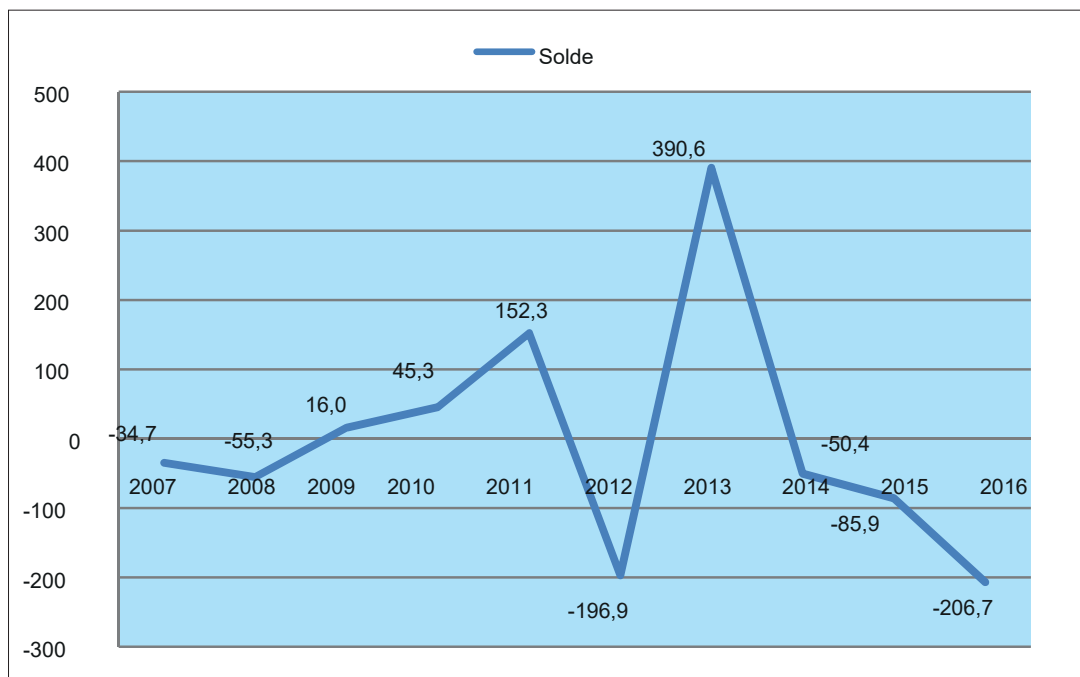
1) Les opérations à financement extérieur spécifique se rapportent aux activités de l'Etat réalisées en dehors du cadre budgétaire sur base des donations et des prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

Par ailleurs, ce bas niveau de consommation des crédits a occulté les dépassements de 307,2% et 157,3% des dépenses d'investissement allouées respectivement aux Ministères des Transports et Communications ainsi que celui de la Justice. En outre, le Ministère des Transports et Communications a connu une forte augmentation de ses dépenses, passant de 102,7 milliards de CDF à 258,6 milliards, d'une année à l'autre. Il sied de noter que les dépenses en capital de ce Ministère ont représenté 47,7% du montant total.

### I.3 BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire ont affiché un besoin de financement de 479,1 milliards de CDF. En l'absence d'un marché domestique des titres publics, ce besoin a été rencontré par la consommation des réserves budgétaires disponibles et les avances de la Banque Centrale du Congo.

**Graphique II.4 Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire**



Source: Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE II

### OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Effectuées en dehors du cadre budgétaire, les opérations à financement extérieur spécifique regroupent toutes celles se rapportant aux donations et aux prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

En 2016, ces opérations ont totalisé 1.305,9 milliards de CDF contre 1.286,9 milliards une année auparavant, accusant un accroissement de 6,8%. Exprimées en dollar américain, elles ont représenté 1.296,6 millions au cours de l'année sous étude contre 1.389,8 millions en 2015.

#### II.1. RECETTES

Au cours de l'année sous analyse, les allocations de partenaires extérieurs ont été constituées des donations multilatérales à concurrence de 920,2 milliards de CDF et des donations bilatérales pour 385,7 milliards, représentant respectivement 70,5 % et 29,5 % du total.

Les Nations Unies, l'Union Européenne, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et le Pooled Fund/GAVI ont été les seuls donateurs multilatéraux, avec des contributions respectives de 108,0 milliards de CDF, 153,7 milliards, 505,4 milliards, 114,1 milliards et 39,0 milliards.

S'agissant des aides d'Etat à Etat, les principaux donateurs ont été le Royaume-Uni avec un appui de 168,8 milliards de CDF, les Etats-Unis avec un montant de 111,3 milliards et la Suède pour 41,9 milliards, correspondant respectivement à 43,8 %, 28,9 % et 10,9 % de l'ensemble de donations bilatérales.

#### II.2. DEPENSES

Les dépenses publiques, sur ressources extérieures provenant des partenaires ont financé les investissements à concurrence de 1.102,5 milliards de CDF et les dépenses courantes à 203,4 milliards, représentant respectivement 84,4 % et 15,6 %.

Concernant les dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a été de 29,3 % tandis que celle allouée à l'assistance humanitaire et secours d'urgence a été de 70,7 %. S'agissant de l'enveloppe allouée aux dépenses en capital, les parts financées par les partenaires multilatéraux et bilatéraux ont été respectivement de 70,9 % et 29,1 %.



**Tableau II.4 Opérations à financement extérieur spécifique <sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital
2007	729 965,5	274 925,4	455 040,1
2008	846 898,4	249 193,4	597 705,0
2009	1 029 839,3	121 613,0	908 226,4
2010	729 391,1	100 005,9	629 385,1
2011	1 148 966,8	150 696,5	998 270,3
2012	1 569 148,0	178 680,3	1 390 467,7
2013	1 288 245,5	385 364,9	902 880,6
2014	1 659 591,4	212 245,0	1 447 346,4
2015	1 286 930,7	163 769,3	1 123 161,4
2016	1 305 867,1	203 358,4	1 102 508,7

Source : Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE III

### ANALYSE DES ARRIERES DES PAIEMENTS EN 2016

L'examen des Etats de Suivi Budgétaire pour l'exercice 2016 renseigne que, sur un total de 5.497,5 milliards de CDF des crédits votés, les engagements se sont chiffrés à 4.924,2 milliards.

Concernant les dépenses liquidées établies à 4.905,3 milliards de CDF, une quotité de 98,4% a été ordonnancée. Il faudra noter que presque la totalité du montant ordonnancé, soit 99,9%, a été effectivement payée. Ainsi, les arriérés, qui découlent de la différence entre le montant ordonnancé et celui payé, se sont chiffrés à 6,8 milliards de CDF.

#### III.1. ANALYSE DES ARRIERES PAR NATURE DES DEPENSES

Au terme de l'exercice 2016, l'essentiel des arriérés de paiement a été localisé au niveau des dépenses de transferts et interventions de l'Etat avec une proportion de 75,7% du total, suivi de dépenses de prestation avec une part de 14,8%. Par contre, les dépenses affectées au personnel ainsi qu'aux biens et matériels ont connu de légers dépassements par rapport aux niveaux ordonnancés.

L'accumulation des arriérés sur la rubrique « Transferts et Interventions de l'Etat » a été localisée principalement sur la ligne « Rétrocession » et celle « Fonds spécial d'intervention ».

Les dépassements des dépenses relatives aux biens et matériels par rapport aux montants ordonnancés ont concerné presque totalement les sous rubriques « Fournitures et petits matériels » ainsi que « Textiles et tissus ».

**Tableau III.5 Arriérés de paiements par nature des dépenses**

(en millions de CDF)

Rubrique	Liquidation	Paiement	Arriéré	en % du total
Dette publique en capital	199 517,8	199 505,4	12,4	0,2
Frais financiers	60 076,6	60 076,6	0	0,0
Dépenses de personnel	2 035 901,5	2 035 902,8	-1,3	-0,0
Biens et services	153 609,0	153 497,5	-138,2	-2,0
Dépenses de prestations	409 609,0	408 609,6	999,3	14,8
Transferts et intervention de l'Etat	1 350 220,1	1 345 110,7	5 109,4	75,7
Equipements	408 271,0	407 875,5	395,5	5,9
Construction, refection, réhabilitation addition d'ouvrage	207 994,0	207 617,7	376,3	5,6
<b>TOTAL</b>	<b>4 824 949,4</b>	<b>4 818 196,0</b>	<b>6 753,4</b>	<b>100,0</b>

Source : Ministère du Budget, Etat de suivi Budgétaire 2016.

### III.2. ANALYSE DES ARRIERES PAR FONCTION DES DEPENSES

La composition des arriérés par fonction renseigne la prépondérance des rubriques « Administration centrale », « Santé » et « Affaires économiques », lesquelles ont engrangé 89,0% sur un montant total de 6.753,4 millions de CDF. Séparément, les arriérés de ces rubriques ont représenté des parts respectives de 46,8%, 30,6% et 11,6% du total.

Toutefois, il sied de signaler que seules les rubriques « Ordre et Sécurité Publique » ainsi que « Enseignement » ont connu de légers dépassements, à hauteur de 46,0 millions de CDF et 42,0 millions respectivement, comparativement aux montants ordonnancés.

**Tableau III.6 Arriérés de paiements par fonction des dépenses**  
(en millions de CDF)

Rubrique	Liquidation	Paiement	Arriéré	en % du total
Administration centrale publique	1 799 246,8	1 796 083,0	3 163,8	46,8
Défense	391 845,0	391 810,7	34,3	0,5
Ordre et sécurité	435 936,4	435 982,4	-46	-0,7
Affaires économiques	708 189,3	707 404,0	785,3	11,6
Protection de l'environnement	23 933,3	23 924,9	8,4	0,1
Logement et équipements collectifs	131 632,1	131 167,1	465	6,9
Santé	369 400,4	367 336,5	2 063,9	30,6
Réligions, culture, sports et loisirs	79 036,8	78 744,9	291,9	4,3
Enseignement	824 632,7	824 674,8	-42,1	-0,6
Protection sociale, affaires sociales	61 096,7	61 067,7	29	0,4
<b>TOTAL</b>	<b>4 824 949,4</b>	<b>4 818 196,0</b>	<b>6 753,4</b>	<b>100,0</b>

Source : Etat de suivi budgétaire 2016.



## **TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II**



**Tableau II.7 Importance relative des finances publiques dans l'économie**  
En pourcentage

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
1. Produit intérieur brut (3)	8 648 878,5	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1	35 111 230,0	40 735 910,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	5 285 980,8	4 851 362,1	18,3	19,3	20,5	13,0	17,4	18,3	18,2	17,4	15,1	11,9	11,9
Consommation publique	1 084 508,8	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	4 083 731,0	3 672 843,5	12,5	12,2	11,1	8,0	11,5	11,0	13,3	11,5	11,6	9,0	9,0
Formation brute de capital	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 123 161,4	1 102 508,7	5,5	6,9	9,2	4,7	5,8	7,1	4,6	5,7	3,2	2,7	2,7
Transferts à d'autres secteurs	17 092,3	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 695,9	64 670,4	79 088,4	76 009,9	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
3. Charge fiscale brute	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 389 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5	7,0	9,0	7,9	8,4	8,9	10,1	11,3	10,9	11,0	7,7	7,7
Commerce extérieur	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5	2,8	3,4	2,9	2,9	3,4	4,0	4,6	4,4	4,1	2,4	2,4
Exportations	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Importations	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	982 275,8	982 275,8	2,7	3,3	2,8	2,9	3,3	3,9	4,6	4,3	2,8	2,4	2,4
Divers	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités inférieures	365 413,1	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	2 397 539,4	2 137 544,0	4,2	5,6	5,0	5,4	5,5	6,1	6,6	6,5	6,8	5,2	5,2
Revenus	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7	1,9	2,7	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9	3,3	3,6	2,4	2,4
Biens et Services	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 588,1	2,2	2,8	2,7	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0	3,1	2,7	2,7
Autres recettes fiscales	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Coûts sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette (1)	587 653,7	963 253,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	3 771 204,1	3 062 510,6	6,8	8,7	7,7	8,1	8,7	9,9	11,0	10,7	10,7	7,5	7,5
5. Solde global (2)	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0	-0,3	-0,3	0,3	0,8	-1,0	1,6	-0,35	-0,16	-0,6	-1,2	-1,2
Contribution des administrations publiques	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	4,4	3,2	2,7
Acquisition directe des biens de capital	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4	4,4	3,2	2,7
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.10.

(3) à partir de 2005, les données révisées suivants SCN 93

**Tableau II.8 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Recettes totales plus dons	1 523 756,1	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9	5 725 725,9	4 962 421,1
a) Recettes des administrations publiques <sup>(1)</sup>	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0
Cadre budgétaire	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0
Recettes courantes	761 313,6	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1
Courantes <sup>(2)</sup>	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4
En capital <sup>(3)</sup>	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7
2. Dépenses courantes	1 101 601,1	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8	4 162 819,4	3 748 853,4
Cadre budgétaire <sup>(4)</sup>	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8	3 999 050,1	3 545 495,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. <sup>(5)</sup>	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0	163 769,3	203 358,4
3. Epargne budgétaire <sup>(6)</sup>	-32 885,1	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,7	416 494,1	109 662,0
4. Dépenses en capital	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3	1 746 314,9	1 644 672,7
Cadre budgétaire <sup>(7)</sup>	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9	623 153,5	542 164,0
A fin. ext. spéc. <sup>(8)</sup>	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	1 123 161,4	1 102 508,7
5. Total dépenses = 2 + 4	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2	5 909 134,3	5 393 526,1
Cadre budgétaire	849 060,0	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8	4 622 203,6	4 087 659,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4	1 286 930,7	1 305 867,1
6. Solde (1 - 5)	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0
Cadre budgétaire	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-85 945,3	-183 408,4	-431 105,0
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique <sup>(9)</sup>	33 469,7	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	33 489,3	-32 739,6	-47 946,0
8. Besoins de financement <sup>(10)</sup>	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0
9. Financement <sup>(11)</sup>	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0
Intérieur monétaire net	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.12.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.16 et III.17.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.11 & III.12.

(4) Cfr tableau II.21.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.23.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement ( - ), soit aux capacités excédentaires nettes de financement ( + ).

(11) Cfr tableau II.26



**Tableau II.9 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat <sup>(1)</sup>***(en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>A.RECETTES FISCALES</b>	638 364,4	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7	5 138 613,0	3 633 913,0
1.Impôts sur le comm. ext <sup>(2)</sup>	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4
-Droits de sortie	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5
-Droits d'entrée	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0
-Divers	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-
2.Impôts sur les revenus <sup>(3)</sup>	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3
-Personnes physiques	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3
-Sociétés et entreprises	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1
-Amendes et accroissements	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0
3.Impôts sur biens et serv. <sup>(4)</sup>	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1
4.Autres recettes fiscales	122 458,1	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3	260 331,2	113 401,2
a. I.E.R charge des employeurs	4 648,7	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7	72 009,9	50 749,5
b. Impôts sur le patrimoine	7 265,9	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-	-
- Impôts sur propriété immobilière	3 310,3	5 919,1	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	3 955,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	38 632,3	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0	3 816,2	1 840,9
e.Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	71 911,1	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7	184 505,1	60 810,8
<b>B.RECETTES NON FISCALES</b>	245 118,2	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,3	865 577,5	659 727,8
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	172 617	153 432	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0	615 522,0	586 930,5
2.Portefeuille	72 501,7	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3	250 055,5	72 797,2
3.Divers <sup>(5)</sup>	-	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,0	-	-
<b>C.RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	486 827,0	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2	1 582 028,5	1 203 830,8
1 Dons projets	152 120,9	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3	1 531 043,3	606 238,1
2.Prêts projets	113 508,1	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6	-	372 838,1
3.Ressources PPTE	210 700,0	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3	50 985,2	30 406,7
4.Appui budgétaire	-	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0	-	-	101 002,6
5.Autres(Remboursement BCC)	10 498,0	-	-	38 679,4	-	-	-	157 000,0	-	93 345,0
<b>D.BUDGETS POUR ORDRE<sup>(6)</sup></b>	-	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-	-	-	-
<b>TOTAL (A+B+C+D)</b>	<b>1 370 309,6</b>	<b>1 781 415,2</b>	<b>2 922 393,8</b>	<b>5 607 517,6</b>	<b>6 746 324,0</b>	<b>6 609 171,2</b>	<b>6 434 664,6</b>	<b>7 449 004,2</b>	<b>7 586 219,0</b>	<b>5 497 471,6</b>

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf tableau II.13.

(3) Cf tableau II.15.

(4) Cf tableau II.17.

(5) A partir de 2008, Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) A partir de 2008 il s'agit des recettes des provinces

**Tableau II.10 Recettes des Administrations Publiques**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
I.RECETTES DU CADRE BUDGET	793 790,6	1 271 678	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5	4 438 795,2	3 656 554,0
I.1 RECETTES COURANTES (1)	761 313,6	1 206 506,0	1 592 002,0	2 166 489,1	2 755 341,0	3 633 721,0	4 053 514,2	4 347 496,5	4 415 544,2	3 655 157,0
A.RECETTES FISCALES	604 746,0	992 416	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	3 850 292,6	3 128 520,5
1.Impôts s/comm. ext. (2)	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5
-Droits de sortie	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7
-Droits d'entrée	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8
-Divers	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-
2.Impôts s/revenus (3)	161 371,2	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7
-Revenus des pers. phys.	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4
-Revenus des soc. et ent	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3
-Amendes et accroiss.	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	0,0	0,0
3.Impôts s/biens et services(4)	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1
4.Autres recettes fiscales	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	50 362,8	43 852,2
a. I.E.R charge des employeurs	6 944,8	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8	48 502,5	43 342,9
b. Impôts sur le patrimoine	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	335,3	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3	1 860,3	509,3
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	156 567,6	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,8	565 251,6	526 636,5
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0	450 442,5	436 230,7
2.Portefeuille	36 740,1	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2	86 708,8	28 866,1
3.Royalties	48 245,5	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6	28 100,3	11 918,6
4.O.GE.DE.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers(5)	-	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0	-	49 621,0
I.2 RECETTES EXCEPTIONNELLES	32 477,0	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0	23 251,0	1 397,0
1 Dons projets	32 477,0	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0	-	-	-
2.Prêts projets	-	-	79 382,0	-	-	-	-	120,0	-	-
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0	23 251,0	1 397,0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total (I + II)</b>	<b>793 790,6</b>	<b>1 271 678,0</b>	<b>2 104 722,3</b>	<b>2 293 882,0</b>	<b>2 799 655,0</b>	<b>3 762 378,0</b>	<b>4 121 604,2</b>	<b>4 362 631,5</b>	<b>4 438 795,2</b>	<b>3 656 554,0</b>

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

**Tableau II.11 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A.DROITS DE SORTIE	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6	104 261,7	16 891,5
1. Droits de sortie ordin.	8 566,5	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8	104 160,6	16 790,3
-Produits minéraux	6 382,6	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2	95 564,0	14 503,3
-Produits végétaux	93,1	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6	8 596,5	2 287,0
-Autres produits	2 090,8	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0	0,0	0,0
2.I.C.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	176,4	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8	101,1	101,1
B.DROITS D'ENTREE	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8	1 869 682,7	1 379 516,0
1.Droits de douane	99 439,9	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9	764 011,9	593 892,2
2.I.C.A à l'importation (2)	101 747,4	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5	1 097 326,1	784 738,7
3.Taxe statistique	5 442,7	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-	-	-	-
4.Amendes	5 674,6	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4	8 344,7	885,0
b.ENTREPOTS (2)	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-	-	-
TOTAL(A+B+b)	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4	1 973 944,4	1 396 407,4

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

**Tableau II.12 Recettes des impôts sur le commerce extérieur<sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A.DROITS DE SORTIE	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	10 161,2	8 700,7
1.Droits de sortie ordin.	6 795,8	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0	5 445,7	4 529,4
-Produits minéraux	4 717,3	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0	3 238,1	2 774,1
-Produits végétaux	442,3	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0	2 207,6	1 755,3
-Autres produits	1 636,2	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-	-	-	-	-
2.I.C.A à l'exportation <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	1 869,7	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9	4 500,8	1 909,0
4.Amendes	13,7	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7	2 176,5	214,6	2 262,3
B.DROITS D'ENTREE	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1 442 592,0	982 275,8
1.Droits de douane	110 730,6	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2	559 242,6	420 135,0
2.I.C.A à l'importation <sup>(2)</sup>	116 796,9	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8	879 549,0	561 977,7
3.Taxe statistique	3 021,6	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-	-	-	-
4.Amendes	46,7	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1	3 800,4	163,1
C.ENTREPOTS <sup>(3)</sup>	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-	-	-
TOTAL	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5	1 452 753,1	990 976,5

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

**Tableau II.13 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus<sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3	772 670,7	573 034,3
1.Rémunérations	33 236,3	60 145,4	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6	700 820,5	522 982,6
2.Revenus locatifs	2 263,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	5 943,0	10 286,3	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8	71 850,2	50 051,7
4.Professions libérales	0,1	1 920,5	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8	0,0	0,0	0,0
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9	687 565,1	422 465,1
1.Sociétés	36 989,6	57 901,4	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4	614 311,2	351 482,7
2.Entreprises	2 708,7	5 483,0	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5	73 253,9	70 982,4
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3	0,0	0,0
TOTAL	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5	1 460 235,8	995 499,3

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Cf note 1, tableau II.13.

**Tableau II.14 Recettes des impôts sur les revenus <sup>(1)</sup>***(en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4	568 227,9	562 374,4
1. Rémunérations <sup>(2)</sup>	58 107,2	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7	515 016,4	508 929,3
2. Revenus locatifs	-	8 462,5	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Revenus mobiliers	13 826,2	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7	53 211,5	53 445,1
4. Professions libérales	0,1	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7	-	-	-
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6	681 733,6	424 749,3
1. Sociétés	87 197,8	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3	632 854,1	376 430,5
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	24 239,0	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2	25 849,9	10 964,1
2. Entreprises	2 209,8	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4	48 879,6	48 318,8
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6	-	-
TOTAL	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1 249 961,5	987 123,7

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cf note 1, tableau II.13.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

**Tableau II.15 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services <sup>(1)</sup>***(en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A. T.V.A. A L'INTERIEUR <sup>(2)</sup>	105 595,9	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7	788 176,7	652 289,3
B. DROITS DE CONSOMMATION	52 237,7	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8	604 134,7	438 865,7
1. Bières	17 991,4	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1	160 002,1	142 128,1
2. Huiles minérales	15 973,5	19 257,8	22 621,2	-	-	-	352,86	-	3 858,7	1 729,8
3. Tabacs et allumettes	14 096,2	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9	118 178,1	65 552,2
4. Autres produits <sup>(3)</sup>	3 096,2	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2	320 694,8	228 054,5
5. Amendes	1 080,4	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5	1 401,1	1 401,1
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. <sup>(4)</sup>	1 203,2	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1	51 790,2	37 450,1
TOTAL (A+B+C)	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5	1 444 101,5	1 128 605,1

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) à partir de 2012, Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A).

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

**Tableau II.16 Recettes des impôts sur biens et services <sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A. I.C.A. A L'INTERIEUR <sup>(2)</sup>	110 251,4	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0	640 137,8	622 186,6
B. DROITS DE CONSOMMATION	40 406,4	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0	393 247,9	422 887,0
1. Bières	16 911,3	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1	134 904,0	124 979,4
2. Huiles	8 330,1	2 689,5	18 963,2	-	-	-	-	-	1 388,9	5 560,6
3. Tabacs fabriqués	11 985,5	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1	62 064,3	55 597,6
4. Autres produits <sup>(3)</sup>	3 175,1	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6	194 812,7	236 649,4
5. Amendes	4,4	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3	25,2	78,0	100,0
C. SOCIETES PETROLIERES <sup>(4)</sup>	40 665,4	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7	47 303,0	20 063,4
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH. <sup>(5)</sup>	1 450,9	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8	16 526,4	41 431,1
TOTAL	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1 097 215,1	1 106 568,1

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) Cfr note 2, tableau II.17.

(3) Cfr note 3, tableau II.17.

(4) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(5) Cfr note 4, tableau II.17.







**Tableau II.19 Dépenses courantes de l'Etat par nature**  
(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
I. Biens et services	403 385,7	544 041,0	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 399 221,6	3 403 022,6	3 014 862,4
1. Rémunérations	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8	1 802 647,6	1 957 119,0
2. Autres biens et services	208 046,1	243 055,0	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 821 340,8	1 600 375,0	1 057 743,4
Fournitures et matériel <sup>(1)</sup>	57 884,7	57 992,5	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8	196 565,3	153 497,5
Frais généraux et divers	60 904,5	72 751,7	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7	121 984,9	251 592,9
Dépenses extérieures <sup>(2)</sup>	-	4 416,5	5 845,7	-	-	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8	11 978,1	8 288,4
Provinces et villes	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4	236 283,1	162 529,2
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	2 567,9	5 880,9	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1	61 546,9	49 248,6	59 962,6
A ventiler	50 767,5	53 484,8	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1	984 315,1	421 872,8
II. Versements d'intérêts	113 097,3	34 396,0	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1	156 078,5	259 582,1
1. Sur dette intérieure	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7
Découvert journalier <sup>(3)</sup>	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9	138 928,6	242 427,7
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4
Dette financière	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2	17 150,0	17 154,4
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	154 467,6	248 238,7	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4	439 949,0	271 050,6
1. Organismes publics <sup>(4)</sup>	146 469,0	231 146,4	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0	360 860,5	195 040,7
2. Entreprises	-	-	8 262,4	-	-	-	-	21 033,4	16 949,5	17 113,6	11 721,7
3. Ménages	7 360,9	15 662,6	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0	49 893,9	46 333,6
Bourses d'études	-	2 509,0	2 146,1	1 183,1	-	-	-	22,9	-	168,6	429,5
Pensions civiles et militaires	2 884,8	3 694,1	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6	24 155,1	25 808,7
Soins médicaux	2 241,8	5 889,5	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9	13 707,4	15 463,5
Divers <sup>(5)</sup>	2 234,3	3 569,9	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5	11 862,8	4 632,0
4. A l'étranger <sup>(6)</sup>	637,7	1 429,7	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0	12 080,9	17 954,5
Total	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	4 009 101,1	3 999 050,1	3 545 495,0

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

**Tableau II.20 Budget des dépenses en capital de l'Etat**  
**Répartition par ministère**  
(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	54,6	3 542,9	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7	2 726,2	6 996,8
Primature	-	300,0	750,0	-	-	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3	2 144,8	1 014,3
Assemblée Nationale & Sénat	140,7	5 687,7	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5	5 434,2	9 395,3
Affaires étrangères	54,6	-	200,7	-	-	-	-	237,1	3 252,0	3 700,0	2 223,9
Commerce	34,8	30,1	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0	1 943,0	7 909,1	1 956,0
Finances	550,3	916,7	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5	38 219,6	107 130,5
Education Nationale	3 556,1	13 121,3	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8	47 191,8	82 744,3
Information	431,3	200,0	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2	243,4	797,3	71 847,6
Agriculture, Pêche et Elevage	463,7	5 249,3	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4	57 406,5	265 113,2
Développement rural	340,1	2 046,7	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5	42 187,6	12 953,3
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	763,8	12 140,0	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9	231 415,5	181 565,4
Mines et Affaires Foncières	324,6	577,8	1 546,1	-	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1	74 925,9	6 068,6
Transports et Communications	193,2	1 667,5	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2	332 045,5	63 513,8
Postes, Téléphones Télégrammes.	113,6	2 990,0	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1	86 820,4	24 832,0
Santé Publique	5 062,1	6 132,0	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3	132 115,5	147 623,4
Energie	386,4	2 726,2	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2	-	162 601,9	119 265,6
Jeunesse et Sports	48,7	193,9	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8	3 602,1	4 355,8
Défense Nationale(1)	1 026,8	300,0	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4	21 688,6	10 452,9
Culture et Arts	46,6	30,1	500,0	-	-	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5	1 799,0	1 463,9
Portefeuille	-	30,1	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7	3 598,3	5 693,8
Environnement	687,9	271,3	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8	-	70 902,1
Plan	1 533,9	1 157,5	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8	12 317,4	10 808,0
Justice	61,1	30,1	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3	9 958,3	4 985,8
Administration du Territoire	35,2	228,3	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5	316 797,3	43 649,8
Affaires sociales	-	512,2	4 057,4	-	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0	6 855,5	9 346,4
Recherche scientifique	-	691,2	-	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9	3 154,5	4 465,1
Travail et Prevoyance Sociale	26,6	292,5	689,0	-	702,0	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6	3 624,0	3 199,8
Fonction Publique	54,6	30,1	615,0	-	-	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7	45 578,8	14 102,7
Economie Nationale	27,3	30,1	450,0	-	-	-	343,4	2 760,3	934,2	911,0	3 211,6
Condition Féminine	-	30,1	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6	42 427,6	14 641,4
Anciens Combattants	6,2	-	150,0	-	983,3	511,6	390,7	744,1	516,0	-	70,3
Budget	333,0	857,1	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0	4 739,9	3 819,7
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8	11 462,0	2 000,0	-
Urbanisme et Habitat	772,9	1 031,5	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1	21 084,8	-
Petites et Moyennes Entreprises	-	30,1	270,0	-	9 030,7	-	-	-	500,0	1 271,7	-
Reconstruction et Service National	-	-	-	-	-	95,9	101,6	1 379,8	-	1 630,6	140,0
Pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères et institutions	469,5	1 949,9	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1	1 134 276,4	-
Total <sup>(2)</sup>	17 600,0	65 024,6	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7	2 864 957,6	1 309 553,0

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

**Tableau II.21 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat**  
**Répartition par ministère et institution**  
 (en millions de CDF)

Ministères	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1.Présidence.	329,7	2 296,5	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2	1 850,2	2 857,1
2.Primature	-	-	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3	271,2	52,1
3.Finances	667,8	0,6	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1	10 059,1	33 729,9
4.Education Nationale	1 928,6	2 996,9	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1	33 968,4	30 360,2
5.Information	-	357,0	4 399,7	-	6 246,7	8 510,5	23,7	-	-	1 081,5	574,5
6.Agriculture	1 888,8	1 974,6	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2	27 467,8	9 995,2
7.Travaux Publics	15 538,0	1 325,0	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3	131 282,9	67 128,1
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	212,8	1 130,9	120,0	2 978,0	-
9.Transports et Communications.	155,9	2,8	231,0	20 244,7	-	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8	102 657,8	258 638,7
10.Postes,Télégraphes Télé.	-	-	-	1 810,8	31,6	690,2	-	6 518,0	672,1	801,8	5 415,8
11.Santé Publique	3 084,4	3 831,7	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3	10 337,4	12 874,7
12.Energie	914,5	-	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0	-	99 966,0	17 065,3
13.Défense Nationale	3 049,9	4 843,5	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7	4 975,6	5 911,8
14.Environnement	-	-	-	938,4	-	115,3	-	-	-	5 088,9	11 805,6
15.Plan	19,1	1 034,1	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1	3 575,4	10 425,2
16.Développement rural	1 688,6	980,1	1 129,6	15 622,9	3 709,8	-	38,3	645,7	57,1	7 968,1	9 102,8
17.Justice	-	-	-	-	136,9	268,9	135,6	321,1	297,1	4 071,7	12 830,8
18.Affaires sociales	776,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	468,9
19.Affaires étrangères	109,9	75,0	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	-	120,1	537,5	1 705,2
20.Recherche scientifique	-	123,2	500,0	-	6,1	111,8	528,2	709,6	-	-	566,9
21.Assemblée Nationale	-	-	-	-	3 884,9	12 847,5	-	617,5	-	905,3	-
22.Condition féminine	228,4	-	-	-	-	-	66,7	-	356,7	1 465,5	7 621,6
23.Budget	12,5	42,2	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0	814,2	2 306,9	650,5
24.Fonction Publique	178,0	37,5	81,2	52,3	440,7	-	-	40,1	644,3	11 835,6	6 977,9
25.Cultures & Arts	67,6	-	-	-	8,0	61,9	146,1	168,1	1 364,5	1 414,6	339,3
26.Sports & Loisirs	26,4	-	-	-	233,4	11,0	66,7	-	6 170,8	4 807,4	5 362,5
27.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28.Urbanisme & Habitat	1 731,6	370,7	574,1	-	-	-	-	65,8	125,0	12 771,0	1 088,2
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	22 688,4	665,0	-	-	2 184,6	601,8
30.Intérieur	268,0	-	-	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0	19 290,0	28 013,3
31.Autres ministères	261,7	2 092,9	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9	117 233,1	-
<b>Total <sup>(1)</sup></b>	<b>32 925,6</b>	<b>22 384,3</b>	<b>160 755,0</b>	<b>479 972,5</b>	<b>598 805,6</b>	<b>377 300,0</b>	<b>533 640,0</b>	<b>491 516,0</b>	<b>451 773,9</b>	<b>623 153,5</b>	<b>542 164,0</b>

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

**Tableau II.22 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale**

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
A. Auprès des institutions monétaires	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-72 637,0
Banque Centrale du Congo	78 032,1	89 851,4	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-631 259,0	-436 790,0	74 216,0
Banques de dépôts	-32 496,3	-22 515,9	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-136 577,0	-114 898,0	-146 853,0
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-767 836,0	-551 688,0	-72 637,0

Source : Banque Centrale du Congo.

<sup>(1)</sup> Cf tableau IV.22.

Tableau II.23 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat

(en millions de CDF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Besoins nets de financement	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-52 456,0	-216 148,0	-479 051,0
Moyens de financement :	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0
A. Financement intérieur monétaire <sup>(1)</sup>	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	52 456,0	216 148,0	479 051,0
Banque Centrale du Congo	39 089,1	11 819,2	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	4 644,0	194 469,0	511 006,0
Banques de dépôts	-13 785,6	9 980,4	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	47 812,0	21 679,0	-31 955,0
B. Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics.



## TITRE III

# **RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES**



*Poste frontalier de Kasumbalesa.*



En 2016, les comptes extérieurs ont principalement été caractérisés par la poursuite de la détérioration du solde global de la balance des paiements, entamée depuis 2015, à la suite du recul sensible de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières. Il s'en est dégagé une forte pression sur la demande des devises afin de soutenir les importations. Cette pression s'est traduite par une forte dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères. Dans ce contexte, l'action de la politique de change a été essentiellement orientée vers la recherche de la stabilité du taux de change, à travers des cessions de devises.

S'agissant de la dette extérieure, la situation à fin décembre 2016, a révélé la baisse de son stock à 12,2 % du PIB contre 12,6 % en 2015, suite notamment à la régularité du service de la dette extérieure. Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la dette publique extérieure courante que son coût est à un niveau relativement bas, grâce à la forte concessionnalité du portefeuille. Le pays est faiblement exposé au risque du taux d'intérêt et modérément au risque de refinancement. Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de change.

Pour ce qui est des aides extérieures, il y a lieu de noter la forte contraction des donations d'origine bilatérales principalement par la Belgique, la Chine, les USA et le Royaume-Uni.

Quant aux activités relatives à la coopération régionale, il y a lieu d'épingler la tenue des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement notamment de la SADC et du COMESA, lesquels ont permis de noter les faibles progrès réalisés en matière de convergence macroéconomique régionale, à la suite d'une conjoncture internationale peu favorable.

## CHAPITRE I

### COMMERCE DES BIENS

Les échanges des biens entre la RDC et ses partenaires commerciaux ont été évalués à 20.396,4 milliards de CDF en 2016, soit 54,4% du PIB contre 19.315,5 milliards représentant 55,0% du PIB, en 2015.

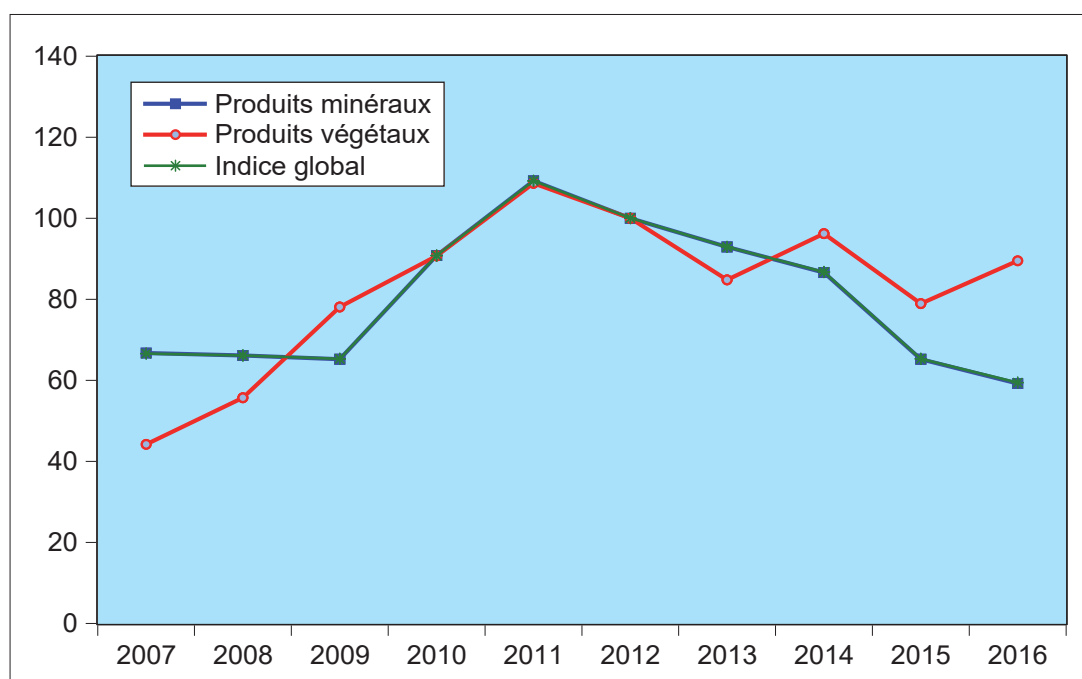
Les exportations des biens se sont chiffrées à 10.082,7 milliards de CDF et ont financé les importations à 97,8% contre 97,3% une année plus tôt. Le déficit de la balance des biens ainsi observé fait notamment suite à la persistance de niveaux bas des cours des matières premières sur le marché international.

#### I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

En 2016, l'indice global des cours mondiaux de principaux produits exportés par la RDC, situé à 59,4 points, a été en baisse de 9,0%, comparativement à l'année précédente. Cette évolution a été induite principalement par la baisse de l'indice des cours des produits minéraux.

**Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits**

(Base 2012=100)



Source : Banque centrale du Congo.

### I.1.1. Produits miniers et hydrocarbures

L'indice des cours de principaux produits miniers et hydrocarbures exportés par la RDC s'est fixé à 59,2 points en 2016 venant de 65,2 points une année auparavant. Cette baisse est expliquée par le recul des cours de certains produits, notamment le cuivre, le cobalt et le pétrole, lesquels ont enregistré des baisses respectives de 12,0%, 13,5% et 10,9%, d'une année à l'autre.

**Tableau III.1 Evolution des cours moyens des produits miniers et hydrocarbures**

Produits et Marchés		Cotation	2013	2014	2015	2016
Cuivre	New York	USD/tm	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 861,2
	Londres :	USD/tm	7 329,5	6 859,9	5 509,0	5 002,0
	Paris <sup>(1)</sup>	EUR/tm	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 594,7
Etain	Londres	USD/tm	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2
Zinc	Londres	USD/tm	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	14,4	14,5	15,0	15,6
Cobalt	Londres <sup>(2)</sup>	USD/lb	13,0	14,7	13,5	11,7
Coltan	Londres	USD/lb	115,0	92,3	78,0	59,6
Or	New York	USD/o.t.	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7
Pétrole	New York <sup>(3)</sup>	USD/baril	97,9	93,4	48,9	43,6
Argent	New York	Cts/o.t.	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4

Sources : Bourse Les Echos et Commission d'Harmonisation des Statistiques Minières.

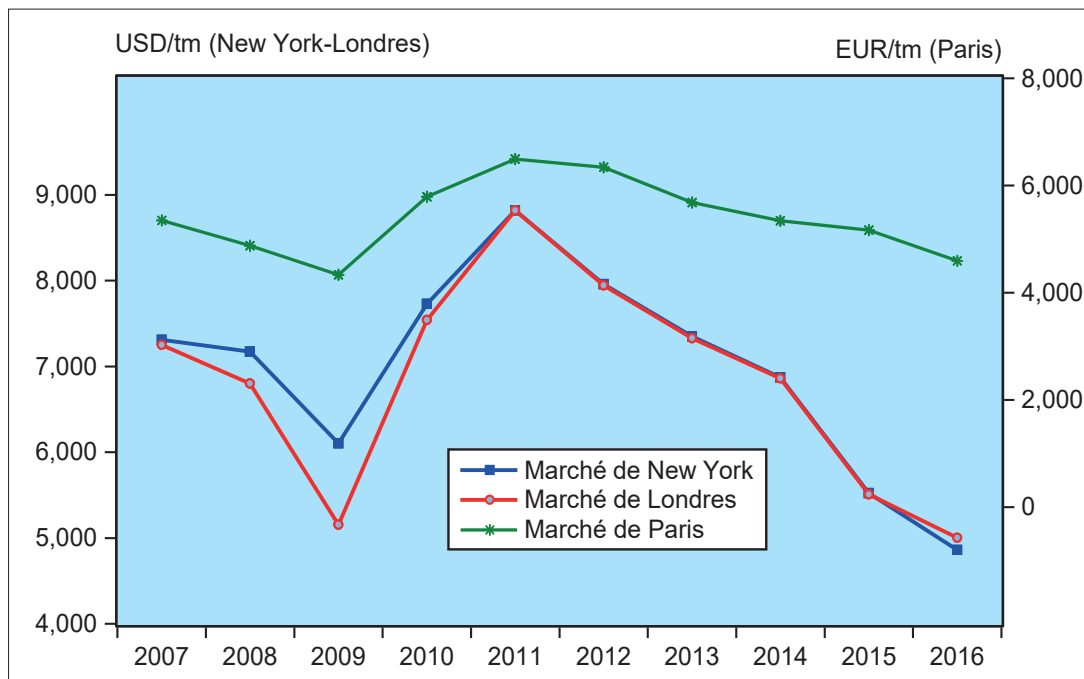
(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle du Marché de Bruxelles.

(3) Avant 2008, la cotation est celle du Marché de l'Arabie Saoudite

La baisse du cours moyen du cuivre a été occasionnée par l'abondance de l'offre de ce produit sur le marché mondial, dans un contexte d'un ralentissement de la demande. En effet, le marché a été davantage alimenté par la production d'une nouvelle mine au Pérou, l'un des plus grands producteurs de cuivre au monde. Par ailleurs, la demande a été réduite du fait du ralentissement de l'économie chinoise, premier pays consommateur mondial.

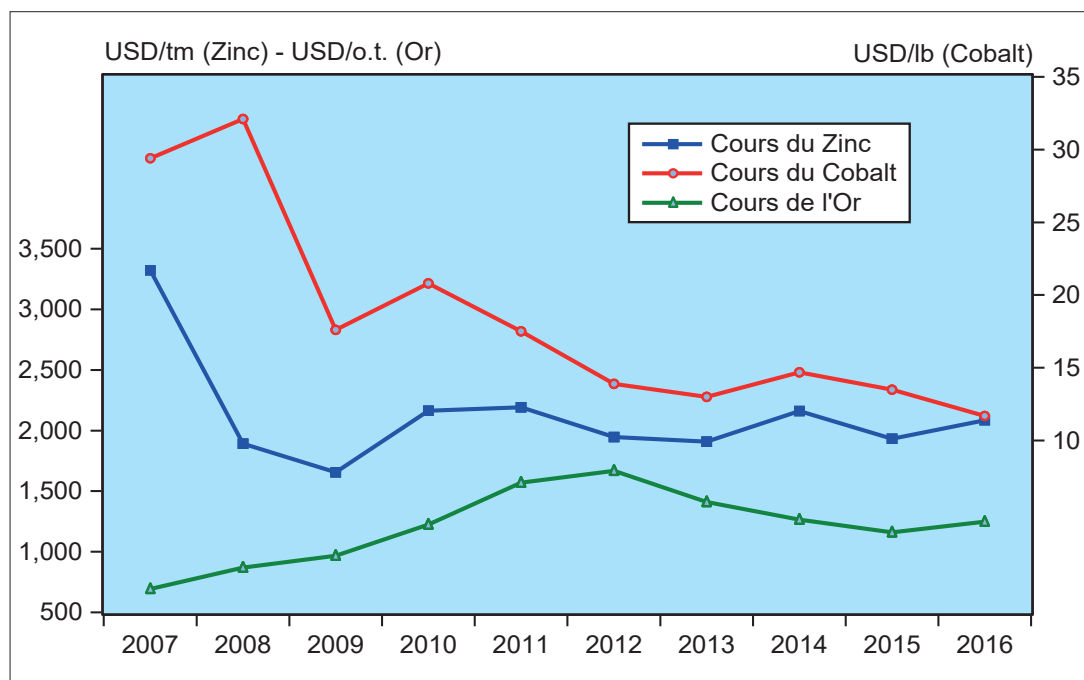
**Graphique III.2 Cours moyen du Cuivre sur les marchés mondiaux**



Source : Banque centrale du Congo.

La baisse du cours du cobalt a été occasionnée par une offre excédentaire, en provenance de la RDC, grand producteur mondial. En effet, ce marché offre habituellement du cobalt moins cher que celui des mines industrielles, attirant ainsi certains négociants internationaux.

**Graphique III.3 Cours moyen du Zinc et du Cobalt sur le marché de Londres**



Source : Banque centrale du Congo.

Quant à la baisse du prix du baril du pétrole, elle a principalement résulté d'une surproduction mondiale, fortement alimentée par les hausses de la production du pétrole de schiste américain et des pays membres de l'OPEP. Il s'agit principalement de la Lybie dont la production du pétrole s'est accrue à la suite du déblocage d'oléoducs, et du Nigéria dont la production a augmenté avec la normalisation sécuritaire dans le Delta du Niger. Il sied de relever que pour la première fois depuis 2008, en septembre 2016, l'OPEP a signé un accord visant à réduire sa production pour doper le cours sur le marché. Il devrait également être l'opportunité pour accélérer les recherches en vue d'une utilisation accrue du biocarburant, en tant que stratégie de lutte contre le réchauffement climatique. Toutefois, cet accord n'a pas été concrétisé au courant de l'année sous examen.

#### **Encadré 2: le biocarburant comme stratégie de lutte contre le réchauffement climatique**

Depuis 2000, dans le souci de lutter contre le réchauffement climatique et de résoudre les problèmes liés à la hausse des prix du pétrole sur le marché international, plusieurs économies du monde abandonnent de plus en plus l'utilisation du carburant issu des fossiles dans leurs moteurs et préfèrent l'utilisation du biocarburant. Cet abandon s'explique par le fait que l'utilisation du carburant issu des fossiles pollue l'atmosphère. En effet, il émet une grande quantité d'oxydes d'azote qui provoque une augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, entraînant ainsi des changements climatiques. Par ailleurs, plusieurs dégâts écologiques et des risques d'accidents sont liés à l'extraction de ce carburant.

Ce dernier désigne un carburant obtenu à partir de matière organique (biomasse), par opposition aux carburants issus de ressources fossiles.

Il existe plusieurs types de biocarburants à savoir, le biocarburant de première, de deuxième et de troisième génération.

- Le biocarburant de première génération est produit à partir des cultures destinées traditionnellement à l'alimentation. Il peut être extrait (i) des plantes oléifères à savoir le palmier à huile, le tournesol, le colza ou le ricin (biodiesel) et (ii) des plantes à sucre notamment la canne à sucre, la betterave sucrière, le maïs et le blé (bioéthanol), cette conversion de cultures alimentaires en sources d'énergie plutôt qu'en produits alimentaires affecte la disponibilité et le cours des aliments dans le monde. Par ailleurs, le changement d'affectation des sols, notamment la disparition des forêts et des tourbières, au profit de ces cultures provoque une plus grande émission de CO<sub>2</sub>.
- Le biocarburant de deuxième génération est produit à partir des végétaux non comestibles ou de déchets. il peut être obtenu à partir notamment de la plante de jatropha, du Miscanthus, du Switchgrass et du peuplier. Cette technologie permet de produire du bioéthanol dit de deuxième génération, du biodiesel, du biohydrogène ou du biogaz. Ceci permet de dissocier les cultures alimentaires et énergétiques.
- La troisième génération de biocarburant n'est encore qu'au stade de la définition. L'une de principales pistes de recherche est la production d'hydrogène par des micro-organismes. Il sera produit à partir d'algues (algoturbinant). Les chercheurs envisagent une production de masse (par exemple pour l'aviation), sans déforestation massive ni concurrence avec les cultures destinées traditionnellement à l'alimentation.

Il convient de révéler que les cours des autres produits, notamment, l'étain, le zinc, le diamant, l'or et l'argent ont enregistré des hausses, bénéficiant de l'effet Brexit. En effet, face à l'incertitude par rapport aux conséquences de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne, les investisseurs ont plus orienté leur demande vers des valeurs refuges, dont principalement l'or.

### I.1.2. Produits végétaux

L'indice des cours de principaux produits végétaux exportés par la RDC est passé de 78,9 points à 89,5 points en 2016, suite à l'amélioration des prix moyens annuels du café, du cacao, de l'huile de palme, du coton, du caoutchouc et du bois grume sur le marché international.

**Tableau III.2 Evolution des cours moyens des produits végétaux**

Produits	Marchés	Cotation	2013	2014	2015	2016
Café						
Robusta	Londres	USD/tonne	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 731,3
Arabica	New York	Cts/lb	126,0	176,4	132,9	136,4
Cacao	New York	USD/tonne	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0
Huile <sup>(1)</sup>						
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	517,6	611,8	441,0	528,9
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	901,7	894,5	774,6	639,8
Coton	New York	Cts/lb	83,3	76,6	63,3	65,6
Caoutchouc	Londres C.I.F.	Cts/Kg	279,7	196,5	155,6	163,9
Bois Sapelli						
Bois dur grume	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	311,2	282,0	246,0	299,0
Bois dur Scié	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	782,5	897,9	833,3	738,9

Sources: Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

La hausse des cours du cacao et du café est consécutive essentiellement à la baisse de la production, induite par des conditions météorologiques défavorables dans les grandes zones de production. Il s'agit notamment du passage d'El Niño, qui a affecté les productions du robusta du Vietnam et de l'Indonésie, tous deux grands producteurs mondiaux, et de la sécheresse observée en Afrique de l'Ouest.

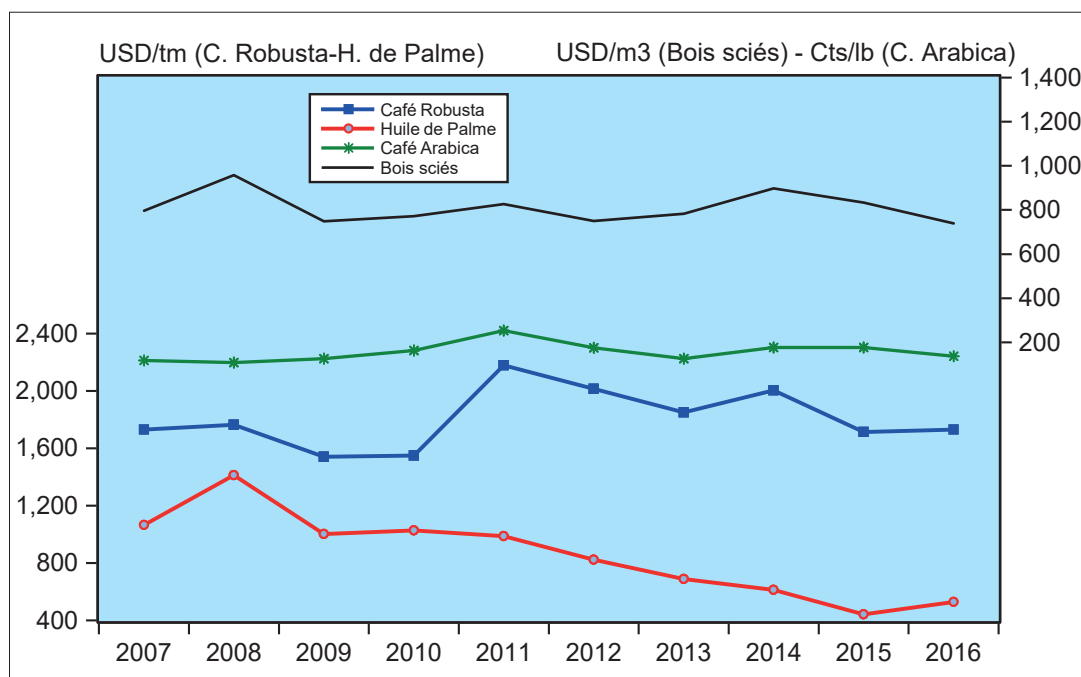
Par ailleurs, sous la pression des ONG de protection de l'environnement, certains pays producteurs d'huile de palme ont décidé, en 2016, de ne plus octroyer des nouvelles plantations pour la culture du palmier à huile, entraînant du coup la baisse de sa production mondiale. Cette baisse, face à une demande qui ne cesse de croître, a été à la base de la hausse de son cours.

Le cours du coton a enregistré une hausse résultant du bon comportement de la demande principalement américaine, alors que l'offre mondiale a été réduite, à la suite des mesures administratives prises dans certains pays producteurs.

La hausse du cours du caoutchouc, pour sa part, a fait principalement suite à une forte progression de la demande mondiale dans le secteur de l'automobile, particulièrement en provenance de la Chine, alors que la production est restée quasiment stable.

Pour ce qui est du cours de bois grume, sa hausse est expliquée principalement par le bon comportement de la demande de la Chine qui a figuré, en 2016, parmi les grands consommateurs mondiaux.

**Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés**



Source: Banque centrale du Congo.

## I.2. DESTINATIONS DES EXPORTATIONS

Les trois premières destinations des exportations de la RDC sont restées, comme en 2015, la Chine, l'Afrique du Sud et l'Union Européenne. Leurs parts dans les exportations totales de la RDC, se sont respectivement chiffrées à 23,8%, 22,0% et 4,3%, en 2016.

Comparativement à l'année précédente, les biens achetés par la Chine à la RDC ont enregistré une baisse de 1,9%, alors que ceux acquis par l'Afrique du Sud et l'Union Européenne se sont accrus respectivement de 13,8% et 5,0%.

**Tableau III.3 Exportations de la RDC par pays de destination**  
(en pourcentage du total)

Pays	2015	2016 <sup>(P)</sup>
Chine	25,7	23,8
Afrique du Sud	20,5	22,0
Union Européenne	4,5	4,3
Autres	49,3	49,9

Source: Banque Centrale du Congo.

### I.3. PROVENANCES DES IMPORTATIONS

Les importations de la RDC, évaluées à 10.313,6 milliards de CDF en 2016, sont provenues de l'Union Européenne pour 19,0%, de la Chine pour 12,9% et de la République Sud-Africaine pour 11,5%.

**Tableau III.4 Importations de la RDC par pays ou région de provenance**  
(en pourcentage)

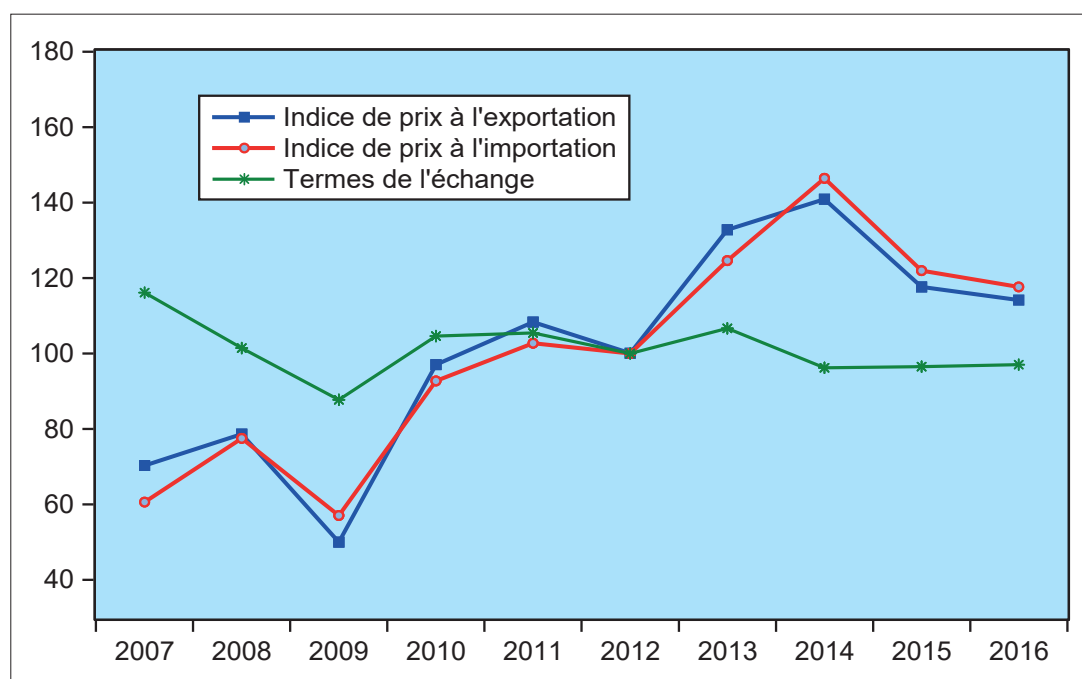
Pays	2015	2016 <sup>(P)</sup>
Union Européenne	23,5	19,0
Chine	13,4	12,9
Afrique du Sud	12,3	11,5
Autres	50,9	56,5

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.4. TERMES DE L'ÉCHANGE

Les termes de l'échange de la RDC se sont légèrement améliorés, se situant à 97,0 points contre 96,5 point une année plus tôt.

**Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange**  
(Base 2009=100)



Source : Banque centrale du Congo.



## CHAPITRE II

### POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change en 2016 a été menée dans un contexte marqué par l'accentuation du déficit de la balance des paiements, suite à la persistance de niveaux bas des cours des matières premières sur le marché international. Cette situation a entraîné la baisse des rentrées des devises et une forte détérioration du niveau des réserves internationales. Il s'en est suivi des tensions persistantes sur le marché des changes.

Pour contrer les pressions sur ce marché, l'action de la politique de change a été essentiellement orientée vers la recherche de la stabilité du taux de change à travers des cessions des devises.

#### II.1. CADRE DE SUIVI DE LA POLITIQUE DE CHANGE

A l'instar des années précédentes, en 2016, les orientations, les décisions et le suivi des actions de la politique de change ont été réalisés par le Comité de Politique Monétaire.

#### II.2. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE POLITIQUE DE CHANGE

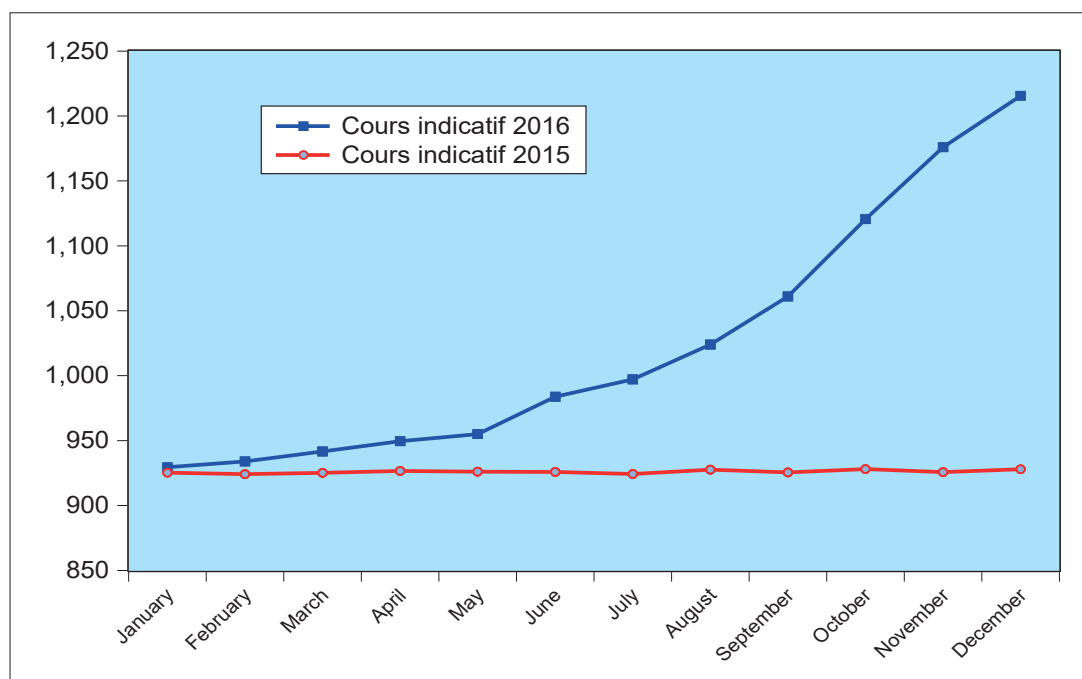
Dans le contexte particulier de l'année sous-analyse, la Banque Centrale du Congo a visé essentiellement l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change.

A cet effet, l'Institut d'émission a principalement eu recours aux interventions sur le marché des changes, à travers les cessions des devises. Pour ce faire, 268,3 millions de USD ont été vendus sur le marché de change.

#### II.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

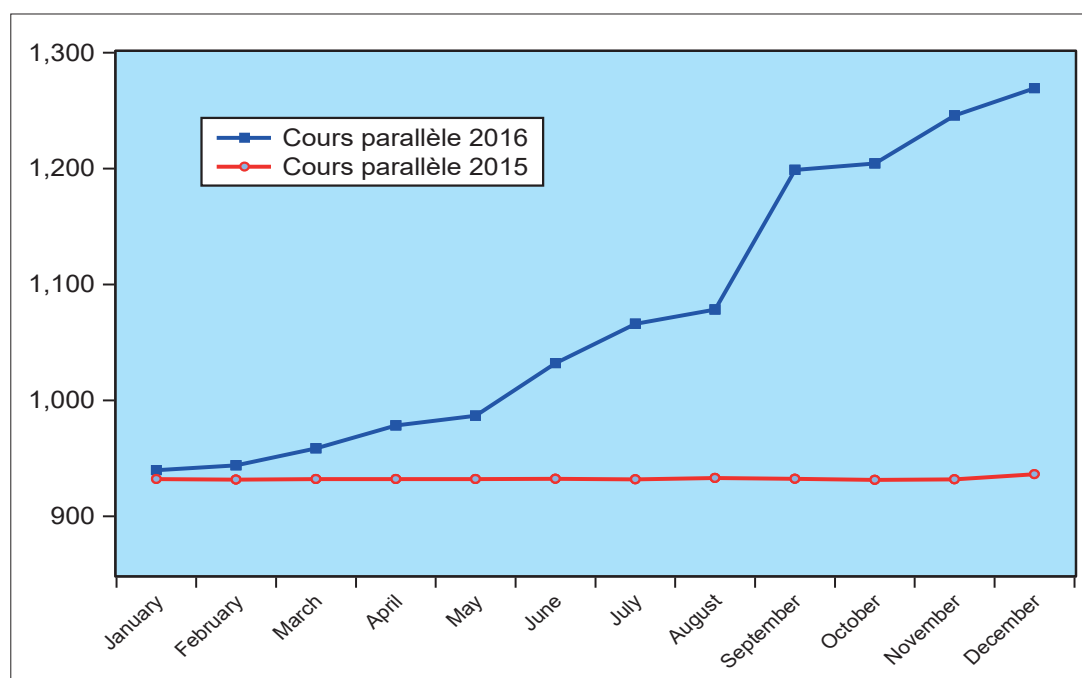
##### II.3.1. Stabilité du taux de change

*Sur le marché interbancaire*, le franc congolais s'est déprécié de 23,6% selon les données à fin période et de 8,4%, en considérant les données moyennes annuelles contre respectivement de légères dépréciations de 0,4% et 0,08% en 2015.

**Graphique III.6 Evolution du Taux de change indicatif***(CDF/USD, données à fin période)*

Source : Banque Centrale du Congo.

Sur le marché parallèle, les tensions ont été encore plus perceptibles. En effet, le taux parallèle s'est déprécié de 25,8% contre une légère dépréciation de 0,4% en 2015.

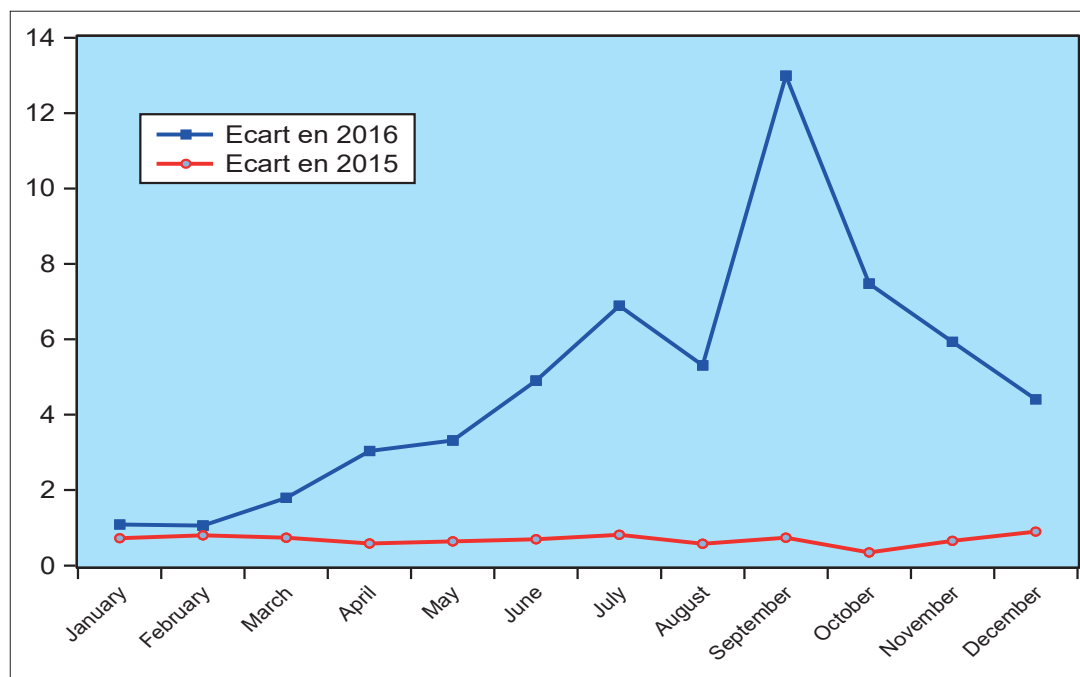
**Graphique III.7 Evolution du taux de change parallèle***(CDF/USD)*

Source : Banque Centrale du Congo.

L'évolution observée sur le marché des changes est expliquée essentiellement par la

contraction de l'offre des devises, résultant de l'accentuation du déficit de la balance des paiements.

**Graphique III.8 Evolution de l'écart entre le taux indicatif et le taux parallèle**  
(en pourcentage)



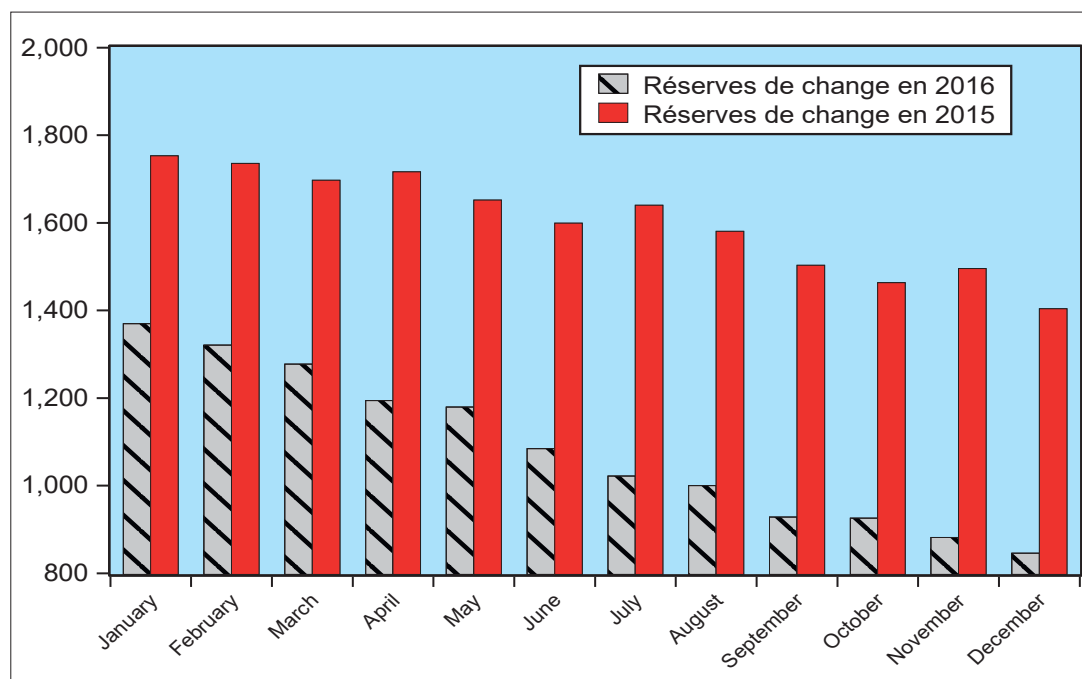
Source: Banque Centrale du Congo.

### II.3.2. Réserves de change

A la suite de la baisse des exportations congolaises des biens et services, le niveau des réserves de change a baissé, en raison de la nécessité de soutenir les importations congolaises et de contrer les tensions sur le marché des changes. Ainsi, une consommation globale des réserves d'un import de 558,2 millions de USD a été notée contre celle de 246,1 millions une année auparavant.

**Graphique III.9 Evolution des réserves de change**

(en millions de USD)

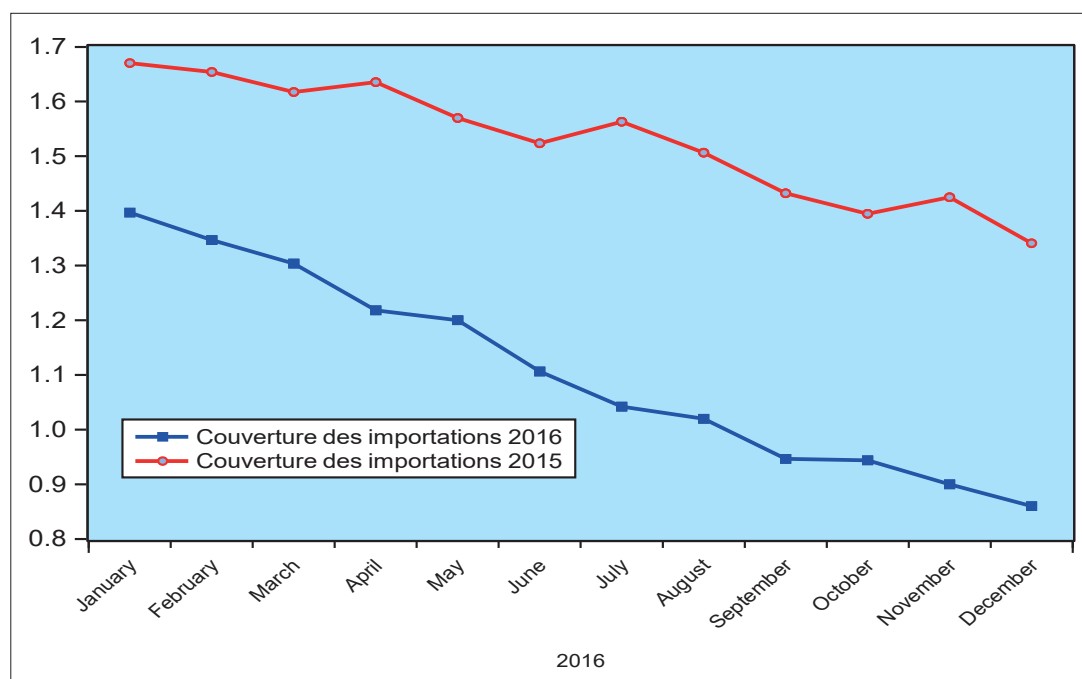


Source : Banque Centrale du Congo.

A cet effet, les réserves de change se sont situées à 845,4 millions de USD, soit une couverture de 0,9 mois d'importations des biens et services, contre 1,3 mois en 2015.

### Graphique III.10 Evolution des réserves de change

(en mois d'importations)



Source : Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE III

**BALANCE DES PAIEMENTS**

La balance des paiements de la RDC a été marquée par l'accentuation de son déficit, d'une année à l'autre. En effet, son solde a été déficitaire de 501,4 millions de USD contre 253,2 millions en 2015. Rapporté au PIB, ce déficit a représenté 1,3 % contre 0,7 % une année plus tôt.

Cette évolution résulte essentiellement de la diminution de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières.

**Tableau III.5 Composantes de la Balance des paiements**

	En millions de USD		En millions de CDF <sup>(1)</sup>	
	2015	2016 <sup>(p)</sup>	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-1 483,8</b>	<b>-1 334,1</b>	<b>-1 373 938,9</b>	<b>-1 347 893,5</b>
- Biens nets	-289,8	-228,5	-268 383,7	-230 894,8
- Services nets	-2 018,3	-1 685,0	-1 868 909,2	-1 702 330,6
- Revenus nets	-1 080,5	-743,8	-1 000 538,2	-751 508,1
- Transferts courants nets	1 904,9	1 323,2	1 763 892,2	1 336 840,0
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>1 513,8</b>	<b>897,5</b>	<b>1 401 714,8</b>	<b>906 696,5</b>
- Capitaux publics nets	129,6	0,8	120 039,5	816,9
- Capitaux privés nets	-53,7	-47,2	-49 766,2	-47 657,8
- ACANFNP nettes <sup>(2)</sup>	176,3	-0,7	163 232,0	-689,3
- Opérations financières nettes	1 261,6	944,5	1 168 209,5	954 226,2
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>-283,2</b>	<b>-64,7</b>	<b>-258 636,1</b>	<b>242 439,6</b>
<b>Solde global</b>	<b>-253,2</b>	<b>-501,4</b>	<b>-230 860,2</b>	<b>-198 757,4</b>
<b>Moyens de financement<sup>(3)</sup></b>	<b>253,2</b>	<b>501,4</b>	<b>230 860,2</b>	<b>198 757,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

(2) Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.

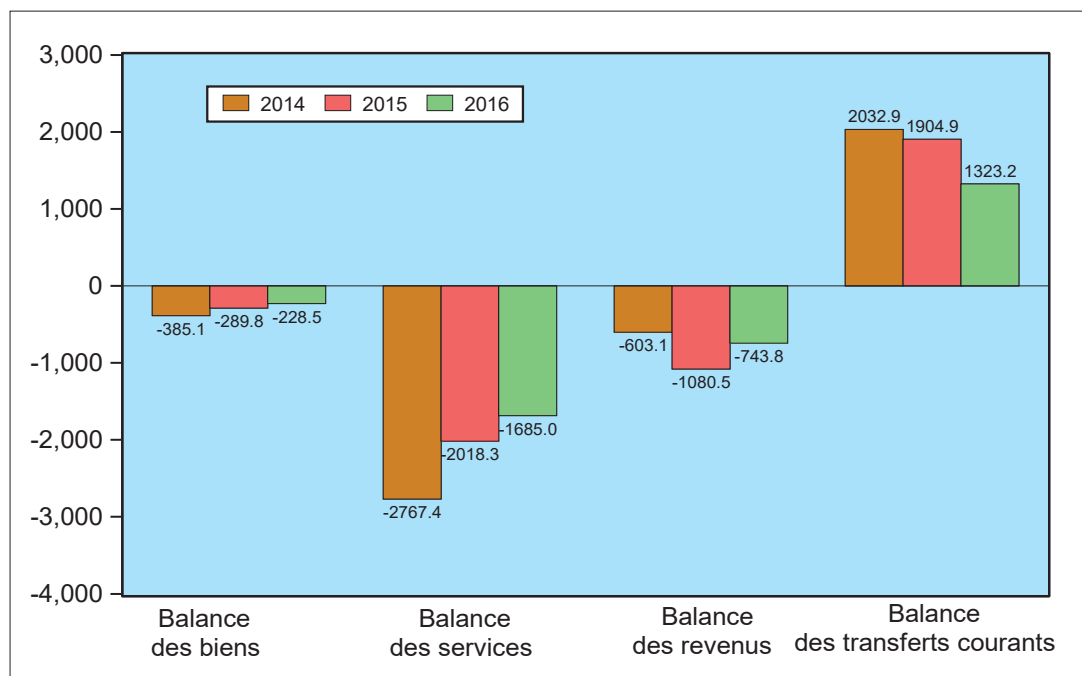
(3) Cours de change fin période 2015 = 926,76 CDF/USD et 2016 = 1.215,59 CDF/USD.

**III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES**

Le déficit du compte courant s'est établi à 3,6 % du PIB en 2016 après s'être situé à 3,9 % en 2015. L'atténuation de ce déficit résulte de la baisse des déficits des comptes de biens, de services et de revenus, en dépit de la diminution de l'excédent du compte des transferts courants.

### Graphique III.11 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes

(en milliards de USD)



Source: Banque Centrale du Congo.

#### III.1.1. Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un déficit de 228,5 millions de USD en 2016 contre 289,8 millions en 2015. Cette évolution a été consécutive à une baisse légèrement plus importante des importations par rapport aux exportations.

##### III.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations des biens ont enregistré une baisse de 3,0% en 2016, après avoir connu une diminution de 16,5% en 2015. Cette évolution tient essentiellement de la contreperformance dans les exportations des produits miniers et des hydrocarbures.

**Tableau III.6 Structure des exportations**

	En millions de USD				En millions de CDF <sup>(1)</sup>			
	2015		2016 <sup>(p)</sup>		2015		2016 <sup>(p)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>I. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES</b>	<b>10 083,8</b>	<b>98,0</b>	<b>9 733,7</b>	<b>97,53</b>	<b>9 337 406,6</b>	<b>98,0</b>	<b>9 833 979,8</b>	<b>97,5</b>
- Cuivre	5 762,0	56,0	5 609,6	56,2	5 335 532,4	56,0	5 667 398,3	56,2
- Cobalt	2 484,6	24,2	2 071,2	20,8	2 300 722,8	24,2	2 092 495,2	20,8
- Zinc	24,7	0,2	26,9	0,3	22 867,6	0,2	27 215,1	0,3
- Or	1 072,3	10,4	1 322,5	13,3	992 924,0	10,4	1 336 175,3	13,3
- Diamant	254,2	2,5	255,9	2,6	235 372,3	2,5	258 581,9	2,6
- Pétrole brut	403,0	3,9	335,4	3,4	373 169,1	3,9	338 853,5	3,4
- Autres <sup>(2)</sup>	83,0	0,8	112,1	1,1	76 818,3	0,8	113 260,5	1,1
<b>II. PRODUITS AGRICOLES</b>	<b>196,7</b>	<b>1,9</b>	<b>242,0</b>	<b>2,4</b>	<b>182 142,6</b>	<b>1,9</b>	<b>244 454,2</b>	<b>2,4</b>
- Café	31,0	0,3	43,6	0,4	28 679,5	0,3	44 050,3	0,4
- Caoutchouc	0,5	0,0	2,5	0,0	433,8	0,0	2 528,9	0,0
- Bois	102,6	1,0	136,1	1,4	94 972,1	1,0	137 533,1	1,4
- Cacao	43,7	0,4	47,1	0,5	40 504,8	0,4	47 545,8	0,5
- Autres <sup>(3)</sup>	19,0	0,2	12,7	0,1	17 552,4	0,2	12 796,2	0,1
<b>III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES</b>	<b>4,3</b>	<b>0,0</b>	<b>4,3</b>	<b>0,0</b>	<b>3 996,5</b>	<b>0,0</b>	<b>4 294,0</b>	<b>0,0</b>
- Ciment	0,3	0,0	0,0	0,0	323,1	0,0	0,0	0,0
- Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Electricité	4,0	0,0	4,3	0,0	3 673,4	0,0	4 294,0	0,0
- Autres <sup>(4)</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>10 284,8</b>	<b>100,0</b>	<b>9 979,9</b>	<b>100,0</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>100,0</b>	<b>10 082 728,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

(2) Coltan, Cassitérite, Wolframite...

(3) Cacao, thé, papaine...

(4) Bouteilles vides, mitrailles ferreuses, sucre de canne...

### a. Exportations des produits miniers et des hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et des hydrocarbures se sont chiffrées à 9.733,7 millions de USD contre 10.083,8 millions en 2015, suite essentiellement à la baisse de la valeur des exportations du cuivre, du cobalt et du pétrole brut.

S'agissant du cuivre, les exportations ont enregistré une baisse de 2,6% en valeur, alors qu'en volume, elles ont affiché une hausse, passant de 1.021,1 milliers de tonnes exportées en 2015 à 1.023,7 milliers de tonnes en 2016. La baisse enregistrée en valeur est liée à celle du cours moyen de ce produit, lequel est passé de 5.523,0 USD la tonne en 2015 à 4.861,2 USD en 2016, sur le marché de New-York.

En ce qui concerne le cobalt, comme pour le cuivre, le recul de la valeur de ses exportations, soit 16,6%, s'explique principalement par l'effet prix. En effet, ce dernier s'est établi, en moyenne annuelle, à 11,7 USD/lb sur le marché de Londres contre 13,5 USD, une année auparavant.

S'agissant du pétrole brut, la baisse de la valeur des exportations de ce produit, soit 16,8%, a été occasionnée à la fois par une diminution du prix sur le marché international et par la chute du volume exporté. En effet, le prix moyen annuel est passé de 48,9 USD le baril en 2015 à 43,6 USD en 2016 tandis que le volume exporté a baissé de 2,4%, s'établissant à 8,1 millions de barils.

**Tableau III.7 Exportations des produits miniers et hydrocarbures**

	Valeur en millions de USD			Variation en %	
	2014	2015	2016 (p)	2015	2016 (p)
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>11 766,4</b>	<b>10 083,8</b>	<b>9 733,7</b>	<b>-14,3</b>	<b>-3,5</b>
Cuivre	7 531,0	5 762,0	5 609,6	-23,5	-2,6
Cobalt	2 302,2	2 484,6	2 071,2	7,9	-16,6
Zinc	26,8	24,7	26,9	-7,7	9,1
Diamant	228,3	254,2	255,9	11,3	0,7
Plomb	1,6	1,2	0,2	-24,1	-85,8
Or	816,2	1 072,3	1 322,5	31,4	23,3
Cassitérite	0,0	0,0	64,1	12 517,7	1 002 179,9
Pétrole brut	770,4	403,0	335,4	-47,7	-16,8
Autres	89,9	81,7	47,8	-9,1	-41,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

### III.1.1.2. Exportations des produits agricoles

La valeur globale des exportations des produits agricoles a augmenté de 2,4%, consécutivement à l'accroissement de celles du café, bois et cacao. Cette évolution a résulté essentiellement de la hausse des cours des produits agricoles sur le marché international.

### III.1.1.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont connu une baisse de 1,5% par rapport à 2015. Cette évolution a résulté essentiellement de la baisse des exportations du ciment.



### III.1.2. Importations

Les importations ont enregistré une baisse de 3,5 % en 2016 après avoir connu une contraction de 16,7 % l'année d'avant. Ce recul a été observé au niveau de toutes les catégories de biens importés. En effet, les importations des biens de consommation, d'énergie, des matières premières et semi-produits ainsi que des biens d'équipement ont connu des baisses respectives de 3,5 %, 8,8 %, 6,3 % et 2,5 %.

**Tableau III.8 Structure des importations**

	En millions de USD				En millions de CDF <sup>(1)</sup>			
	2015		2016 <sup>(e)</sup>		2015		2016 <sup>(e)</sup>	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>A. BIENS DE CONSOMMATION</b>	<b>2 811,9</b>	<b>26,6</b>	<b>2 714,4</b>	<b>26,6</b>	<b>2 603 773,5</b>	<b>26,6</b>	<b>2 742 407,4</b>	<b>26,6</b>
1. Non durables	2 198,5	20,8	2 155,0	21,1	2 035 806,1	20,8	2 177 163,5	21,1
2. Durables	613,4	5,8	559,5	5,5	567 967,4	5,8	565 243,8	5,5
<b>B. ENERGIE</b>	<b>632,0</b>	<b>6,0</b>	<b>552,2</b>	<b>5,4</b>	<b>585 242,1</b>	<b>6,0</b>	<b>557 842,2</b>	<b>5,4</b>
1. Matières brutes	116,9	1,1	113,9	1,1	108 263,7	1,1	115 043,7	1,1
2. Matières élaborées	515,1	4,9	438,3	4,3	476 978,4	4,9	442 798,5	4,3
<b>C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS</b>								<b>0,0</b>
<b>SEMI-PRODUITS</b>	<b>305,8</b>	<b>2,9</b>	<b>286,6</b>	<b>2,8</b>	<b>283 163,4</b>	<b>2,9</b>	<b>289 599,2</b>	<b>2,8</b>
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	152,2	1,4	146,4	1,4	140 899,1	1,4	147 877,6	1,4
2. Destinée à l'industrie	153,6	1,5	140,3	1,4	142 264,3	1,5	141 721,6	1,4
<b>D. BIENS D'EQUIPEMENT</b>	<b>6 824,9</b>	<b>64,5</b>	<b>6 655,2</b>	<b>65,2</b>	<b>6 319 750,4</b>	<b>64,5</b>	<b>6 723 774,1</b>	<b>65,2</b>
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	850,2	8,0	888,8	8,7	787 281,7	8,0	897 929,2	8,7
2. Matériels de transport	2 000,2	18,9	1 604,8	15,7	1 852 135,0	18,9	1 621 302,6	15,7
3. Machines pour industries spécialisées	1 260,3	11,9	1 305,3	12,8	1 167 025,2	11,9	1 318 722,4	12,8
4. Autres	2 714,2	25,7	2 856,4	28,0	2 513 308,5	25,7	2 885 819,9	28,0
<b>E. AUTRES</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 574,6</b>	<b>100,0</b>	<b>10 208,4</b>	<b>100,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>100,0</b>	<b>10 313 622,8</b>	<b>100,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

### III.2. COMPTE DES SERVICES

Le déficit du compte des services s'est atténué, d'une année à l'autre, passant de 5,3 % du PIB en 2015 à 4,5 % en 2016. Cette évolution a été essentiellement tributaire de l'atténuation des déficits des comptes « Transport », « Voyage » et « Service d'assurance ».

**Tableau III.9 Répartition des opérations sur les services**  
(en millions USD)

	2015			2016 <sup>(p)</sup>		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transports	90,3	1 008,7	-918,4	63,9	873,2	-809,2
Voyages	0,1	127,4	-127,3	4,3	59,8	-55,5
Services de communication	8,1	15,9	-7,9	5,8	1,3	4,5
Services bâtiments et travaux publics	0,0	16,6	-16,6	0,0	19,4	-19,4
Services d'assurances	0,0	405,0	-405,0	0,0	347,3	-347,3
Services financiers	5,4	34,8	-29,4	3,9	36,1	-32,2
Services d'informatique et d'information	0,0	5,0	-5,0	0,0	0,0	-
Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Autres services aux entreprises	9,3	291,7	-282,4	6,7	208,5	-201,8
Services personnels, culturels et récréatifs aux loisirs	0,1	2,5	-2,4	0,1	2,6	-2,5
Services fournis ou reçus par les adm. Pub.	60,0	283,9	-223,9	43,1	264,7	-221,5
<b>TOTAL</b>	<b>173,3</b>	<b>2 191,6</b>	<b>-2 018,3</b>	<b>127,8</b>	<b>1 812,8</b>	<b>-1 685,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

### III.3. COMPTE DES REVENUS

Le compte des revenus a affiché un solde déficitaire représentant 2,0 % du PIB en 2016 contre 2,8 % en 2015. Cette évolution a été essentiellement le fait de la diminution des dépenses au titre de la rémunération des salariés expatriés, suite à la fermeture de certaines unités de production dans le secteur minier.

*Tableau III.10 Evolution des opérations sur les revenus*

	<i>En millions de USD</i>		<i>En millions de CDF</i>	
	<b>2015</b>	<b>2016 <sup>(p)</sup></b>	<b>2015</b>	<b>2016 <sup>(p)</sup></b>
<b>1. RECETTES</b>	<b>142,5</b>	<b>16,7</b>	<b>131 988,1</b>	<b>16 907,0</b>
- Rémunération des salariés	141,9	16,0	131 404,3	16 147,6
- Revenus des investissements	0,6	0,8	583,8	759,5
<b>2. DEPENSES</b>	<b>1 223,1</b>	<b>760,6</b>	<b>1 132 526,2</b>	<b>768 415,1</b>
- Rémunération des salariés	428,4	28,5	396 691,7	28 796,5
- Revenus des investissements	794,7	732,1	735 834,6	739 618,6
<b>3. SOLDE</b>	<b>-1 080,5</b>	<b>-743,8</b>	<b>-1 000 538,2</b>	<b>-751 508,1</b>
- Rémunération des salariés	-286,5	-12,5	-265 287,4	-12 648,9
- Revenus des investissements	-794,0	-731,3	-735 250,8	-738 859,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen annuel 2015 = 925,98 CDF/USD et 2016 = 1.010,30 CDF/USD.

### III.4 COMPTE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie a reculé, en proportion du PIB, passant de 5,0 % à 3,6 % d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la baisse de 73,8 % des excédents des transferts privés.

**Tableau III.11 Evolution des transferts courants**

	<i>En millions de USD</i>		<i>En millions de CDF</i>	
	<b>2015</b>	<b>2016 <sup>(p)</sup></b>	<b>2015</b>	<b>2016 <sup>(p)</sup></b>
<b>1. RECETTES</b>	<b>2 414,5</b>	<b>1 870,0</b>	<b>2 235 751,0</b>	<b>1 889 314,2</b>
- Transferts publics	1 389,8	1 292,6	1 286 930,7	1 305 867,0
- Transferts privés	1 024,7	577,5	948 820,4	583 447,2
<b>2. DEPENSES</b>	<b>509,6</b>	<b>546,8</b>	<b>471 858,9</b>	<b>552 474,3</b>
- Transferts publics	86,8	114,1	80 373,1	115 251,2
- Transferts privés	422,8	432,8	391 485,8	437 223,1
<b>3. SOLDE</b>	<b>1 904,9</b>	<b>1 323,2</b>	<b>1 763 892,2</b>	<b>1 336 840,0</b>
- Transferts publics	1 303,0	1 178,5	1 206 557,6	1 190 615,9
- Transferts privés	601,9	144,7	557 334,6	146 224,1

Source : Banque Centrale du Congo.

### III.5. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un excédent de 897,4 millions de USD, moins important que celui de 1.513,8 millions enregistré une année auparavant. Cette évolution est justifiée par le recul tant des transferts des capitaux vers la RDC que des investissements entrants.

#### III.5.1. Compte de capital

Au cours de l'année sous revue, le compte capital a enregistré un solde déficitaire de 47,1 millions de USD contre un excédent de 252,1 millions, une année auparavant. Ce résultat représente respectivement -0,1 % et + 0,7 % du PIB. Cette évolution fait suite à la chute drastique des autres transferts des capitaux publics.

**Tableau III.12 Evolution du compte capital et opérations financières**  
(en millions de USD)

	2015			2016 <sup>(p)</sup>		
	Crédit	Débit	Soldes	Crédit	Débit	Soldes
<b>1. CAPITAL</b>	<b>306,5</b>	<b>54,4</b>	<b>252,1</b>	<b>0,9</b>	<b>48,0</b>	<b>-47,0</b>
1.1. Transferts des capitaux	129,6	53,7	75,9	0,9	47,3	-46,4
* Capitaux publics	129,6	-	129,6	0,8	-	0,8
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	0,0
- Autres transferts	129,6	-	129,6	0,8	-	0,8
* Capitaux privés	0,0	53,7	-53,7	0,1	47,3	-47,2
- Transferts des migrants	0,0	-	-	-	-	0,0
- Remise de dettes	0,0	-	-	-	-	0,0
- Autres transferts	0,0	53,7	-53,7	0,1	47,3	-47,2
1.2. Acquisition et cession ANFNP <sup>(1)</sup>	176,9	0,6	176,3	-	0,7	-0,7
<b>2. OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>3 144,9</b>	<b>1 883,3</b>	<b>1 261,6</b>	<b>1 746,4</b>	<b>801,9</b>	<b>944,5</b>
- Investissements directs	1 673,5	507,8	1 165,7	1 204,7	272,3	932,4
- Investissements de portefeuille	0,0	94,1	-94,1	0,0	16,0	-16,0
- Autres transferts	1 471,4	1 281,4	190,0	541,7	513,6	28,1
<b>TOTAL (1+2)</b>	<b>3 451,5</b>	<b>1 937,7</b>	<b>1 513,8</b>	<b>1 747,3</b>	<b>849,9</b>	<b>897,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Actifs non financiers non produits

### III.5.2. Compte d'opérations financières

Les opérations financières se sont soldées par un excédent de 944,5 millions de USD, soit un niveau bas par rapport à celui de 1.261,6 millions enregistré en 2015, en raison du recul des investissements directs. Rapportés au PIB, ces excédents représentent respectivement 2,5 % et 3,3 %.

### III.6. MOYENS DE FINANCEMENT

Le solde déficitaire de la balance des paiements a été exclusivement financé par la consommation des avoirs extérieurs de la Banque Centrale du Congo.

**Encadré 3 : Eléments de la Position Extérieure Globale de la RDC**

La Position Extérieure Globale (PEG) est le complément indispensable à la balance des paiements. Elle fournit, de la façon la plus exhaustive possible, les encours de créances et engagements financiers d'une économie envers les non-résidents à une date donnée.

**1. PEG et Balance des paiements**

Il existe une correspondance directe entre la PEG et la balance des paiements dans la mesure où toutes les rubriques du compte financier de la balance des paiements sont reprises dans la position extérieure. En d'autres termes, ce sont les transactions enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements qui expliquent, pour l'essentiel, la variation d'une position extérieure, d'une fin de période à une autre.

D'autres facteurs pouvant faire varier la PEG concernent notamment les variations de prix des actions et des obligations, les variations de taux de change, les variations dans les volumes d'actifs et de passifs financiers intervenant au cours de la période. C'est par exemple le cas pour les opérations de monétisation ou de démonétisation de l'or. Un achat d'or par la banque centrale pour figurer dans les réserves de la banque centrale sera une augmentation d'actif financier non enregistrée dans la balance des paiements mais pris en compte dans la position extérieure.

Faute des données exhaustives, l'élaboration de la PEG, en RDC, a fait l'objet d'une approximation. Celle-ci a été réalisée au moyen d'une évaluation de la valeur des investissements directs étrangers en RDC à partir d'un cumul de flux enregistrés dans la balance des paiements au cours de la période 2003 à 2013. De cet exercice, un stock de 14,5 milliards de USD à fin 2013 a été constitué. Il s'agit évidemment d'une évaluation très approximative, mais qui donne un ordre de grandeur sans lequel la présentation d'une PEG de la RDC n'aurait aucun sens, ni en valeur absolue ni en variation, d'une année à l'autre.

**2. Sources de données**

Les principales rubriques de la PEG de la RDC sont établies à partir des sources de données suivantes :

- **Créances**

- Créances du secteur bancaire (investissements de portefeuille, monnaie fiduciaire et dépôts, et autres créances) : données tirées des comptes des banques, à partir de la situation monétaire intégrée élaborée par la BCC ;
- Monnaie fiduciaire et dépôts des autres secteurs : données tirées d'une part des placements des résidents dans les banques étrangères dont le montant est fourni par les statistiques de la Banque des Règlements Internationaux « BRI » (engagement des banques étrangères vis-à-vis des résidents non bancaires de la RDC) et, d'autre part, d'une estimation des billets étrangers détenus par les résidents de la RDC calculée par les services de la banque centrale ;
- Les réserves officielles du pays : données tirées des comptes de la Banque centrale.

- **Engagements**

- Investissements directs étrangers : stock obtenu à partir du cumul des transactions enregistrées en balance des paiements de 2003 à 2013 ;
- Position des banques (prêts, monnaie fiduciaire et dépôts, autres engagements) : données comptables des banques, reprises dans les statistiques monétaires ;
- Engagements sous forme de prêts à long terme du secteur des administrations publiques et des autres secteurs : provenant de la dette extérieure officielle.

**3. Synthèse de la Position Extérieure Globale 2013-2015**

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015
<b>Position extérieure, nette</b>	<b>-17 241,90</b>	<b>-18 245,86</b>	<b>-19 244,60</b>
<b>I. Avoirs</b>	<b>5 444,00</b>	<b>5 496,70</b>	<b>5 633,69</b>
<b>a) Investissements directs à l'étranger</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>b) Investissements de portefeuille</b>	<b>20,00</b>	<b>10,48</b>	<b>31,38</b>
Titres de créance	20,00	10,48	31,38
Obligations et autres titres d'emprunt	20,00	10,48	31,38
Banques	20,00	10,48	31,38

	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015
<b>c) Autres investissements</b>	<b>3 742,00</b>	<b>3 802,14</b>	<b>3 922,32</b>
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	3 651,00	3 795,55	3 911,00
<i>Banques</i>	1 337,00	1 542,64	1 589,41
<i>Autres secteurs</i>	2 314,00	2 252,91	2 321,58
<i>Autres avoirs</i>	91,00	6,59	11,33
<i>Banques</i>	91,00	6,59	11,33
<i>Court terme</i>	91,00	6,59	11,33
<b>d) Avoirs de réserve</b>	<b>1 682,00</b>	<b>1 684,09</b>	<b>1 679,99</b>
<i>Or monétaire</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Droits de tirage spéciaux</i>	541,00	541,70	540,38
<i>Position de réserve au FMI</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Devises étrangères</i>	1 141,00	1 142,39	1 139,61
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	1 141,00	1 142,39	1 139,61
<i>Auprès des banques</i>	1 141,00	1 142,39	1 139,61
<b>II. Engagements</b>	<b>22 685,90</b>	<b>23 742,56</b>	<b>24 878,29</b>
<b>a) Investissements directs de l'étranger dans l'économie</b>	<b>14 757,02</b>	<b>16 297,23</b>	<b>17 520,99</b>
<i>Capital social et bénéfiques réinvestis</i>	257,02	297,66	355,70
<i>Créances sur les investisseurs directs (-)</i>			
<i>Engagements envers les investisseurs directs</i>	257,02	297,66	355,70
<i>Autres capitaux</i>	14 500,00	15 999,57	17 165,29
<i>Créances sur les investisseurs directs (-)</i>			
<i>Engagements envers les investisseurs directs</i>	14 500,00	15 999,57	17 165,29
<b>b) Investissements de portefeuille</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>c) Autres investissements</b>	<b>7 928,88</b>	<b>7 445,33</b>	<b>7 357,30</b>
<i>Crédits commerciaux</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Administrations publiques</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Prêts</i>	7 849,88	7 361,57	7 277,08
<i>Autorité monétaire</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Administrations publiques</i>	6 462,88	6 183,98	6 054,46
<i>Utilisation des crédits et prêts du FMI</i>	1 259,00	1 260,73	1 257,66
<i>Long terme</i>	5 203,88	4 923,25	4 796,80
<i>Banques</i>	230,00	189,55	260,49
<i>Court terme</i>	230,00	189,55	260,49
<i>Autres secteurs</i>	1 157,00	988,05	962,13
<i>Long terme</i>	1 157,00	988,05	962,13
<i>Monnaie fiduciaire et dépôts</i>	67,00	63,71	67,63
<i>Banques</i>	67,00	63,71	67,63
<i>Autres engagements</i>	12,00	20,05	12,59
<i>Autorité monétaire</i>	11,00	10,68	10,66
<i>Court terme</i>	11,00	10,68	10,66

	<i>Fin 2013</i>	<i>Fin 2014</i>	<i>Fin 2015</i>
<i>Administrations publiques</i>	0,00	0,00	0,00
<i>Banques</i>	1,00	9,36	1,93
<i>Court terme</i>	1,00	9,36	1,93

La PEG nette s'est détériorée d'environ un milliard de USD chaque année, passant de -17,2 milliards de USD en 2013 à -18,2 milliards en 2014 et -19,2 milliards en 2015. La variation annuelle observée correspond quasiment au solde du compte financier de la balance des paiements au cours de cette période. En effet, ce dernier a enregistré des entrées de capitaux à hauteur de 1,5 milliard de USD en 2014 et 1,2 milliard en 2015 pour financer notamment le déficit des transactions courantes.

Cette situation traduit une croissance des engagements vis-à-vis de l'extérieur et l'exposition du pays aux chocs externes de tous ordres. Il conviendrait d'œuvrer au renversement de la tendance, en diversifiant sensiblement l'économie nationale, pour que les exportations réalisées soient à mesure de financer l'économie, permettent de constituer des réserves suffisantes et de réduire substantiellement sa vulnérabilité extérieure.



## CHAPITRE IV

### DETTE EXTERIEURE

A fin décembre 2016, le stock de la dette extérieure a légèrement baissé à la faveur du paiement régulier du service de la dette extérieure. En effet, ce stock s'est situé à 4.542,2 millions soit 11,3% du PIB contre 12,7% en 2015. En outre, il a représenté 76,7% de l'endettement public total.

Par ailleurs, il ressort de l'analyse de la dette extérieure que son coût est à un niveau relativement bas, grâce à la forte concessionnalité du portefeuille. Le pays est faiblement exposé au risque du taux d'intérêt et modérément au risque de refinancement. Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de change.

#### IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

A la clôture de l'année 2016, les nouveaux engagements extérieurs contractés par le Gouvernement se sont chiffrés à 3410,8 millions de USD. La répartition des montants, par type de créanciers illustre que l'IDA occupe une place importante avec un montant de 297,0 millions, suivie de FIDA 33,4 millions et de la BEI avec 11,4 millions. Il sied de noter que le Gouvernement n'a contracté aucun engagement auprès des partenaires bilatéraux durant l'année sous analyse.

**Tableau III.13 Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatives en 2016**

Objet du prêt	Date de signature	Nature du prêt	Créanciers	Montant de l'emprunt en millions	Montant de l'emprunt en million de USD
Financement du projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord-Kivu (PASA-NK)	28-Jan	Concessionnel à 67,4 %	FIDA	12,1 DTS	16,7
Financement du projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu (PASA-NK)-Don n°2000001442	28-Jan	Concessionnel à 100 %	FIDA	12,1 DTS	16,7
Second additional Financing for High-Priority Roads Reopening and Maintenance Projet	18-Mar	Concessionnel à 49,5 %	IDA	91,1 DTS	128,3
Financement additionnel du projet d'alimentation en eau potable en milieu urbain (PEMU)	18-Mar	Concessionnel	IDA	119,8 DTS	168,7
Financement additionnel du Projet de réhabilitation du Complexe hydroélectrique d'Inga dans la Province du Bas-Congo (SNEL)	12-May	Non concessionnel	BEI	10 EUR	11,4
TOTAL					341,8

Source : Direction Générale de la Dette Publique (DGDP).

## IV.2. TIRAGES

A fin 2016, l'ensemble de tirages effectués par la République Démocratique du Congo s'est chiffré à 69,7 millions de USD. Ces tirages se présentent comme repris dans le tableau ci-après :

**Tableau III.14 Tirages effectués en 2016**  
(en millions de USD)

Désignation	Montant
<b>1. Club de Kinshasa</b>	<b>54,44</b>
<b>1.1. Exim bank of India</b>	<b>14,13</b>
- Construction du barrage hydroélectrique de Kakobola	1,70
- Construction du barrage hydroélectrique de Katende II	7,49
- Développement des lignes et réseaux de distribution de l'électricité dans la Province de Bandundu	0,40
- Financement additionnel de construction du barrage hydroélectrique Katende II	3,54
- Développement des lignes et réseaux de distribution de du barrage hydroélectrique Katende II	1,00
1.2. Sicominex	40,31
- Volet infrastructures	40,31
<b>2. Institutions Multilatérales</b>	<b>15,25</b>
<b>2.1. BADEA</b>	<b>2,98</b>
- Réhabilitation et extension des installations d'adduction d'eau potable dans la Ville de Mbuiji-Mayi (REGIDESO)	1,70
- Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé à travers la RDC	1,25
- Réhabilitation et bitumage de quelques artères de la Ville de Kinshasa	0,03
<b>2.2. FAD</b>	<b>1,57</b>
- Projet de renforcement des infrastructures socio-économique dans la Province du Centre (PRISE)	1,57
<b>2.3. IDA</b>	<b>10,24</b>
- Projet de marché en Afrique Centrale	3,95
- Quality and relevance of secondary and tertiary education project	6,29
<b>2.4. OFID</b>	<b>0,47</b>
- Réhabilitation de quelques écoles primaires	0,03
- Construction, réhabilitation et équipement des centres de santé à travers la RDC	0,44
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>69,69</b>

Source : Direction Générale de la Dette Publique.

### IV.3. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

Le service de la dette publique extérieure payé en 2016 a totalisé 259,9 millions de USD contre une prévision de 157,6 millions. Comparé à 2015, dont le service s'était situé à 235,1 millions, il s'est dégagé globalement une augmentation de 24,8 millions, expliquée essentiellement par le remboursement anticipatif de certains emprunts extérieurs contractés auprès des multilatéraux.

**Tableau III.15 Service de la dette extérieure**

(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	68,3	164,4	96,1	240,6
dont: - FMI	0,0	78,5	78,5	-
- Autres	-	-	-	-
Club de Londres	2,0	-	-2,0	-
Club de Kinshasa	31,4	37,6	6,2	119,8
Club de Paris	55,9	57,9	2,0	103,6
<b>Total</b>	<b>157,6</b>	<b>259,9</b>	<b>102,3</b>	<b>164,9</b>

Source : Direction Générale de la Dette Publique.

### IV.4. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE

D'un montant de 4.542,2 millions de USD à fin décembre 2016, le stock de la dette publique extérieure comprend 61,2 % de dette courante, 10 % d'arriérés techniques et 28,8 % de passif conditionnel. En termes de créanciers, les plus importants bailleurs de fonds de la RDC au titre de la dette extérieure ont été les institutions multilatérales, les banques commerciales et les partenaires bilatéraux avec des parts respectives de 42,1 %, 28,2 % et 26,6 %. Les autres créanciers privés n'ont disposé que de 3,2 %.

**Tableau III.16 Stock de la dette***(en millions de USD)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>	Variation
<b>I. Dette à moyen et long terme</b>	<b>4 791,9</b>	<b>4 537,5</b>	<b>-5,31</b>
- Club de Paris	109,4	52,2	-52,30
- Club de Kinshasa	1 274,6	1 248,2	-2,07
- Club de Londres	18,0	18,0	0,00
- Institutions multilatérales	2 121,3	1 913,5	-9,80
- Passif Conditionnel	1 268,6	1 305,6	2,91
<b>II. Dette à court terme</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>	<b>-3,48</b>
- Divers BCC	4,9	4,7	-3,48
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>4 796,8</b>	<b>4 542,2</b>	<b>-5,31</b>

Source : DGDP et Banque Centrale du Congo.

*(p) Provisoire.*

## IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FOND

### IV.5.1. Club de Paris

Après la signature, en bilatéral, de l'accord sur la Restructuration de la dette, entre la RDC et les créanciers membres du club de Paris, au terme des négociations de novembre 2011, à Paris, l'année 2016 a été marquée par l'approbation, le 14 septembre 2016, par le Sénat Fédéral du Brésil de la résolution n° 38/2016, laquelle autorise l'Exécutif à signer l'accord de Restructuration de sa créance vis-à-vis de la RDC.

### IV.5.2. Créanciers bilatéraux non membre du Club de Paris

S'agissant de cette catégorie des créanciers, le stock de leurs créances s'est élevé à 353,5 millions de USD, reparti de la manière suivante :

- Emirats-Arabes Unis (Abu D'habi) : 288,6 millions ;
- Angola : 23,3 millions ;
- Namibie : 1,9 million ;
- Chine Taiwan : 31,6 millions ;
- Ico, Cesce : 3,4 millions ; et
- Burundi : 4,6 millions.

### **IV.5.3. Club de Kinshasa**

Plusieurs créanciers relevant de ce Club de Kinshasa ont été régulièrement payés. Certains ont vu leur dette totalement apurée.

### **IV.5.4. Club de Londres**

Le dossier judiciaire de Thémis et Des Moines est resté pendant. En effet, le 26 septembre 2014, la République Démocratique du Congo et la Banque Centrale du Congo ont été conjointement et solidairement condamnées à payer 39,2 millions de USD à Thémis et 31,2 millions de USD à Des Moines. La RDC a été condamnée individuellement au paiement des frais et honoraires d'avocats engagés par ces sociétés, de l'ordre de 1,7 million en faveur de la société Thémis et 1,3 million pour Des Moines.

Estimant que l'avocat-conseil n'a pas bien rempli sa tâche, le gouvernement a confié le dossier à un autre cabinet pour bien le circonscrire et produire un rapport global sur l'étape actuelle afin d'arrêter une bonne stratégie de concrétisation dudit dossier. Les voies de négociation proposées par les experts ont été globalement entérinées par le gouvernement congolais.

Par ailleurs, le gouvernement s'est investi dans une campagne de négociation avec ses différents créanciers. Certains d'entre eux ont accordé des prêts hautement concessionnels et même effectué des décaissements. Ces prêts ont atteint 19,1 millions de USD et 2,7 millions de DTS, repartis de la manière suivante: (i) 2,9 millions de USD de la BADEA, avec le prêt water Supply de Mbuji Mayi pour la campagne d'adduction d'eau potable, (ii) 0,4 million de USD de l'OFID, avec trois prêts: réhabilitation des zones de santé, des écoles primaires et la riziculture au Maniema; (iii) 1,6 million de USD de FAD, (iv) 2,7 million de DTS de l'IDA pour la réalisation du projet de marché électrique et (v) 14,1 millions de USD d'EXIMBANK OF INDIA.

## CHAPITRE V

### DONATIONS EXTERIEURES

Les ressources extérieures non remboursables en provenance des partenaires multilatéraux et bilatéraux de la RDC se sont chiffrées à 1.305,9 milliards de CDF en 2016 contre 1.286,9 milliards une année auparavant. Ces ressources ont représenté 3,5% du PIB en 2016 contre 3,7% en 2015. Cette évolution est expliquée par les donations d'origine multilatérale.

**Tableau III.17 Provenance des donations extérieures d'origine publique**  
(en millions de USD)

	2015	2016 <sup>(P)</sup>	Variation
<b>A. Donations Multilatérales</b>	<b>782,0</b>	<b>910,8</b>	<b>16,5</b>
- Nations Unies	69,1	106,9	54,6
- Commission Européenne	176,7	152,1	-13,9
- Banque mondiale	418,9	500,3	19,4
- BAD	116,2	113,0	-2,8
- ACBF <sup>(2)</sup>	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI <sup>(3)</sup>	-	38,6	-
- Banque Arabe pour le Développement Economique	1,0	-	-100,0
<b>B. Donations Bilatérales</b>	<b>607,8</b>	<b>381,8</b>	<b>-37,2</b>
- Belgique	79,9	14,0	-82,4
- France	45,1	-	-100,0
- Allemagne	1,9	21,0	1 019,4
- Italie	1,0	-	-100,0
- Finlande	-	-	-
- Canada	-	11,1	-
- Japon	-	16,9	-
- Pays-Bas	-	-	-
- Espagne	-	-	-
- Suède	19,4	41,5	113,9
- Suisse	20,9	-	-100,0
- Royaume-Uni	205,3	167,0	-18,7
- USA	185,2	110,2	-40,5
- Chine	49,0	-	-100,0
- Inde	-	-	-
- Afrique du Sud	-	-	-
- Autres	-	-	-
<b>C. ONG</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>1 389,8</b>	<b>1 292,6</b>	<b>-7,0</b>

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2001-2006),

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi. Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

## V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

En augmentation de 16,5 % par rapport à 2015, les donations des institutions multilatérales se sont établies à 910,8 millions de USD en 2016. L'essentiel de cette assistance a été orientée vers le volet « coopération technique, projets d'investissement et autres ».

**Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale**  
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2015	2016 (p)	2015	2016 (p)	2015	2016 (p)
<b>Total</b>	<b>697,8</b>	<b>773,9</b>	<b>48,7</b>	<b>55,2</b>	<b>35,5</b>	<b>81,6</b>
Nations Unies	69,1	20,1	-	5,7	-	81,1
Commission Européenne	139,2	149,8	4,1	2,3	33,5	-
Banque Mondiale	382,6	463,2	36,3	37,0	-	-
BAD	106,9	102,3	8,3	10,1	1,0	0,6
Autres	-	38,6	-	-	1,0	-

Source : Statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi, Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan; Banque Centrale du Congo.

### V1.1. Nations-Unies

L'assistance apportée par les Agences des Nations Unies a été de 106,9 millions de USD en 2016, soit un accroissement de 54,7 %. L'essentiel de cette aide a été consacré au volet « assistance et secours d'urgence ».

### V.1.2. Commission Européenne

Les donations de la Commission Européenne ont baissé de 13,9 % par rapport à 2015, se situant à 152,1 millions de USD en 2016. Cette intervention a concerné principalement à la rubrique « coopération technique, les projets d'investissement et autres ».

### V.1.3. Banque Mondiale

Les appuis de la Banque Mondiale ont connu une augmentation de 19,4 %, par rapport à leur niveau de 2015, se situant à 500,3 millions de USD en 2016. La composante « Coopération technique, projets d'investissement et autres » a représenté 92,6 % de cette intervention financière.

### V.1.4. Banque Africaine de Développement

En 2016, l'aide reçue de la Banque Africaine de Développement a été en baisse de 2,8% par rapport à 2015. Elle a concerné essentiellement le volet « Assistance technique et projets d'investissement », lequel a représenté 90,5% du total.

## V.2. ASSISTANCE BILATERALE

L'aide bilatérale a reculé de 37,2%, en 2016, se chiffrant à 381,8 millions de USD. Cette évolution a résulté de la baisse de l'enveloppe consacrée à l'aide pour la RDC, par la Belgique, les USA, la Chine et le Royaume-Uni.

**Tableau III.19 Types de donations d'origine multilatérale**  
(en millions de USD)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et Secours d'urgence	
	2015	2016 <sup>(p)</sup>	2015	2016 <sup>(p)</sup>	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Total</b>	<b>515,1</b>	<b>317,3</b>	<b>34,2</b>	<b>3,8</b>	<b>58,5</b>	<b>60,7</b>
Belgique	52,0	10,5	20,6	3,5	7,3	-
USA	173,6	108,0	8,6	-	3,0	2,1
Royaume-Uni	169,5	141,0	-	-	35,8	26,0
Canada	-	3,7	-	0,3	-	7,2
Chine	46,0	-	3,1	-	-	-
Autres pays	74,1	54,1	1,9	0,0	12,3	25,3

Source : Statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi,

Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan; Banque Centrale du Congo.



## CHAPITRE VI

### COOPERATION REGIONALE

#### VI.1. COMESA

L'année 2016 a été marquée par la tenue du 19<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COMESA, à Antananarivo (Madagascar). Ce Sommet a été placé sous le thème « Pour une industrialisation inclusive et durable ».

D'un point de vue macroéconomique, il a été examiné la situation des indicateurs de convergence. Cet examen a permis de relever les faits saillants suivants :

- la croissance de la région COMESA a légèrement baissé à 6 % en 2015 contre 6,5 % en 2014. Malgré ce ralentissement de la croissance, la région est restée classée comme la plus dynamique dans le monde. Plusieurs pays au sein de la région COMESA (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, RDC et Rwanda) ont réalisé des taux de croissance entre 5 et 10 % ;
- le taux d'épargne dans la plupart des pays membres du COMESA a été inférieur à 20 % du PIB. Cette situation est expliquée par le fait de la déconnexion d'une grande partie de la population au système financier et, par conséquent, aux instruments d'épargne ;
- l'investissement global moyen en pourcentage du PIB dans la région COMESA s'est légèrement accru, passant de 24,6 % en 2014 à 26,3 % en 2015 ;
- le taux d'inflation annuel moyen au niveau de la région a légèrement augmenté de 6 % en 2014 à 6,8 % en 2015. La baisse des prix du pétrole au niveau mondial et celle des prix des denrées alimentaires ainsi que les politiques monétaires prudentes mises en oeuvre ont favorisé une inflation à un chiffre dans la plupart des pays membres ;
- en 2015, le niveau des réserves extérieures pour la région COMESA a représenté une couverture de 3,1 mois d'importations des biens et services en moyenne, soit un niveau inférieur à ce qui est requis au titre des critères du COMESA en matière de convergence macroéconomique.

De ce qui précède, il a été décidé de :

- poursuivre des politiques macroéconomiques appropriées et améliorer en même temps l'accès aux services publics clés, notamment l'éducation, la santé et la sécurité. Il importe également d'améliorer davantage les institutions et les règlements pour l'activité du secteur privé ;

- continuer à améliorer la gouvernance politique et économique ainsi que la gestion économique afin de renforcer la productivité dans les secteurs dans lesquels un État membre a un avantage comparatif;
- résoudre les déficits observés dans les infrastructures, la technologie et le capital humain en mobilisant des ressources nationales de façon innovante. Ceci peut être réalisé en: améliorant la gestion du secteur public, luttant contre l'évasion fiscale et des flux financiers illicites, renforçant le système financier, émettant des obligations de financement des projets d'infrastructures et développant les fonds d'investissement souverains;
- accélérer l'intégration régionale et améliorer la mise en œuvre de l'Accord de la Zone de libre-échange tripartite et stimuler le commerce intra-régional des produits manufacturés.

## **VI.2. SADC**

Les activités de la SADC ont été marquées par la tenue du 36<sup>ème</sup> Sommet de Chefs d'Etat et de Gouvernement au Swaziland. Ce Sommet s'est tenu sous le thème « *Mobiliser les ressources en faveur des investissements dans les infrastructures durables d'énergie, en vue d'assurer l'industrialisation inclusive de la SADC et la prospérité de la région* ».

### **I. Contexte**

Le 36ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC a une fois de plus été marqué par la volonté de la SADC de poursuivre les efforts inlassables dans la mise en œuvre des activités inscrites dans le RISDP révisé 2015-2020 afin de garantir l'industrialisation de la Région.

### **II. Déroulement des travaux**

#### **2.1. Administration et finances**

##### **2.1.1. Finances**

Le Sommet a salué les États membres qui ont réglé leurs contributions annuelles. La RDC a payé sa contribution annuelle de 2.641.000 USD pour l'exercice en cours. Il a été aussi noté la baisse des contributions des Partenaires Internationaux de Coopération, impliquant, pour les Etats Membres, un effort de prise en charge pour le financement de l'avenir de l'Organisation.

En termes de perspectives, les contributions de la RDC devraient passer de 2.515.000 USD pour l'exercice 2016/2017 à 3.082.000 à l'horizon 2021/2022, dans un contexte d'une progression attendue de la croissance économique.

Du point de vue de l'audit, il a été relevé la persistance des faiblesses dans l'utilisation des ressources par le secrétariat de la SADC. Cette faiblesse est liée au manque de manuel de procédures ainsi qu'à l'absence de suivi et évaluation de la part du Secrétariat. Toutefois, en dépit de ces faiblesses, l'auditeur externe a émis un avis sans réserve par rapport aux états financiers de la SADC.

### **2.1.2. Administration**

Le Conseil a pris note du rapport d'avancement sur la restructuration du Secrétariat de la SADC considéré comme le pivot pour la mise en œuvre du RISDP et principalement l'industrialisation, facteur déterminant pour l'avenir de la SADC.

Recrutement du Secrétaire exécutif et du Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'intégration régionale

Le Conseil a noté que les postes de Secrétaire exécutif et de Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'intégration régionale deviendront vacants le 1er septembre 2017 et le 1er novembre, 2017, respectivement. Il a approuvé que soit entamé le processus de recrutement à ces postes conformément aux règles et politiques des Ressources humaines de la SADC.

## **2.2. Programmes et projets**

Promotion et vulgarisation de la Stratégie d'Industrialisation

En ce qui concerne la promotion et la vulgarisation de la Stratégie d'Industrialisation, le Conseil a :

- approuvé que la Semaine de l'industrialisation de la SADC soit célébrée tous les ans parallèlement au Sommet ordinaire de la SADC ;
- approuvé que les modalités de financement de la célébration de la Semaine de l'industrialisation soient arrêtées comme suit :
  - (a) le Pays hôte aura pour responsabilités la convocation du dialogue de haut niveau et la mise en place des plates-formes les échanges d'affaires ;
  - (b) le Secrétariat de la SADC sera responsable de la fourniture des services et installations de conférence nécessaire à la tenue du dialogue de haut niveau, des ateliers et des séminaires et prendra en charge les coûts des matériels publicitaires ;
  - (c) le Secteur privé partagera conjointement les coûts afférents à la tenue de la Conférence annuelle des entreprises, des ateliers et séminaires connexes et à l'exposition avec le Secrétariat ;

- (d) les États membres supporteront les coûts de leur participation à toutes les activités pertinentes.

### **Opérationnalisation du fonds de développement régional de la SADC**

Le Conseil a entériné les décisions suivantes prises par le Comité des ministres des Finances et de l'Investissement :

- approbation de l'Accord sur l'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC ;
- approbation de la Feuille de route/Plan d'action révisé pour l'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC ;
- établissement du Fonds de développement régional de la SADC en deux phases. La phase 1 est centrée sur la préparation et l'élaboration des projets et la phase 2 sur le financement des volets Développement des infrastructures, Développement industriel, Intégration et ajustement économique et Développement social.

En outre, il a été décidé que les États membres injecteront une première capitalisation au Fonds de développement régional de la SADC à hauteur de 120 millions de USD payables en tranches égales sur une période d'engagement de trois ans, et ce, à compter de l'exercice financier 2017/18 ; Ils ont approuvé que les États membres qui ne sont pas en mesure de participer au Fonds dès sa création pourront y adhérer à une date ultérieure, et ceux qui sont prêts à contribuer un montant de ressources supérieure à la contribution qui leur a été allouée seront autorisés à le faire.

La structure de gouvernance sera composée d'un Conseil des Gouverneurs (Membres), d'un Conseil d'administration, de comités techniques et d'une équipe de gestion. Aussi, le Secrétariat a-t-il été chargé d'entreprendre une analyse de tous les fonds existants et envisagés et de soumettre des recommandations appropriées afin de déterminer s'ils peuvent être consolidés dans le cadre du Fonds de développement régional de la SADC et, si telle est le cas, les modalités à suivre à cet effet.

### **Fonds de préparation des projets de développement (PPDF)**

Le Conseil a entériné les décisions prises par le Conseil des Gouverneurs du PPDF de :

- dissoudre le Fonds de fiducie PPDF conformément à la législation qui le régit ;
- fusionner les fonctions du Comité de pilotage et du Conseil de fiducie en un nouveau Comité de pilotage comprenant :
  - (a) les membres de la Double Troïka, soit six États membres ;
  - (b) un représentant du Secrétariat de la SADC et son suppléant, qui y siègeront en tant que membre permanent ;
  - (c) un représentant du Centre de ressources pour le financement du développement (DFRC) de la SADC et son suppléant, qui y siègeront en tant que membre permanent ;

- (d) un représentant de la Banque de développement de l'Afrique australe et son suppléant qui y siégeront en tant que membre permanent ;
- (e) un représentant de la Délégation de l'UE auprès de la SADC et la KfW (Allemagne) en qualité d'observateur ;
- (f) un représentant du gouvernement sud-africain qui y siègera en sa qualité d'actionnaire de la DBSA et hôte du PPDF et qui jouira du statut d'observateur.

### **VI.3. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)**

L'évènement majeur dans le cadre de l'ABCA a été la tenue du Conseil des Gouverneurs le 19 août 2016, précédé par le Symposium des Gouverneurs le 18 août 2016, au Nigéria, à Abuja.

#### **VI.3.1. Symposium des Gouverneurs**

Ce symposium, portant sur « l'abandon des politiques monétaires non conventionnelles : implications de la politique monétaire et la stabilité financière », a été organisé autour des sous-thèmes suivants : (i) implications de l'abandon des politiques monétaires non conventionnelles sur la politique monétaire en Afrique, (ii) impact de l'abandon des politiques monétaires non conventionnelles sur le taux de change et les flux de capitaux en Afrique, (iii) implications de l'abandon des politiques monétaires non conventionnelles sur la stabilité financière en Afrique et (iv) des échanges d'expériences sur la coordination des politiques monétaire et budgétaire par les banques centrales du Rwanda, de l'Uganda et du Botswana.

Après les exposés, les commentaires et les discussions, il a été retenu que l'amorce du retrait des politiques monétaires non conventionnelles (PMNC) a réellement une incidence sur les économies africaines. Cette incidence est indirecte et passe notamment par l'augmentation du coût des emprunts, la fuite des capitaux, des tensions sur les marchés des devises, l'affaiblissement de la demande internationale et son incidence sur les exportations, la croissance économique, les taux de change et les finances publiques dans les pays africains. Cette situation est de nature à rendre onéreuse l'accès aux financements internationaux par les Etats africains et à réduire les flux d'investissement en direction de l'Afrique.

Par ailleurs, le retrait des PMNC, en induisant une volatilité des taux affecte indirectement l'activité des banques et des bourses africaines. L'on remarque un accroissement des créances improductives au sein des banques commerciales opérant sur le continent, étant donné que plusieurs d'entre elles ont pour clientes des entreprises évoluant dans le secteur d'import-export lesquelles sont exposées à la faiblesse des cours des produits qu'elles exportent. En outre, l'activité boursière a ralenti du fait que les grandes entreprises minières ou exportatrices des produits de base, qui constituent l'ossature du tissu économique des pays africains, rencontrent

de sérieuses difficultés avec la baisse des prix des matières premières pour lever des ressources sur les marchés internationaux.

C'est dans ce cadre que les pays africains sont interpellés sur la nécessité et l'urgence de mettre en place des politiques de développement à même de réduire leur dépendance aux exportations des matières premières. Les banques centrales ont recommandé également aux régulateurs financiers de renforcer la surveillance du secteur financier afin d'éviter une accumulation des risques financiers susceptibles de se transformer en risque systémique.

Ainsi, il a été conclu que l'abandon des PMNC ne devrait pas uniquement être considéré comme une menace pour l'Afrique, mais plutôt comme une opportunité. En effet, les pays africains pourraient s'inspirer des stratégies et instruments utilisés dans le cadre des PMNC pour mettre en place, graduellement, des instruments adaptés pour le financement durable des économies africaines.

Toutefois, les banques centrales africaines devraient veiller au développement du cadre des collatéraux en vue de sécuriser leur bilan. En effet, les PMNC ont été rendues possibles grâce à l'existence des garanties apportées par les institutions refinancées. La nature des instruments de refinancement des banques et des contreparties aux opérations de la banque centrale pourrait également être réexaminée en tenant compte de l'impératif de promotion du crédit à l'économie. Par ailleurs, il est essentiel de s'assurer que la mise en œuvre des PMNC soit compatible avec l'objectif de stabilité des prix, laquelle est la mission première des banques centrales.

### **VI.3.2. Réunion du Conseil des Gouverneurs**

Le Conseil des Gouverneurs a examiné et adopté plusieurs projets de rapport présentés par le Secrétariat.

#### **VI.3.2.1. Rapport sur la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2015**

##### **a. Evaluation de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2015**

Sous ce point, il a été retenu que lors de la 38ème Réunion Ordinaire tenue à Malabo, en Guinée Equatoriale, l'Assemblée des Gouverneurs avait pris acte du Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme de coopération monétaire en Afrique (PCMA) en 2014 et a noté les difficultés rencontrées par les pays membres en général pour répondre aux critères de premier rang du PCMA, en raison de l'impact négatif de la situation internationale et de l'expansion des dépenses en immobilisations pour combler le gap en matière d'infrastructures.

En outre, en dépit de la prolongation de 2 ans pour la phase III du PCMA décidée par l'Assemblée des Gouverneurs lors de sa 37ème Réunion ordinaire à Balaclava, Maurice,

la plupart des pays continuent de manquer aux objectifs du PCMA pour cette phase. Ainsi, les Gouverneurs ont notamment décidé de la prolongation de la phase III du PCMA pour une période supplémentaire de deux ans. À la fin de la première année de la deuxième période de prolongation de cette phase, la performance des États, quant à la réalisation des critères de convergence, n'est toujours pas satisfaisante.

#### **b. Evaluation des critères de convergence du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) en 2015**

Malgré la décision du Conseil des Gouverneurs de 2015 de prolonger la Phase III pour une période supplémentaire de deux ans, à la fin de la première année de cette période, un seul pays, sur les quarante-six qui ont soumis leurs rapports, a satisfait aux quatre critères de 2015 contre deux (2) pays en 2014. Ces critères concernent : (i) le plafond du déficit budgétaire/PIB à 3 %, (ii) le plafond du taux d'inflation à 3 %, (iii) l'élimination du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale et (iv) le plancher des réserves internationales à six mois d'importations des biens et services.

Cette situation a résulté de la persistance des mauvaises performances par rapport aux critères de déficit budgétaire et des réserves de change. Les ratios de conformité de ces critères s'étaient situés en 2015 à 26,1 % pour le déficit budgétaire et de 17,4 % pour les réserves de change, comparativement à 29,8 % et 17,4 % en 2014. Le critère relatif à l'élimination du crédit de la Banque centrale à l'État et celui de l'inflation étaient mieux respectés, avec des taux de conformité respectivement de 72,2 % et de 58,7 % en 2015 contre 73,7 % et 42,6 % un an auparavant.

### **VI.3.3. Evaluation des activités du Comité conjoint CUA-ABCA**

Cette évaluation a porté sur l'état de mise en œuvre de la stratégie de création des institutions financières panafricaines, telle que décidée par l'Union Africaine. Il s'agit des projets de mise en place de la Banque Centrale Africaine (BCA), de la Banque Africaine d'Investissement (BAI) et du Fonds Monétaire Africain (FMA).

A cet effet, le Conseil a réaffirmé l'importance d'une approche graduelle pour la création de ces institutions conformément à la stratégie adoptée conjointement par la Commission de l'Union Africaine et l'ABCA. Il a également souligné la nécessité d'accélérer l'intégration économique et commerciale dans les différentes sous-régions du continent afin de créer de meilleures conditions pour l'intégration de l'ensemble de l'espace continental.

S'agissant particulièrement de la stratégie de création de la Banque Centrale Africaine (BCA), adoptée par le Conseil des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines en août 2015, d'autres informations ont été fournies par la CUA, indiquant que la Stratégie commune a été adoptée par la Conférence des Ministres des Finances, tenue

en mars 2016, mais n'avait pas été examiné par les Chefs d'Etat. Par conséquent, ladite Stratégie leur sera soumise en janvier 2017.

A ce sujet, le Conseil a pris note des informations qui ont été fournies et a encouragé la CUA à poursuivre ses efforts visant à soumettre le rapport sur la stratégie de la création de la Banque Centrale Africaines aux Chefs d'Etat et engager la mise en œuvre de la Stratégie après son adoption en janvier 2017.



## **TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III**



**Tableau III.20 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise**

Produits et Marchés		Cotation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Cuivre	New York	USD/tm	7 311,3	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0	5 523,0	4 861,2
	Londres	USD/tm	7 249,7	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9	5 509,0	5 002,0
	Paris <sup>(1)</sup>	EUR/tm	5 346,5	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2	5 169,4	4 594,7
Etain	Londres	USD/tm	14 085,2	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2	16 085,7	17 953,2
Zinc	Londres	USD/tm	3 321,5	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9	1 933,0	2 084,4
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4	14,5	15,0	15,6
Cobalt	Londres <sup>(2)</sup>	USD/lb	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0	14,7	13,5	11,7
Coltan	Londres	USD/lb	...	...	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0	92,3	78,0	59,6
Or	New York	USD/o.t.	693,6	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4	1 161,1	1 247,7
Pétrole	New York <sup>(3)</sup>	USD/baril	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9	93,4	48,9	43,6
Argent	New York	Cts/o.t.	1 058,2	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8	1 572,0	1 708,4

Sources : Bourse Les Echos et Commission d'Harmonisation des Statistiques Minières.

(1) Avant 2009, la cotation est celle de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant de 2009, la cotation est celle sur le Marché de Bruxelles.

(3) Avant 2008, la cotation est celle sur le Marché de l'Arabie Saoudite.

**Tableau III.21 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise**

Produits et Marchés		Cotation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Café												
Robusta	Londres	USD/tonne	1 731,0	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5	1 714,2	1 731,3
Arabica	New York	Cts/lb	117,6	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0	176,4	132,9	136,4
Cacao	New York	USD/tonne	1 887,2	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0	2 918,7	3 163,0
Huile <sup>(1)</sup>												
de palme	Kuala Lumpur	EUR/tm	778,3	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6	611,8	441,0	528,9
de palmistes	Kuala Lumpur	EUR/tm	877,3	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7	894,5	774,6	639,8
Coton	New York	Cts/lb	57,9	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3	76,6	63,3	65,6
Caoutchouc <sup>(2)</sup>	Londres C.I.F.	Cts/Kg	170,8	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7	196,5	155,6	163,9
Bois Sapelli												
Bois dur grume <sup>(3)</sup>	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	272,6	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2	282,0	246,0	299,0
Bois dur Scié <sup>(3)</sup>	Cameroun F.O.B.	USD/m <sup>3</sup>	797,1	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5	897,9	833,3	738,9

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation est celle du marché de Bruxelles.

(2) Avant 2011, Pence/kg.

(3) AFRISTAT à partir de 2007.

**Tableau III.22 Evolution des indices des cours des matières premières***(Indice 2012 = 100)*

Périodes	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global <sup>(1)</sup>
2007	66,7	44,2	66,6
2008	66,1	55,7	66,1
2009	65,2	78,1	65,3
2010	90,8	90,7	90,8
2011	109,2	108,6	109,2
2012	100,0	100,0	100,0
2013	92,9	84,8	92,9
2014	86,6	96,2	86,7
2015	65,2	78,9	65,3
2016 <sup>(p)</sup>	59,2	89,5	59,4

Source : Banque Centrale du Congo.

*(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.*

**Tableau III.23 Répartition des exportations par principaux pays de destination**  
(en millions de USD)

PAYS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(e)</sup>
1. Union Européenne	2 143,0	936,2	1 230,0	1 884,6	1 971,3	1 887,3	2 456,9	562,9	448,2	431,5
U.E.B.L. <sup>(1)</sup>	1 079,6	408,8	362,1	751,9	740,0	730,2	967,8	330,2	283,2	303,0
France	312,6	51,4	125,4	189,3	177,9	179,7	262,7	16,2	13,7	9,1
Italie	53,9	17,6	19,6	36,8	36,0	35,6	50,4	5,2	3,4	5,8
Allemagne	32,6	12,7	15,1	25,5	25,9	25,1	34,8	35,1	23,1	25,4
Pays-Bas	69,8	36,4	60,0	77,1	84,3	79,0	100,0	2,7	6,9	6,3
Royaume-Uni	3,8	4,5	7,8	8,5	10,1	9,1	16,3	151,2	95,8	59,1
Irlande, Danemark et Grèce	2,6	2,1	3,7	4,2	4,9	4,5	8,5	2,3	0,7	2,5
Portugal	56,0	37,0	48,4	66,9	74,0	68,9	84,9	3,2	2,7	1,9
Espagne	11,5	-	3,5	7,7	8,2	7,8	12,3	5,6	8,4	9,2
Autres pays de l'U.E.	520,7	365,6	584,3	716,7	809,9	747,3	919,3	11,2	10,1	9,0
2. Amérique du Nord	449,0	243,7	293,2	445,2	477,3	451,5	612,5	522,9	462,0	420,7
3. Japon	6,6	22,2	42,5	41,3	51,5	45,5	64,4	0,7	0,3	0,6
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	4,5	8,8	10,8	13,2	16,0	14,3	23,9	755,6	675,3	509,0
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	2 603,2	1 210,8	1 576,6	2 384,3	2 516,0	2 398,5	3 157,8	1 842,1	1 585,9	1 361,8
5. Destinations diverses	3 544,7	5 659,0	2 794,4	6 093,6	6 955,9	6 344,8	8 455,2	10 479,1	8 698,9	8 618,1
Chine <sup>(2)</sup>	...	411,3	456,2	1 392,5	2 164,6	2 833,4	2 760,0	2 823,0	2 647,0	2 379,4
Brésil <sup>(3)</sup>	...	93,7	76,4	193,5	203,5	193,0	270,7	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud <sup>(3)®</sup>	...	498,1	368,8	552,8	602,3	700,5	902,5	2 007,9	2 103,4	2 194,4
Autres pays	...	4 655,9	1 893,0	3 954,8	3 985,5	2 617,8	4 522,1	5 648,3	3 948,5	4 044,3
<b>Total</b>	<b>6 147,9</b>	<b>6 869,8</b>	<b>4 371,0</b>	<b>8 477,9</b>	<b>9 471,9</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>9 979,9</b>

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau III.23 bis Répartition des exportations par principaux pays de destination**  
(en millions de CDF)

PAYS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(e)</sup>
1. Union Européenne	1 107 262,4	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9	415 024,8	435 915,0
U.E.B.L. <sup>(1)</sup>	557 791,2	229 400,6	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2	262 239,2	306 130,8
France	161 512,2	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7	12 662,0	9 161,5
Italie	27 855,4	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1	3 192,0	5 885,4
Allemagne	16 859,8	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4	21 397,0	25 711,2
Pays-Bas	36 040,9	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6	6 400,4	6 408,6
Royaume-Uni	1 954,8	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0	88 748,1	59 697,1
Irlande, Danemark et Grèce	1 343,9	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2	684,1	2 552,8
Portugal	28 954,9	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5	2 526,8	1 913,3
Espagne	5 925,4	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8	7 789,9	9 333,6
Autres pays de l'U.E.	269 024,0	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4	9 385,3	9 120,5
2. Amérique du Nord	232 005,7	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5	427 846,6	425 033,8
3. Japon	3 420,8	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3	281,8	612,5
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	2 321,3	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9	625 353,8	514 254,6
<b>Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)</b>	<b>1 345 010,2</b>	<b>679 416,2</b>	<b>1 271 457,1</b>	<b>2 159 809,6</b>	<b>2 313 325,4</b>	<b>2 205 121,8</b>	<b>2 904 107,3</b>	<b>1 704 336,6</b>	<b>1 468 507,0</b>	<b>1 375 815,9</b>
5. Destinations diverses	1 831 489,3	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 695 561,4	8 055 038,7	8 706 912,1
Chine <sup>(2)</sup>	...	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8	2 451 082,2	2 403 867,5
Brésil <sup>(3)</sup>	...	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	248 909,3	0,0	0,0	0,0
Afrique du Sud <sup>(3)*</sup>	...	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4	1 947 700,7	2 217 029,9
Autres pays	...	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 225 919,2	3 656 255,8	4 086 014,7
<b>Total</b>	<b>3 176 499,5</b>	<b>3 854 778,4</b>	<b>3 525 028,7</b>	<b>7 679 712,6</b>	<b>8 708 848,8</b>	<b>8 038 321,5</b>	<b>10 680 107,0</b>	<b>11 399 897,9</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>10 082 728,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau III.24 Répartition des importations par principaux pays de provenance**  
(en millions de USD)

PAYS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(e)</sup>
1. Union Européenne	1 582,4	1 091,5	1 438,0	1 898,9	2 015,3	2 007,3	2 462,8	2 949,0	2 480,5	1 942,4
U.E.B.L. <sup>(1)</sup>	522,0	427,4	524,5	686,2	740,7	731,7	897,8	938,4	832,8	682,1
France	344,3	198,8	232,0	345,8	351,2	357,4	438,5	516,7	438,0	420,6
Italie	134,2	100,2	131,4	169,2	181,2	179,7	220,5	123,5	75,2	77,3
Allemagne	169,9	129,4	152,8	208,4	221,8	220,6	270,7	257,3	190,5	129,8
Pays-Bas	154,4	141,5	176,2	222,6	244,3	239,4	293,8	491,8	349,1	212,0
Royaume-Uni	42,4	27,4	35,4	47,9	50,1	50,2	61,6	100,6	117,2	131,7
Irlande, Danemark et Grèce	60,8	6,4	9,0	28,2	19,7	24,5	30,1	79,1	194,4	77,2
Portugal	17,5	10,2	15,9	19,8	20,7	20,8	25,5	39,4	21,1	19,3
Espagne	37,2	-	21,4	35,6	38,6	38,0	46,7	144,3	85,3	48,5
Autres pays de l'U.E.	99,6	50,2	139,4	135,3	146,9	144,8	177,6	258,0	177,0	143,9
2. Amérique du Nord	236,6	152,3	207,8	272,3	285,9	286,3	351,2	348,3	323,9	352,1
3. Japon	37,1	40,6	53,6	63,2	71,2	68,9	84,5	47,0	41,5	36,5
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	79,5	14,7	103,3	89,9	94,0	94,3	115,7	546,4	420,3	359,6
<b>Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)</b>	<b>1 935,5</b>	<b>1 299,1</b>	<b>1 802,7</b>	<b>2 324,3</b>	<b>2 466,4</b>	<b>2 456,8</b>	<b>3 014,3</b>	<b>3 890,8</b>	<b>3 266,2</b>	<b>2 690,7</b>
5. Provenances diverses	3 321,7	5 426,7	3 146,3	5 718,1	6 449,2	6 220,5	7 794,2	8 815,5	7 308,4	7 517,8
Chine <sup>(2)</sup>	...	1 150,7	646,7	1 194,0	1 825,4	1 543,6	1 950,0	1 362,0	1 413,0	1 319,1
Brésil <sup>(3)</sup>	...	55,8	54,4	78,9	77,7	80,0	98,5	72,6	36,9	47,6
Afrique du Sud <sup>(3)®</sup>	...	656,6	573,8	881,0	955,7	1 226,3	1 272,3	1 349,8	1 298,8	1 176,0
Autres pays	...	3 563,6	1 871,3	3 564,3	3 590,4	3 370,5	4 473,3	6 031,1	4 559,7	4 975,1
<b>Total</b>	<b>5 257,2</b>	<b>6 725,8</b>	<b>4 949,0</b>	<b>8 042,5</b>	<b>8 915,6</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>10 208,4</b>

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.



**Tableau III.24bis Répartition des importations par principaux pays de provenance**  
(en millions de CDF)

PAYS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>
1. Union Européenne	817 571,7	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 728 521,3	2 296 943,0	1 962 451,3
U.E.B.L. <sup>(1)</sup>	269 695,3	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	825 683,0	868 245,7	771 149,1	689 104,0
France	177 878,6	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	403 312,7	478 024,6	405 601,2	424 887,7
Italie	69 313,4	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	202 760,5	114 231,7	69 674,4	78 142,3
Allemagne	87 779,8	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	248 949,3	238 103,1	176 371,2	131 143,2
Pays-Bas	79 792,0	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	270 180,1	454 996,4	323 266,6	214 138,4
Royaume-Uni	21 902,0	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	56 695,8	93 059,2	108 524,3	133 072,6
Irlande, Danemark et Grèce	31 435,8	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	27 675,4	73 157,1	179 988,4	78 036,8
Portugal	9 052,8	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	23 461,3	36 454,0	19 554,8	19 517,2
Espagne	19 239,4	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	42 907,6	133 498,7	78 942,8	49 044,5
Autres pays de l'U.E.	51 482,6	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	163 335,2	238 750,7	163 870,1	145 364,8
2. Amérique du Nord	122 221,8	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	323 021,1	322 257,5	299 944,0	355 747,6
3. Japon	19 153,5	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	77 757,7	43 515,7	38 395,0	36 910,3
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	41 081,3	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	106 413,7	505 561,3	389 180,5	363 300,2
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	1 000 028,3	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 599 855,7	3 024 462,5	2 718 409,4
5. Provenances diverses	1 716 258,2	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	8 156 344,3	6 767 466,8	7 595 213,4
Chine <sup>(2)</sup>	...	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2	1 308 416,8	1 332 736,0
Brésil <sup>(3)</sup>	...	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	90 591,5	67 129,2	34 161,3	48 067,6
Afrique du Sud <sup>(3)*</sup>	...	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 248 883,4	1 202 641,1	1 188 099,7
Autres pays	...	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 580 173,5	4 222 247,6	5 026 310,1
<b>Total</b>	<b>2 716 286,4</b>	<b>3 773 998,6</b>	<b>3 991 167,0</b>	<b>7 285 305,1</b>	<b>8 197 364,0</b>	<b>7 977 523,0</b>	<b>9 940 207,4</b>	<b>11 756 200,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>10 313 622,8</b>
Taux de change moyen USD/CDF	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2002, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau III.25 Balance des biens**

Périodes	Millions de CDF			Millions de USD		
	Exportations F.O.B. <sup>(1)</sup>	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B. <sup>(1)</sup>	Importations F.O.B.	Solde
2007	3 176 499,5	2 716 286,4	460 213,1	6 147,9	5 257,2	890,7
2008	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014	11 399 897,9	11 756 200,0	-356 302,0	12 321,2	12 706,3	-385,1
2015	9 523 545,7	9 791 929,3	-268 383,7	10 284,8	10 574,6	-289,8
2016 <sup>(p)</sup>	10 082 728,0	10 313 622,8	-230 894,8	9 979,9	10 208,4	-228,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Avant de 2009, les exportations au prix C.I.F.

**Tableau III.26 Evolution des termes de l'échange**

(Base : 2012 = 100)

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2007	70,3	60,6	116,1	39,5	34,0	116,1
2008	78,6	77,5	101,4	48,0	47,3	101,4
2009	50,0	57,0	87,7	43,9	50,0	87,7
2010	97,0	92,7	104,6	95,5	91,3	104,6
2011	108,3	102,7	105,4	108,3	102,8	105,4
2012	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2013	132,8	124,6	106,6	132,9	124,6	106,6
2014	140,9	146,4	96,2	141,8	147,4	96,2
2015	117,6	121,9	96,5	118,5	122,7	96,5
2016 <sup>(p)</sup>	114,1	117,6	97,0	125,4	129,3	97,0

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau III.27 Cours interbancaires des devises <sup>(1)</sup>**  
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 DTS	1 EUR	1 ZAR	1 AUD
<b>2007</b>										
Décembre	500,56	1 010,98	499,02	438,53	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99	...
<b>2008</b>										
Décembre	606,04	905,30	491,30	529,92	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88	...
<b>2009</b>										
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77	...
<b>2010</b>										
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...
<b>2011</b>										
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...
<b>2012</b>										
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...
<b>2013</b>										
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1 038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29
<b>2014</b>										
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,93	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50
<b>2015</b>										
Janvier	925,40	1 406,68	773,63	943,26	783,52	165,18	1 319,94	1 083,54	80,02	751,10
Février	925,29	1 417,87	739,49	989,59	779,61	161,05	1 306,96	1 050,34	79,87	720,25
Mars	925,58	1 387,06	734,33	946,30	769,37	152,99	1 283,15	1 003,88	76,66	716,43
Avril	925,46	1 383,30	748,80	964,21	774,44	153,00	1 279,73	999,40	77,20	715,24
Mai	924,77	1 429,18	760,26	993,01	766,55	157,40	1 298,69	1 032,50	77,33	730,58
Juin	925,61	1 437,99	748,68	991,93	747,05	158,18	1 299,72	1 050,53	75,09	713,98
Juillet	925,50	1 440,57	721,88	971,80	750,50	155,28	1 291,31	1 018,59	74,40	687,17
Août	925,57	1 443,61	704,67	957,10	751,76	157,13	1 297,69	1 030,68	71,88	675,94
Septembre	926,26	1 421,59	698,75	952,70	770,39	158,47	1 301,97	1 039,50	67,98	654,01
Octobre	927,33	1 404,27	709,05	957,44	772,49	158,78	1 303,79	1 041,54	68,83	643,19
Novembre	927,75	1 391,64	699,13	920,56	757,58	152,04	1 282,31	997,34	65,78	662,52
Décembre	927,31	1 391,54	677,75	930,56	761,03	153,75	1 285,11	1 008,53	62,15	671,68
<b>2016</b>										
Janvier	928,25	1 340,94	654,63	923,09	784,18	153,70	1 282,85	1 008,19	57,22	655,55
Février	930,02	1 330,73	671,91	935,08	807,83	157,14	1 295,99	1 030,74	58,88	662,03
Mars	936,15	1 330,45	705,79	952,30	828,96	158,48	1 305,27	1 039,53	60,05	699,84
Avril	945,33	1 351,89	735,96	981,14	860,58	163,40	1 331,78	1 071,81	64,59	724,51
Mai	951,92	1 383,93	736,42	974,70	875,19	164,25	1 343,75	1 077,39	95,82	697,51
Juin	963,75	1 387,83	763,84	993,55	904,48	165,15	1 358,67	1 083,38	63,75	712,55
Juillet	990,98	1 304,32	760,54	1 008,91	952,01	167,19	1 377,93	1 096,70	68,56	746,90
Août	1 010,48	1 323,79	777,19	1 041,08	626,39	172,69	1 413,96	1 132,76	73,48	771,46
Septembre	1 033,91	1 360,13	788,18	1 060,48	1 012,72	176,62	1 446,66	1 158,56	73,16	782,29
Octobre	1 087,72	1 344,35	822,39	1 102,06	1 048,64	182,91	1 502,00	1 194,93	77,99	828,60
Novembre	1 144,80	1 421,09	851,12	1 150,09	1 060,63	188,58	1 563,64	1 236,98	82,22	862,81
Décembre	1 200,33	1 499,39	898,11	1 176,24	1 034,42	192,92	1 616,90	1 265,44	86,52	883,07

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

**Tableau III.28 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles**  
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles(1)		Ecart en %	
	CDF/USD	CDF/Euro	CDF/USD	CDF/Euro	CDF/USD	CDF/Euro
<b>2007</b>						
Décembre	502,99	729,81	504,72	-	0,3	-
<b>2008</b>						
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
<b>2009</b>						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
<b>2010</b> <sup>(1)</sup>						
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
<b>2011</b>						
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,3	0,3
<b>2012</b>						
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,9	-0,2
<b>2013</b>						
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	1,4	-7,3
<b>2014</b>						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	1,2	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,8	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	1,4	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	1,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,6	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,6	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,7	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	1,0	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,7	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,3	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,7	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,8	0,9
<b>2015</b>						
Janvier	925,32	1 044,50	932,00	1 105,01	0,7	5,8
Février	924,13	1 050,46	931,50	1 086,65	0,8	3,4
Mars	925,19	1 004,62	932,00	1 049,33	0,7	4,5
Avril	926,62	1 028,96	932,00	1 058,66	0,6	2,9
Mai	926,06	1 010,56	932,00	1 026,03	0,6	1,5
Juin	925,79	1 035,30	932,25	1 026,30	0,7	-0,9
Juillet	924,23	1 010,89	931,75	1 016,43	0,8	0,5
Août	927,65	1 041,32	933,00	1 016,97	0,6	-2,3
Septembre	925,45	1 038,58	932,25	1 016,97	0,7	-2,1
Octobre	928,02	1 014,27	931,25	1 016,43	0,3	0,2
Novembre	925,73	979,70	931,75	1 002,44	0,7	2,3
Décembre	927,92	1 018,29	936,25	1 005,06	0,9	-1,3
<b>2016</b>						
Janvier	929,51	1 014,39	939,63	1 012,45	1,1	-0,2
Février	933,97	1 023,76	943,88	1 019,39	1,1	-0,4
Mars	941,58	1 069,73	958,43	1 060,03	1,8	-0,9
Avril	949,49	1 076,18	978,33	1 091,82	3,0	1,5
Mai	954,95	1 063,85	986,63	1 091,22	3,3	2,6
Juin	983,76	1 084,83	1 032,00	1 137,26	4,9	4,8
Juillet	997,17	1 105,60	1 065,87	1 174,59	6,9	6,2
Août	1 024,00	1 138,35	1 078,03	1 195,54	5,3	5,0
Septembre	1 060,98	1 183,52	1 198,83	1 334,30	13,0	12,7
Octobre	1 120,56	1 225,20	1 204,37	1 319,99	7,5	7,7
Novembre	1 175,91	1 240,51	1 245,67	1 354,04	5,9	9,2
Décembre	1 215,59	1 270,92	1 269,13	1 365,59	4,4	7,4

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de Janvier 2010, cours de change parallèle moyen observé sur les principaux de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.29 Balance générale des paiements <sup>(1)</sup>

(en millions de USD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(2)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-134,1</b>	<b>-1 049,8</b>	<b>-1 123,0</b>	<b>-2 042,2</b>	<b>-1 280,6</b>	<b>-1 260,5</b>	<b>-3 108,8</b>	<b>-1 722,6</b>	<b>-1 483,8</b>	<b>-1 334,1</b>
<b>1. Biens et services</b>	<b>-334,5</b>	<b>-1 127,6</b>	<b>-1 745,1</b>	<b>-1 838,7</b>	<b>-1 593,6</b>	<b>-1 977,8</b>	<b>-1 494,7</b>	<b>-3 152,5</b>	<b>-2 308,1</b>	<b>-1 913,5</b>
<b>A. Biens</b>	<b>890,7</b>	<b>144,0</b>	<b>-578,0</b>	<b>435,4</b>	<b>556,3</b>	<b>66,1</b>	<b>804,5</b>	<b>-385,1</b>	<b>-289,8</b>	<b>-228,5</b>
<b>- Exportations</b>	<b>6 147,9</b>	<b>6 869,8</b>	<b>4 371,0</b>	<b>8 477,9</b>	<b>9 471,9</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>9 979,9</b>
* Marchandises générales	6 143,9	6 862,9	4 365,0	8 472,0	9 461,8	8 640,4	11 428,4	11 505,0	9 212,5	8 657,4
* Or non monétaire	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
<b>- Importations</b>	<b>5 257,2</b>	<b>6 725,8</b>	<b>4 949,0</b>	<b>8 042,5</b>	<b>8 915,6</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>10 208,4</b>
* Marchandises générales	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	10 208,4
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. Services</b>	<b>-1 225,2</b>	<b>-1 271,5</b>	<b>-1 167,1</b>	<b>-2 274,1</b>	<b>-2 149,9</b>	<b>-2 043,9</b>	<b>-2 299,2</b>	<b>-2 767,4</b>	<b>-2 018,3</b>	<b>-1 685,0</b>
<b>- Crédit</b>	<b>392,5</b>	<b>828,1</b>	<b>650,0</b>	<b>388,6</b>	<b>739,4</b>	<b>287,7</b>	<b>296,1</b>	<b>314,8</b>	<b>173,3</b>	<b>127,8</b>
* Transports	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	90,3	63,9
* Voyages	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	45,4	0,1	4,3
* Services de communications	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	8,1	5,8
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service d'assurance	0,0	0,0	20,0	0,0	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	5,4	3,9
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Redevances et droits de licence	53,8	125,0	108,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	38,1	9,3	6,7
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	60,0	43,1
<b>- Débit</b>	<b>1 617,7</b>	<b>2 099,6</b>	<b>1 817,0</b>	<b>2 662,7</b>	<b>2 889,3</b>	<b>2 331,6</b>	<b>2 595,3</b>	<b>3 082,2</b>	<b>2 191,6</b>	<b>1 812,8</b>
* Transports	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7	873,2
* Voyages	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6	127,4	59,8
* Services de communications	1,0	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	35,7	57,2	15,9	1,3
* Services de bâtiment et travaux publics	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0	16,6	19,4
* Service d'assurance	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2	405,0	347,3
* Services financiers	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	8,3	34,8	36,1
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,2	7,0	5,0	0,0
* Redevances et droits de licence	1,9	2,6	34,3	0,0	0,0	0,0	20,3	10,7	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	331,7	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2	291,7	208,5
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9	2,5	2,6
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7	283,9	264,7
<b>2. Revenus</b>	<b>-661,5</b>	<b>-918,1</b>	<b>-778,9</b>	<b>-1 046,2</b>	<b>-1 097,9</b>	<b>-1 047,5</b>	<b>-2 879,8</b>	<b>-603,1</b>	<b>-1 080,5</b>	<b>-743,8</b>
<b>- Crédit</b>	<b>26,0</b>	<b>17,7</b>	<b>26,0</b>	<b>48,3</b>	<b>168,2</b>	<b>18,3</b>	<b>144,8</b>	<b>109,4</b>	<b>142,5</b>	<b>16,7</b>
* Rémunérations des salariés	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	141,9	16,0
* Revenus des investissements	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6	0,8
<b>- Débit</b>	<b>687,5</b>	<b>935,8</b>	<b>805,0</b>	<b>1 094,5</b>	<b>1 266,1</b>	<b>1 065,8</b>	<b>3 024,7</b>	<b>712,5</b>	<b>1 223,1</b>	<b>760,6</b>
* Rémunérations des salariés	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	428,4	28,5
* Revenus des investissements	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7	732,1
<b>3. Transferts Courants</b>	<b>861,8</b>	<b>995,9</b>	<b>1 401,1</b>	<b>842,7</b>	<b>1 410,9</b>	<b>1 764,8</b>	<b>1 265,7</b>	<b>2 032,9</b>	<b>1 904,9</b>	<b>1 323,2</b>
<b>- Crédit</b>	<b>1 484,4</b>	<b>1 738,3</b>	<b>1 704,2</b>	<b>1 688,0</b>	<b>2 430,4</b>	<b>2 709,6</b>	<b>2 369,0</b>	<b>2 527,7</b>	<b>2 414,5</b>	<b>1 870,0</b>
* Transferts publics	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6
* Transferts privés	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	1 024,7	577,5
<b>- Débit</b>	<b>622,6</b>	<b>742,5</b>	<b>303,2</b>	<b>845,2</b>	<b>1 019,5</b>	<b>944,7</b>	<b>1 103,3</b>	<b>494,8</b>	<b>509,6</b>	<b>546,8</b>
* Transferts publics	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8	114,1
* Transferts privés	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6	422,8	432,8
<b>II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>-56,1</b>	<b>401,6</b>	<b>458,0</b>	<b>678,1</b>	<b>1 325,8</b>	<b>1 831,8</b>	<b>3 188,7</b>	<b>1 851,8</b>	<b>1 513,8</b>	<b>897,4</b>
<b>4. Capital</b>	<b>-1,5</b>	<b>110,0</b>	<b>144,0</b>	<b>-160,6</b>	<b>932,6</b>	<b>486,4</b>	<b>192,7</b>	<b>320,5</b>	<b>252,2</b>	<b>-47,0</b>
<b>- Crédit</b>	<b>54,8</b>	<b>170,5</b>	<b>403,8</b>	<b>333,6</b>	<b>1 240,5</b>	<b>645,1</b>	<b>206,6</b>	<b>570,9</b>	<b>306,5</b>	<b>0,9</b>
* Transferts des capitaux	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6	0,9
Capitaux publics	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	0,8
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	0,8
Capitaux privés	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1
* cessions d'actifs non financiers non produits	2,2	0,0	2,9	0,0	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9	0,0
<b>- Débit</b>	<b>56,3</b>	<b>60,5</b>	<b>259,8</b>	<b>494,2</b>	<b>307,9</b>	<b>158,7</b>	<b>13,9</b>	<b>250,4</b>	<b>54,4</b>	<b>48,0</b>
* Transferts des capitaux	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3
Capitaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capitaux privés	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6	0,7

Suite du tableau III.29 à la page suivante

## Suite du tableau III.29

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>5. Opérations financières</b>	-54,6	291,5	314,0	838,7	393,1	1 345,4	2 996,0	1 531,2	1 261,6	944,5
- <i>Crédit</i>	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 232,3	2 827,6	3 144,9	1 746,4
* Investissements directs	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7
* Investissements de portefeuille	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres investissements	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	984,4	1 471,4	541,7
- <i>Débit</i>	2 958,2	2 983,0	2 240,5	4 341,7	3 100,1	4 715,9	1 236,3	1 296,4	1 883,3	801,9
* Investissements directs	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6	507,8	272,3
* Investissements de portefeuille	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	16,0
* Autres investissements	1 110,3	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1	1 281,4	513,6
<b>III. SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS</b>	-190,2	-648,2	-665,0	-1 364,1	45,2	571,3	79,9	129,1	30,0	-436,7
<b>6. Erreurs et omissions</b>	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-18,2	-12,3	-283,2	-64,7
<b>IV. SOLDE GLOBAL</b>	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,8	-253,2	-501,4
<b>V. MOYENS DE FINANCEMENT</b>	271,0	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4
<b>7. Financement traditionnel</b>	-293,0	121,3	469,0	771,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4
1. Arriérés (réduction -)	0,0	0,0	123,7	197,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-293,0	121,3	345,3	574,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,8	253,2	501,4
- <i>Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)</i>	-199,2	82,0	790,6	807,0	166,4	-347,2	-43,8	30,3	258,2	486,2
* Crédit net du FMI	-35,6	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	-0,2	-2,2	-40,5	-28,3	111,5
- <i>FMI compte spécial en DTS</i>	-3,0	-2,8	126,4	69,1	-2,6	0,7	2,0	30,9	59,7	225,5
- <i>Crédit FMI</i>	-32,6	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	-0,8	-4,2	-71,4	-87,9	-114,0
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-163,7	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-347,1	-41,7	70,8	286,5	375,0
- <i>Autres avoirs en devises</i>	-23,6	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-347,8	-38,3	74,8	285,0	377,5
- <i>Autres engagements</i>	-140,0	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	0,7	-3,4	-4,0	1,5	-2,5
- <i>Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)</i>	-93,8	39,3	-445,3	-232,3	-91,7	-254,0	-17,9	-147,1	-5,0	14,9
* Avoirs	-139,0	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-304,1	-130,3	-111,3	-72,4	13,0
* Engagements	45,2	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	50,2	112,5	-35,8	67,4	1,9
3. Financement exceptionnel	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Consolidation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Allègement de la dette	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de la dette	564,0	510,9	443,0	426,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>9. Solde résiduel</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

(p) provisoire.

**Tableau III.30 Balance générale des paiements <sup>(1)</sup>***(en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(b)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-1 593 808,4	-1 373 938,9	-1 347 893,5
1. Biens et services	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 916 778,0	-2 137 292,9	-1 932 225,4
A. Biens	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-268 383,7	-230 894,8
- Exportations	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 523 545,7	10 082 728,0
* Marchandises générales	3 174 420,2	3 850 912,3	3 520 143,3	7 674 370,6	8 699 593,2	7 943 694,8	10 510 327,8	10 644 765,1	8 530 621,7	8 746 554,8
* Or non monétaire	2 079,4	3 866,1	4 885,4	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 336 173,2
- Importations	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	10 313 622,8
* Marchandises générales	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	10 313 622,8
* Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Services	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 702 330,6
- Crédit	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 125,1
* Transports	11 273,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,1	83 647,4	64 596,8
* Voyages	383,5	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7
* Services de communications	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3
* Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	21 935,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Service d'assurance	0,0	0,0	16 129,0	0,0	5 332,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services financiers	21 558,3	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Redevances et droits de licence	27 772,7	70 121,2	87 514,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	578,1	1 021,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	134,1	105,2
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 568,0	43 588,5
- Débit	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	1 831 455,7
* Transports	379 513,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	882 158,3
* Voyages	56 173,8	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0
* Services de communications	531,0	781,5	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	32 817,8	52 912,4	14 758,9	1 275,6
* Services de bâtiment et travaux publics	10 729,9	15 792,1	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	91 548,6	18 514,8	15 389,8	19 635,3
* Service d'assurance	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8	350 849,0
* Services financiers	14 659,9	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 462,0
* Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13 059,3	6 519,8	4 615,0	0,0
* Redevances et droits de licence	977,4	1 438,5	27 630,2	0,0	0,0	0,0	18 669,3	9 933,6	0,0	0,0
* Autres services aux entreprises	171 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	270 141,2	210 679,9
* Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 092,4	1 607,8	27 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4
* Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	90 325,6	136 743,3	100 650,1	105 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 390,1
2. Revenus	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-557 958,6	-1 000 538,2	-751 508,1
- Crédit	13 442,2	9 949,5	20 972,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0
* Rémunérations des salariés	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,6
* Revenus des investissements	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5
- Débit	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	659 177,8	1 132 526,2	768 415,1
* Rémunérations des salariés	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,5
* Revenus des investissements	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	739 618,6
3. Transferts Courants	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	1 880 928,2	1 763 892,2	1 336 840,0
- Crédit	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2
* Transferts publics	469 719,9	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 867,0
* Transferts privés	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 447,2
- Débit	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5	471 858,9	552 474,3
* Transferts publics	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1	115 251,2
* Transferts privés	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	391 485,8	437 223,1
<b>II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	-29 243,7	225 318,9	369 333,7	614 212,1	1 218 983,3	1 684 087,4	2 932 578,2	1 713 294,0	1 401 714,8	906 696,0
4. Capital	-795,5	61 733,6	116 125,9	-145 506,8	857 509,6	447 159,7	177 251,8	296 574,1	233 505,3	-47 530,2
- Crédit	28 300,4	95 679,4	325 680,7	302 191,8	1 140 566,0	593 105,0	190 012,8	528 241,4	283 856,4	939,5
* Transferts des capitaux	27 171,8	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5	939,5
Capitaux publics	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	816,9
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	816,9
Capitaux privés	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6
* cessions d'actifs non financiers non produits	1 128,6	0,0	2 324,6	0,0	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9	0,0
- Débit	29 095,9	33 945,8	209 554,7	447 698,6	283 056,4	145 945,3	12 761,0	231 667,3	50 351,1	48 469,7
* Transferts des capitaux	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4
Capitaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capitaux privés	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4
Transferts des migrants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4
* Acquisitions d'actifs non financiers non produits	15,5	346,3	222,9	1 050,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9	689,3

Suite du tableau III.30 à la page suivante

## Suite du tableau III.30

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
5. Opérations financières	-28 448,2	163 585,3	253 207,8	759 719,0	361 473,8	1 236 927,7	2 755 326,5	1 416 719,9	1 168 209,5	954 226,2
- <i>Crédit</i>	<b>1 500 239,3</b>	<b>1 837 428,9</b>	<b>2 060 087,5</b>	<b>4 692 687,6</b>	<b>3 211 789,7</b>	<b>5 572 525,1</b>	<b>3 892 311,2</b>	<b>2 616 170,6</b>	<b>2 912 160,1</b>	<b>1 764 404,3</b>
* Investissements directs	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 120,4
* Investissements de portefeuille	0,0	56,1	0,0	271,8	2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8
* Autres investissements	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	910 818,3	1 362 524,2	547 268,0
- <i>Débit</i>	<b>1 528 687,5</b>	<b>1 673 843,6</b>	<b>1 806 879,7</b>	<b>3 932 968,7</b>	<b>2 850 315,9</b>	<b>4 335 597,5</b>	<b>1 136 984,8</b>	<b>1 199 450,7</b>	<b>1 743 950,7</b>	<b>810 178,1</b>
* Investissements directs	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7	470 196,7	275 139,7
* Investissements de portefeuille	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	16 134,6
* Autres investissements	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7	1 186 574,2	518 903,7
III. SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	-98 534,6	-363 718,1	-536 288,2	-1 235 698,3	41 545,7	525 267,2	73 503,7	119 485,6	27 775,9	-441 197,1
6. Erreurs et omissions	-41 460,2	8 974,5	-199 193,7	150 489,0	27 675,2	27 488,9	-16 393,5	-11 981,9	-258 636,1	-242 439,6
IV. SOLDE GLOBAL	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	57 110,2	107 503,7	-230 860,2	-198 757,4
V. MOYENS DE FINANCEMENT	139 994,8	354 743,6	735 481,8	1 085 209,3	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2	198 757,4
7. Financement traditionnel	-151 404,2	68 064,0	378 226,1	699 127,6	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2	198 757,4
1. Arriérés (réduction -)	0,0	0,0	99 758,1	178 451,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-151 404,2	68 064,0	278 467,9	520 675,7	-69 220,9	-552 756,1	-57 110,2	-107 503,7	230 860,2	198 757,4
- <i>Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)</i>	<b>-102 939,2</b>	<b>46 011,9</b>	<b>637 581,1</b>	<b>731 063,6</b>	<b>-152 967,3</b>	<b>-319 226,7</b>	<b>-40 583,1</b>	<b>27 314,5</b>	<b>238 394,4</b>	<b>556 673,6</b>
* Crédit net du FMI	-18 369,5	-5 330,6	-424 516,4	-381 701,7	144 903,8	-153,1	-2 031,2	-38 140,3	-24 699,5	323 106,0
- <i>FMI compte spécial en DTS</i>	-1 547,9	-1 571,1	101 935,6	62 594,7	-2 408,9	622,3	1 830,4	29 092,2	54 132,7	143 933,0
- <i>Crédit FMI</i>	-16 821,6	-3 759,5	-526 452,0	-444 296,3	147 312,8	-775,4	-3 861,6	-67 232,5	-78 832,2	179 173,0
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-84 569,7	51 342,6	-213 064,7	-349 361,9	8 063,5	-319 073,6	-38 551,9	65 454,8	263 094,0	233 567,6
- <i>Autres avoirs en devises</i>	-12 217,4	59 422,7	-108 790,4	-340 820,3	7 180,8	-319 712,4	-35 440,9	69 190,2	261 713,6	234 255,0
- <i>Autres engagements</i>	-72 352,3	-8 080,1	-104 274,3	-8 541,6	882,7	638,8	-3 111,0	-3 735,4	1 380,4	-687,5
- <i>Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)</i>	<b>-48 465,0</b>	<b>22 052,1</b>	<b>-359 113,1</b>	<b>-210 387,8</b>	<b>-83 805,8</b>	<b>-233 529,4</b>	<b>-16 527,1</b>	<b>-134 818,2</b>	<b>-7 534,2</b>	<b>-357 916,1</b>
* Avoirs	-71 840,8	-20 593,1	-323 871,2	-196 040,9	-74 186,4	-279 609,9	-120 632,1	-101 442,3	-70 616,8	-455 592,2
* Engagements	23 375,8	42 645,2	-35 242,0	-14 347,0	-9 619,4	46 080,6	104 104,9	-33 375,9	63 082,6	97 676,1
8. Financement exceptionnel	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Consolidation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Allègement de la dette	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de la dette	291 399,0	286 679,6	357 255,8	386 081,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Solde résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

(p) provisoire.



**Tableau III.31 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)***( en millions de USD )*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>										
<b>A. CREDIT</b>	<b>8 050,8</b>	<b>9 453,9</b>	<b>6 751,3</b>	<b>10 602,8</b>	<b>12 809,9</b>	<b>11 758,9</b>	<b>14 422,9</b>	<b>15 273,1</b>	<b>13 015,1</b>	<b>11 994,5</b>
<b>Biens et services</b>	<b>6 540,4</b>	<b>7 697,9</b>	<b>5 021,0</b>	<b>8 866,5</b>	<b>10 211,3</b>	<b>9 031,1</b>	<b>11 909,1</b>	<b>12 636,0</b>	<b>10 458,1</b>	<b>10 107,7</b>
Biens	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 321,2	10 284,8	9 979,9
* <i>Marchandises générales</i>	6 143,9	6 862,9	4 365,0	8 472,0	9 461,8	8 640,4	11 428,4	11 505,0	9 212,5	8 657,4
* <i>Exportations nettes de biens (négoce international)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Or non monétaire</i>	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
Services	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	314,8	173,3	127,8
* <i>Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Transports</i>	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	90,3	63,9
* <i>Voyages</i>	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	45,4	0,1	4,3
* <i>Services de construction</i>	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Service d'assurance et de pension</i>	0,0	0,0	20,0	0,0	5,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Services financiers</i>	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	5,4	3,9
* <i>Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs</i>	53,8	125,0	108,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Services de télécommunications, d'informatique et d'information</i>	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	8,1	5,8
* <i>Autres services aux entreprises</i>	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	38,1	9,3	6,7
* <i>Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</i>	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1
* <i>Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs</i>	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	60,0	43,1
Revenus primaires	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	109,4	142,5	16,7
Rémunération des salariés	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	141,9	16,0
Revenu de placements	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	87,0	0,6	0,8
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 527,7	2 414,5	1 870,0
Administration publiques (Transferts publics)	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	1 389,8	1 292,6
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	734,0	1 024,7	577,5
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. DEBIT</b>	<b>8 184,9</b>	<b>10 503,7</b>	<b>7 874,2</b>	<b>12 645,0</b>	<b>14 090,5</b>	<b>13 019,4</b>	<b>17 531,7</b>	<b>16 995,8</b>	<b>14 498,9</b>	<b>13 328,6</b>
<b>Biens et services</b>	<b>6 874,9</b>	<b>8 825,4</b>	<b>6 766,1</b>	<b>10 705,2</b>	<b>11 804,9</b>	<b>11 008,8</b>	<b>13 403,7</b>	<b>15 788,5</b>	<b>12 766,3</b>	<b>12 021,2</b>
Biens	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	10 208,4
* <i>Marchandises générales</i>	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	12 706,3	10 574,6	10 208,4
* <i>Exportations nettes de biens (négoce international)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Or non monétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 082,2	2 191,6	1 812,8
* <i>Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Transports</i>	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2	1 008,7	873,2
* <i>Voyages</i>	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6	127,4	59,8
* <i>Services de construction</i>	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0	16,6	19,4
* <i>Service d'assurance et de pension</i>	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2	405,0	347,3
* <i>Services financiers</i>	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	8,3	34,8	36,1
* <i>Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs</i>	1,9	2,6	34,3	0,0	0,0	0,0	20,3	10,7	0,0	0,0
* <i>Services de télécommunications, d'informatique et d'information</i>	1,0	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	49,9	64,2	20,9	1,3
* <i>Autres services aux entreprises</i>	331,7	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2	291,7	208,5
* <i>Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</i>	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9	2,5	2,6
* <i>Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs</i>	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7	283,9	264,7
Revenus primaires	687,5	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	3 024,7	712,5	1 223,1	760,6
Rémunération des salariés	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	95,1	428,4	28,5
Revenu de placements	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	617,4	794,7	732,1
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8	509,6	546,8
Administration publiques (Transferts publics)	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2	86,8	114,1
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM <sup>(1)</sup> (Transferts privés)	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6	422,8	432,8
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Suite du tableau III.31 à la page suivante

Suite du tableau III.31

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(1)</sup>
<b>C. SOLDES</b>	<b>-134,1</b>	<b>-1 049,8</b>	<b>-1 123,0</b>	<b>-2 042,2</b>	<b>-1 280,6</b>	<b>-1 260,5</b>	<b>-3 108,8</b>	<b>-1 722,6</b>	<b>-1 483,8</b>	<b>-1 334,1</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-334,5</b>	<b>-1 127,6</b>	<b>-1 745,1</b>	<b>-1 838,7</b>	<b>-1 593,6</b>	<b>-1 977,8</b>	<b>-1 494,7</b>	<b>-3 152,5</b>	<b>-2 308,1</b>	<b>-1 913,5</b>
Biens	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	-385,1	-289,8	-228,5
* <i>Marchandises générales</i>	886,7	137,1	-584,1	429,5	546,2	-36,8	619,9	-1 201,3	-1 362,1	-1 551,1
* <i>Exportations nettes de biens (négoce international)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Or monétaire</i>	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
Services	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 767,4	-2 018,3	-1 685,0
* <i>Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Transports</i>	-712,7	-958,3	-747,6	-1 424,4	-1 298,1	-830,2	-1 161,2	-1 466,5	-918,4	-809,2
* <i>Voyages</i>	-108,0	-126,0	-97,3	-138,9	-286,9	-100,6	-161,6	-237,2	-127,3	-55,5
* <i>Services de construction</i>	-20,8	-28,1	-24,0	-14,1	-18,8	-47,2	-99,5	-20,0	-16,6	-19,4
* <i>Service d'assurance et de pension</i>	-213,7	-249,6	-177,1	-326,1	-332,5	-401,7	-438,2	-474,2	-405,0	-347,3
* <i>Services financiers</i>	13,4	21,2	-2,2	11,8	7,2	-45,7	-28,7	-1,0	-29,4	-32,2
* <i>Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs</i>	51,9	122,4	74,3	0,0	0,0	0,0	-20,3	-10,7	0,0	0,0
* <i>Services de télécommunications, d'informatique et d'information</i>	61,3	100,0	59,0	66,5	73,2	41,5	-32,5	-53,3	-12,9	4,5
* <i>Autres services aux entreprises</i>	-259,8	-285,7	-245,4	-380,4	-449,6	-329,5	-197,7	-217,1	-282,4	-201,8
* <i>Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</i>	-1,0	-1,0	-9,6	-0,7	-1,5	-5,5	-2,3	-2,7	-2,4	-2,5
* <i>Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs</i>	-35,7	133,7	2,9	-67,8	157,3	-325,0	-157,1	-284,6	-223,9	-221,5
<b>Revenus primaires</b>	<b>-661,5</b>	<b>-918,1</b>	<b>-778,9</b>	<b>-1 046,2</b>	<b>-1 097,9</b>	<b>-1 047,5</b>	<b>-2 879,8</b>	<b>-603,1</b>	<b>-1 080,5</b>	<b>-743,8</b>
Rémunération des salariés	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-102,8	-72,7	-286,5	-12,5
Revenus de placements	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 777,0	-530,4	-794,0	-731,3
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Revenus secondaires (transferts courants)</b>	<b>861,8</b>	<b>995,9</b>	<b>1 401,1</b>	<b>842,7</b>	<b>1 410,9</b>	<b>1 764,8</b>	<b>1 265,7</b>	<b>2 032,9</b>	<b>1 904,9</b>	<b>1 323,2</b>
Administration publiques (Transferts publics)	740,6	1 040,1	1 309,9	693,9	1 171,0	1 535,6	1 081,6	1 654,5	1 303,0	1 178,5
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM (Transferts privés)	121,2	-44,3	91,1	148,9	239,9	229,2	184,1	378,4	601,9	144,7
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>II. COMPTE DE CAPITAL</b>										
<b>CREDIT</b>	<b>54,8</b>	<b>170,5</b>	<b>403,8</b>	<b>333,6</b>	<b>1 240,5</b>	<b>645,1</b>	<b>206,6</b>	<b>570,9</b>	<b>306,5</b>	<b>0,9</b>
Cessions brutes d'actifs non financiers non produits	2,2	0,0	2,9	0,0	0,4	0,1	69,7	0,7	176,9	0,0
Transferts en capital	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	570,2	129,6	0,9
* <i>Administration publiques (Transferts publics)</i>	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	129,6	0,8
* <i>Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM</i>	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	50,2	0,0	0,1
<b>DEBIT</b>	<b>56,3</b>	<b>60,5</b>	<b>259,8</b>	<b>494,2</b>	<b>307,9</b>	<b>158,7</b>	<b>13,9</b>	<b>250,4</b>	<b>54,4</b>	<b>48,0</b>
Acquisitions brutes d'actifs non financiers non produits	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	9,9	0,6	0,7
Transferts en capital	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3
* <i>Administration publiques (Transferts publics)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* <i>Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM</i>	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	240,5	53,7	47,3
<b>SOLDE</b>	<b>-1,5</b>	<b>110,0</b>	<b>144,0</b>	<b>-160,6</b>	<b>932,6</b>	<b>486,4</b>	<b>192,7</b>	<b>320,5</b>	<b>252,2</b>	<b>-47,0</b>
<b>III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>-135,6</b>	<b>-939,7</b>	<b>-979,0</b>	<b>-2 028,8</b>	<b>-348,0</b>	<b>-774,1</b>	<b>-2 916,1</b>	<b>-1 402,1</b>	<b>-1 231,6</b>	<b>-1 381,2</b>
<b>IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)</b>	<b>-216,4</b>	<b>-923,7</b>	<b>-1 226,0</b>	<b>-2 036,7</b>	<b>-317,9</b>	<b>-744,2</b>	<b>-2 934,3</b>	<b>-1 414,4</b>	<b>-1 514,8</b>	<b>-1 445,9</b>
<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>2 687,2</b>	<b>2 350,8</b>	<b>1 328,5</b>	<b>3 143,7</b>	<b>3 175,3</b>	<b>5 317,1</b>	<b>1 298,0</b>	<b>1 413,2</b>	<b>1 630,2</b>	<b>300,5</b>
Investissements directs	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6	507,8	272,3
Investissements de portefeuille	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6	94,1	16,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 110,3	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1	1 281,4	513,6
Avoirs de réserves	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,8	-253,2	-501,4
<b>Accroissement net du passif</b>	<b>2 903,6</b>	<b>3 274,6</b>	<b>2 554,5</b>	<b>5 180,4</b>	<b>3 493,2</b>	<b>6 061,3</b>	<b>4 232,3</b>	<b>2 827,6</b>	<b>3 144,9</b>	<b>1 746,4</b>
Investissements directs	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	1 843,2	1 673,5	1 204,7
Investissements de portefeuille	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	984,4	1 471,4	541,7
<b>VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES<sup>(2)</sup></b>	<b>-80,8</b>	<b>16,0</b>	<b>-247,0</b>	<b>166,1</b>	<b>30,1</b>	<b>29,8</b>	<b>-18,2</b>	<b>-12,3</b>	<b>-283,2</b>	<b>-64,7</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

(2) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

**Tableau III.32 Balance des paiements selon la 6ème édition du Manuel du FMI (MBP6)**  
( en millions de CDF )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>
<b>I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>										
<b>A. CREDIT</b>	4 159 689,4	5 304 802,5	5 444 577,0	9 604 560,8	11 777 951,4	10 810 788,1	13 264 492,6	14 131 928,8	12 051 803,1	12 118 074,4
<b>Biens et services</b>	3 379 286,4	4 319 435,3	4 049 206,5	8 031 759,3	9 388 693,2	8 302 917,5	10 952 595,8	11 691 972,9	9 684 064,1	10 211 853,1
Biens	3 176 503,5	3 854 785,3	3 525 034,7	7 679 718,5	8 708 858,9	8 038 424,5	10 680 291,6	11 400 714,1	9 523 545,7	10 082 728,0
<i>* Marchandises générales</i>	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 399 897,9	9 522 473,4	10 081 405,5
<i>* Exportations nettes de biens (négoce international)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Or non monétaire</i>	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
Services	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	291 258,9	160 518,4	129 125,1
<i>* Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Transports</i>	11 273,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,1	83 647,4	64 596,8
<i>* Voyages</i>	383,5	383,0	19 337,0	9 719,8	10 481,6	6 340,6	7 735,4	41 999,8	91,0	4 300,7
<i>* Services de construction</i>	0,0	0,0	21 935,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Service d'assurance et de pension</i>	0,0	0,0	16 129,0	0,0	5 332,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Services financiers</i>	21 558,3	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	4 999,5	3 921,7
<i>* Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs</i>	27 772,7	70 121,2	87 514,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Services de télécommunications, d'informatique et d'information</i>	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	7 464,5	5 855,3
<i>* Autres services aux entreprises</i>	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	34 167,7	35 292,5	8 614,1	6 757,0
<i>* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs</i>	578,1	1 021,7	20 030,1	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	134,1	105,2
<i>* Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs</i>	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	55 568,0	43 588,5
Revenus primaires	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	101 219,2	131 988,1	16 907,0
Rémunération des salariés	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	131 404,3	16 147,6
Revenus de placements	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	80 514,1	583,8	759,5
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus secondaires (transferts courants)	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 338 736,7	2 235 751,0	1 889 314,2
Administration publiques (Transferts publics)	469 719,9	697 448,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	1 286 930,7	1 305 867,0
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	679 145,7	948 820,4	583 447,2
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>B. DEBIT</b>	4 228 976,2	5 893 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	16 123 382,5	15 724 921,0	13 425 742,1	13 465 967,9
<b>Biens et services</b>	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 121 086,4	12 327 019,0	14 607 934,7	11 821 357,0	12 145 078,5
Biens	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	10 313 622,8
<i>* Marchandises générales</i>	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 756 200,0	9 791 929,3	10 313 622,8
<i>* Importations nettes de biens (négoce international)</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Or non monétaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 851 734,8	2 029 427,6	1 831 455,7
<i>* Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>* Transports</i>	379 513,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	934 043,4	882 158,3
<i>* Voyages</i>	56 173,8	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	117 975,2	60 381,0

Suite du tableau III.32 à la page suivante

Suite du tableau III.32

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>
* Services de construction	10 729,9	15 792,1	41 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	91 548,6	18 514,8	15 389,8	19 635,3
* Service d'assurance et de pension	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	375 056,8	350 849,0
* Services financiers	14 659,9	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	7 724,5	32 257,8	36 462,0
* Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs	977,4	1 438,5	27 630,2	0,0	0,0	0,0	18 669,3	9 933,6	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	531,0	781,5	27 003,5	815,3	1 134,4	2 797,2	45 877,1	59 432,2	19 373,9	1 275,6
* Autres services aux entreprises	171 396,3	225 953,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	270 141,2	210 679,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 092,4	1 607,8	27 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9	2 718,0	2 316,3	2 624,4
* Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs	90 325,6	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	262 873,2	267 390,1
<b>Revenus primaires</b>	<b>355 206,9</b>	<b>525 091,6</b>	<b>649 158,7</b>	<b>991 489,9</b>	<b>1 164 103,7</b>	<b>979 855,3</b>	<b>2 781 685,0</b>	<b>659 177,8</b>	<b>1 132 526,2</b>	<b>768 415,1</b>
Rémunération des salariés	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	87 944,7	396 691,7	28 796,5
Revenus de placements	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	571 233,0	735 834,6	739 618,6
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Revenus secondaires (transferts courants)</b>	<b>321 662,7</b>	<b>416 613,7</b>	<b>244 508,1</b>	<b>765 661,3</b>	<b>937 369,6</b>	<b>868 563,8</b>	<b>1 014 678,5</b>	<b>457 808,5</b>	<b>471 858,9</b>	<b>552 474,3</b>
Administration publiques (Transferts publics)	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	80 373,1	115 251,2
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM <sup>(a)</sup> (Transferts privés)	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	391 485,8	437 223,1
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>C. SOLDES</b>	<b>-69 286,8</b>	<b>-589 030,1</b>	<b>-905 615,8</b>	<b>-1 849 904,5</b>	<b>-1 177 427,6</b>	<b>-1 158 717,4</b>	<b>-2 858 889,9</b>	<b>-1 592 992,2</b>	<b>-1 373 938,9</b>	<b>-1 347 893,5</b>
<b>Biens et services</b>	<b>-172 820,2</b>	<b>-632 692,0</b>	<b>-1 407 319,5</b>	<b>-1 665 554,8</b>	<b>-1 465 212,5</b>	<b>-1 818 168,8</b>	<b>-1 374 423,2</b>	<b>-2 915 961,8</b>	<b>-2 137 292,9</b>	<b>-1 933 225,4</b>
Biens	460 217,1	80 786,7	-466 132,2	394 413,3	511 494,8	60 901,5	740 084,3	-355 485,9	-268 383,7	-230 894,8
* Marchandises générales	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	-356 302,0	-269 456,0	-232 217,4
* Exportations nettes de biens (négoce international)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Or non monétaire	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
Services	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 560 475,9	-1 868 909,2	-1 702 330,6
* Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Transports	-368 240,5	-537 708,9	-602 872,1	-1 290 293,9	-1 193 507,0	-763 268,2	-1 067 902,6	-1 356 848,3	-850 396,0	-817 561,5
* Voyages	-55 790,3	-70 707,9	-78 434,8	-125 795,5	-263 833,4	-92 491,1	-148 647,4	-219 429,1	-117 884,2	-56 080,3
* Services de construction	-10 729,9	-15 792,1	-19 385,3	-12 772,5	-17 265,9	-43 354,7	-91 548,6	-18 514,8	-15 389,8	-19 635,3
* Service d'assurance et de pension	-110 420,1	-140 081,5	-142 820,7	-295 397,9	-305 742,5	-369 287,5	-402 991,4	-438 749,9	-375 056,8	-350 849,0
* Services financiers	6 898,3	11 911,7	-1 813,5	10 716,2	6 586,9	-42 022,3	-26 427,4	-970,5	-27 258,3	-32 540,4
* Frais pour usage de la propriété intellectuelle non compris ailleurs	26 795,3	68 682,6	59 883,8	0,0	0,0	0,0	-18 669,3	-9 933,6	0,0	0,0
* Services de télécommunications, d'informatique et d'information	31 656,7	56 106,2	47 586,4	60 239,1	67 272,0	38 135,6	-29 896,8	-49 348,1	-11 909,4	4 579,6
* Autres services aux entreprises	-134 251,5	-160 304,8	-197 885,6	-344 612,8	-413 394,3	-302 941,0	-181 838,2	-200 857,2	-261 527,1	-203 922,9
* Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-514,3	-586,0	-7 761,5	-634,1	-1 414,3	-5 019,4	-2 142,9	-2 536,9	-2 182,3	-2 519,2
* Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs	-18 441,0	75 001,9	2 316,0	-61 416,7	144 591,3	-298 821,8	-144 442,7	-263 287,5	-207 305,2	-223 801,6
<b>Revenus primaires</b>	<b>-341 764,7</b>	<b>-515 142,1</b>	<b>-628 179,6</b>	<b>-947 737,3</b>	<b>-1 009 453,8</b>	<b>-963 066,3</b>	<b>-2 648 501,9</b>	<b>-557 958,6</b>	<b>-1 000 538,2</b>	<b>-751 508,1</b>
Rémunération des salariés	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-94 543,2	-67 239,7	-265 287,4	-12 648,9
Revenus de placements	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 553 958,8	-490 718,9	-735 250,8	-738 859,2
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Revenus secondaires (transferts courants)</b>	<b>445 298,1</b>	<b>558 804,0</b>	<b>1 129 883,2</b>	<b>763 387,7</b>	<b>1 297 238,7</b>	<b>1 622 517,8</b>	<b>1 164 035,2</b>	<b>1 880 928,2</b>	<b>1 763 892,2</b>	<b>1 336 840,0</b>
Administration publiques (Transferts publics)	382 651,6	583 638,0	1 056 383,7	628 524,6	1 076 664,9	1 411 787,2	994 698,5	1 530 816,6	1 206 557,6	1 190 615,9
Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM <sup>(a)</sup> (Transferts privés)	62 646,5	-24 834,0	73 499,5	134 863,1	220 573,8	210 730,5	169 336,7	350 111,6	557 334,6	146 224,1

## Suite du tableau III.32

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(1)</sup>
Ajustement pour variation des droits à la pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>II. COMPTE DE CAPITAL</b>										
<b>CREBIT</b>	<b>28 300,4</b>	<b>95 679,4</b>	<b>325 680,7</b>	<b>302 191,8</b>	<b>1 140 566,0</b>	<b>593 105,0</b>	<b>190 012,8</b>	<b>528 241,4</b>	<b>283 856,4</b>	<b>939,5</b>
Cessions brutes d'actifs non financiers non produits	1 128,6	0,0	2 324,6	0,0	367,8	55,9	64 108,7	631,2	163 816,9	0,0
Transferts en capital	27 171,8	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	527 610,1	120 039,5	939,5
* Administration publiques (Transferts publics)	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	120 039,5	816,9
* Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	848,7	29 997,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	46 453,7	0,0	122,6
<b>DEBIT</b>	<b>29 095,9</b>	<b>33 945,8</b>	<b>209 554,7</b>	<b>447 698,6</b>	<b>283 056,4</b>	<b>145 945,3</b>	<b>12 761,0</b>	<b>231 667,3</b>	<b>50 351,1</b>	<b>48 469,7</b>
Acquisitions brutes d'actifs non financiers non produits	15,5	346,3	222,9	1 050,8	43 223,3	6 743,4	3 135,3	9 161,9	584,9	689,3
Transferts en capital	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4
* Administration publiques (Transferts publics)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
* Sociétés financières et non financières, ménages et ISBLSM	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	222 505,3	49 766,2	47 780,4
<b>SOLDE</b>	<b>-795,5</b>	<b>61 733,6</b>	<b>116 125,9</b>	<b>-145 506,8</b>	<b>857 509,6</b>	<b>447 159,7</b>	<b>177 251,8</b>	<b>296 574,1</b>	<b>233 505,3</b>	<b>-47 530,2</b>
<b>III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>-70 082,3</b>	<b>-527 296,5</b>	<b>-789 489,9</b>	<b>-1 995 411,3</b>	<b>-319 918,0</b>	<b>-711 557,6</b>	<b>-2 681 638,2</b>	<b>-1 296 418,1</b>	<b>-1 140 433,6</b>	<b>-1 395 423,7</b>
<b>IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)</b>	<b>-111 546,6</b>	<b>-518 328,9</b>	<b>-988 689,6</b>	<b>-1 844 928,2</b>	<b>-292 252,9</b>	<b>-684 171,6</b>	<b>-2 698 216,2</b>	<b>-1 309 216,2</b>	<b>-1 399 069,7</b>	<b>-1 152 984,1</b>
<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>1 388 692,7</b>	<b>1 319 100,0</b>	<b>1 071 397,9</b>	<b>2 847 759,4</b>	<b>2 919 536,8</b>	<b>4 888 353,5</b>	<b>1 194 095,0</b>	<b>1 306 954,4</b>	<b>1 513 090,4</b>	<b>611 420,7</b>
Investissements directs	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7	470 196,7	275 139,7
Investissements de portefeuille	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3	87 179,8	16 134,6
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	573 928,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7	1 186 574,2	518 903,7
Avoirs de réserves	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	57 110,2	107 503,7	-230 860,2	-198 757,4
<b>Accroissement net du passif</b>	<b>1 500 239,3</b>	<b>1 837 428,9</b>	<b>2 060 087,5</b>	<b>4 692 687,6</b>	<b>3 211 789,7</b>	<b>5 572 525,1</b>	<b>3 892 311,2</b>	<b>2 616 170,6</b>	<b>2 912 160,1</b>	<b>1 764 404,8</b>
Investissements directs	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 705 352,3	1 549 635,9	1 217 120,4
Investissements de portefeuille	0,0	56,1	0,0	271,8	2 666,4	0,0	0,0	0,0	0,0	15,8
Autres investissements	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	910 818,3	1 362 524,2	547 268,5
<b>VI. ERREURS ET OMISSIONS NETTES<sup>(2)</sup></b>	<b>-41 464,2</b>	<b>8 967,6</b>	<b>-199 199,7</b>	<b>150 483,1</b>	<b>27 665,1</b>	<b>27 386,0</b>	<b>-16 578,1</b>	<b>-12 798,1</b>	<b>-258 636,1</b>	<b>242 439,6</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) ISBLSM : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages.

(2) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

**Tableau III.33 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit**  
(en millions de USD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>5 924,8</b>	<b>6 623,9</b>	<b>4 240,1</b>	<b>8 335,2</b>	<b>9 335,2</b>	<b>8 622,4</b>	<b>11 261,4</b>	<b>11 766,4</b>	<b>10 083,8</b>	<b>9 733,7</b>
Cuivre	2 039,9	2 458,1	1 648,7	3 107,0	4 103,3	4 530,7	7 938,4	7 531,0	5 762,0	5 609,6
Cobalt	2 310,3	2 540,9	1 710,3	3 793,5	3 692,7	2 660,5	1 963,7	2 302,2	2 484,6	2 071,2
Zinc	110,8	24,9	31,3	20,4	41,5	20,5	23,0	26,8	24,7	26,9
Diamant	827,5	674,5	233,7	310,5	364,6	293,2	207,3	228,3	254,2	255,9
Plomb	-	-	-	-	-	-	-	1,6	1,2	0,2
Or	4,0	6,9	6,1	5,9	10,1	102,9	184,6	816,2	1 072,3	1 322,5
Cassitérite	17,8	136,2	113,5	134,4	134,5	61,2	69,5	0,0	0,0	64,1
Pétrole brut	612,2	772,2	486,5	655,9	983,1	946,4	866,8	770,4	403,0	335,4
Autres	2,2	10,1	10,1	307,6	5,4	6,9	8,1	89,9	81,7	47,8
<b>Produits agricoles</b>	<b>164,3</b>	<b>178,4</b>	<b>77,3</b>	<b>111,0</b>	<b>105,8</b>	<b>91,5</b>	<b>234,9</b>	<b>547,5</b>	<b>196,7</b>	<b>242,0</b>
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	64,5	89,0	37,3	46,7	31,4	18,5	51,1	246,2	31,0	43,6
Thé	0,0	0,0	-	-	-	-	-	0,1	0,3	0,1
Cacao	2,1	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	7,3	17,4	43,7	47,1
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	17,0	16,3	-	-	9,0	4,7	87,9	238,2	0,5	2,5
Bois	80,7	73,0	40,0	64,3	65,2	66,8	85,4	45,6	102,6	136,1
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	8,3	7,5
Autres	-	0,03	-	0,0	-	1,4	3,2	-	10,4	5,1
<b>Produits industriels</b>	<b>58,9</b>	<b>67,5</b>	<b>34,0</b>	<b>31,7</b>	<b>31,0</b>	<b>29,5</b>	<b>116,6</b>	<b>7,3</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>
Ciment	13,8	12,3	15,7	13,4	12,6	8,2	7,4	4,9	0,3	-
Produits chimiques	0,8	0,8	0,8	-	-	-	0,0	-	-	-
Sucre de canne	7,8	7,8	7,8	-	-	-	-	-	-	-
Divers	36,5	46,6	9,7	18,4	18,4	21,3	109,2	2,4	4,0	4,3
<b>Total</b>	<b>6 147,9</b>	<b>6 869,8</b>	<b>4 351,4</b>	<b>8 477,9</b>	<b>9 471,9</b>	<b>8 743,4</b>	<b>11 613,0</b>	<b>12 321,2</b>	<b>10 284,8</b>	<b>9 979,9</b>

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

**Tableau III.33 bis Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>
<b>Produits miniers et hydrocarbures</b>	<b>3 061 196,8</b>	<b>3 716 786,8</b>	<b>3 434 884,1</b>	<b>7 550 445,5</b>	<b>8 583 093,7</b>	<b>7 927 148,0</b>	<b>10 356 797,7</b>	<b>10 886 538,1</b>	<b>9 337 406,6</b>	<b>9 833 979,8</b>
Cuivre	1 053 966,4	1 379 307,9	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	5 335 532,4	5 667 398,3
Cobalt	1 193 656,8	1 425 733,5	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	2 300 722,8	2 092 495,2
Zinc	57 263,5	13 961,0	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4	22 867,6	27 215,1
Diamant	427 569,8	378 484,0	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3	235 372,3	258 581,9
Plomb	-	-	-	-	-	-	-	1 493,1	1 134,1	175,2
Or	2 079,3	3 866,1	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9	992 924,0	1 336 175,3
Cassitérite	9 208,1	76 447,7	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0	5,9	64 795,6
Pétrole brut	316 315,7	433 325,7	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6	373 169,1	338 853,5
Autres	1 137,2	5 660,9	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4	75 678,2	48 289,7
<b>Produits agricoles</b>	<b>84 878,8</b>	<b>100 131,5</b>	<b>62 609,4</b>	<b>100 548,6</b>	<b>97 256,1</b>	<b>84 066,8</b>	<b>216 055,0</b>	<b>506 598,7</b>	<b>182 142,6</b>	<b>244 454,2</b>
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	33 310,4	49 917,9	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3	28 679,5	44 050,3
Thé	0,4	0,5	-	-	-	-	-	102,0	246,7	116,5
Cacao	1 080,2	120,0	24,3	37,5	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4	40 504,8	47 545,8
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	8 797,6	9 132,5	-	-	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5	433,8	2 528,9
Bois	41 690,1	40 941,5	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 431,2	78 532,7	42 145,4	94 972,1	137 533,1
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	7 643,6	7 540,1
Autres	-	19,08	-	18,12	-	1 253,2	2 942,9	-	9 662,0	5 139,6
<b>Produits industriels</b>	<b>30 424,0</b>	<b>37 860,2</b>	<b>27 535,2</b>	<b>28 718,4</b>	<b>28 498,9</b>	<b>27 106,8</b>	<b>107 254,3</b>	<b>6 761,2</b>	<b>3 996,5</b>	<b>4 294,0</b>
Ciment	7 110,6	6 889,7	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5	323,1	-
Produits chimiques	436,8	474,3	684,8	-	-	-	0,0	-	-	-
Sucre de canne	4 014,6	4 359,9	6 294,5	-	-	-	-	-	-	-
Divers	18 862,1	26 136,2	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	100 440,2	2 198,6	3 673,4	4 294,0
<b>Total</b>	<b>3 176 499,5</b>	<b>3 854 778,4</b>	<b>3 525 028,7</b>	<b>7 679 712,6</b>	<b>8 708 848,8</b>	<b>8 038 321,5</b>	<b>10 680 107,0</b>	<b>11 399 897,9</b>	<b>9 523 545,7</b>	<b>10 082 728,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

**Tableau III.34 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres <sup>(1)</sup>**

(en millions de USD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(e)</sup>
<b>A. Biens de consommation</b>	<b>1 307,5</b>	<b>1 450,6</b>	<b>1 303,9</b>	<b>1 342,4</b>	<b>2 024,0</b>	<b>1 871,5</b>	<b>2 452,9</b>	<b>3 758,8</b>	<b>2 811,9</b>	<b>2 714,4</b>
Alimentation, boissons, tabacs	779,3	864,6	777,1	800,1	1 174,5	1 100,8	1 436,6	2 197,8	1 647,8	1 614,1
Textiles, habillement	32,7	36,3	32,6	33,6	56,3	145,5	151,6	209,2	146,4	149,2
Autres biens non durables	150,4	166,8	149,9	154,4	258,9	305,4	372,7	554,8	404,3	391,7
Biens de consommation durables	345,2	383,0	344,2	354,4	534,3	319,8	492,0	797,0	613,4	559,5
<b>B. Energie</b>	<b>640,0</b>	<b>1 094,2</b>	<b>678,9</b>	<b>755,1</b>	<b>1 016,9</b>	<b>2 929,8</b>	<b>1 896,3</b>	<b>1 081,1</b>	<b>632,0</b>	<b>552,2</b>
Matières brutes	1,3	2,2	1,4	1,5	2,0	789,6	405,9	221,6	116,9	113,9
Matières élaborées	638,7	1 092,0	677,6	753,6	1 014,8	2 140,3	1 490,4	859,5	515,1	438,3
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	<b>170,5</b>	<b>306,8</b>	<b>203,4</b>	<b>235,3</b>	<b>360,8</b>	<b>775,4</b>	<b>582,0</b>	<b>411,3</b>	<b>305,8</b>	<b>286,6</b>
Destinés à l'alimentation	79,8	143,6	95,2	110,1	168,6	379,4	281,7	198,6	147,2	141,9
Destinés à l'agriculture	3,9	7,1	4,7	5,4	8,6	9,3	8,7	6,4	5,0	4,5
Textiles, cuirs, caoutchouc	19,6	35,3	23,4	27,1	36,5	14,0	22,1	17,4	15,1	12,3
Produits chimiques, colorants	39,1	70,3	46,6	53,9	67,9	173,4	125,2	87,8	65,7	63,0
Matériaux de construction	8,5	15,3	10,2	11,8	40,2	98,3	71,6	50,3	35,2	30,5
Minerais et produits métalliques	12,8	23,0	15,3	17,6	26,2	43,2	34,8	24,9	19,0	17,8
Autres	6,8	12,3	8,1	9,4	12,8	57,9	38,0	26,0	18,6	16,7
<b>D. Biens d'équipement</b>	<b>3 139,2</b>	<b>3 874,3</b>	<b>2 762,8</b>	<b>5 709,7</b>	<b>5 513,9</b>	<b>3 100,4</b>	<b>5 877,2</b>	<b>7 455,1</b>	<b>6 824,9</b>	<b>6 655,2</b>
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	282,5	348,7	248,6	513,9	494,0	568,9	873,4	995,1	850,2	888,8
Véhicules routiers non domestiques	1 644,9	2 030,1	1 447,7	2 991,9	1 847,3	135,6	893,0	1 482,8	1 814,0	1 435,3
Autres matériels de transport	116,1	143,3	102,2	211,3	130,4	80,6	147,7	184,6	186,2	169,5
Machines pour industries spécialisées	106,7	131,7	93,9	194,1	1 931,5	249,0	1 061,5	1 670,9	1 260,3	1 305,3
Autres	988,8	1 220,4	870,3	1 798,6	1 110,5	2 066,3	2 901,6	3 121,7	2 714,2	2 856,4
<b>Total</b>	<b>5 257,2</b>	<b>6 725,8</b>	<b>4 949,0</b>	<b>8 042,5</b>	<b>8 915,6</b>	<b>8 677,2</b>	<b>10 808,4</b>	<b>12 706,3</b>	<b>10 574,6</b>	<b>10 208,4</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.



**Tableau III.34 bis Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres <sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(e)</sup>
<b>A. Biens de consommation</b>	675 557,8	813 960,4	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 477 772,8	2 603 773,5	2 742 407,4
Alimentation. boissons. tabacs	402 632,5	485 120,4	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	2 033 447,9	1 525 872,2	1 630 747,9
Textiles. habillement	16 888,9	20 349,0	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	139 421,9	193 574,6	135 567,1	150 707,4
Autres biens non durables	77 689,2	93 605,4	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	342 761,7	513 322,4	374 366,7	395 708,3
Biens de consommation durables	178 347,3	214 885,5	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	452 476,4	737 427,8	567 967,4	565 243,8
<b>B. Energie</b>	330 681,0	613 956,5	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	1 000 258,6	585 242,1	557 842,2
Matières brutes	661,4	1 227,9	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	373 286,8	204 998,4	108 263,7	115 043,7
Matières élaborées	330 019,6	612 728,6	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	795 260,2	476 978,4	442 798,5
<b>C. Matières premières et semi-produits</b>	88 108,6	172 161,9	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	535 252,8	380 543,9	283 163,4	289 599,2
Destinés à l'alimentation	41 234,8	80 571,8	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	259 054,4	183 744,1	136 306,0	143 315,4
Destinés à l'agriculture	2 026,5	3 959,7	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 887,7	4 593,1	4 562,2
Textiles. cuirs. caoutchouc	10 132,5	19 798,6	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	20 317,2	16 076,9	14 012,6	12 470,8
Produits chimiques. colorants	20 176,9	39 425,1	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	115 172,3	81 190,6	60 854,9	63 613,1
Matériaux de construction	4 405,4	8 608,1	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	65 869,5	46 532,2	32 588,3	30 832,1
Minerais et produits métalliques	6 608,1	12 912,1	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	31 976,3	23 064,2	17 567,6	17 968,0
Autres	3 524,3	6 886,5	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	34 907,0	24 048,3	17 240,9	16 837,6
<b>D. Biens d'équipement</b>	1 621 939,0	2 173 919,8	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 897 624,7	6 319 750,4	6 723 774,1
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	145 974,5	195 652,8	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	803 254,1	920 655,7	787 281,7	897 929,2
Véhicules routiers non domestiques	849 896,0	1 139 133,9	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 371 968,7	1 679 699,5	1 450 055,1
Autres matériels de transport	60 011,7	80 435,0	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	135 853,0	170 753,2	172 435,6	171 247,4
Machines pour industries spécialisées	55 145,9	73 913,3	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 545 999,6	1 167 025,2	1 318 722,4
Autres	510 910,8	684 784,7	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 888 247,5	2 513 308,5	2 885 819,9
<b>Total</b>	<b>2 716 286,4</b>	<b>3 773 998,6</b>	<b>3 991 167,0</b>	<b>7 285 305,1</b>	<b>8 197 364,0</b>	<b>7 977 523,0</b>	<b>9 940 207,4</b>	<b>11 756 200,0</b>	<b>9 791 929,3</b>	<b>10 313 622,8</b>
Taux de change moyen USD/CDF	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

**Tableau III.35 Dette extérieure**  
(en millions de USD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 <sup>(r)</sup>	2015	2016 <sup>(r)</sup>
<b>Stock</b>	<b>10 973,2</b>	<b>10 878,8</b>	<b>12 467,7</b>	<b>4 783,4</b>	<b>4 652,2</b>	<b>4 939,7</b>	<b>5 203,9</b>	<b>4 923,3</b>	<b>4 796,8</b>	<b>4 542,2</b>
* F.M.I.	867,2	653,4	1 602,4	321,5	476,4	476,0	474,5	447,6	390,4	301,5
* Club de Paris	5 856,4	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	354,9	292,3	196,2	109,4	52,2
* Club de Kinshasa	586,3	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 099,6	1 274,6	1 248,2
* Club de Londres	41,4	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8	18,0	18,0	18,0
* Institutions multilatérales	3 446,2	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0
* Autres <sup>(1)</sup>	175,8	169,7	163,7	5,9	6,0	5,4	1 270,7	1 270,4	1 273,5	1 310,3
<b>Encours</b>	<b>10 606,2</b>	<b>10 383,9</b>	<b>10 764,7</b>	<b>4 197,4</b>	<b>4 089,7</b>	<b>4 455,0</b>	<b>4 694,7</b>	<b>4 474,2</b>	<b>4 287,1</b>	<b>4 022,6</b>
* F.M.I.	867,2	653,4	796,9	321,5	476,4	476,4	474,5	447,6	390,4	301,5
* Club de Paris	5 650,1	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	354,8	292,3	196,2	109,4	42,5
* Club de Kinshasa	439,9	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	719,9	735,7	849,9	823,5
* Club de Londres	28,6	28,6	28,6	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	3 444,6	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 891,5	1 730,9	1 612,0
* Autres <sup>(1)</sup>	175,8	164,9	158,8	5,91	6,0	5,4	1 198,2	1 203,3	1 206,4	1 243,2
<b>Service de la dette</b>										
- Service dû	<b>675,3</b>	<b>1 751,9</b>	<b>2 538,1</b>	<b>192,6</b>	<b>168,0</b>	<b>172,9</b>	<b>191,5</b>	<b>189,0</b>	<b>180,4</b>	<b>157,6</b>
* F.M.I.	70,3	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0	-	-	-	-
* Club de Paris	206,3	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7	75,5	72,0	55,9
* Club de Kinshasa	201,3	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1	33,8	32,1	31,4
* Club de Londres	12,8	41,4	41,4	-	-	-	-	1,0	2,0	2,0
* Institutions multilatérales	28,1	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7	78,8	74,3	68,3
* Autres	156,5	169,7	171,4	-	-	-	-	-	-	-
- Service effectué	<b>163,0</b>	<b>378,7</b>	<b>208,0</b>	<b>158,9</b>	<b>184,1</b>	<b>172,9</b>	<b>191,5</b>	<b>209,4</b>	<b>220,5</b>	<b>259,9</b>
* F.M.I.	70,3	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0	-	0,7	38,8	78,5
* Club de Paris	-	-	-	33,5	3,3	12,8	43,7	74,9	69,4	57,9
* Club de Kinshasa	54,9	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1	31,0	29,5	37,6
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	26,5	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7	102,7	82,9	85,9
* Autres	11,4	-	6,9	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés <sup>(r)</sup>	<b>512,2</b>	<b>1 373,2</b>	<b>2 330,1</b>	<b>33,7</b>	<b>-16,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-20,3</b>	<b>-40,1</b>	<b>-102,3</b>
* F.M.I.	-	10,9	22,6	13,1	-1,0	-	-	-0,7	-38,8	-78,5
* Club de Paris	206,3	807,2	1 736,2	0,0	1,2	-	-	0,5	2,7	-2,0
* Club de Kinshasa	146,4	345,5	388,0	14,0	-16,3	-	-	2,8	2,6	-6,2
* Club de Londres	12,8	41,4	41,4	-	-	-	-	1,0	2,0	2,0
* Institutions multilatérales	1,6	-1,6	-22,6	6,7	-0,1	-	-	-23,9	-8,6	-17,6
* Autres	145,2	169,7	164,5	-	-	-	-	-	-	-

Sources : DGDG et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2013, il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

(\*) (-) : paiements anticipatifs, (+) : arriérés des paiements.

(r) Chiffres rectifiés.

**Tableau III.36 Dette extérieure**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 <sup>(1)</sup>	2015	2016 <sup>(2)</sup>
<b>Stock</b>	<b>5 519 366,0</b>	<b>6 955 046,5</b>	<b>11 254 040,2</b>	<b>4 377 457,9</b>	<b>4 237 321,0</b>	<b>4 520 651,9</b>	<b>4 816 208,1</b>	<b>4 551 588,9</b>	<b>4 445 484,8</b>	<b>5 519 527,3</b>
* F.M.I.	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	439 114,3	413 791,7	361 844,4	366 387,1
* Club de Paris	2 945 687,2	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	324 795,5	270 478,3	181 351,7	101 396,9	63 419,9
* Club de Kinshasa	294 875,5	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	1 626 064,1	995 591,7	1 016 599,3	1 181 221,1	1 516 792,5
* Club de Londres	20 823,6	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1	74 780,7	16 641,2	16 681,7	21 873,1
* Institutions multilatérales	1 733 390,4	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 055 226,1	1 860 206,1	1 748 718,0	1 604 101,9	1 958 799,9
* Autres <sup>(1)</sup>	88 399,8	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 176 037,0	1 174 487,0	1 180 238,8	1 592 254,8
<b>Encours</b>	<b>5 334 750,0</b>	<b>6 638 631,7</b>	<b>9 716 869,5</b>	<b>3 841 182,9</b>	<b>3 725 011,6</b>	<b>4 077 121,6</b>	<b>4 344 951,1</b>	<b>4 140 886,9</b>	<b>3 973 068,6</b>	<b>4 888 122,9</b>
* F.M.I.	436 189,5	417 713,9	719 356,3	294 241,6	433 878,6	435 989,2	439 114,3	414 236,8	360 965,3	279 427,6
* Club de Paris	2 841 921,2	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	324 713,1	270 478,3	181 546,7	101 150,5	39 350,3
* Club de Kinshasa	221 263,5	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	1 256 232,9	666 223,6	680 865,0	785 767,9	763 140,9
* Club de Londres	14 370,3	18 265,4	25 788,9	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	1 732 585,6	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	2 055 226,1	1 860 206,1	1 750 598,7	1 600 204,9	1 493 891,6
* Autres <sup>(1)</sup>	88 419,9	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 108 928,8	1 113 639,6	1 115 327,7	1 152 148,7
<b>Service de la dette</b>										
- <b>Service dû</b>	<b>339 666,4</b>	<b>1 120 023,9</b>	<b>2 291 064,7</b>	<b>176 260,2</b>	<b>152 984,2</b>	<b>158 233,7</b>	<b>177 224,6</b>	<b>174 741,4</b>	<b>167 187,6</b>	<b>191 535,7</b>
* F.M.I.	35 359,9	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	906,0	-	0,0	0,0	0,0
* Club de Paris	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 695,9	40 481,5	69 772,7	66 745,3	67 940,4
* Club de Kinshasa	101 251,1	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 726,8	52 827,7	31 220,7	29 749,0	38 144,3
* Club de Londres	6 438,2	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	924,5	1 853,5	2 430,3
* Institutions multilatérales	14 133,9	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 905,0	83 915,4	72 823,6	68 839,8	83 020,7
* Autres	78 717,3	108 510,0	154 686,3	-	-	-	-	-	-	-
- <b>Service effectué</b>	<b>81 986,7</b>	<b>242 110,5</b>	<b>187 796,3</b>	<b>145 385,9</b>	<b>167 700,3</b>	<b>158 233,7</b>	<b>177 224,6</b>	<b>193 551,9</b>	<b>204 387,8</b>	<b>315 860,2</b>
* F.M.I.	35 334,8	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	906,0	-	670,7	35 958,3	95 379,0
* Club de Paris	-	-	-	30 687,0	3 005,7	11 695,9	40 481,5	69 270,3	64 270,8	70 407,2
* Club de Kinshasa	27 613,9	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 726,8	52 827,7	28 668,4	27 339,4	45 702,7
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	13 329,1	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 905,0	83 915,4	94 942,5	76 819,2	104 371,3
* Autres	5 708,9	-	6 191,4	-	-	-	-	-	-	-
- <b>Arriérés</b>	<b>257 679,7</b>	<b>877 913,4</b>	<b>2 103 268,4</b>	<b>30 874,3</b>	<b>-14 716,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-18 810,4</b>	<b>-37 200,2</b>	<b>-124 324,5</b>
* F.M.I.	-	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	-	-	-670,7	-35 958,3	-95 379,0
* Club de Paris	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	-	-	502,4	2 474,5	-2 466,8
* Club de Kinshasa	73 637,2	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	-	-	2 552,3	2 409,6	-7 558,4
* Club de Londres	6 413,1	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	924,5	1 853,5	2 430,3
* Institutions multilatérales	804,8	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	-	-	-22 118,9	-7 979,4	-21 350,6
* Autres	73 008,4	108 510,0	148 494,9	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	503,0	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2	925,5	924,5	926,8	1 215,2

Sources : D GDP et Banque Centrale du Congo.

**Tableau III.37 Provenance des donations extérieures d'origine publique (1)***(en millions de USD)*

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(2)</sup>
<b>A. Donations Multilatérales</b>	<b>791,4</b>	<b>768,2</b>	<b>939,4</b>	<b>752,0</b>	<b>939,0</b>	<b>941,8</b>	<b>930,3</b>	<b>1 253,4</b>	<b>782,0</b>	<b>910,8</b>
- Nations Unies	288,6	225,7	144,0	108,7	40,7	174,9	125,5	153,8	69,1	106,9
- Commission Européenne	206,0	221,4	204,6	215,9	313,3	241,6	183,3	129,3	176,7	152,1
- Banque mondiale	183,7	243,8	358,1	290,2	443,5	411,6	542,1	807,4	418,9	500,3
- BAD	77,4	33,1	206,4	110,6	77,3	91,6	79,3	162,9	116,2	113,0
- ACBF <sup>(2)</sup>	0,4	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI <sup>(3)</sup>	35,3	44,1	26,4	26,7	64,1	22,1	-	-	-	38,6
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-
<b>B. Donations Bilatérales</b>	<b>853,4</b>	<b>804,8</b>	<b>724,7</b>	<b>988,2</b>	<b>781,6</b>	<b>1 151,0</b>	<b>654,1</b>	<b>540,3</b>	<b>607,8</b>	<b>381,8</b>
- Belgique	211,6	183,7	171,7	176,0	157,4	133,7	67,4	36,9	79,9	14,0
- France	28,3	18,3	43,6	28,6	20,4	-	-	35,4	45,1	-
- Allemagne	25,9	20,4	51,0	44,0	1,4	170,2	10,3	-	1,9	21,0
- Italie	5,5	20,7	-	5,7	-	-	-	-	1,0	-
- Finlande	6,4	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	44,9	31,8	49,9	27,9	34,2	35,9	42,5	34,9	-	11,1
- Japon	22,4	59,8	53,0	134,1	36,7	90,7	-	-	-	16,9
- Pays-Bas	99,7	65,8	73,4	57,2	56,2	22,8	73,7	2,3	-	-
- Espagne	19,0	31,6	6,7	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	35,0	41,0	20,1	23,2	78,1	88,9	36,1	30,6	19,4	41,5
- Suisse	5,2	4,7	0,0	-	-	-	-	-	20,9	-
- Royaume-Uni	238,2	143,4	103,9	362,5	219,4	204,1	229,8	304,8	205,3	167,0
- USA	11,7	147,8	78,2	85,4	128,6	208,8	181,1	-	185,2	110,2
- Chine	47,5	8,9	65,7	18,6	36,7	134,2	13,0	88,5	49,0	-
- Inde	0,9	13,7	7,5	25,0	12,5	61,7	-	-	-	-
- Afrique du Sud	39,3	4,1	-	-	-	0,0	0,1	-	-	-
- Autres	11,9	8,9	-	-	-	-	-	6,9	-	-
<b>C. ONG</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>1 644,8</b>	<b>1 573,0</b>	<b>1 664,1</b>	<b>1 740,1</b>	<b>1 720,6</b>	<b>2 092,9</b>	<b>1 584,4</b>	<b>1 793,7</b>	<b>1 389,8</b>	<b>1 292,6</b>

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2001-2006).

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi.

Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan,

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

**Tableau III.37bis Provenance des donations extérieures d'origine publique <sup>(1)</sup>**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>A, Donations Multilatérales</b>	<b>408 894,6</b>	<b>431 025,6</b>	<b>757 589,4</b>	<b>681 173,2</b>	<b>863 360,8</b>	<b>865 867,6</b>	<b>855 527,1</b>	<b>1 159 686,0</b>	<b>724 133,6</b>	<b>920 176,1</b>
- Nations Unies	149 089,1	126 660,9	116 098,1	98 433,4	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4	64 027,4	107 973,1
- Commission Européenne	106 446,5	124 217,0	165 002,9	195 549,2	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3	163 649,9	153 682,5
- Banque mondiale	94 893,4	136 823,1	288 809,3	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6	387 921,0	505 445,1
- BAD	39 996,6	18 560,9	166 413,7	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7	107 609,4	114 124,9
- ACBF <sup>(2)</sup>	213,3	35,2	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pooled Fund/ GAVI <sup>(3)</sup>	18 255,7	24 728,6	21 265,4	24 142,5	58 945,0	20 334,7	-	-	-	38 950,5
- Banque Arabe pour le Développement Economique	-	-	-	-	-	-	-	-	926,0	-
<b>B, Donations Bilatérales</b>	<b>440 944,1</b>	<b>451 606,7</b>	<b>584 464,1</b>	<b>895 129,3</b>	<b>718 598,8</b>	<b>1 058 223,0</b>	<b>601 571,2</b>	<b>499 904,4</b>	<b>562 797,0</b>	<b>385 690,9</b>
- Belgique	109 343,9	103 086,0	138 479,9	159 404,4	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5	73 958,0	14 161,6
- France	14 634,3	10 256,9	35 178,4	25 943,3	18 764,3	-	-	32 782,6	41 801,4	-
- Allemagne	13 395,3	11 459,7	41 135,5	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 492,8	-	1 740,7	21 258,7
- Italie	2 866,0	11 632,2	-	5 126,4	-	-	-	-	926,0	-
- Finlande	3 285,5	144,0	-	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	23 205,2	17 815,7	40 271,8	25 283,1	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4	-	11 199,9
- Japon	11 576,7	33 564,0	42 711,3	121 468,6	33 720,4	83 398,9	-	-	-	17 101,7
- Pays-Bas	51 505,7	36 940,9	59 173,3	51 818,7	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8	-	-
- Espagne	9 808,3	17 739,8	5 397,3	-	-	-	-	-	-	-
- Suède	18 083,7	23 013,6	16 172,5	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8	17 947,8	41 894,3
- Suisse	2 697,1	2 628,0	25,0	-	-	-	-	-	19 353,1	-
- Royaume-Uni	123 085,3	80 461,1	83 825,8	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1	190 135,0	168 759,1
- USA	6 022,4	82 910,7	63 092,3	77 333,3	118 226,3	191 997,9	166 557,8	-	171 517,9	111 315,6
- Chine	24 550,0	4 987,0	52 974,1	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9	45 417,1	-
- Inde	474,8	7 715,2	6 026,8	22 636,3	11 498,7	56 761,7	-	-	-	-
- Afrique du Sud	20 283,4	2 283,2	-	-	-	32,5	71,7	-	-	-
- Autres	6 126,6	4 968,5	-	-	-	-	-	6 370,2	-	-
<b>C, ONG</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>849 838,7</b>	<b>882 632,3</b>	<b>1 342 053,5</b>	<b>1 576 302,5</b>	<b>1 581 959,6</b>	<b>1 924 090,6</b>	<b>1 457 098,3</b>	<b>1 659 590,4</b>	<b>1 286 930,7</b>	<b>1 305 867,0</b>
Taux de change moyen USD/CDF	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	926,0	1 010,3

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2001-2006).

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi.  
Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.



## TITRE IV

# MONNAIE ET CREDIT



*Immeuble de la Banque Centrale du Congo.*



L'année 2016 a été marquée par une forte accélération de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie nationale, consécutivement aux chocs externe, dû au comportement des cours des matières premières sur le marché international, et interne, résultant des injections de la liquidité induites par le déficit des opérations financières de l'Etat. En conséquence, le secteur monétaire a été marqué par le durcissement de la politique monétaire dans un contexte de ralentissement des activités bancaires. A cet effet, les coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises et le taux directeur ont été relevés.

Par ailleurs, il a été décidé la stérilisation intégrale des dépôts en monnaie nationale de l'Administration publique centrale en les livres des banques commerciales. Toutefois, la liquidité bancaire s'est accrue au-delà du niveau programmé, suite au financement monétaire du déficit public.

## CHAPITRE I

### POLITIQUE MONETAIRE

La conduite de la politique monétaire au cours de l'année 2016 a été orientée dans le sens du durcissement. La Banque Centrale a procédé à la hausse de son principal taux directeur tout comme à la majoration des coefficients de réserve obligatoire.

Ce durcissement de la politique monétaire a été justifié par l'accélération de l'inflation induite par la dépréciation du franc congolais, dans le contexte d'une économie fortement dollarisée.

#### I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2016, le cadre opérationnel de la politique monétaire est demeuré inchangé. En effet, la Banque Centrale du Congo a conduit sa politique monétaire via le recours à ses instruments classiques que sont le taux directeur, la réserve obligatoire et l'émission du Bon BCC. Il sied de préciser que la portée de la réserve obligatoire a été étendue aux dépôts de l'Administration publique centrale, lesquels sont désormais stérilisés intégralement.

Comme à l'accoutumée, le Comité de Politique Monétaire a servi de cadre de suivi et d'orientation dans la prise des décisions de politique monétaire.

#### I.2. EVALUATION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITE BANCAIRE

A fin 2016, l'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une importante injection de la liquidité alors qu'il était prévu une ponction. En effet, un total de 151,6 milliards de CDF a été fourni à l'économie contre une ponction programmée de 47,4 milliards. Cette injection a été induite principalement par le comportement des facteurs autonomes.

**Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire**

(flux en milliards de CDF)

	1 <sup>er</sup> semestre			2 <sup>ème</sup> semestre			2016		
	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart
<b>Fact. autonomes(hors circulation fiduciaire)</b>	41,9	41	-0,9	13,6	325,6	312	55,5	366,6	311,1
<b>Fact. Institutionnels</b>	95,6	46,7	-48,9	7,2	237,9	230,7	102,9	215,1	112,2
<b>Interaction Fact. aut. et inst.</b>	-53,7	-5,7	48	6,4	87,7	81,3	-47,4	151,5	198,9

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.2.1. Facteurs autonomes de la liquidité

L'injection de la liquidité au travers des facteurs autonomes a été plus importante que prévue, soit 366,6 milliards de CDF contre un niveau programmé de 55,5 milliards. Cette évolution a été, en grande partie, le fait des avoirs intérieurs nets hors Bons BCC, qui ont injecté 923,3 milliards alors que les avoirs extérieurs nets ont opéré un retrait de la liquidité bancaire de 556,7 milliards.

Il sied particulièrement de relever que le dépassement par rapport à la programmation des créances sur les Banques Créatrices de Monnaie en monnaies étrangères est principalement lié à leur réévaluation en francs congolais, consécutivement à la dépréciation de la monnaie nationale.

**Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes de la liquidité**  
(Flux en milliards de CDF)

	1er semestre			2ème semestre			2016		
	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart
<b>Fact autonomes( Hors circ fiduciaire)</b>	<b>41,9</b>	<b>41,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>13,6</b>	<b>325,6</b>	<b>312</b>	<b>55,5</b>	<b>366,7</b>	<b>311,2</b>
<b>AEN</b>	-252,0	-234,4	17,6	-54,2	-322,2	-268,0	-306,1	-556,7	-250,6
<b>AIN</b>	293,9	275,4	-18,5	67,8	647,8	580,0	361,6	923,4	561,8
Crédits intérieurs	227,9	281,4	53,5	72,8	404,8	332,0	300,6	686,4	385,8
CNE	121,1	146,9	25,8	70,0	364,3	294,3	191,1	511,2	320,1
Créances sur BCM(RME)	108,5	126,7	18,2	2,7	49,1	46,4	111,3	175,8	64,5
Créances sur le secteur privé	-1,7	7,8	9,5	0,1	-8,6	-8,7	-1,8	-0,6	1,2
<b>APN hors Bons BCC</b>	<b>66,0</b>	<b>-6,0</b>	<b>-72,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>243,0</b>	<b>248,0</b>	<b>61,0</b>	<b>237,0</b>	<b>176,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Le comportement des facteurs autonomes de la liquidité a révélé que les injections de la liquidité ont été réalisées différemment selon les semestres :

- Au premier semestre, les facteurs autonomes ont injecté de la liquidité quasiment à leur niveau programmé. En effet, l'expansion des AIN à hauteur de 275,5 milliards de CDF a été compensée par la contraction des AEN à concurrence de 234,4 milliards de façon à rétablir la liquidité au niveau programmé. Par ailleurs, l'atténuation de la hausse des AIN au cours de cette période résulte du recul de 6,0 milliards des APN hors Bons BCC, pendant qu'il était prévu leur augmentation pour un import de 66,0 milliards.
- Au second semestre, la réalisation des facteurs autonomes a largement été au-delà du niveau projeté. En effet, l'explosion du crédit net à l'Etat pour 364,3 milliards de CDF et des APN hors bon BCC, largement au-delà des niveaux attendus, ont expliqué le dépassement enregistré de 312,0 milliards dans un contexte d'importante contraction des AEN.

## I.2.2. Réaction de la Politique monétaire

### I.2.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

Contrairement aux facteurs autonomes, les facteurs de politique monétaire ont globalement opéré une ponction de la liquidité bancaire au-delà de leur cible annuelle. En effet, 215,1 milliards de CDF ont été retirés contre un objectif de 102,9 milliards. Ces ponctions ont été réalisées via la réserve obligatoire à hauteur de 197,4 milliards et le refinancement pour 56,2 milliards alors que le Bon BCC a induit une injection de 38,5 milliards.

**Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité**  
(Flux en milliards de CDF)

	1 <sup>er</sup> semestre			2 <sup>ème</sup> semestre			2016		
	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart	Prog	Réal	Ecart
Facteurs institutionnels	95,6	46,8	-48,8	7,2	237,9	230,7	102,8	215,1	112,3
Encours Bon BCC	8,0	3,0	-5,0	15,5	28,0	12,5	23,5	-38,5	-62,0
Réserve Obligatoire	107,2	54,6	-52,6	37,3	142,8	105,5	144,5	197,4	52,9
Encours de Refinancement	19,6	10,8	-8,8	45,6	-67,1	-112,7	65,2	-56,2	-121,4

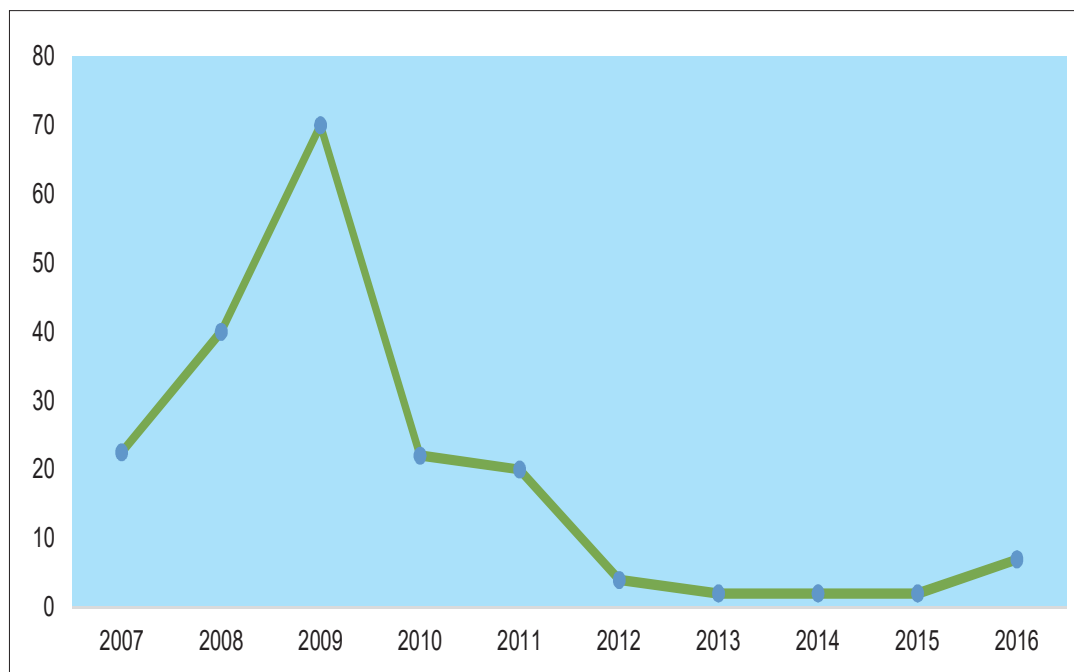
Source : Banque Centrale du Congo

### I.2.2.2. Manipulation des instruments de la politique monétaire

#### a. Taux directeur

Au cours de l'année sous analyse, un relèvement du taux directeur a été noté. Ce dernier est passé de 2,0% à 7,0%, modification intervenue le 30 septembre. Il importe de noter que ce taux était resté inchangé depuis septembre 2013. La hausse ainsi réalisée visait à rendre le taux directeur progressivement positif, en termes réels, en vue d'une plus grande maîtrise de la base monétaire.

**Graphique IV.1 Evolution du taux directeur**  
(en pourcentage)



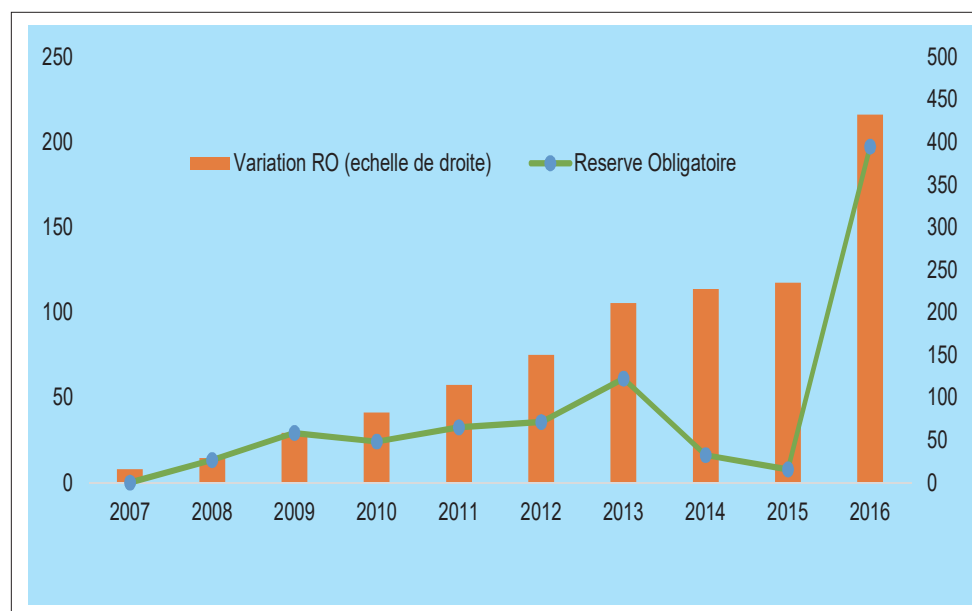
Source : Banque Centrale du Congo.

### **b. Coefficient de la réserve obligatoire**

En 2016, les coefficients de la réserve obligatoire sur les dépôts en devises ont été revus à la hausse. Deux modifications ont été opérées aux mois de février et d'octobre, en vue de contrer tout éventuel dépassement de la liquidité bancaire dans un contexte de fortes tensions sur les marchés.

La première majoration a porté les coefficients sur les dépôts en devises de 8,0 % à 10,0 % pour les dépôts à vue et de 7,0 % à 9,0 % pour ceux à terme. Cette opération a hissé la ponction via cet instrument à 50,5 milliards de CDF, pour le seul mois de février.

**Graphique IV.2 Evolution de la réserve obligatoire**  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

La seconde hausse, ayant porté les coefficients à 12,0% sur les dépôts à terme et 13,0% sur les dépôts à vue, a occasionné, pour le seul mois de novembre, un accroissement de la stérilisation pour un volume de 60,1 milliards de CDF.

### c. Bon BCC

Les opérations sur le titre Bon BCC se sont soldées par une injection de 38,5 milliards de CDF, portant l'encours à 8,5 milliards.

**Graphique IV.3 Evolution annuelle de l'encours du Bon BCC**  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Deux phases ont marqué l'évolution de l'encours du Bon BCC en 2016 :

- la première, couvrant le premier trimestre, a été marquée par une ponction de liquidité de 36,0 milliards de CDF. Ce retrait a été effectué dans un contexte de surliquidité induite par l'injection de 77,0 milliards de CDF via le Crédit Net à l'Etat ;
- la seconde, à partir du mois d'avril, a été caractérisée par une baisse progressive de l'encours du Bon BCC, traduisant une injection de 74,5 milliards de CDF dans l'économie. Cette baisse a été expliquée par : (i) l'accélération de la dépréciation qui, par ricochet, a accru le niveau de la réserve obligatoire à constituer, induisant la diminution des avoirs excédentaires, (ii) les interventions de la BCC via la vente des devises, avec la réduction subséquente de la liquidité bancaire et (iii) la baisse du rendement réel de ce titre consécutivement à l'accélération de l'inflation et à la dépréciation de la monnaie nationale.

**Graphique IV.4 Variation annuelle de l'encours du Bon BCC**

(en milliards de CDF)



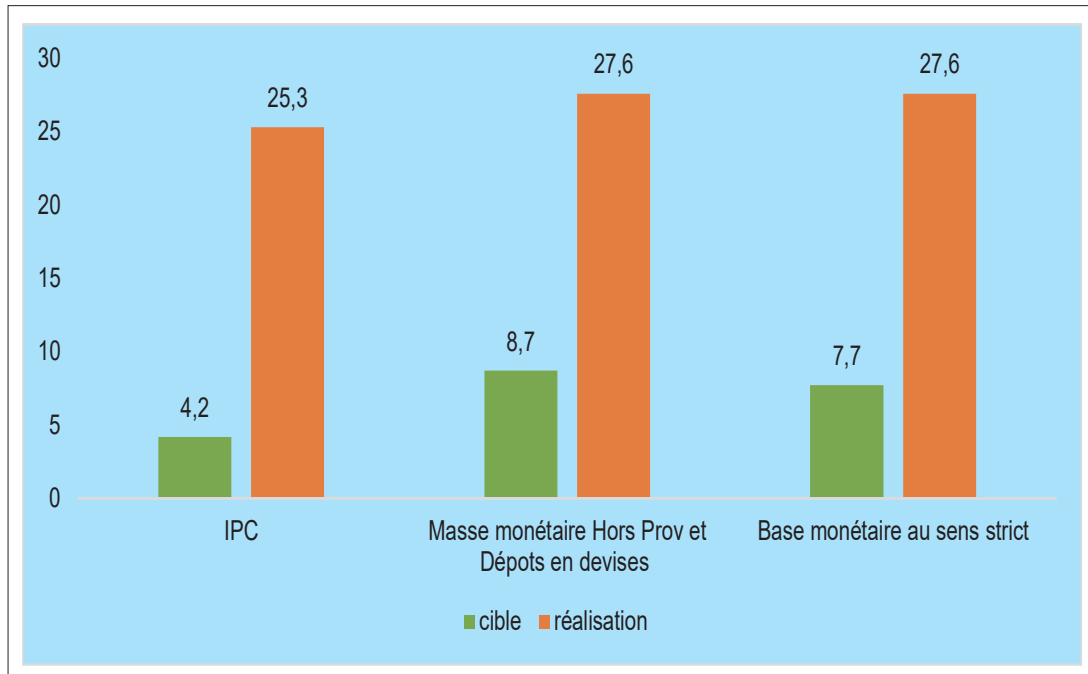
Source : Banque Centrale du Congo.

### I.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2016, aucun objectif de la politique monétaire n'a été atteint. En effet, concernant la stabilité des prix, le taux d'inflation s'est établi à 23,6 % contre un objectif de 4,2 %. L'accélération de l'inflation au cours de l'année sous analyse, est expliquée notamment par le financement monétaire du déficit du Trésor ayant entraîné la perte de la valeur de la monnaie nationale.

**Graphique IV.5 Objectifs de la politique monétaire**

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

De même, les objectifs intermédiaire et opératoire ont évolué largement au-dessus de leur niveau programmé. Ainsi, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 27,6 % contre une croissance programmée de 7,7 %. La masse monétaire hors provisions et dépôt en devises a progressé de 24,6 %, en dépassement par rapport à son objectif de 8,7 %.



## CHAPITRE II

### EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

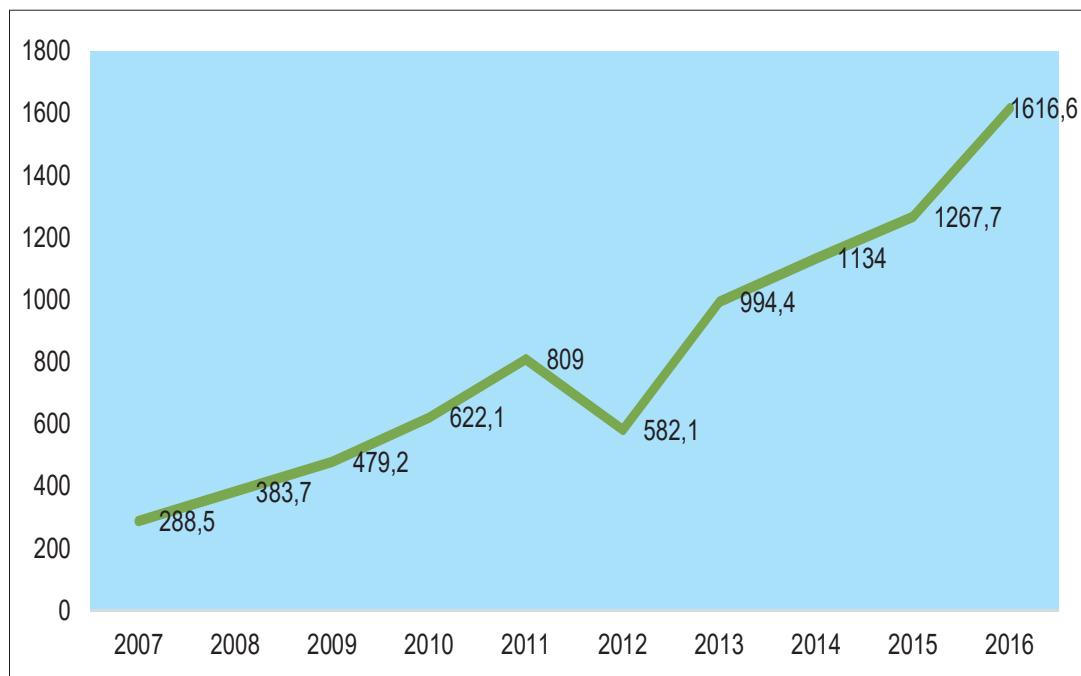
En 2016, l'offre de monnaie s'est accélérée en dépit du ralentissement de la croissance économique. Cette hausse a été expliquée par celle des avoirs intérieurs, les avoirs extérieurs nets ayant subi une baisse importante. Par ailleurs, le multiplicateur monétaire s'est stabilisé autour de son niveau de l'année précédente.

#### II.1. BASE MONETAIRE

A fin 2016, le bilan de la Banque Centrale a renseigné une hausse de la base monétaire par rapport à 2015. En effet, cet agrégat s'est accru de 27,5 %, s'établissant à 1.616,6 milliards de CDF contre une croissance programmée de 7,7 %. Cette situation est principalement due aux injections de la liquidité opérées via le Crédit Net à l'Etat et au provisionnement fait sur les créances non recouvrées des banques en difficulté. Comparée à l'année précédente, cette hausse a représenté une décélération de près de 20,0 points de pourcentage.

**Graphique IV.6 Evolution de la Base monétaire**

(en milliards de CDF)



Source: Banque Centrale du Congo.

### II.1.1. Composantes de la base monétaire

La structure de la base monétaire a quelque peu évolué. En effet, la circulation fiduciaire qui représentait 68,5 % de la base monétaire en 2015, est passée à 71,3 % en 2016. Cette circulation fiduciaire s'est ainsi accrue de 32,9 % pour se chiffrer à 1.153,3 milliards de CDF, alors qu'elle n'avait progressé que de 6,2 % une année auparavant. Cette évolution a été consécutive aux retraits effectués par les déposants, suite à la crise de confiance suscitée par certaines banques en difficulté.

En revanche, les dépôts des banques ont connu une croissance de 17,2 %, correspondant à un ralentissement de 20,3 points de pourcentage par rapport à 2015.

**Tableau IV.4 Composantes de la base monétaire**  
(en milliards de CDF)

	2014	2015	2016	Variation en %	
				2015	2016
Base monétaire	1 134,0	1 267,7	1 616,6	11,8	27,5
Base monétaire sens strict	1 110,3	1 262,3	1 610,0	13,7	27,5
Circulation fiduciaire	817,4	868,1	1 153,3	6,2	32,9
Dépôt des banques	272,3	374,4	438,8	37,5	17,2
Dépôts en devises	20,1	2,2	2,6	-89,2	17,8
Provisions pour importation	3,6	3,3	4,1	-9,5	25,3

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des dépôts en devises et des provisions pour importation, ils n'ont progressé que de 1,2 milliard de CDF.

### II.1.2. Contreparties de la base monétaire

L'expansion de la base monétaire, au cours de l'année sous analyse, a été expliquée par une progression des avoirs intérieurs nets, atténuée par la baisse des avoirs extérieurs nets.

En effet, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 78,3 % par rapport à l'année précédente, se chiffrant à 2.061,9 milliards de CDF. Cette évolution a été tributaire en majeure partie de la hausse du Crédit Net à l'Etat. Ce dernier a enregistré une hausse de 493,3 %, atteignant 407,5 milliards. En l'absence d'un marché de titre de dette publique, le déficit de l'Etat a été implicitement couvert par un financement monétaire.

Pour ce qui est des créances sur les banques, elles ont connu une progression de 52,6 % pour se situer à 346,8 milliards de CDF contre une croissance de 40,0 %, une année auparavant.

En ce qui concerne les Autres Postes Nets, ils se sont accrus de 17,4 % par rapport à

leur niveau de 2015, se situant à 1.296,5 milliards de CDF. Leur hausse fait suite au provisionnement des créances non recouvrées des banques en difficulté.

**Tableau IV.5 Contreparties de la base monétaire**  
(en milliards de CDF)

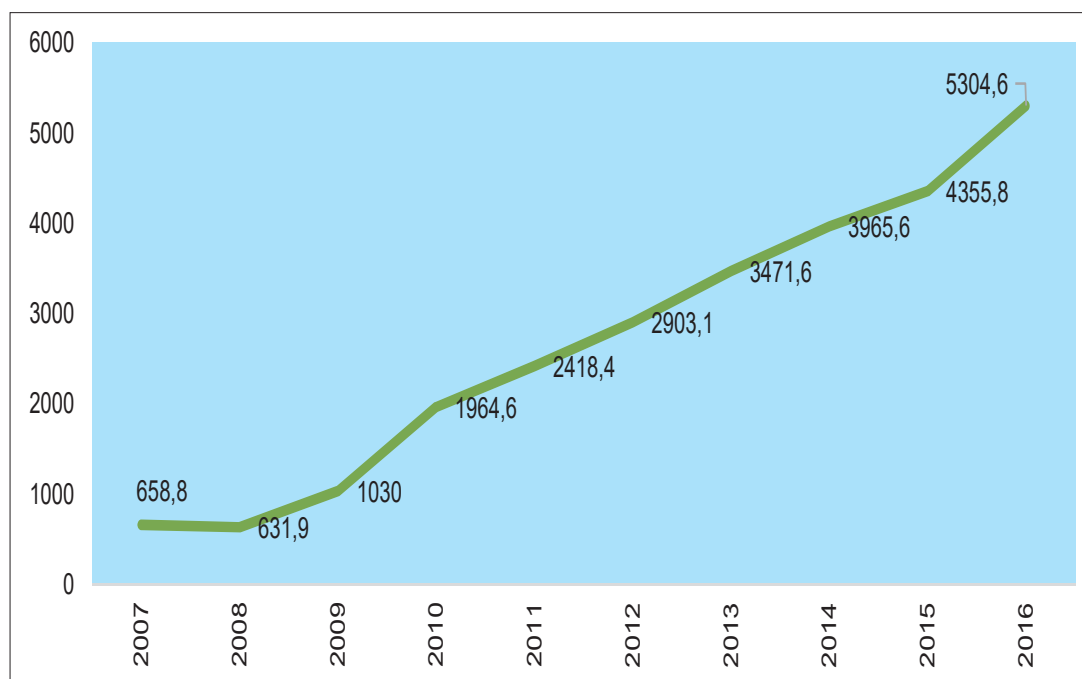
	2014	2015	2016	Variation en %	
				2015	2016
Avoir Extérieurs Nets	351,1	111,3	-445,4	-68,3	-500,2
Avoir Intérieurs Nets	780,9	1 156,4	2 061,9	48,1	78,3
Crédit Net à l'Etat	-262,2	-103,6	407,5	60,5	493,3
Créances sur les banques	162,4	227,3	346,8	40,0	52,6
Autres Postes Nets	869,7	1 020,9	1 296,5	17,4	27,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Quant aux Avoirs Extérieurs Nets, ils se sont sensiblement amenuisés par rapport à leur niveau de 2015, passant de 111,3 milliards de CDF à -445,4 milliards de CDF. La chute des Avoirs Extérieurs Nets s'explique notamment par les interventions opérées par la Banque Centrale sur le marché interbancaire de change, en vue d'accroître l'offre interne des devises.

## II.2. MASSE MONETAIRE

A l'instar de la base monétaire, la masse monétaire s'est accrue de 21,8 %, s'établissant à 5.304,6 milliards de CDF. Cette hausse de l'offre provient principalement de l'accroissement des avoirs intérieurs nets, impulsé par les créances sur le secteur privé. Cette hausse de la masse monétaire, en décélération de 6,2 points de pourcentage par rapport à 2015, a été au-delà de la croissance projetée de 7,7 %.

**Graphique IV.7 Evolution de la masse monétaire***(en milliards de CDF)*

Source : Banque Centrale du Congo.

**II.2.1. Composantes de la masse monétaire**

La structure de la masse monétaire s'est quelque peu modifiée, avec la baisse de la part des «dépôts à terme en monnaie nationale et en devises», laquelle est passée de 69,2 % à 67,8 %.

Ainsi, l'augmentation de la masse monétaire observée a été principalement localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts en devises qui se sont accrus respectivement de 290,3 milliards et 594,6 milliards de CDF, soit 37,1 % et 20,2 %, par rapport à l'année précédente.

**Tableau IV.6 Composantes de la masse monétaire**  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016	Variation (%)	
					2015	2016
Masse monétaire M2	3470,7	3948,0	4355,8	5304,6	10,3	21,2
Masse monétaire (sens strict)	1072,6	1181,6	1324,9	1681,4	12,1	26,9
Circulation fiduciaire	692,9	742,5	781,9	1072,2	5,3	37,1
Dépôts à vue	379,7	67,0	543,1	609,2	710,3	12,2
Quasi-monnaie	2398,1	2766,4	3030,9	3623,2	9,6	19,5
Dépôts à terme en MN	30,4	35,6	72,8	59,9	104,3	-17,8
Dépôts en devises	2367,7	2730,8	2942,2	3536,8	7,7	20,2
Provisions pour importations	21,7	17,6	16,0	26,6	-9,3	66,1

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, il faut relever un important ralentissement de la croissance des dépôts à vue alors que ceux à terme ont reculé au cours de l'année sous analyse. La situation des banques en difficulté, laquelle a entamé la confiance des déposants, a été le principal facteur explicatif de l'évolution observée.

## II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

A l'instar de la base monétaire, l'expansion de la masse monétaire en 2016 a été essentiellement tirée par celle des Avoirs Intérieurs Nets. Ceux-ci se sont accrus de 36,8 %, principalement sous l'impulsion des crédits au secteur privé.

**Tableau IV.7 Contreparties de la masse monétaire**  
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016	Variation (%)	
					2015	2016
Avoirs extérieurs nets	1445,9	1552,3	1318,0	1119,2	-15,1	-15,1
Avoirs intérieurs nets	1911,6	2291,2	3037,8	4185,4	32,6	37,7
Créances nettes sur l'Etat	-506,2	-434,5	-218,5	260,7	-49,7	219,3
Crédit au secteur privé	1444,6	1779,3	2164,4	2817,9	21,6	30,2
Autres postes nets	973,2	946,4	1092,0	1106,7	15,4	1,3

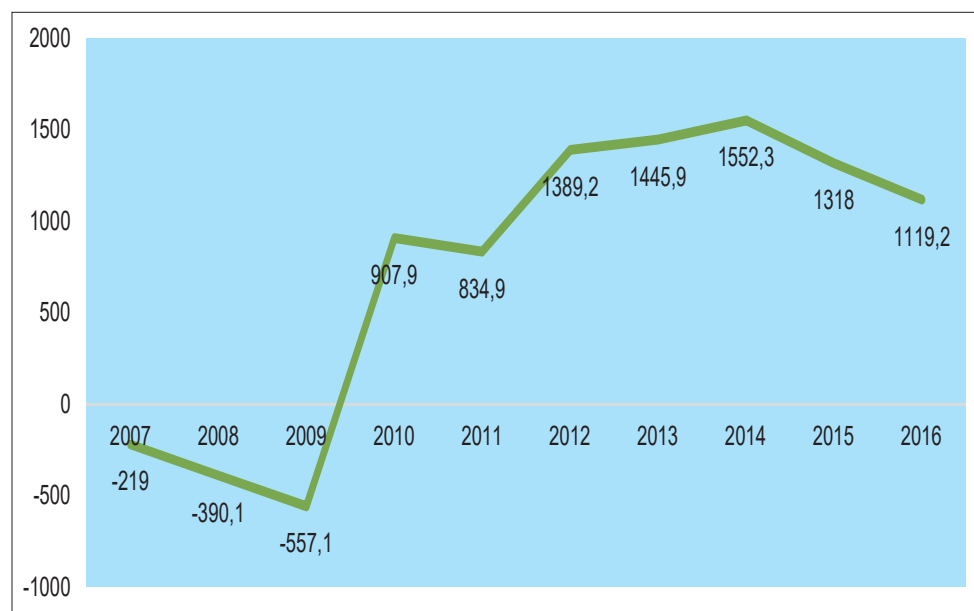
Source : Banque Centrale du Congo.

La hausse des crédits sur le secteur privé, en accélération de 28,5 % par rapport à 2015, a été le fait de la revalorisation due à la dépréciation de la monnaie nationale, l'essentiel du crédit étant accordé en dollar américain. En dollar courant, ces crédits ont enregistré une baisse de près de 2,0 %, d'une année à l'autre.

### II.2.2.1. Evolution des Avoirs Extérieurs Nets

En 2016, les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont subi une baisse de 15,1 % par rapport à 2015 pour s'établir à 1.119,2 milliards de CDF. Cette évolution est principalement le fait de la baisse de 556,7 milliards des Avoirs Extérieurs Nets de la Banque Centrale.

**Graphique IV.8 Evolution des Avoirs Extérieurs Nets**  
(en milliards de CDF)

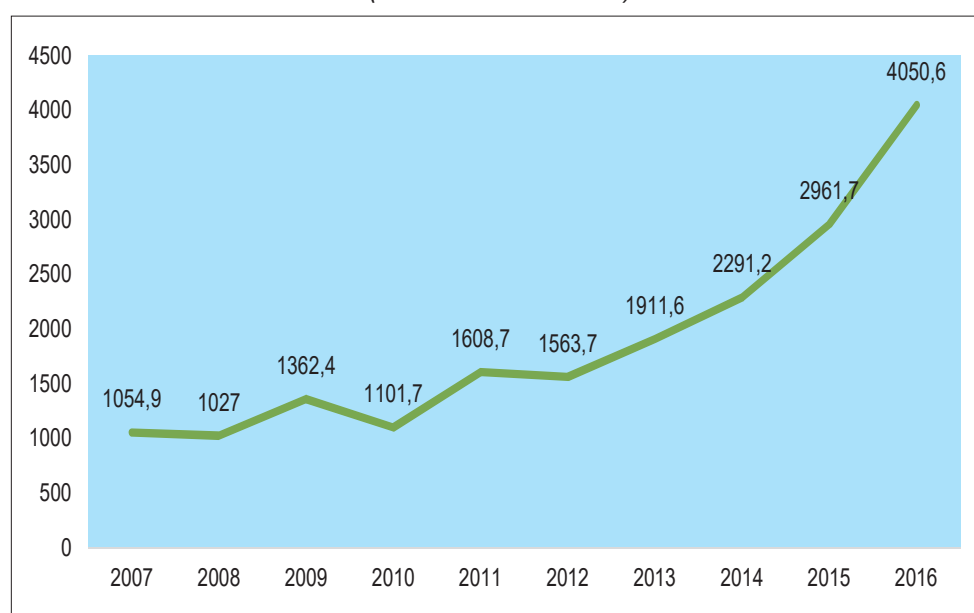


Source : Banque Centrale du Congo.

### II.2.2.2. Evolution des Avoirs Intérieurs Nets

Les Avoirs Intérieurs Nets ont connu une augmentation de 37,8% en 2016, s'établissant à 4.185,5 milliards de CDF. Cette évolution tient de la hausse des crédits sur le secteur privé et du crédit net à l'Etat.

**Graphique IV.9 Evolution des Avoirs Intérieurs Nets**  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

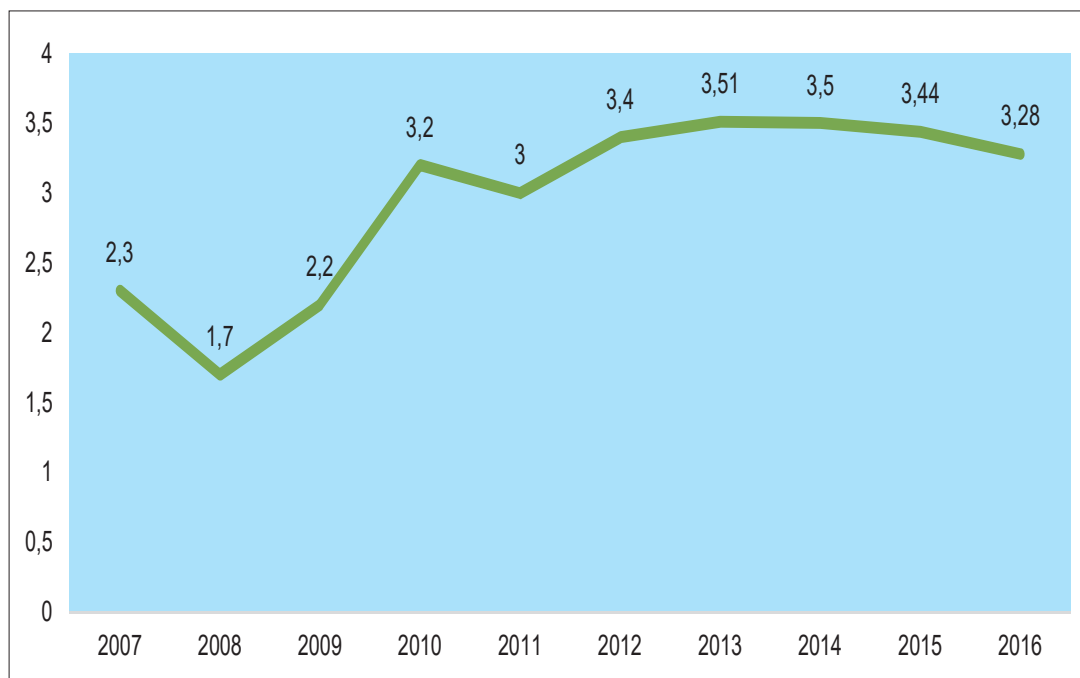
En ce qui concerne les créances nettes sur l'Etat, elles se sont accrues de 479,2 milliards de CDF contre une régression de 49,7 milliards en 2015.

Quant au concours à l'économie, il a augmenté de 28,5 %, en accélération par rapport à la croissance de 17,3 % observée en 2015.

### II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE

L'évolution de la base monétaire et de la masse monétaire a révélé que le multiplicateur est demeuré globalement stable, évoluant autour de 3 depuis 2010.

*Graphique IV.10 Evolution monétaire*



Source: Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE III

### MARCHE MONETAIRE

Comparativement à l'année précédente, l'année 2016 a été marquée par un ralentissement des activités au niveau du marché monétaire dans les trois différents compartiments. Pour ce qui est des différents taux d'intérêts, après de légères fluctuations observées au cours de neuf premiers mois, ils se sont présentés en hausse au cours du dernier trimestre, suite à la révision haussière du taux directeur.

Toutefois, l'évolution observée sur le marché monétaire est en phase principalement avec la dépréciation de la monnaie nationale et l'accélération du rythme de formation des prix intérieurs notée au cours de cette année.

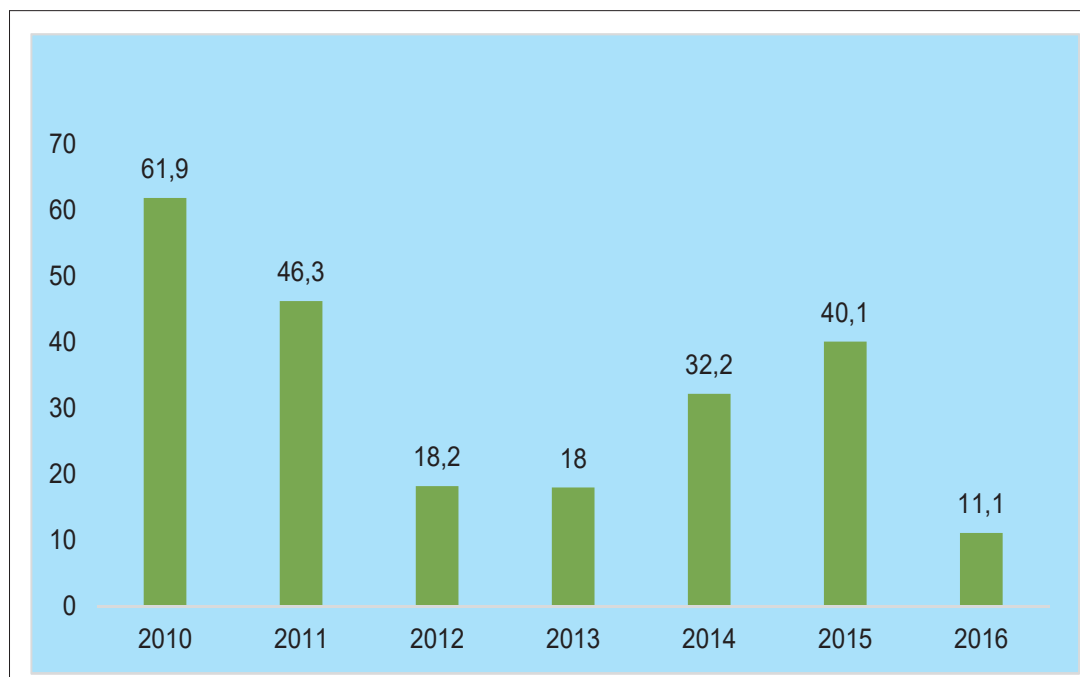
#### III.1. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

L'analyse des transactions sur le marché monétaire révèle une contraction sensible par rapport à l'année précédente. En effet, ces transactions n'ont représenté que 11,1 % du PIB contre 40,1 % une année plus tôt. Cette baisse est localisée tant au niveau du refinancement, des opérations interbancaires que de la souscription au Bon de la Banque Centrale du Congo.

Plusieurs raisons expliquent le comportement observé. Il s'agit notamment :

- du plafonnement de refinancement par la Banque centrale en défaveur des banques malades ;
- de la baisse de la confiance entre les banques, consécutivement à l'apparition des banques insolubles ;
- de la forte dépréciation de la monnaie nationale ayant réduit le rendement du titre de la Banque centrale par rapport aux autres actifs.



**Graphique IV.11 Profondeur du marché monétaire***(en pourcentage du PIB)*

Source : Banque Centrale du Congo.

**III.1.1. Refinancement des banques**

En 2016, le refinancement de la Banque Centrale au système bancaire a essentiellement été constitué des avances accordées aux banques en difficulté. La valeur des prêts accordés a été de 2.403,8 milliards de CDF, soit une baisse de 75,6% par rapport à 2015. L'essentiel de ces opérations a été effectué au cours du premier semestre de l'année sous analyse.

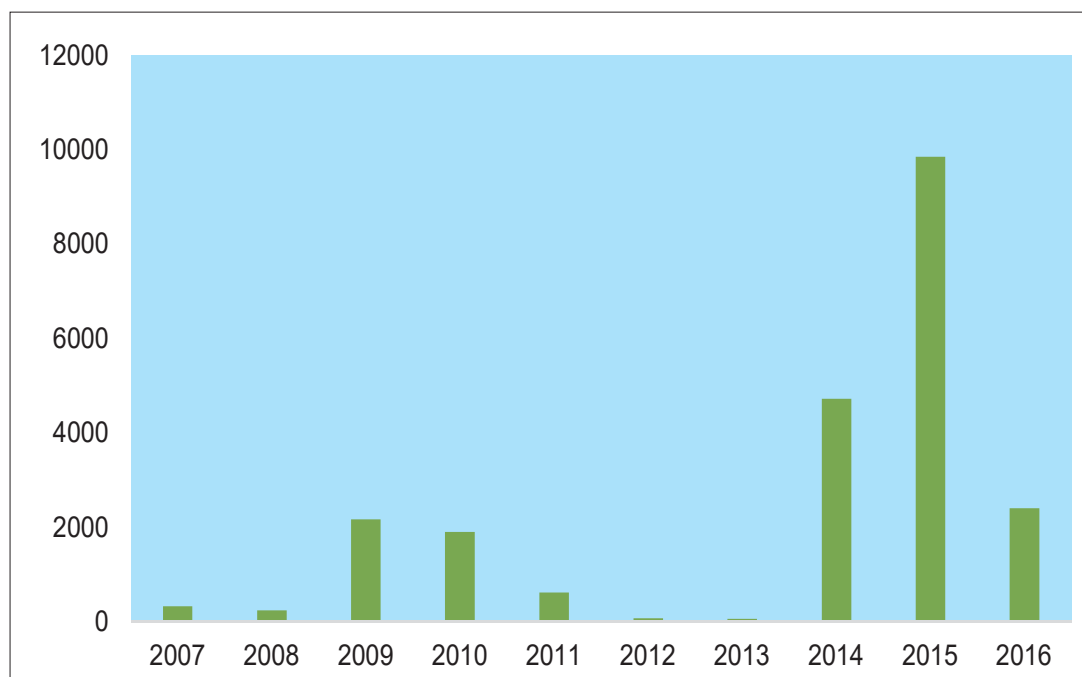
Concernant les facilités permanentes, les transactions se sont chiffrées à 1.831,8 milliards de CDF, soit 76,2% du total de refinancement, en net recul par rapport aux 9.844,4 milliards réalisés en 2015. Hormis des imports de 6,0 milliards et de 15,0 milliards octroyés respectivement au mois de juin et de décembre, l'intégralité de financement sur ce guichet a été octroyée au cours des trois premiers mois de l'année.

S'agissant des prêts à court terme, ils ont atteint un total de 551,1 milliards de CDF, aux six premiers mois de l'année, en vue de répondre aux besoins aigus de liquidité ressentis par certaines banques en difficulté. Ils ont, par la suite, affiché un volume nul jusqu'à fin décembre 2016.

A fin 2016, l'encours des prêts à court terme a été nul tandis que celui des facilités permanentes s'est situé à 3,0 milliards de CDF contre respectivement 13,2 milliards et 39,8 milliards en 2015.

La baisse des prêts accordés par la Banque Centrale au courant de cette année et leur concentration au premier semestre seraient expliquées, d'une part, par le plafonnement de refinancement en défaveur des banques particulièrement illiquides et, d'autre part, par la hausse des taux d'intérêt intervenue au cours du second semestre.

**Graphique IV.12 Evolution du volume annuel du refinancement**  
(en milliards de CDF)



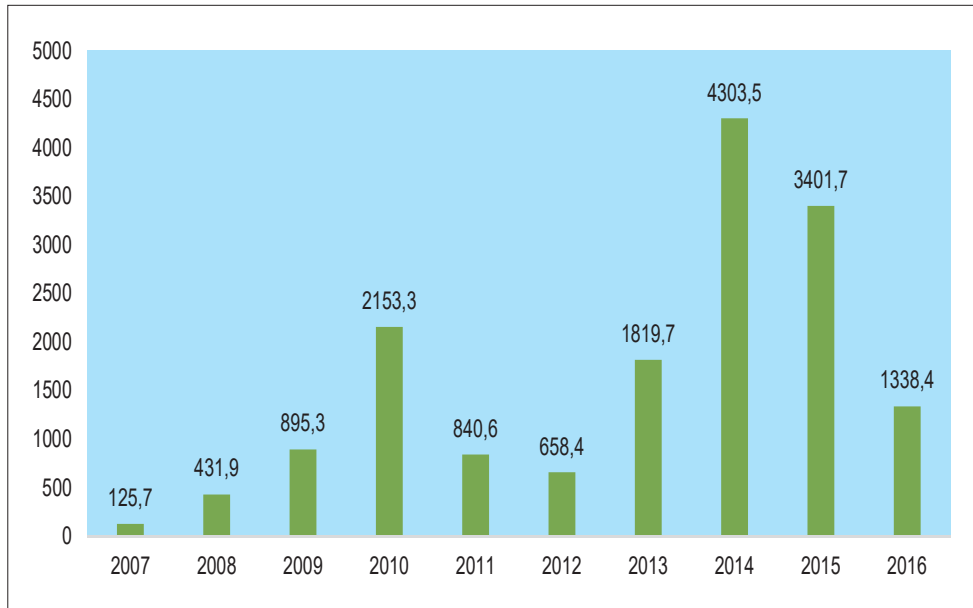
Source: Banque Centrale du Congo.

### III.1.2. Marché interbancaire

A l'instar des guichets de refinancement de la Banque Centrale du Congo, les transactions sur le marché interbancaire ont été en baisse par rapport à l'année précédente. En effet, un import global de 1.338,4 milliards de CDF a été échangé, soit une diminution de 60,7%.

Le niveau bas des transactions en 2016 est lié notamment à la baisse de confiance notée dans le système bancaire, consécutivement aux décisions de redressement, par la Banque Centrale, des banques malades et de leur suspension de la chambre de compensation.

**Graphique IV.13 Volume annuel des transactions interbancaires**  
(en milliards de CDF)

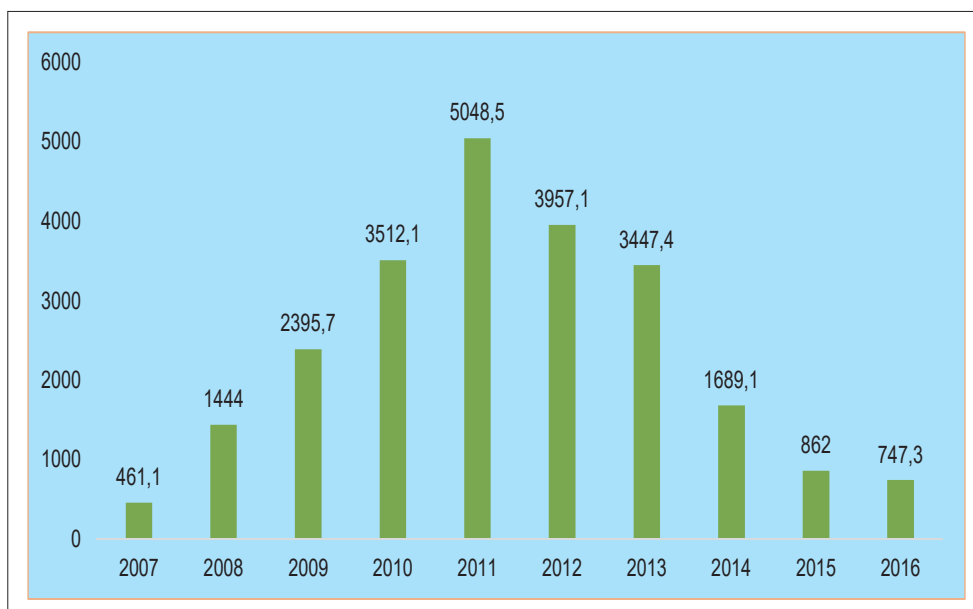


Source : Banque Centrale du Congo.

### III.1.3. Marché du Bon BCC

La baisse des transactions sur le Bon BCC, observée depuis 2012, s'est poursuivie en 2016. En effet, les soumissions retenues se sont établies à 747,3 milliards de CDF contre 862,0 milliards en 2015.

**Graphique IV.14 Volume annuel des ventes des Bons BCC**  
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

A fin 2016, l'encours s'est établi à 8,5 milliards de CDF, enregistrant une injection de 38,5 milliards par rapport à fin 2015.

**Tableau IV.8 Evolution de l'encours du Bon BCC**  
(en milliards de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Bon BCC volume</b>										
<b>Encours</b>	32,9	47,0	56,5	135,6	115,0	95,0	164,3	107,4	47,0	8,5
<b>Variation cumulée de l'encours</b>	-	14,1	9,5	79,0	-20,6	-20,0	69,3	-56,9	-60,4	-38,5
<b>TMP</b>	15,5	33,2	68,3	18,2	15,2	0,2	1,7	1,8	0,5	4,2
<b>Bon BCC volume retenu</b>	461,1	1444,0	2395,7	3512,1	5048,5	3957,1	3447,4	1689,1	862,0	747,3

Source : Banque Centrale du Congo.

## III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

### III.2.1. Evolution des taux d'intérêt nominaux

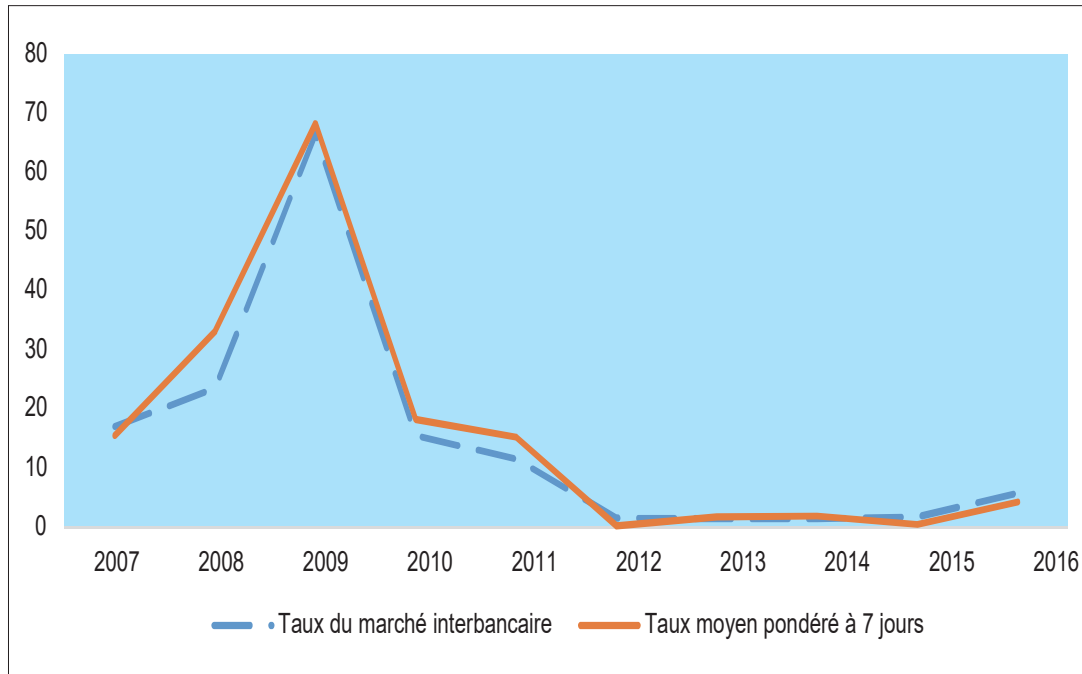
Après avoir été maintenu à 2,0 % depuis novembre 2013, le taux directeur a été relevé à 7,0 % en septembre 2016. Le comportement du taux directeur a eu des incidences sur les taux moyens pondérés du Bon BCC.

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2016, la constance du taux directeur a entraîné une stagnation du taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours autour d'une moyenne de 0,25 %.

Toutefois, aucun taux n'a été affiché entre mai et juin 2016. En effet, l'accélération de la dépréciation du taux de change ayant érodé le rendement sur le Bon BCC, les banques ont renoncé à effectuer des placements dans ce titre.

Par ailleurs, la révision à la hausse du taux directeur, intervenue à fin septembre, a induit la hausse du taux moyen pondéré pour la maturité de 7 jours. Ainsi, il est passé de 0,25 % à 4,22 %, entre septembre et décembre 2016.

**Graphique IV.15 Taux moyen pondéré du Bon BCC à 7 jours et du marché Interbancaire**  
(en pourcentage)



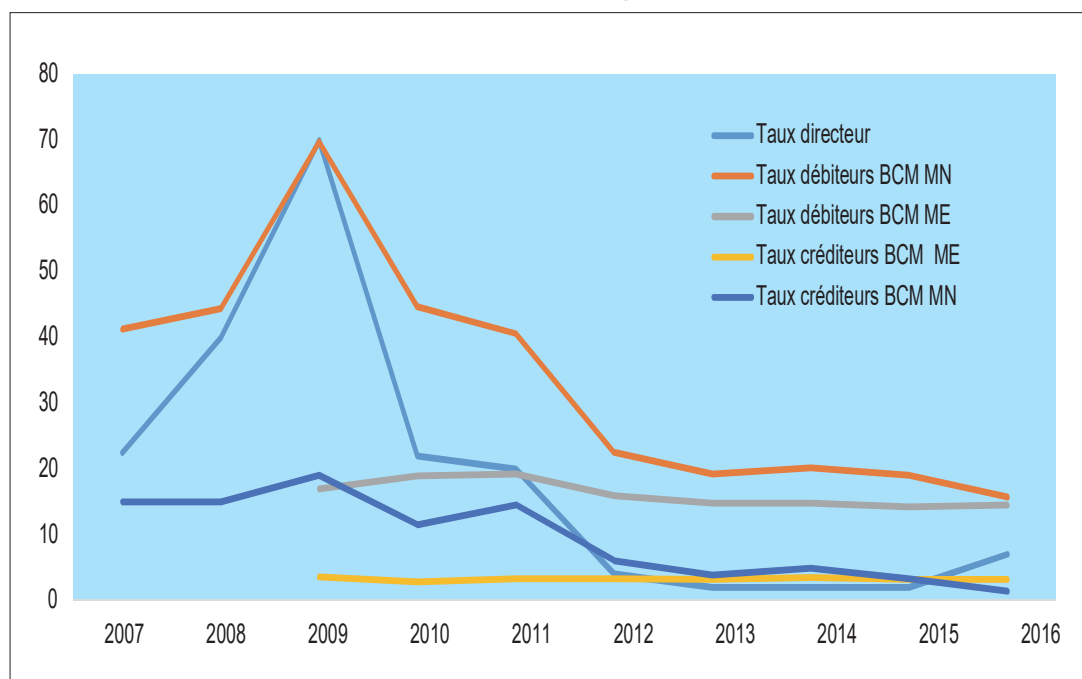
Source : Banque Centrale du Congo.

A l'instar des années antérieures, le taux sur le marché interbancaire a suivi l'évolution du taux directeur. Il s'est donc accru au courant de l'année, se situant en moyenne autour de 3,5% contre 1,7% une année auparavant.

Durant les neuf premiers mois de l'année, période au cours de laquelle le taux directeur était maintenu à 2,0%, le taux du marché interbancaire s'est maintenu autour de sa moyenne de 2015 avant de s'élever au-delà de 5,0% à partir du mois d'octobre, consécutivement à la modification du taux directeur susdite.

En revanche, les taux débiteurs des banques en monnaie nationale sont demeurés stables, autour de 19,0%, dégageant des marges importantes par rapport au taux moyen interbancaire et au taux moyen pondéré sur le Bon BCC.

**Graphique IV.16 Taux d'intérêt de la BCC et des banques commerciales**  
(en pourcentage)



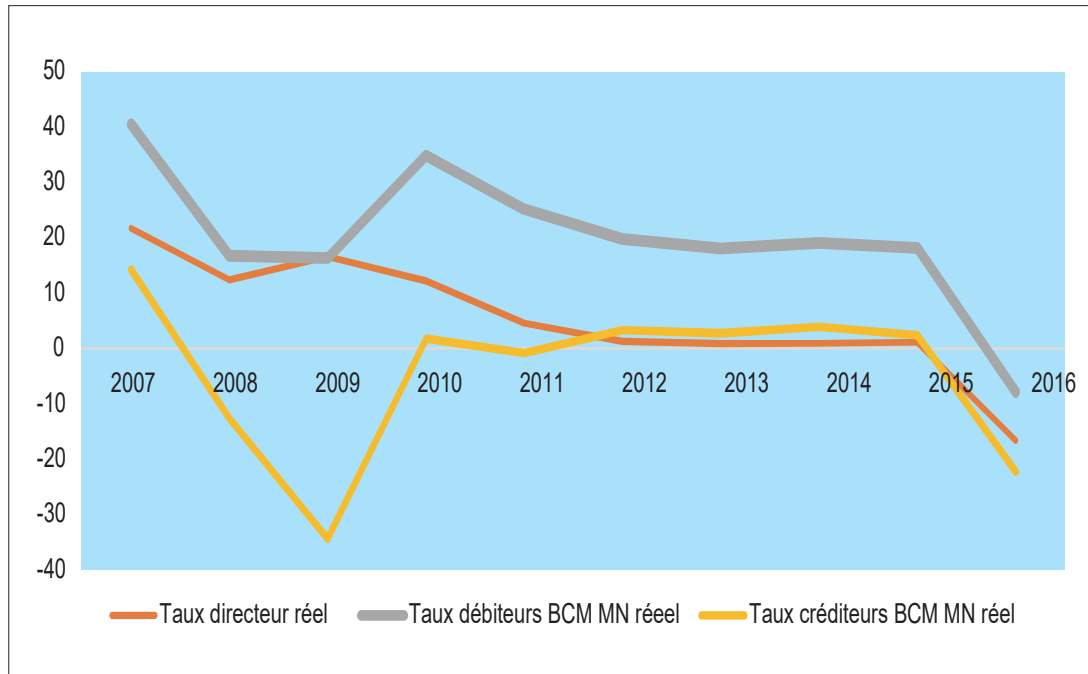
Source : Banque Centrale du Congo.

### 3.2.2. Taux réels

Le principe de la positivité du taux directeur réel n'a pas été observé en 2016. Toutefois, au cours du premier semestre, le taux directeur réel a été maintenu positif, dans un contexte d'une relative stabilité du niveau général des prix. Au second semestre, il est devenu négatif de 16,6 points de pourcentage à fin décembre 2016, consécutivement à la hausse de l'inflation, malgré le relèvement du taux directeur de 5,0 points de pourcentage.

Quant aux taux moyens pondérés réels sur le Bon BCC, ils ont été négatifs quasiment sur toute l'année. La forte accélération de l'inflation a été le principal facteur explicatif de ce comportement.

**Graphique IV.17 Taux d'intérêt réels**  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE IV

### DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE

Le dynamisme de l'activité bancaire observé au cours des cinq précédentes années a été rompu en 2016, avec le ralentissement de la croissance des crédits et des dépôts bancaires. Cependant, à l'instar des années précédentes, cette activité bancaire reste prédominée par des opérations à court terme.

Dans un contexte de forte dollarisation financière de l'économie nationale et de crise au niveau de certaines banques, la hausse absolue des indicateurs du système bancaire est à lier avec la forte dépréciation de la monnaie nationale au cours de l'année sous analyse.

Enfin, face à cet environnement bancaire morose, le taux de dollarisation de l'économie s'est accru.

#### IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

A fin 2016, l'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 3.034,1 milliards de CDF, soit une augmentation de 16,5% par rapport à l'année précédente. Cette croissance significative est consécutive à la valorisation, en francs congolais, des prêts octroyés pour l'essentiel en devises dans un contexte de dépréciation de la monnaie nationale. Rapporté au PIB, ces crédits ont quasiment stagné, représentant 7,5% contre 7,4% une année plus tôt.

**Graphique IV.18 Evolution de l'encours des crédits**  
(en pourcentage du PIB)

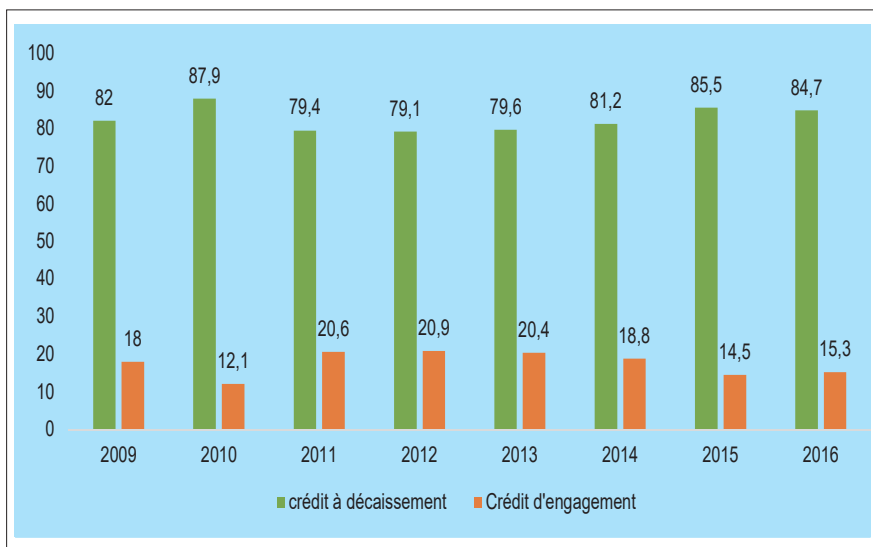


Source: Banque Centrale du Congo.



En 2016, le crédit à décaissement a atteint 2.569,5 milliards de CDF, soit 85,0 % du total contre 85,5 % en 2015.

**Graphique IV.19 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire**  
(en pourcentage)

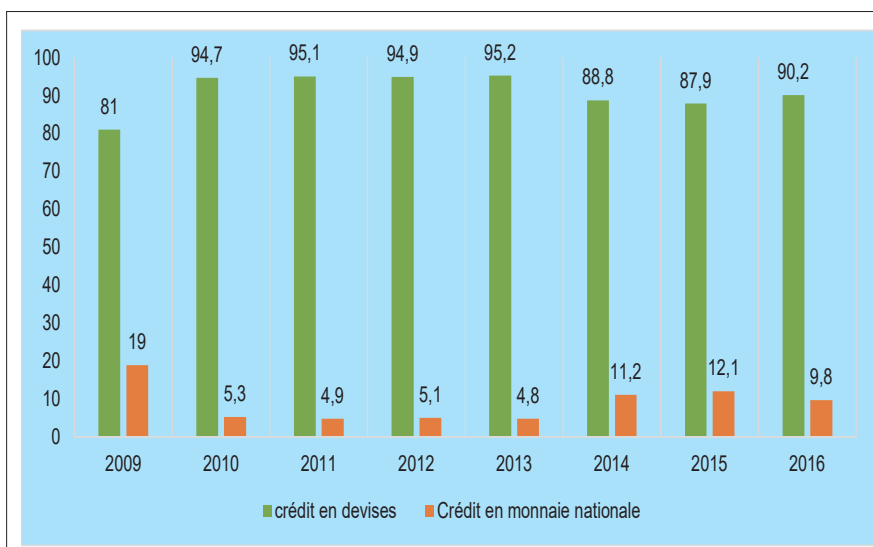


Source : Banque Centrale du Congo.

#### IV.1.1. Crédit à décaissement

Le crédit à décaissement octroyé aux entreprises privées et aux ménages demeure dominé par celui en devises. La part du crédit en devises dans l'encours total a été de 90,2 %, soit une hausse de 2,3 points de pourcentage, par rapport à 2015. Cet accroissement de la part du crédit en devises traduit la persistance de la dollarisation de l'économie.

**Graphique IV.20 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement**  
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

### IV.1.1.1. Crédit à décaissement aux entreprises et aux particuliers

Le crédit à décaissement octroyé aux entreprises et aux ménages a atteint 2.569,5 milliards de CDF en 2016, enregistrant un accroissement de 29,1 % par rapport à 2015. Rapporté au PIB, il a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,3 %.

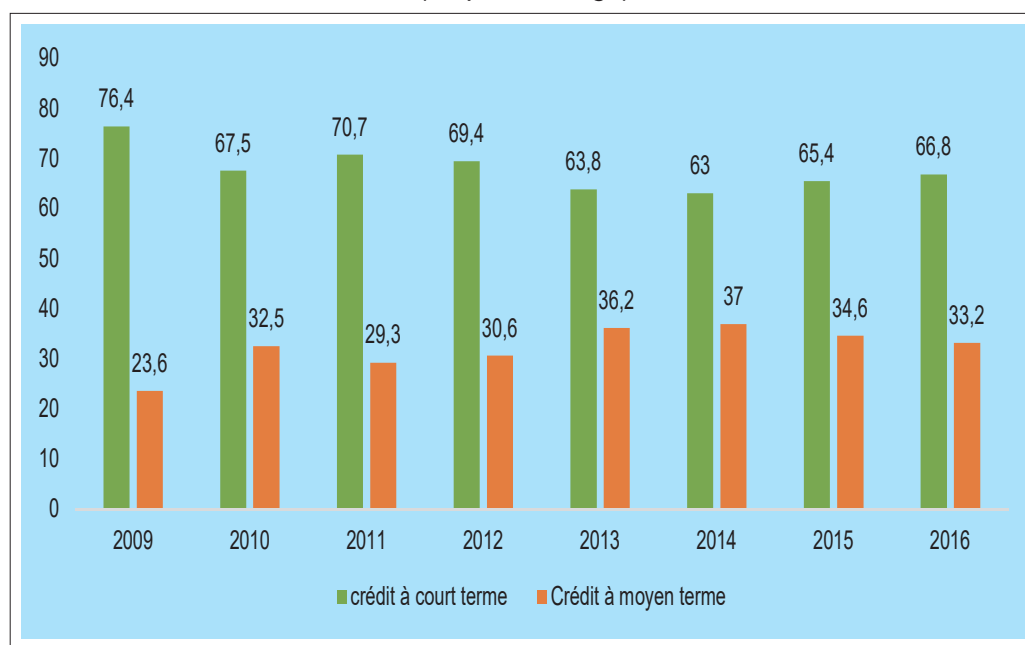
#### a. Ventilation selon la maturité

Le crédit à décaissement alloué aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel a représenté 66,9 % du total en 2016 contre 65,4 % en 2015. Il s'est établi à 1.719,6 milliards de CDF, soit une augmentation de 32,2 % par rapport à 2015. Cette prépondérance structurelle des crédits à court terme continue à s'expliquer par l'aversion des banques aux risques élevés auxquels sont liés les prêts à moyen et long termes, particulièrement, pour l'année sous analyse, cette hausse est consécutive aux perspectives socio-économico-politiques incertaines auxquelles ont fait face des opérateurs du secteur bancaire.

Quant aux prêts à moyen et long termes, ils ont atteint 849,9 milliards de CDF, soit une hausse de 23,0 % contre 2,3 % en 2015. En pourcentage du PIB, cet encours stagne autour de 2,0 %.

**Graphique IV.21 Structure des crédits par terme**

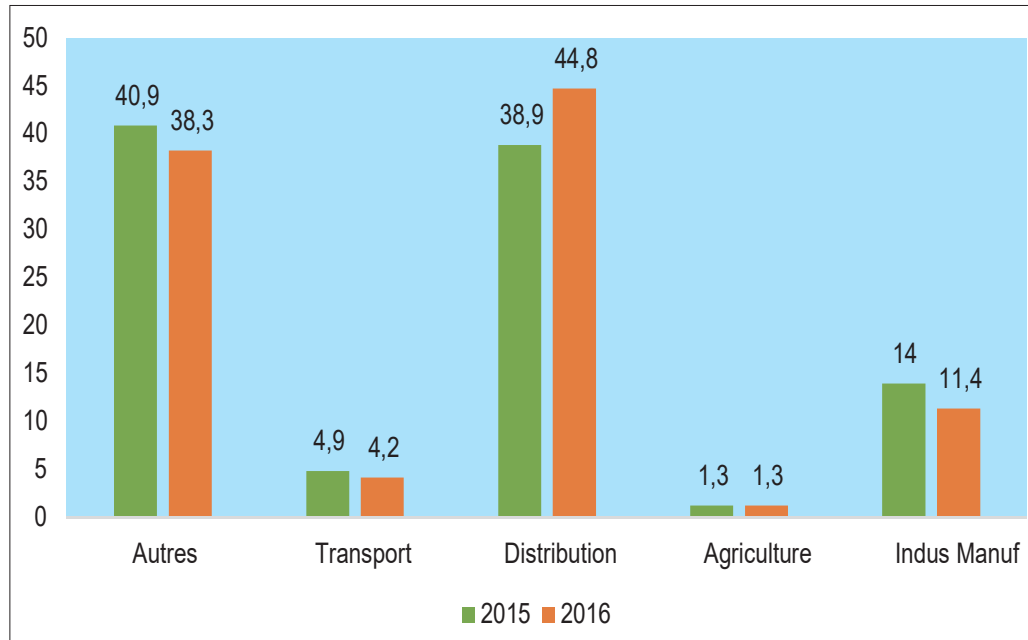
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

#### b. Ventilation par secteur d'activités

Selon le secteur d'activités, l'encours du crédit a été prédominé par celui accordé dans la « distribution » dont l'enveloppe est restée à 34,6 % du total en 2015 et 2016. Toutefois, il faut relever la forte part des autres services hors administration publique.

**Graphique IV.22 Allocation sectorielle des crédits***(en variation %)*

Source : Banque Centrale du Congo.

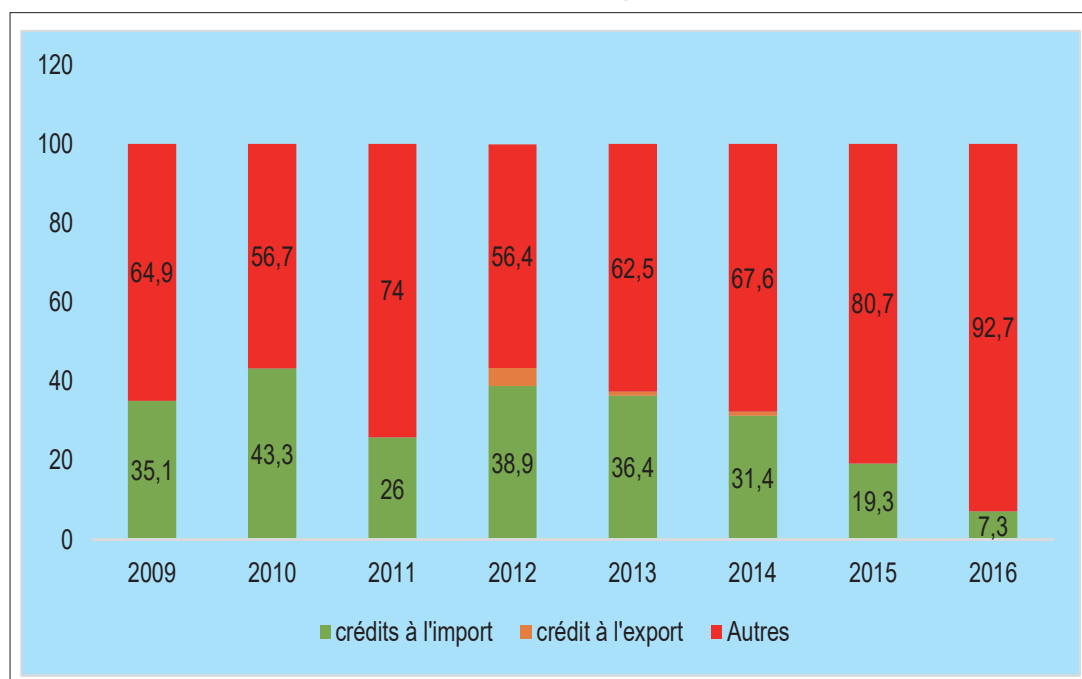
**IV.1.2. Crédit d'engagement**

Ce crédit s'est chiffré à 464,5 milliards de CDF en 2016, en hausse de 37,9% contre une baisse de 19,8% enregistrée en 2015. Le volume de ces crédits dans le total s'est établi à 15,3% en 2016 contre 14,5% une année plus tôt. En pourcentage du PIB, il n'a représenté que 1,0% en 2015 et 2016.

Les crédits documentaires à l'importation ont baissé de 47,9%, s'établissant à 33,8 milliards de CDF venant de 64,9 milliards en 2015. Quant à ceux à l'exportation, rien n'a été accordé depuis 2015.

**Graphique IV.23 Structure des crédits d'engagement**

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers**

(en millions de CDF)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>I. Crédit à décaissement</b>	<b>647 548,0</b>	<b>963 345,0</b>	<b>1 340 903,0</b>	<b>1 665 719,0</b>	<b>1 820 285,0</b>	<b>1 990 135,0</b>	<b>2 569 538,0</b>
<b>A. Crédits à court terme</b>	<b>436 917,0</b>	<b>681 043,0</b>	<b>930 926,0</b>	<b>1 062 353,0</b>	<b>1 146 124,0</b>	<b>1 300 610,0</b>	<b>1 719 593,0</b>
1. Agriculture	43 001,0	19 014,0	34 339,0	25 757,0	9 995,0	21 774,0	27 657,0
2. Industries	31 131,0	77 989,0	94 974,0	172 868,0	51 334,0	40 623,0	53 710,0
3. Distribution	56 456,0	124 248,0	322 172,0	387 515,0	741 484,0	450 217,0	595 252,0
4. Transport	66 325,0	96 304,0	128 016,0	82 189,0	53 355,0	69 194,0	91 484,0
5. Autres	240 003,0	363 488,0	351 425,0	394 024,0	289 956,0	718 801,0	951 490,0
<b>B. Crédits à moyen terme</b>	<b>210 631,0</b>	<b>282 303,0</b>	<b>409 978,0</b>	<b>603 366,0</b>	<b>674 161,0</b>	<b>689 525,0</b>	<b>849 945,0</b>
1. Investissements productifs	85 525,0	106 998,0	131 193,0	297 214,0	217 334,0	330 318,0	263 010,0
2. Prêts spéciaux					24 545,0	72 757,0	44 715,0
3. Autres	125 106,0	175 305,0	278 785,0	306 152,0	432 302,0	286 450,0	542 219,0
<b>II. Crédits d'engagement</b>	<b>167 819,0</b>	<b>254 530,0</b>	<b>320 707,0</b>	<b>427 805,0</b>	<b>420 165,0</b>	<b>336 851,0</b>	<b>464 522,0</b>
1. Crédocs à l'export			14 814,0	4 700,0	4 112,0	-	-
2. Crédocs à l'import	72 576,0	66 120,0	124 862,0	155 791,0	132 146,0	64 863,0	33 761,0
3. Autres	95 243,0	188 410,0	181 031,0	267 314,0	283 907,0	271 988,0	430 761,0
<b>Total</b>	<b>815 367,0</b>	<b>1 217 875,0</b>	<b>1 661 610,0</b>	<b>2 093 524,0</b>	<b>2 240 450,0</b>	<b>2 326 986,0</b>	<b>3 034 060,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## IV.2. ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

L'encours global de dépôts bancaires a atteint 4.185,5 milliards de CDF, soit un accroissement de 18,4 % contre un accroissement de 11,7 % en 2015. Rapportés au PIB, les dépôts bancaires ont représenté 10,3 % en 2016 contre 10,1 % une année plus tôt. Cet encours demeure marqué par la prépondérance des dépôts à vue et en monnaies étrangères.

### IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorie des déposants, les dépôts sont dominés par ceux des particuliers. En effet, les dépôts des particuliers et ceux des pouvoirs publics subordonnés ont représenté 42,3 % et 27,3 % et se sont accrus de 18,1 % et 14,4 % respectivement, d'une année à l'autre.

**Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants**  
(en milliards de CDF)

Déposants	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Particuliers	466,9	721,9	1019,8	1074,5	1403,0	1500,4	1771,2
Entreprises privées	580,3	891,8	912,0	1396,5	1308,1	665,2	815,7
Entreprises publiques	63,3	100,1	294,5	172,1	237,7	254,3	313,6
Organismes financiers non monétaires	40,2	55,1	0,0	11,7	23,8	21,8	26,0
Pouvoirs publics subordonnés	17,3	29,8	24,0	53,6	157,1	996,9	1140,9
Organisme à caractère administratif	4,0	6,1	222,8	73,4	35,2	97,4	118,0
<b>Total</b>	<b>1172,0</b>	<b>1804,8</b>	<b>2473,1</b>	<b>2781,8</b>	<b>3164,9</b>	<b>3536,0</b>	<b>4185,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### VI.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

En 2016, les dépôts à vue, établis à 2.929,7 milliards de CDF, ont représenté 70,0 % du volume total des dépôts bancaires. Cette prédominance, du reste structurelle des dépôts à vue, s'est accentuée en 2016 de 5,0 points de pourcentage au cours de l'année par rapport à 2015.

Les perspectives socioéconomiques sombres ainsi que la baisse du revenu réel des ménages consécutive à l'inflation ont contribué à la baisse de l'épargne et donc du poids relatif des dépôts à terme dans le total.

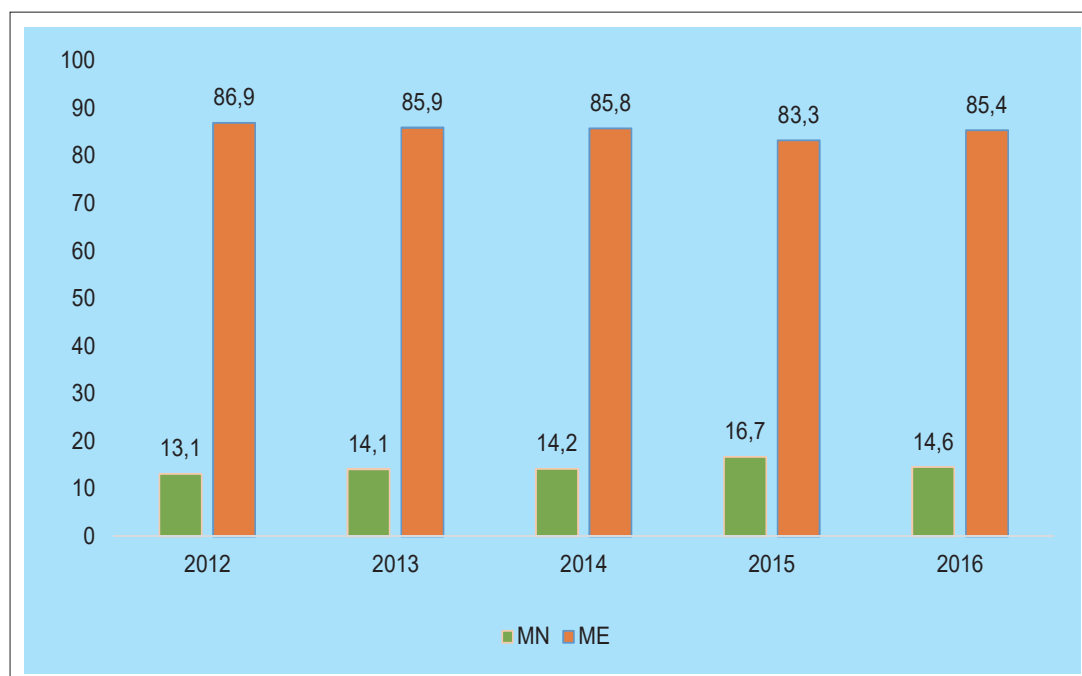
**Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires***(en milliards de CDF)*

	2012	2013	2014	2015	2016
Dépôts à vue	2249,4	2496	2301,3	2546,8	2929,7
Dépôts à terme	223,7	291,8	863,6	989,2	1255,8
<b>Total</b>	<b>2473,1</b>	<b>2787,8</b>	<b>3164,9</b>	<b>3536</b>	<b>4185,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

**VI.2.3. Encours de dépôts suivant la monnaie de constitution**

Selon la monnaie de constitution, les dépôts restent dominés par ceux en devises. En effet, ces derniers ont représenté 85,4% du total contre 83,3% en 2015. Cette hausse du taux de dollarisation de l'économie nationale est expliquée par la forte dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères.

**Graphique IV.24 Structure des dépôts suivant la monnaie***(en pourcentage du total)*

Source : Banque Centrale du Congo.

## **TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV**





**Tableau IV.12 Situation des institutions de dépôts(1)**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>1. Avoirs extérieurs nets (a - b)</b>	<b>-172 601</b>	<b>-296 792</b>	<b>-40 957</b>	<b>907 868</b>	<b>834 878</b>	<b>1 389 151</b>	<b>1 445 872</b>	<b>1 552 286</b>	<b>1 317 994</b>	<b>1 119 236</b>
a) Avoirs	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 712 617	2 897 474	2 899 544	2 650 883	2 728 287
b) Engagements	480 632	646 003	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 323 467	1 451 602	1 347 259	1 332 889	1 609 051
<b>2. Avoirs intérieurs nets (2.1+2.2)</b>	<b>831 435</b>	<b>1 338 169</b>	<b>1 584 493</b>	<b>1 101 741</b>	<b>1 608 736</b>	<b>1 563 749</b>	<b>2 047 344</b>	<b>2 413 361</b>	<b>3 037 831</b>	<b>4 185 358</b>
<b>2.1. Crédits intérieurs</b>	<b>373 351</b>	<b>724 294</b>	<b>859 446</b>	<b>424 933</b>	<b>800 706</b>	<b>704 091</b>	<b>1 083 886</b>	<b>1 502 706</b>	<b>1 945 815</b>	<b>3 078 608</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	176 212	248 900	172 837	-390 053	-161 337	-600 433	-495 598	-398 744	-218 547	260 666
b) Crédits à l'économie	197 138	475 394	686 609	814 986	962 043	1 304 524	1 579 483	1 901 450	2 164 362	2 817 943
<b>2.2. Autres postes nets</b>	<b>458 084</b>	<b>613 875</b>	<b>725 047</b>	<b>676 808</b>	<b>808 030</b>	<b>859 658</b>	<b>963 458</b>	<b>910 656</b>	<b>1 092 015</b>	<b>1 106 749</b>
<b>3. Masse monétaire</b>	<b>658 834</b>	<b>1 041 377</b>	<b>1 543 536</b>	<b>2 009 609</b>	<b>2 443 614</b>	<b>2 952 900</b>	<b>3 493 216</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 304 594</b>
- Monnaie	300 273	392 484	479 875	706 164	790 059	883 844	1 072 635	1 181 584	1 324 936	1 681 375
- Quasi - monnaie	358 561	648 893	1 063 661	1 303 445	1 653 556	2 069 055	2 420 581	2 784 064	3 030 888	3 623 218

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Nouvelle appellation de la situation monétaire intégrée suivant le MSMF

**Tableau IV.13 Situation des institutions de depots**  
( en millions de DTS)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(b)</sup>
<b>1. Avoirs extérieurs nets (a - b)</b>	<b>-219,0</b>	<b>-298,6</b>	<b>-29,0</b>	<b>647,4</b>	<b>594,2</b>	<b>984,7</b>	<b>1 016,8</b>	<b>1 158,5</b>	<b>1 022,6</b>	<b>687,1</b>
a) Avoirs	390,8	351,3	1 098,9	1 460,2	1 499,3	1 922,8	2 037,6	2 163,9	2 056,8	1 674,9
b) Engagements	609,8	649,9	1 128,0	812,8	905,1	938,1	1 020,8	1 005,4	1 034,2	987,8
<b>2. Avoirs intérieurs nets (2.1+2.2)</b>	<b>1 054,9</b>	<b>1 346,2</b>	<b>1 123,8</b>	<b>785,6</b>	<b>1 145,0</b>	<b>1 108,4</b>	<b>1 439,8</b>	<b>1 801,1</b>	<b>2 357,0</b>	<b>3 068,1</b>
<b>2.1 Crédits Intérieurs</b>	<b>473,7</b>	<b>728,7</b>	<b>609,6</b>	<b>303,0</b>	<b>569,9</b>	<b>499,1</b>	<b>762,2</b>	<b>1 121,5</b>	<b>1 509,7</b>	<b>2 388,6</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	223,6	250,4	122,6	-278,1	-114,8	-425,6	-348,5	-297,6	-169,6	202,2
b) Crédits à l'économie	250,1	478,3	487,0	581,1	684,7	924,7	1 110,8	1 419,0	1 679,3	2 186,4
<b>2.2. Autres postes nets</b>	<b>581,2</b>	<b>617,6</b>	<b>514,2</b>	<b>482,6</b>	<b>575,1</b>	<b>609,3</b>	<b>677,5</b>	<b>679,6</b>	<b>847,3</b>	<b>679,4</b>
<b>3. Masse monétaire</b>	<b>835,9</b>	<b>1 047,6</b>	<b>1 094,8</b>	<b>1 433,0</b>	<b>1 739,2</b>	<b>2 093,1</b>	<b>2 456,6</b>	<b>2 959,5</b>	<b>3 379,6</b>	<b>3 256,5</b>
- Monnaie	381,0	394,8	340,4	503,5	562,3	626,5	754,3	881,8	1 028,0	1 032,2
-Quasi - monnaie	455,0	652,8	754,4	929,4	1 176,9	1 466,6	1 702,2	2 077,7	2 351,6	2 224,3
DTS/CDF	788,1	994,0	1 409,9	1 402,4	1 405,0	1 410,8	1 422,0	1 340,0	1 288,9	1 628,9

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.14 Situation des institutions de dépôts en 2016***( en millions de CDF)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1 317 994</b>	<b>1 105 372</b>	<b>1 116 809</b>	<b>1 272 270</b>	<b>1 119 236</b>
a) Avoirs extérieurs	2 650 883	2 604 678	2 628 915	2 731 814	2 728 287
b) Engagements extérieurs	1 332 889	1 499 305	1 512 107	1 459 545	1 609 051
<b>2. Avoirs intérieurs nets</b>	<b>3 037 831</b>	<b>3 164 507</b>	<b>3 352 887</b>	<b>3 579 379</b>	<b>4 185 358</b>
<b>2.1 Crédits intérieurs</b>	<b>1 945 815</b>	<b>2 032 391</b>	<b>2 230 579</b>	<b>2 575 584</b>	<b>3 078 608</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	-218 547	-149 704	-109 479	16 427	260 666
b) Crédits à Economie	2 164 362	2 182 095	2 340 057	2 559 157	2 817 943
<b>2.2 Autres postes nets</b>	<b>1 092 015</b>	<b>1 132 116</b>	<b>1 122 308</b>	<b>1 003 795</b>	<b>1 106 749</b>
<b>3. Masse monétaire</b>	<b>4 355 824</b>	<b>4 269 880</b>	<b>4 469 695</b>	<b>4 851 649</b>	<b>5 304 594</b>
Monnaie	1 324 936	1 328 269	1 436 021	1 538 271	1 681 375
Quasi - Monnaie	3 030 888	2 941 612	3 033 674	3 313 378	3 623 218

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.15 Situation des institutions de dépôts en 2016***(en millions de DTS)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1 022,6</b>	<b>834,6</b>	<b>816,4</b>	<b>862,3</b>	<b>687,1</b>
a) Avoirs extérieurs	2 056,8	1 966,5	1 921,7	1 851,6	1 674,9
b) Engagements extérieurs	1 034,2	1 132,0	1 105,3	989,3	987,8
<b>2. Avoirs intérieurs nets</b>	<b>2 357,0</b>	<b>2 389,2</b>	<b>2 451,0</b>	<b>2 426,1</b>	<b>2 569,4</b>
<b>2.1 Crédits intérieurs</b>	<b>1 509,7</b>	<b>1 534,5</b>	<b>1 630,5</b>	<b>1 745,7</b>	<b>1 890,0</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	-169,6	-113,0	-80,0	11,1	160,0
b) Crédits à Economie	1 679,3	1 647,5	1 710,6	1 734,6	1 729,9
<b>2.2 Autres postes nets</b>	<b>847,3</b>	<b>854,7</b>	<b>820,4</b>	<b>680,4</b>	<b>679,4</b>
<b>3. Masse monétaire</b>	<b>3 379,6</b>	<b>3 223,8</b>	<b>3 267,3</b>	<b>3 288,4</b>	<b>3 256,5</b>
Monnaie	1 028,0	1 002,8	1 049,7	1 042,6	1 032,2
Quasi - Monnaie	2 351,6	2 220,9	2 217,6	2 245,8	2 224,3
DTS/CDF	1 288,9	1 324,5	1 368,0	1 475,4	1 628,9

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.16 Liquidités monétaires**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>1. Circulation fiduciaire hors banques</b>	<b>233 253</b>	<b>304 568</b>	<b>381 486</b>	<b>489 377</b>	<b>615 345</b>	<b>595 164</b>	<b>692 945</b>	<b>742 508</b>	<b>781 868</b>	<b>1 072 177</b>
- Circulation fiduciaire hors BCC <sup>(1)</sup>	243 785	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423	868 056	1 153 301
- Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Encaisses B.C.M.	-10 532	-15 706	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915	-86 189	-81 124
<b>2. Monnaie scripturale</b>	<b>425 581</b>	<b>736 809</b>	<b>1 162 050</b>	<b>1 520 232</b>	<b>1 828 270</b>	<b>2 357 736</b>	<b>2 800 271</b>	<b>3 223 139</b>	<b>3 573 957</b>	<b>4 232 416</b>
- Dépôts à vue en MN	67 020	87 916	98 389	216 787	174 714	288 680	379 690	439 076	543 068	609 198
- Banque Centrale du Congo	1 032	1 592	7 352	3 878	8 614	3 575	17 382	20 484	19 824	17 831
- Banques Créatrices de Monnaie	65 988	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591	523 244	591 367
- Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	340 964	605 961	1 021 994	1 258 433	1 628 356	2 046 264	2 398 929	2 766 424	3 014 955	3 596 641
- Dépôts à terme en MN	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	59 851
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622	72 775	59 851
- Dépôts en devises des résidents	338 464	604 656	1 018 497	1 249 968	1 610 812	2 020 524	2 368 575	2 730 802	2 942 180	3 536 790
- Banque Centrale du Congo	1 946	2 705	3 368	4 984	6 476	3 600	2 835	20 103	2 175	2 562
- Banques Créatrices de Monnaie	336 518	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698	2 940 005	3 534 228
<b>Provision pour paiements des importations</b>	<b>17 597</b>	<b>42 932</b>	<b>41 667</b>	<b>45 012</b>	<b>25 199</b>	<b>22 791</b>	<b>21 652</b>	<b>17 640</b>	<b>15 933</b>	<b>26 577</b>
- Banque Centrale du Congo	2 960	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624	3 258	4 084
- Banques Créatrices de Monnaie	14 637	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016	12 675	22 493
<b>Total (1 + 2)</b>	<b>658 834</b>	<b>1 041 377</b>	<b>1 543 536</b>	<b>2 009 609</b>	<b>2 443 614</b>	<b>2 952 900</b>	<b>3 493 216</b>	<b>3 965 647</b>	<b>4 355 824</b>	<b>5 304 594</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste « Emissions monétaires »

**Tableau IV.17 Liquidités monétaires en 2016***( en millions de CDF)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Circulation fiduciaire hors banques</b>	<b>781 868</b>	<b>759 014</b>	<b>839 306</b>	<b>870 379</b>	<b>1 072 177</b>
Circulation fiduciaire hors BCC	868 056	858 272	934 959	975 165	1 153 301
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-86 189	-99 258	-95 654	-104 786	-81 124
<b>2. Monnaie scripturale</b>	<b>3 573 957</b>	<b>3 510 866</b>	<b>3 630 389</b>	<b>3 981 270</b>	<b>4 232 416</b>
<b>Dépôts à vue en MN</b>	<b>543 068</b>	<b>569 254</b>	<b>596 715</b>	<b>667 892</b>	<b>609 198</b>
- Banque Centrale du Congo	19 824	8 715	4 760	5 441	17 831
- Banques Créatrices de Monnaies	523 244	560 539	591 955	662 452	591 367
<b>Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises</b>	<b>3 014 955</b>	<b>2 906 532</b>	<b>3 000 101</b>	<b>3 283 956</b>	<b>3 596 641</b>
<b>Dépôts à terme en M.N.</b>	<b>72 775</b>	<b>79 552</b>	<b>70 515</b>	<b>64 903</b>	<b>59 851</b>
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	72 775	79 552	70 515	64 903	59 851
<b>Dépôts en devises des résidents</b>	<b>2 942 180</b>	<b>2 826 980</b>	<b>2 929 585</b>	<b>3 219 053</b>	<b>3 536 790</b>
- Banque Centrale du Congo	2 175	2 636	2 636	2 153	2 562
- Banques Créatrices de Monnaies	2 940 005	2 824 344	2 926 950	3 216 900	3 534 228
<b>Provision pour paiements des importations</b>	<b>15 933</b>	<b>35 080</b>	<b>33 573</b>	<b>29 421</b>	<b>26 577</b>
- Banque Centrale du Congo	3 258	3 437	3 487	3 803	4 084
- Banques Créatrices de Monnaies	12 675	31 643	30 086	25 619	22 493
<b>Total (1 + 2)</b>	<b>4 355 824</b>	<b>4 269 880</b>	<b>4 469 695</b>	<b>4 851 649</b>	<b>5 304 594</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.18 Contribution à la croissance de la masse monétaire**  
( en millions de CDF )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>221 912</b>	<b>382 543</b>	<b>502 160</b>	<b>466 073</b>	<b>434 006</b>	<b>509 285</b>	<b>540 316</b>	<b>472 432</b>	<b>390 177</b>	<b>948 770</b>
Monnaie fiduciaire	88 290	92 211	87 391	226 289	83 895	93 786	188 790	108 949	143 352	356 439
Monnaie scripturale	133 622	290 332	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526	363 483	246 825	592 330
<b>Origine des variations</b>	<b>221 912</b>	<b>382 543</b>	<b>502 160</b>	<b>466 073</b>	<b>434 006</b>	<b>509 285</b>	<b>540 316</b>	<b>472 432</b>	<b>390 177</b>	<b>948 770</b>
1. Avoirs extérieurs nets	147 422	-124 191	255 835	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 414	-234 292	-198 757
2. Avoirs intérieurs nets	74 490	506 734	246 324	-482 752	506 995	-44 987	483 595	366 018	624 469	1 147 527
Créances nettes sur l'Etat	130 677	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 854	180 197	479 213
Crédits à l'économie	76 358	278 256	211 215	128 377	147 057	342 481	274 960	321 966	262 913	653 580
Autres postes nets	-132 545	155 791	111 172	-48 239	131 222	51 627	103 800	-52 802	181 359	14 734

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19 Contribution à la croissance de la masse monétaire

(en pourcentage )

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Monnaie fiduciaire	39,8	24,1	17,4	48,6	19,3	18,4	34,9	23,1	36,7	37,6
Monnaie scripturale	60,2	75,9	82,6	51,4	80,7	81,6	65,1	76,9	63,3	62,4
<b>Origine des variations</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
1. Avoirs extérieurs nets	66,4	-32,5	50,9	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,5	-60,0	-20,9
2. Avoirs intérieurs nets	33,6	132,5	49,1	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,5	160,0	120,9
Créances nettes sur l'Etat	58,9	19,0	-15,1	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,5	46,2	50,5
Crédits à l'économie	34,4	72,7	42,1	27,5	33,9	67,2	50,9	68,2	67,4	68,9
Autres postes nets	-59,7	40,7	22,1	-10,4	30,2	10,1	19,2	-11,2	46,5	1,6

Source : Banque Centrale du Congo.



**Tableau IV.20 Contribution a la croissance de la masse monétaire**  
(en millions de CDF)

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>+390 177</b>	<b>-85 944</b>	<b>+199 814</b>	<b>+381 954</b>	<b>+948 770</b>
Monnaie fiduciaire	+143 352	+3 333	+107 752	+102 250	+356 439
Monnaie scripturale		-89 277	+92 062	+279 704	+592 330
<b>Origine des variations</b>	<b>+390 177</b>	<b>-85 944</b>	<b>+199 814</b>	<b>+381 954</b>	<b>+948 770</b>
1. Avoirs extérieurs nets	-234 292	-212 622	+11 437	+155 461	-198 757
2. Avoirs intérieurs nets	+624 469	+126 678	+188 377	+226 493	+1 147 527
Créances nettes sur l'Etat	+180 197	+68 843	+40 225	+125 905	+479 213
Crédits à l'économie	+262 913	+17 733	+157 962	+219 100	+653 580
Autres postes nets	+181 359	+40 102	-9 810	-118 512	+14 734

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.21 Contribution a la croissance de la masse monétaire**  
(en pourcentage)

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>Variations de la masse monétaire</b>	<b>100</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>
Monnaie fiduciaire	36,7	-3,9	+53,9	+26,8	+37,6
Monnaie scripturale	63,3	+103,9	+46,1	+73,2	+62,4
<b>Origine des variations</b>	<b>100</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>	<b>+100,0</b>
1. Avoirs extérieurs nets	-60,0	+247,4	+5,7	+40,7	-20,9
2. Avoirs intérieurs nets	160,0	-147,4	+94,3	+59,3	+120,9
Créances nettes sur l'Etat	46,2	-80,1	+20,1	+33,0	+50,5
Crédits à l'économie	67,4	-20,6	+79,1	+57,4	+68,9
Autres postes nets	46,5	-46,7	-4,9	-31,0	+1,6

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.22 Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo**  
( Contrevaleur en CDF)

	1994		1995		1996			1997			1998		
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	juin
BILLETS	2,856,150	18,511,890	28,588,890	46,183,880	68,462,760	101,014,330	181,310,750	202,160,750	202,160,750	204,460,740	280,577,780	204,460,740	280,577,780
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	4,799,830	4,799,830	4,799,830	4,799,830	4,800,000	4,799,830	4,800,000
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	16,499,910	20,099,920	20,099,920	20,099,920	20,100,000	20,099,920	20,100,000
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	37,319,990	44,399,990	44,399,990	46,699,980	122,200,000	46,699,980	122,200,000
50.000 NZ	-	-	-	6,959,990	23,949,990	48,919,990	70,949,990	81,079,990	81,079,990	81,079,990	81,120,000	81,079,990	81,120,000
20.000NZ	-	-	-	3,964,000	6,000,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000	11,736,000
10.000 NZ	-	-	4,930,000	9,902,000	11,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000	13,448,000
5.000 NZ	-	11,383,400	16,530,400	18,229,400	20,007,400	20,007,400	20,007,400	20,047,400	20,047,400	20,047,400	20,047,400	20,047,400	20,047,400
1.000 NZ	-	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790	2,511,790
500 NZ	2,283,190	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980	4,039,980
200 NZ	299,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200	303,200
100 NZ	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900	161,900
50 NZ	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120	89,120
20 NZ	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740	9,740
10 NZ	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160	7,160
5 NZ	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350	2,350
1 NZ	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
50 NK	100	100	100	100	100	120	120	120	120	120	120	120	120
20 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Billets émis à format réduit <sup>(1)</sup>	2,380	2,140	2,140	2,140	-68,980	(223,430)	(576,750)	(576,750)	(576,750)	(576,750)	(10)	(576,750)	(10)
PIECES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5 NK	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
1 NK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T O T A L	2,856,160	18,511,900	28,588,900	46,183,890	68,462,770	101,014,340	181,310,760	202,160,760	202,160,760	204,460,750	280,577,780	204,460,750	280,577,780

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Ventilation des émissions monétaires en francs congolais

( en millions de CDF)

BILLETS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
20000 FC						12,000,000	51,600,000	77,200,000	114,800,000	178,000,000
10000 FC						14,200,000	72,400,000	106,100,000	146,600,000	226,100,000
5000 FC						20,900,000	64,900,000	110,650,000	162,150,000	255,650,000
1000 FC						14,740,000	69,940,000	167,390,000	246,970,000	380,850,000
500 FC	156,266,158	258,866,158	394,946,158	515,716,108	603,936,109	673,436,109	711,236,109	764,311,109	797,035,000	823,256,109
200 FC	40,082,790	45,882,790	48,642,790	72,548,790	100,388,790	101,396,790	106,196,790	118,816,790	127,257,000	140,906,790
100 FC	61,415,417	64,917,417	79,277,917	95,058,917	107,958,917	108,698,917	109,298,917	114,848,917	118,817,000	123,096,917
50 FC	16,772,521	22,072,521	25,540,021	29,578,521	41,560,521	45,570,521	45,570,521	47,607,521	50,473,337	53,338,521
20 FC	4,034,110	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510	5,758,510
10 FC	1,469,681	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081	2,143,081
5 FC	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652	370,652
1 FC	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122	41,122
50 CC	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352	49,352
20 CC	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967	14,967
10 CC	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266	8,266
5 CC	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015	3,015
1 CC	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
<b>T O T A L</b>	<b>280 528 201</b>	<b>400 128 000</b>	<b>556 796 000</b>	<b>721 291 450</b>	<b>862 233 452</b>	<b>999 331 452</b>	<b>1 239 531 451</b>	<b>1 515 313 451</b>	<b>1 772 491 451</b>	<b>2 189 587 451</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.24 Dépôts bancaires à vue <sup>(1)</sup>**  
**Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces**  
*(en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011 <sup>®</sup>	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
<b>A. Secteur d'activités</b>	<b>386 161</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 929 691</b>
Agriculture	2 160	3 515	8 176	10 268	48 947	46 189	47 922	44 185	48 899	56 250
Sylviculture et exploitation forestière	268	167	213	678	2 641	2 249	2 496	2 301	2 547	2 930
Elevage et pêche	655	958	1 642	466	3 246	4 498	4 919	5 966	4 584	5 273
Industries extractives	10 428	23 544	41 140	40 447	123 513	179 956	199 676	169 102	211 642	243 457
Industries manufacturières	15 707	23 781	31 268	38 491	115 559	212 450	224 636	197 115	229 215	263 672
Eau, gaz, électricité	4 250	8 102	17 989	15 286	104 808	118 732	99 838	92 051	70 038	80 566
Industries du bâtiment et travaux publics	4 389	7 762	14 936	14 745	39 757	62 494	54 960	59 038	58 832	67 676
Commerce	46 256	55 541	84 323	82 593	172 666	214 922	349 205	301 598	356 556	410 157
Transports	7 038	12 498	25 585	27 575	69 747	95 978	60 234	60 342	80 480	92 578
Entreprises immobilières et d'assurances (2)	22 805	2 912	3 253	4 432	8 885	10 223	7 659	7 454	10 287	11 834
Autres services	122 089	221 074	341 781	329 084	738 887	1 015 175	1 126 425	1 038 568	1 149 306	1 322 080
Divers (3)	150 115	288 724	489 861	511 328	208 584	286 579	317 985	323 559	324 444	373 218
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>386 161</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 929 691</b>
Particuliers	115 330	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746	1 051 350	1 201 173
Entreprises privées	208 067	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768	230 336	263 672
Entreprises publiques	23 851	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021	168 822	205 078
Organismes financiers non monétaires	13 521	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341	3 661	2 930
Pouvoirs publics subordonnés	5 249	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567	995 944	1 139 649
Organismes publics à caractère administratif	20 142	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837	96 717	117 188
<b>C. Provinces</b>	<b>386 161</b>	<b>648 579</b>	<b>1 060 166</b>	<b>1 075 392</b>	<b>1 637 240</b>	<b>2 249 446</b>	<b>2 495 955</b>	<b>2 301 280</b>	<b>2 546 830</b>	<b>2 929 691</b>
Kinshasa	279 508	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609	1 784 039	2 053 128
Bas-Congo	10 143	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736	72 129	82 031
Bandundu	-	111	111	111	171	608	262	2 177	3 823	5 859
Equateur	-	91	91	91	140	2 242	215	2 547	3 093	2 930
Orientale	1 561	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869	39 384	43 945
Kivu	28 309	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152	150 282	172 852
Katanga	62 311	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935	473 273	544 923
Kasai Oriental	3 406	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157	10 609	12 305
Kasai Occidental	922	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098	10 198	11 719

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

® A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Etablissements de Crédit (GCEC).

**Tableau IV.25 Dépôts bancaires à terme <sup>(1)</sup>**  
**Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance**  
*( en millions de CDF)*

	2007	2008	2009	2010	2011 <sup>®</sup>	2012	2013	2014	2015	2016(p)
<b>A. Secteur d'activités</b>	<b>45 485</b>	<b>98 499</b>	<b>97 816</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 255 755</b>
Agriculture	71	45	1	1	5 010	4 593	5 603	16 582	18 993	24 110
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	270	224	292	864	989	1 256
Elevage et pêche	5	-	357	362	332	447	575	2 239	1 781	2 260
Industries extractives	-	2 324	7 326	1 941	12 643	17 893	23 345	63 461	82 202	104 353
Industries manufacturières	-	610	1 356	1 212	11 829	21 124	26 263	73 974	89 027	113 018
Eau, gaz, électricité	1 839	1 295	2 087	3 186	10 729	11 806	11 672	34 545	27 203	34 533
Industries du bâtiment et travaux publics	399	152	125	22	4 070	6 214	6 425	22 156	22 850	29 008
Commerce	6 522	7 457	17 185	16 524	17 675	21 370	40 826	113 185	138 487	175 806
Transports	1 638	213	2 441	2 039	7 140	9 543	7 042	22 645	31 259	39 682
Entreprises immobilières et d'assurances	108	77	58	58	910	1 016	895	2 797	3 996	5 072
Autres services	6 940	27 904	12 771	15 889	75 636	100 941	131 693	389 757	446 393	566 684
Divers	27 963	58 422	54 108	55 412	21 352	28 495	37 176	121 426	126 015	159 972
<b>B. Catégorie de déposants</b>	<b>45 485</b>	<b>98 499</b>	<b>97 816</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 255 755</b>
Particuliers	19 808	40 175	52 621	55 978	93 616	102 143	112 473	429 232	449 000	569 993
Entreprises privées	22 821	50 644	42 144	36 650	67 882	100 521	146 174	342 311	434 886	552 076
Entreprises publiques	2 117	1 295	2 186	2 003	3 609	18 841	20 287	70 654	85 519	108 564
Organismes financiers non monétaires	739	6 384	535	535	922	-	8 548	20 501	18 141	23 029
Pouvoirs publics subordonnés	-	-	-	1 480	1 284	1 605	3 343	528	983	1 248
Organismes publics à caractère administratif	-	-	330	-	283	557	983	405	665	844
<b>C. Province</b>	<b>45 485</b>	<b>98 499</b>	<b>97 816</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 255 755</b>
Kinshasa	39 771	82 619	65 141	62 180	109 719	162 468	208 331	463 784	483 838	614 219
Bas-Congo	162	463	569	569	981	5 000	6 731	47 011	49 369	62 673
Bandundu	-	-	-	-	-	68	31	1 990	2 739	3 477
Equateur	-	-	-	-	-	249	263	3 559	3 210	4 076
Orientale	65	62	114	118	200	4 310	2 029	12 700	17 914	22 741
Sud, Nord Kivu et Maniema	738	536	2 799	2 827	4 849	13 432	19 531	116 799	141 893	180 129
Katanga	4 749	14 607	28 436	30 331	50 659	36 891	52 449	208 466	281 943	357 919
Kasai Oriental	-	183	668	526	1 028	550	1 391	4 701	5 024	6 378
Kasai Occidental	-	28	88	96	159	700	1 053	4 620	3 264	4 143
<b>D. Echéance</b>	<b>45 485</b>	<b>98 499</b>	<b>97 816</b>	<b>96 646</b>	<b>167 595</b>	<b>223 668</b>	<b>291 808</b>	<b>863 631</b>	<b>989 194</b>	<b>1 255 755</b>
15 jours	14 095	8 236	40	40	70	92	121	1 440	2 781	3 530
1 mois	4 550	5 142	12 748	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489	184 015	233 602
3 mois	7 519	68 057	36 915	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160	288 695	366 490
6 mois	13 332	5 498	20 747	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835	258 696	328 408
1 an et plus	5 990	11 566	27 366	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707	255 007	323 724

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

® A partir de 2011, la rubrique «secteur d'activités» a subi un reclassement suivant les nouvelles informations produites dans l'annexe DEC 9004 du Guide Comptable des Etablissements de Crédit (GCEC).

**Tableau IV.26 Crédits aux entreprises et aux particuliers**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
A. Banques	278 438	278 438	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450	2 326 986	3 034 060
- crédits à décaissement	200 833	200 833	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285	1 990 135	2 569 538
- crédits de signature	77 605	77 605	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165	336 851	464 522
B. Institutions spécialisées	65 732	89 295	96 478	1 237	25 151	35 697	48 257	29 187	19 964	40 258
<b>Total (A+B)</b>	<b>344 170</b>	<b>367 733</b>	<b>643 178</b>	<b>816 604</b>	<b>1 243 026</b>	<b>1 697 308</b>	<b>2 141 781</b>	<b>2 269 637</b>	<b>2 346 949</b>	<b>3 074 318</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.27 Crédits bancaires aux entreprises et aux particuliers**  
(Utilisations des crédits)  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>Secteurs d'activités économiques</b>										
Agriculture, forêts, élevage et pêche	8 459	18 491	12 420	20 400	19 014	53 087	38 127	37 388	49 246	68 147
Production minière	15 185	24 595	17 504	36 340	71 908	63 905	177 503	186 443	157 391	255 131
Production industrielle	9 639	26 344	13 931	51 189	87 649	85 378	56 428	68 916	93 239	145 706
Bâtiments et travaux publics	7 637	12 100	30 684	13 680	38 417	94 974	39 253	45 146	42 676	70 647
Energie	3 954	2 407	7 625	15 465	21 230	46 278	82 768	50 469	65 156	77 417
Transports	18 687	37 237	22 116	62 216	62 354	128 016	113 318	101 800	110 003	125 632
Distribution	23 534	84 008	91 131	44 129	96 666	136 908	238 745	381 090	333 009	213 533
Commerce de gros, de détail, de consommation										
Import et export des biens d'équipement et matières incorporées à la production,										
matières premières, produits finis ou semi-finis	284	5 208	83 241	247 092	225 677	275 894	346 952	451 129	473 328	877 210
Autres	113 453	280 021	202 195	157 038	340 429	456 465	572 625	636 763	916 621	1 164 177
<b>Total</b>	<b>200 833</b>	<b>490 411</b>	<b>480 847</b>	<b>647 548</b>	<b>963 345</b>	<b>1 340 903</b>	<b>1 665 719</b>	<b>1 959 145</b>	<b>2 240 670</b>	<b>2 997 599</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.



**Tableau IV.28 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité**  
( en millions de CDF )

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010 <sup>(p)</sup>	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
Production agricole	52 738	43 892	7 709	7 419	8 818	23 709	16 184	28 942	28 969	38 755
Traitement et conditionnement de la production agricole	14 160	7 660	1 411	2 358	3 804	8 613	12 658	25 416	0	0
Sylviculture et exploitation forestière	30 422	18 623	3 335	9 465	3 097	13 168	12 246	25 004	14 448	19 329
Elevage	8 335	11 779	79	605	2 603	5 580	9 696	22 454	5 829	7 798
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	79 154	3 450	20 005	25 845	71 908	98 538	86 215	98 973	86 240	115 373
Minerais non métalliques	1 452	634	1 106	7 639	87 649	105 367	82 076	94 834	78 234	104 663
Alimentation	19 171	24 108	1 197	8 294	13 568	28 367	31 578	44 336	30 796	41 199
Boissons	20 702	13 958	7 872	14 694	18 652	98 742	83 579	96 337	108 126	144 653
Tabac	9 852	-	9 000	6 584	5 202	30 856	16 578	29 336	37 625	50 335
Textiles et confections	34 040	7 522	3 558	5 368	9 532	15 035	10 873	23 631	29 067	38 886
Industries chimiques	14 193	19 248	835	11 424	13 568	38 125	25 365	38 123	34 181	45 728
Matériaux de construction	8 185	2 572	3 046	4 100	3 025	61 733	39 254	52 012	61 639	82 461
Métallurgie et fabrications métalliques	17 333	4 434	1 256	1 099	2 357	6 548	5 368	18 126	11 747	15 715
Autres industries manufacturières	21 890	24 761	6 403	14 695	5 698	9 208	10	12 768	6 389	8 547
Eau, gaz, électricité	26 041	71 026	7 156	13 590	27 640	46 278	91 581	104 339	62 305	83 353
Industries du bâtiment et travaux publics	19 074	114 897	21 544	12 742	38 417	33 241	39 253	52 011	42 676	57 093
Commerce de gros et demi-gros	67 507	61 444	47 881	105 594	163 584	165 537	268 124	280 882	401 003	536 467
Commerce de détail	70 631	30 199	29 613	52 328	48 562	60 358	78 928	91 686	70 180	93 888
Compagnies pétrolières	17 322	12 108	10 273	7 816	13 531	21 305	22 756	35 514	29 135	38 977
Transports	52 360	31 721	18 703	61 278	62 354	78 016	113 318	126 076	110 003	147 164
Entreprises immobilières et d'assurances	98	-	10 510	34 610	36 167	18 461	20 917	33 675	70 916	94 873
Autres services	-	93 038	77 950	56 501	108 164	126 780	128 985	141 743	156 140	208 887
Divers	-	29 194	190 406	183 503	215 445	247 341	470 177	482 935	765 021	1 023 456
<b>Total</b>	<b>584 659</b>	<b>626 267</b>	<b>480 847</b>	<b>647 548</b>	<b>963 345</b>	<b>1 340 903</b>	<b>1 665 719</b>	<b>1 959 145</b>	<b>2 240 670</b>	<b>2 997 599</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

Tableau IV.29 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité

( en millions de CDF)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
Production agricole	266	3 514	20	426	625	856	1 036	746	891	1 293
Traitement et conditionnement de la production agricole	194	7 660	8	21	32	3 549	6 593	6 303	5 448	7 907
Sylviculture et exploitation forestière	101	416	30	58	654	851	2 035	1 745	1 590	2 308
Elevage	7 345	8 155	1 246	3 579	5 412	8 321	9 563	8 983	7 001	10 160
Minerais métalliques	978	3 450	1 516	5 009	8 654	12 950	13 547	13 257	12 729	18 473
Minerais non métalliques	-	634	36	6 578	8 564	18 308	23 586	23 296	17 056	24 753
Alimentation	669	1 627	16	46	65	109	8 658	8 368	8 513	12 355
Boissons	34 734	5 757	10 794	35 678	26 547	39 077	42 365	42 075	42 220	61 273
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	6 588	7 522	110	569	6 259	8 974	13 587	13 297	13 442	19 508
Industries chimiques	-	-	1 739	8 652	7 564	5 353	6 328	6 038	5 980	8 679
Matériaux de construction	7 439	2 572	447	3 026	2 035	8 479	13 578	13 285	13 432	19 493
Métallurgie et fabrications métalliques	2 719	3 634	469	2 154	2 036	3 258	5 369	5 079	3 327	4 828
Autres industries manufacturières	915	6 798	196	521	625	958	2 346	2 058	1 847	2 681
Eau, gaz, électricité	5 484	56 340	470	988	1 024	3 205	4 564	4 274	4 419	6 413
Industries du bâtiment et travaux publics	57 352	111 495	23 689	45 631	43 953	48 745	65 348	65 058	65 203	94 628
Commerce de gros et demi-gros	19 744	19 135	2 757	6 587	85 641	96 888	129 377	129 086	82 299	119 439
Commerce de détail	8 674	7 999	446	2 565	3 652	4 570	7 562	7 271	7 417	10 763
Compagnies pétrolières	-	-	1 133	321	486	658	2 457	2 166	2 312	3 355
Transports	10 855	11 337	3 412	7 854	8 652	10 579	18 369	18 079	18 224	26 448
Entreprises immobilières et d'assurances	1 448	28 621	-	-	-	-	5 634	5 345	5 490	7 967
Autres services	33 861	42 843	7 154	15 322	8 326	5 235	7 852	7 562	7 707	11 185
Divers	7 474	12 561	10 165	22 235	33 724	39 785	38 051	38 054	37 259	54 073
<b>Total</b>	<b>206 840</b>	<b>342 071</b>	<b>65 853</b>	<b>167 819</b>	<b>254 530</b>	<b>320 707</b>	<b>427 805</b>	<b>421 425</b>	<b>363 804</b>	<b>527 984</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

**Tableau IV.30 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits**  
( en millions de CDF )

Formes des crédits	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>p)</sup>
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	33 391	5 860	22 689	72 576	66 120	124 862	155 791	132 566	74 236	63 898
Crédits documentaires à l'exportation	-	863	-	-	-	14 814	4 699	4 112	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres(lettre de garantie,cautions,avals)	113 456	245 680	43 163	95 243	188 410	181 031	267 315	284 747	289 568	464 086
<b>Total</b>	<b>146 848</b>	<b>252 403</b>	<b>65 853</b>	<b>167 819</b>	<b>254 530</b>	<b>320 707</b>	<b>427 805</b>	<b>421 425</b>	<b>363 804</b>	<b>527 984</b>

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

Tableau IV.31 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité

(en millions de CDF)

Branches d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (p)
Production agricole	19 593	21 946	3 219	230	6 574	8 642	9 634	7 626	5 216	10 518
Traitement et conditionnement de la production agricole	-	-	944	32	125	325	587	235	161	325
Sylviculture et exploitation forestière	1 006	1 821	3 173	-	-	-	156	156	107	216
Elevage	8 850	3 624	973	-	-	124	547	0	568	1 145
Pêche	116	-	39	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	17	2 248	12 639	124	564	8 940	12 476	7 472	5 111	10 307
Boissons	2 800	8 201	2 092	-	0	13	24	19	13	26
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	1 119	8 100	1 055	86	166	199	357	187	-	-
Industries chimiques	1 373	1 925	3 166	21	325	424	687	268	128	258
Matériaux de construction	1 990	1 990	332	41	987	1 237	1 837	1 249	854	1 722
Métallurgie et fabrications métalliques	300	799	50	-	13	22	357	102	-	-
Autres industries manufacturières	1 348	1 796	6 646	76	325	393	1 578	1 251	70	141
Eau, gaz, électricité	857	1 469	2 195	-	647	569	973	739	856	1 726
Industries du bâtiment et travaux publics	851	3 402	2 388	-	0	124	546	562	505	1 018
Commerce de gros et demi-gros	2 254	4 231	14 548	237	569	865	2 374	1 370	937	1 890
Commerce de détail	305	2 220	9 759	12	25	136	367	145	99	200
Compagnies pétrolières	771	771	33	-	-	52	154	77	53	107
Transports	1 660	3 100	1 948	156	248	395	943	24	16	32
Autres services	5 070	5 019	11 121	54	325	5 674	6 574	2 427	1 660	3 347
Divers	15 453	16 633	20 158	168	8 259	7 565	8 086	5 278	3 610	7 280
Total	65 732	89 295	96 478	1 237	19 151	35 697	48 257	29 187	19 964	40 258

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

**Tableau IV.32 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 <sup>(p)</sup>
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-333 265</b>	<b>-390 062</b>	<b>-557 610</b>	<b>171 534</b>	<b>19 178</b>	<b>337 135</b>	<b>381 523</b>	<b>353 118</b>	<b>111 292</b>	<b>-445 381</b>
Avoirs	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	760 114
Engagements	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 205 495
<b>2. Avoirs intérieurs nets</b>	<b>621 728</b>	<b>859 565</b>	<b>1 721 156</b>	<b>450 571</b>	<b>789 820</b>	<b>514 963</b>	<b>613 697</b>	<b>780 860</b>	<b>1 156 407</b>	<b>2 061 985</b>
<b>2.1 Crédits intérieurs</b>	<b>206 618</b>	<b>295 189</b>	<b>959 066</b>	<b>-322 241</b>	<b>-54 412</b>	<b>-352 681</b>	<b>-248 073</b>	<b>-88 912</b>	<b>135 468</b>	<b>765 529</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	198 728	272 446	200 253	-335 969	-68 712	-374 407	-302 311	-262 167	-103 649	407 519
b) Crédits à l'économie	7 889	22 743	758 812	13 728	14 300	21 726	54 238	173 255	239 117	358 010
<b>2.2 Autres postes nets</b>	<b>415 110</b>	<b>564 377</b>	<b>762 090</b>	<b>772 812</b>	<b>844 232</b>	<b>867 645</b>	<b>861 771</b>	<b>869 772</b>	<b>1 020 938</b>	<b>1 296 456</b>
<b>3. Base monétaire( sens large)</b>	<b>288 463</b>	<b>383 711</b>	<b>479 241</b>	<b>622 105</b>	<b>808 998</b>	<b>51 298</b>	<b>995 220</b>	<b>1 133 978</b>	<b>1 267 699</b>	<b>1 616 603</b>
Base monétaire (sens strict)	283 557	378 098	469 315	613 259	798 750	47 396	988 316	1 110 251	1 262 265	1 609 958
Dépôts en devises & provisions pour importations	4 906	5 613	9 926	8 846	10 248	3 901	6 904	23 727	5 434	6 646

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.33 Situation de la Banque Centrale du Congo en 2016***(en millions de CDF)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>111 292</b>	<b>-90 523</b>	<b>-123 156</b>	<b>-247 719</b>	<b>-445 381</b>
Avoirs	1 138 302	1 117 279	934 542	871 342	760 114
Engagements	1 027 010	1 207 802	1 057 698	1 119 061	1 205 495
<b>2. Avoirs intérieurs nets</b>	<b>1 156 407</b>	<b>1 348 081</b>	<b>1 439 719</b>	<b>1 734 556</b>	<b>2 061 985</b>
<b>2.1 Crédits intérieurs</b>	<b>135 468</b>	<b>285 399</b>	<b>427 778</b>	<b>584 969</b>	<b>765 529</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	-103 649	-26 411	43 216	208 564	407 519
b) Crédits à l'économie	239 117	311 810	384 562	376 404	358 010
<b>2.2 Autres postes nets</b>	<b>1 020 938</b>	<b>1 062 682</b>	<b>1 011 942</b>	<b>1 149 587</b>	<b>1 296 456</b>
<b>3. Base monétaire(sens large)</b>	<b>1 267 699</b>	<b>1 257 558</b>	<b>1 316 564</b>	<b>1 486 837</b>	<b>1 616 603</b>
Base monétaire (sens strict)	1 262 265	1 251 485	1 310 443	1 480 881	1 609 958
Dépôts en devises	5 434	6 073	6 121	5 956	6 646
& provisions pour importations					

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.34 Situation des autres institutions de dépôts**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>160 664</b>	<b>179 062</b>	<b>516 653</b>	<b>736 334</b>	<b>815 700</b>	<b>1 052 016</b>	<b>1 064 349</b>	<b>1 199 167</b>	<b>1 206 702</b>	<b>1 564 618</b>
Avoirs	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964	1 512 581	1 968 174
Engagements	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797	305 880	403 556
<b>3. Avoirs intérieurs nets (1)</b>	<b>209 707</b>	<b>478 603</b>	<b>547 642</b>	<b>849 879</b>	<b>1 053 777</b>	<b>1 314 724</b>	<b>1 713 453</b>	<b>1 992 727</b>	<b>2 367 269</b>	<b>2 888 882</b>
<b>3.1 Crédits intérieurs</b>	<b>171 137</b>	<b>448 819</b>	<b>584 685</b>	<b>756 214</b>	<b>864 014</b>	<b>1 068 320</b>	<b>1 379 640</b>	<b>1 753 986</b>	<b>2 037 626</b>	<b>2 659 887</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	-22 516	-23 546	-27 416	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577	-114 898	-146 853
b) Crédits à l'économie	193 653	472 366	612 101	810 298	956 639	1 294 346	1 572 927	1 890 563	2 152 524	2 806 741
<b>3.2 Autres postes nets</b>	<b>38 570</b>	<b>29 784</b>	<b>-37 043</b>	<b>-52 480</b>	<b>-51 499</b>	<b>-67 096</b>	<b>-7 681</b>	<b>-136 836</b>	<b>-158 611</b>	<b>-298 989</b>
<b>3. Total des dépôts (2)</b>	<b>370 371</b>	<b>657 666</b>	<b>1 064 295</b>	<b>1 586 213</b>	<b>1 869 478</b>	<b>2 366 739</b>	<b>2 777 802</b>	<b>3 191 894</b>	<b>3 573 970</b>	<b>4 453 500</b>
Dépôts en monnaie nationale	16 716	14 386	10 560	221 374	183 644	310 846	392 662	454 213	596 019	651 218
Dépôts en monnaies étrangères	353 655	643 280	1 053 735	1 364 838	1 685 833	2 055 894	2 385 140	2 737 681	2 977 951	3 802 282
& provisions pour importations										

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

(2) y compris les engagements des banques commerciales vis-à-vis de la BCC.

**Tableau IV.35 Situation des autres institutions de dépôts en 2016***(en millions de CDF)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>1. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>1 206 702</b>	<b>1 195 895</b>	<b>1 239 965</b>	<b>1 519 989</b>	<b>1 564 618</b>
Avoirs	1 512 581	1 487 398	1 694 373	1 860 473	1 968 174
Engagements	305 880	291 503	454 408	340 484	403 556
<b>2. Avoirs intérieurs nets<sup>(1)</sup></b>	<b>2 367 269</b>	<b>2 420 833</b>	<b>2 467 462</b>	<b>2 643 480</b>	<b>2 888 882</b>
<b>2.1 Crédits intérieurs</b>	<b>2 037 626</b>	<b>2 048 228</b>	<b>2 167 568</b>	<b>2 337 679</b>	<b>2 659 887</b>
a) Créances nettes sur l'Etat	-114 898	-123 293	-152 694	-192 138	-146 853
b) Crédits à l'économie	2 152 524	2 171 521	2 320 263	2 529 817	2 806 741
<b>2.2 Autres postes nets</b>	<b>-158 611</b>	<b>-125 910</b>	<b>-172 714</b>	<b>-301 695</b>	<b>-298 989</b>
<b>3. Total des dépôts</b>	<b>3 573 970</b>	<b>3 616 728</b>	<b>3 707 427</b>	<b>4 163 469</b>	<b>4 453 500</b>
Dépôts en monnaie nationale	596 019	640 091	662 470	727 355	651 218
Dépôts en monnaie étrangère & provisions	2 977 951	2 976 637	3 044 957	3 436 114	3 802 282

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales.



**Tableau IV.36 Réserves de la Banque Centrale du Congo**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
<b>1. AVOIRS EN DEVICES</b>	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	486 467
Avoirs libres	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	486 467
<b>2. AVOIRS EN DTS</b>	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647
<b>3. DEVICES ET DTS (1+2)</b>	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	760 114
<b>4. OR</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.</b>	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	6 835
<b>6. RESERVES NETTES (3+4-5)</b>	69 837	32 199	882 020	1 182 204	1 170 808	1 493 497	1 547 075	1 451 438	1 130 779	753 279
<b>7. AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-445 381
Réserves nettes	69 837	32 199	882 020	1 182 204	1 170 808	1 493 497	1 547 075	1 451 438	1 130 779	753 279
F.M.I. position nette	-403 102	-422 260	-719 352	-294 249	-433 874	-435 657	-439 119	-413 789	-362 067	-366 512
Allocations cumulatives	-	-	-720 278	-716 421	-717 756	-720 706	-726 433	-684 530	-657 421	-832 148

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.37 Réserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de USD)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
<b>1. AVOIRS EN DEVISES</b>	<b>177,39</b>	<b>71,75</b>	<b>389,08</b>	<b>762,96</b>	<b>755,01</b>	<b>1 102,87</b>	<b>1 141,16</b>	<b>1 066,37</b>	<b>777,68</b>	<b>400,19</b>
Avoirs libres	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 102,87	1 141,16	1 066,37	777,68	400,19
<b>2. AVOIRS EN DTS</b>	<b>3,26</b>	<b>6,04</b>	<b>610,36</b>	<b>541,26</b>	<b>543,77</b>	<b>543,10</b>	<b>541,12</b>	<b>510,23</b>	<b>450,58</b>	<b>225,11</b>
<b>3. DEVISES ET DTS (1+2)</b>	<b>180,65</b>	<b>77,79</b>	<b>999,44</b>	<b>1 304,22</b>	<b>1 298,78</b>	<b>1 645,97</b>	<b>1 682,28</b>	<b>1 576,60</b>	<b>1 228,26</b>	<b>625,31</b>
<b>4. Or</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.</b>	<b>41,80</b>	<b>27,43</b>	<b>22,31</b>	<b>12,38</b>	<b>13,34</b>	<b>14,03</b>	<b>10,67</b>	<b>6,64</b>	<b>8,12</b>	<b>5,62</b>
<b>6. RESERVES NETTES (3+4-5)</b>	<b>138,84</b>	<b>50,36</b>	<b>977,14</b>	<b>1 291,84</b>	<b>1 285,44</b>	<b>1 631,93</b>	<b>1 671,60</b>	<b>1 569,96</b>	<b>1 220,14</b>	<b>619,68</b>
<b>7. AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>-662,56</b>	<b>-610,12</b>	<b>-617,74</b>	<b>187,44</b>	<b>21,06</b>	<b>368,38</b>	<b>412,23</b>	<b>381,95</b>	<b>120,09</b>	<b>-366,39</b>
Réserves nettes	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 631,93	1 671,60	1 569,96	1 220,14	619,68
F.M.I. position nette	-801,40	-660,48	-796,93	-321,54	-476,35	-476,04	-474,46	-447,58	-390,68	-301,51
Provisions arriérés	-	-	-797,95	-782,86	-788,03	-787,51	-784,91	-740,43	-709,38	-684,56
tx de change \$	502,996	639,32	902,657	915,130	910,821	915,17	925,503	924,509	926,76	1215,589

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.38 Réserve de la Banque Centrale du Congo en 2016***(en millions de CDF)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
<b>1. AVOIRS EN DEVICES</b>	<b>720 722</b>	<b>538 447</b>	<b>522 510</b>	<b>507 680</b>	<b>486 467</b>
Avoirs libres	720 722	538 447	522 510	507 680	486 467
<b>2. AVOIRS EN DTS</b>	<b>417 580</b>	<b>578 832</b>	<b>412 033</b>	<b>363 662</b>	<b>273 647</b>
<b>3. DEVICES ET DTS (1+2)</b>	<b>1 138 302</b>	<b>1 117 279</b>	<b>934 542</b>	<b>871 342</b>	<b>760 114</b>
<b>4. Or</b>	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
<b>5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T</b>	<b>7 523</b>	<b>6 104</b>	<b>5 737</b>	<b>6 181</b>	<b>6 835</b>
FMI, EMPRUNTS QUOTE PART		176 510	0	0	0
<b>6. RESERVES NETTES (3+4-5-c40)</b>	<b>1 130 779</b>	<b>934 666</b>	<b>928 805</b>	<b>865 161</b>	<b>753 279</b>
<b>7. AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>111 292</b>	<b>-90 523</b>	<b>-123 156</b>	<b>-247 719</b>	<b>-445 381</b>
Réserves nettes	1 130 779	934 666	928 805	865 161	753 279
F.M.I. position nette	-362 067	-348 482	-353 113	-359 173	-366 512
14000 FMI Allocations- DTS	-657 421	-676 707	-698 848	-753 707	-832 148

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.39 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2016***(en millions de USD)*

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
1. AVOIRS EN DEVISES	778	572	533	481	400
Avoirs libres	778	572	533	481	400
2. AVOIRS EN DTS	451	615	420	344	225
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 228	1 187	953	825	625
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	8	6	6	6	6
6. RESERVES NETTES (3+4-5-)	1 220	993	947	819	620
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	120	-96	-126	-235	-366
Réserves nettes	1 220	993	947	819	620
F.M.I. position nette	-391	-370	-360	-340	-302
Provisions arriérés	-709	-719	-713	-714	-685
Taux de change Dollars	926,8	941,5	980,5	1 056,0	1 215,6

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.40 Les différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire**  
(en pourcentage)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>TAUX DEBITEUR BCC</b>										
Banque centrale - taux directeur	22,5	40,0	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00	2,00	7,00
Banque centrale - facilité permanent	25,0	42,5	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00	3,00	10,50
<b>TAUX CREDITEUR BCC</b>										
Taux annuel des Bons BCC (1)	15,50	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82	0,47	4,22
- à 7 jours	17,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- à 14 jours	19,50	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58	0,51	-
- à 28 jours								1,72	0,38	0,00
- à 84 jours										
<b>TAUX SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE</b>										
Marché interbanc. - moyenne min/max	17,0	23,5	66,50	15,50	11,50	1,50	1,38	1,38	1,73	5,75
Marché interbancaire – minimum	14,5	17	65,00	9,00	10,00	1,00	1,00	1,00	1,70	5,00
Marché interbancaire – maximum	19,5	30	68,00	22,00	13,00	2,00	1,75	1,75	1,75	6,5
<b>TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>										
Banques comm. - taux crédits - MN	41,3	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13	19,04	15,73
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77	14,23	14,53
<b>TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>										
Banques comm. - taux dépôts - MN	15,0	15,0	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93	3,29	1,39
Banques comm. - taux dépôts - ME			3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47	3,18	3,15
<b>DIFFERENCE ENTRE Taux DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN</b>	26,3	29,4	50,7	33,1	26,0	16,4	15,3	15,2	15,8	14,3
<b>COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES</b>										
Dépôts à vue MN	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00	2,00	0,00
Dépôts à terme en MN	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00	0,00	2,00
Dépôts à vue en ME	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00	12,00
Dépôts à terme ME	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	13,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.41 Les différents taux d'intérêt appliqués par le système bancaire

(en pourcentage)

	2016												
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>TAUX DEBITEUR BCC</b>													
Banque centrale - taux directeur	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	7,00	7,00	7,00
Banque centrale - facilité permanent	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	10,50	10,50	10,50
<b>TAUX CREDITEUR BCC</b>													
Taux annuel des Bons BCC (1)	0,47	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,88	0,78	0,25	0,91	3,13	4,22
- à 7 jours													
- à 14 jours													
- à 28 jours	0,51	1,13	0,38	0,56	0,72	0,78	0,75	0,75	0,75	0,55	0,78	3,70	-
- à 84 jours	0,38	-	1,01	1,29	1,55	-	1,38	-	1,25	-	-	-	-
<b>TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE</b>													
Marché interbanc. - moyenne min/max	1,73	1,63	1,63	1,85	1,73	1,63	2,00	0,25	0,48	1,60	6,00	5,50	5,75
Marché interbancaire – minimum	1,70	1,50	1,50	1,70	1,70	1,50	1,00	0,25	0,25	1,50	5,00	5,00	5,00
Marché interbancaire – maximum	1,75	1,75	1,75	2,00	1,75	1,75	3,00	0,25	0,70	1,70	7,00	6,00	6,50
<b>TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>													
Banques comm. - taux crédits - MN	19,04	19,04	19,04	19,04	19,01	19,01	19,04	19,04	19,04	19,04	19,04	19,04	15,73
Banques comm. - taux crédits - ME	14,23	14,83	14,83	14,68	14,68	14,72	14,76	14,73	14,72	14,71	14,70	14,72	14,53
<b>TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES</b>													
Banques comm. - taux dépôts - MN	3,29	3,29	3,29	3,29	3,26	3,26	3,29	3,29	3,29	3,29	3,29	3,29	1,39
Banques comm. - taux dépôts - ME	3,18	3,15	3,15	3,25	3,36	3,35	3,21	3,21	3,24	3,21	3,22	3,26	3,15
<b>DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN</b>	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	15,75	14,34
<b>COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES</b>													
Dépôts à vue MN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à terme en MN	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Dépôts à vue en ME	7,00	7,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	12,00	12,00	12,00
dépôts à terme ME	8,00	8,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	13,00	13,00	13,00

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV. 42 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires**  
( en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
<b>A. Avoirs extérieurs bruts</b>	<b>308 031</b>	<b>349 210</b>	<b>1 549 605</b>	<b>2 047 759</b>	<b>2 106 483</b>	<b>2 659 514</b>	<b>2 897 474</b>	<b>2 899 544</b>	<b>2 650 883</b>	<b>2 728 287</b>
a) Banque Centrale du Congo	90 864	49 733	902 366	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 580	1 138 302	760 114
1. Avoirs en or	-	-	213	-	-	-	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 712	417 580	273 647
3. Avoirs en devises	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 867	720 722	486 467
<b>b) Banques de dépôts</b>	<b>217 167</b>	<b>299 478</b>	<b>647 239</b>	<b>854 229</b>	<b>923 525</b>	<b>1 153 173</b>	<b>1 340 522</b>	<b>1 441 964</b>	<b>1 512 581</b>	<b>1 968 174</b>
<b>B. Engagements extérieurs</b>	<b>480 632</b>	<b>560 210</b>	<b>1 590 349</b>	<b>1 139 892</b>	<b>1 271 605</b>	<b>1 327 935</b>	<b>1 451 602</b>	<b>1 347 259</b>	<b>1 332 889</b>	<b>1 609 051</b>
a) Banque Centrale du Congo	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462	1 027 010	1 205 495
1. Crédit F.M.I.	403 102	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789	362 067	366 512
2. Autres engagements	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142	7 523	6 835
3. FMI allocations DTS	-	-	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530	657 421	832 148
<b>b) Banques de dépôts</b>	<b>56 503</b>	<b>120 415</b>	<b>130 585</b>	<b>117 895</b>	<b>107 824</b>	<b>158 729</b>	<b>276 173</b>	<b>242 797</b>	<b>305 880</b>	<b>403 556</b>
<b>C. Avoirs extérieurs nets (A - B)</b> (sens strict)	<b>-172 601</b>	<b>-210 999</b>	<b>-40 957</b>	<b>907 868</b>	<b>834 878</b>	<b>1 331 579</b>	<b>1 445 872</b>	<b>1 552 286</b>	<b>1 317 994</b>	<b>1 119 236</b>
a) Banque Centrale du Congo	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 118	111 292	-445 381
b) Banques de dépôts	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167	1 206 702	1 564 618

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.43 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2016**

(en millions de CDF)

	2015	2016 <sup>(p)</sup>			
		1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre
<b>A. Avoirs extérieurs bruts</b>	<b>2 899 544</b>	<b>2 604 678</b>	<b>2 628 915</b>	<b>2 731 814</b>	<b>2 728 287</b>
a) Banque Centrale du Congo	1 457 580	1 117 279	934 542	871 342	760 114
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	471 712	578 832	412 033	363 662	273 647
3. Avoirs en devises	985 867	538 447	522 510	507 680	486 467
b) Banques de dépôts	1 441 964	1 487 398	1 694 373	1 860 473	1 968 174
<b>B. Engagements extérieurs</b>	<b>1 347 259</b>	<b>1 322 796</b>	<b>1 512 107</b>	<b>1 459 545</b>	<b>1 609 051</b>
a) Banque Centrale du Congo	1 104 462	1 031 292	1 057 698	1 119 061	1 205 495
1. Crédit F.M.I.	413 789	348 482	353 113	359 173	366 512
2. Autres engagements	6 142	6 104	5 737	6 181	6 835
3. FMI allocations DTS	684 530	676 707	698 848	753 707	832 148
b) Banques de dépôts	242 797	291 503	454 408	340 484	403 556
<b>C. Avoirs extérieurs nets (A - B)</b>	<b>1 552 286</b>	<b>1 281 882</b>	<b>1 116 809</b>	<b>1 272 270</b>	<b>1 119 236</b>
(sens strict)					
a) Banque Centrale du Congo	353 118	-90 523	-123 156	-247 719	111 292
b) Banques de dépôts	1 199 167	1 195 895	1 239 965	1 519 989	1 564 618

Source : Banque Centrale du Congo.



**Tableau IV.44 Situation resumée de la Société Financière de Développement**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012 <sup>(2)</sup>	2013	2014	2015	2016
1. Trésorerie	19 939	9 373	19 447	13 668	19 599	3 630	298	7 659	1 039	486
2. Crédits à moyen terme et long terme	423 509	805 177	1 045 989	1 150 498	1 105 990	6 532	18 251	16 516	21 476	23 630
3. Crédits à C.T	272 919	214 481	202 330	511 205	552 230	910	214	257	104	153
4. Immobilisés nets	191 350	206 893	298 381	437 461	361 410	22 555	22 924	22 931	22 600	25 955
5. autres										
Avoirs = Engagements	907 718	1 235 924	1 566 147	2 112 832	2 039 229	33 627	20 358	15 649	3 081	4 047
1. Fonds propres	555 143	938 623	1 253 743	574 160	537 525	32 902	60 350	60 660	24 201	27 809
Capital	-	-	-	2 025	2 025	2 025	58 880	58 880	22 080	22 080
Réserves et provisions	-	-	-	572 135	535 500	31 017	1 470	1 780	2 121	5 729
2. Quasi-capital	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	1 696	2 353	18 400	18 400
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	671	749	-	-
Prêts à C et long terme de l'Etat	-	-	-	-	-	-	158	-	-	-
Fonds consolidés <sup>(1)</sup>	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	867	1 604	4 625	6 375
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	24 680	34 345	36 753	-2 750	-6 364	159	-	-	-	-
5. Autres	-255 539	-295 103	-426 298	570 188	602 302	-9 442	-	-	1 075	1 687

Source : Société Financière de Développement.

(1) Y compris les fonds divers et dettes à CT

(2) En millions de CDF à partir de décembre 2012 (années antérieures en unité)

Tableau IV.45 Situation resumée de la Société Nationale d'Assurances

(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Trésorerie	444	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526	92 972	78 335
2. Créances diverses	9 103	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914	8 176	10 367
3. Réassurance	608	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706	6 706	6 705
4. Immobilisés nets <sup>(1)</sup>	3 473	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797	2 752	2 813
ACTIF = PASSIF	13 628	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709	95 868	107 943	110 606	98 220
1. Fonds propres	1 584	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 964	43 177	43 177
a) Capital libéré <sup>(2)</sup>	295	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162	43 162	43 162
b) Bénéfices et réserves	1 289	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	1 802	15	15
2. Dettes diverses à LT	135	143	62	65	62	63	206	206	231	231
3. Provisions techniques	1 548	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 129	9 457	10
4. Provisions mathématiques	81	40	181	-	13	13	68	67	67	83
5. Engagements à court terme	10 232	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849	57 674	54 719
6. Autres éléments nets	49	-28	27	-	-44	2 517	-274	-274	0	0

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.

(2) A titre symbolique.

**Tableau IV.46 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances**  
(en millions de CDF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>I. RECETTES</b>	<b>26 368</b>	<b>32 628</b>	<b>57 694</b>	<b>66 124</b>	<b>79 215</b>	<b>77 636</b>	<b>78 802</b>	<b>71 536</b>	<b>76 286</b>	<b>76 455</b>
1. Primes et frais	26 193	28 731	40 508	55 050	72 551	71 065	72 425	65 691	72 914	69 440
Automobiles et cycles	11 200	23 681	33 295	44 760	49 772	52 114	51 325	44 451	53 137	54 404
Incendie	1 332	1 436	3 291	3 579	8 676	7 655	8 726	7 429	9 615	6 614
Transport	3 009	1 696	1 517	4 443	3 348	3 378	2 758	8 898	4 097	3 075
Risques divers <sup>(1)</sup>	1 333	1 809	2 234	1 371	9 957	7 070	6 343	4 130	5 121	4 231
Vie	9 319	110	171	896	798	707	563	611	796	1 002
Assurance voyage						141	2 711	171	149	115
2. Autres recettes	175	3 896	17 186	11 074	6 664	6 571	6 377	5 845	3 372	7 014
<b>II. DEPENSES</b>	<b>17 335</b>	<b>32 559</b>	<b>57 194</b>	<b>65 019</b>	<b>78 759</b>	<b>77 623</b>	<b>76 043</b>	<b>71 529</b>	<b>72 767</b>	<b>76 425</b>
1. Réglements des sinistres	2 877	5 522	7 521	11 296	16 870	10 230	8 449	11 625	14 329	10 671
Automobiles et cycles	2 004	4 631	5 698	9 791	13 225	8 362	7 569	9 699	11 900	9 744
Incendie	335	148	376	400	1 258	899	296	438	297	169
Transport	78	225	1 054	655	2 047	239	106	699	690	50
Risques divers <sup>(1)</sup>	293	146	58	327	224	178	141	205	154	205
Vie	167	372	335	123	116	552	335	584	1 289	503
2. Frais de règlements										
& Autres charges techniques						2 717	3 489	4 686	4 151	4 479
2. Commissions	714	2 506	3 329	3 967	4 470	5 239	4 910	4 883	5 062	4 857
3. Dépenses d'exploitation	12 648	20 485	39 900	36 336	45 398	59 437	57 905	37 776	37 539	46 458
4. Provisions diverses	-	898	1 229	9 717	9 160	0	141	125	10 129	838
5. Charges diverses	1 096	3 149	5 215	3 703	2 860	0	1 148	808	1 557	9 121
<b>III. SOLDE ( I - II )</b>	<b>9 034</b>	<b>68</b>	<b>500</b>	<b>1 104</b>	<b>456</b>	<b>13</b>	<b>2 759</b>	<b>8</b>	<b>3 519</b>	<b>30</b>

Source : Direction Financière de la SOMAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.47 Evolution du multiplicateur monétaire

(en millions de CDF).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016(p)
Circulation fiduciaire hors banques	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508	781 868	1 072 177
Caisse des banques	10 532	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915	86 189	81 124
Dépôts de banques	38 740	56 232	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 344	374 384	438 825
Dépôts des entr.publiques	417	678	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 157	3 987	2 285
Dépôts des entr.privées et part	615	914	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	18 327	15 838	15 547
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-
Base monétaire (BM) au sens strict	283 557	378 098	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 110 251	1 262 265	1 609 958
Masse monétaire (M2)	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 965 647	4 355 824	5 304 594
<b>Multiplicateur monétaire(M2/BM)</b>	<b>2,32</b>	<b>2,75</b>	<b>3,27</b>	<b>3,28</b>	<b>3,06</b>	<b>3,50</b>	<b>3,53</b>	<b>3,57</b>	<b>3,45</b>	<b>3,29</b>

Source : Banque Centrale du Congo

TITRE V

**PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES**



*Route de Matadi.*

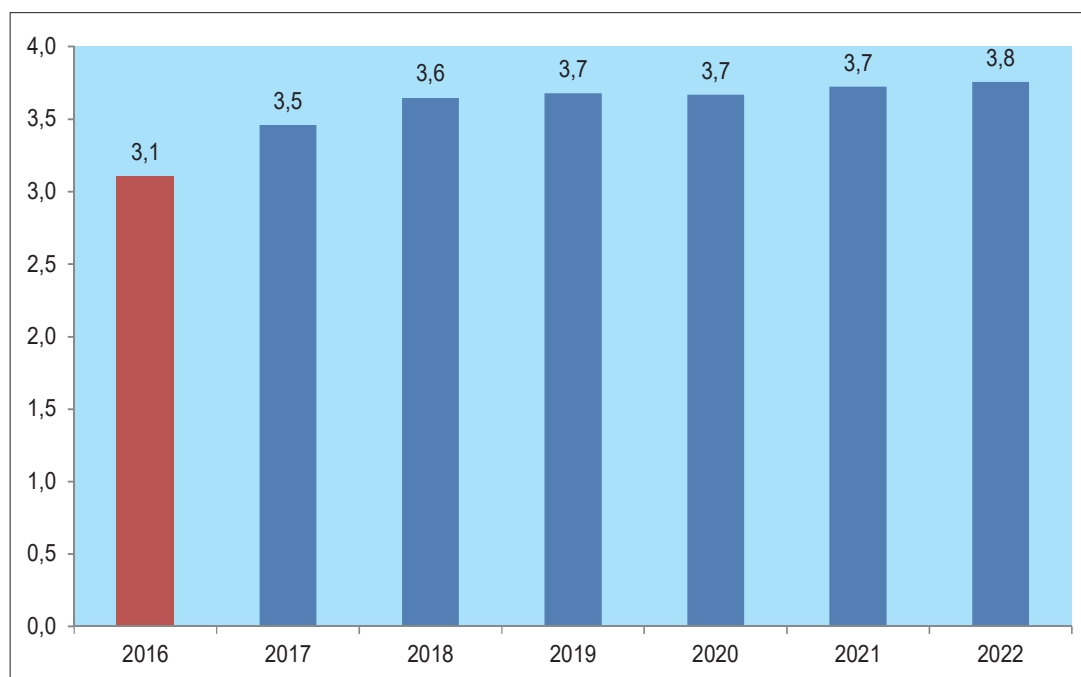
## CHAPITRE I

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES 2017-2018**

Selon les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI, d'avril 2017, la croissance globale devrait s'accélérer au cours des deux prochaines années. En effet, le taux de croissance économique mondiale, situé à 3,1 % en 2016, devrait s'établir à 3,5 % en 2017 et 3,7 % en 2018. Ce raffermissement de l'économie mondiale serait tributaire du dynamisme de l'investissement, de l'industrie manufacturière et du commerce.

Cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme pour atteindre un niveau de 3,8 % en 2022 à condition que les réformes structurelles soient mises en œuvre pour soutenir la croissance de la productivité et garantir la réduction des inégalités de revenu.

**Graphique V.1 Profil de la croissance économique mondiale (2017-2022)**  
(en pourcentage)



Source: Banque Centrale du Congo sur base des données du FMI, PEM avril 2017.

Quant à l'inflation, le FMI estime que la montée des prix des produits de base devrait permettre de redresser l'inflation à l'échelle mondiale en 2017. Cependant, les anticipations inflationnistes à court et à long termes restent modérées.

## **I.1. PAYS AVANCES**

### **I.1.1. Activité économique**

Dans les pays avancés, la croissance économique devrait progresser légèrement pour s'établir à 2,0 % pour les années 2017 et 2018 contre 1,7 % en 2016. Cette croissance devrait être tirée principalement par l'économie américaine qui devrait croître de 2,3 % et 2,5 % respectivement en 2017 et 2018 contre 1,6 % en 2016, en raison de la mise en œuvre d'une politique budgétaire expansionniste.

Dans la Zone euro, l'activité économique devrait croître de 1,7 % et 1,6 % respectivement en 2017 et 2018. Cette reprise modeste devrait être favorisée par une politique budgétaire légèrement expansionniste, des conditions financières accommodantes, un euro plus faible et les retombées bénéfiques d'une relance budgétaire probable aux États-Unis. Cependant, l'évolution démographique défavorable, la faible productivité tendancielle et l'incertitude relative à la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni devraient peser sur la croissance à moyen terme.

Au Japon, la croissance économique s'établirait à 1,2 % en 2017, avant de baisser à 0,6 % en 2018. La dynamique de croissance, alimentée par des exportations nettes plus vigoureuses que prévu en 2016, devrait persister en 2017. L'affaiblissement du rythme de croissance en 2018 serait principalement consécutif au retrait supposé du soutien de la politique budgétaire et au redressement des importations.

### **I.1.2. Inflation**

En 2017, il est attendu, dans presque tous les pays avancés, une inflation plus élevée qu'en 2016. En effet, dans ce groupe des pays, l'inflation devrait s'établir à 2,0 % en 2017, contre 0,8 % en 2016 et se stabiliser à ce niveau à moyen terme.

Aux États-Unis, l'inflation devrait s'accélérer en 2017 pour atteindre 2,7 % contre 1,3 % en 2016, suite à la remontée des prix de l'énergie. Dans la zone euro, de même, l'inflation devrait connaître une forte hausse pour s'établir à 1,7 % en 2017 contre 0,2 % en 2016, résultant des effets liés à la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation.



## **I.2. PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

### **I.2.1. Activité économique**

La croissance économique, dans les pays émergents et en développement, devrait s'établir à 4,5 % en 2017 pour atteindre 4,8 % en 2018 contre 4,1 % en 2016. Cette légère reprise serait consécutive au bon comportement de l'activité dans les pays exportateurs des produits de base, suite à la remontée des cours de ces produits sur le marché international.

En Chine, la croissance devrait atteindre 6,6 % en 2017, avant de tomber à 6,2 % en 2018. L'activité économique en 2017 serait soutenue par l'accroissement des crédits et à l'expansion de l'investissement public.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique devrait croître légèrement en 2017. En effet, la croissance devrait s'établir à 2,6 % en 2017 et à 3,5 % en 2018, portée principalement par des conditions favorables dans les plus grandes économies. Au Nigéria et en Afrique du Sud l'activité devrait croître de 0,8 % en 2017 pour les deux pays, après une contraction de 1,5 % pour le Nigéria et une faible croissance de 0,3 % pour l'Afrique du Sud en 2016.

### **I.2.2. Inflation**

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'inflation devrait passer de 4,4 % en 2016 à 4,7 % en 2017, à la suite principalement de la hausse des prix des produits de base.

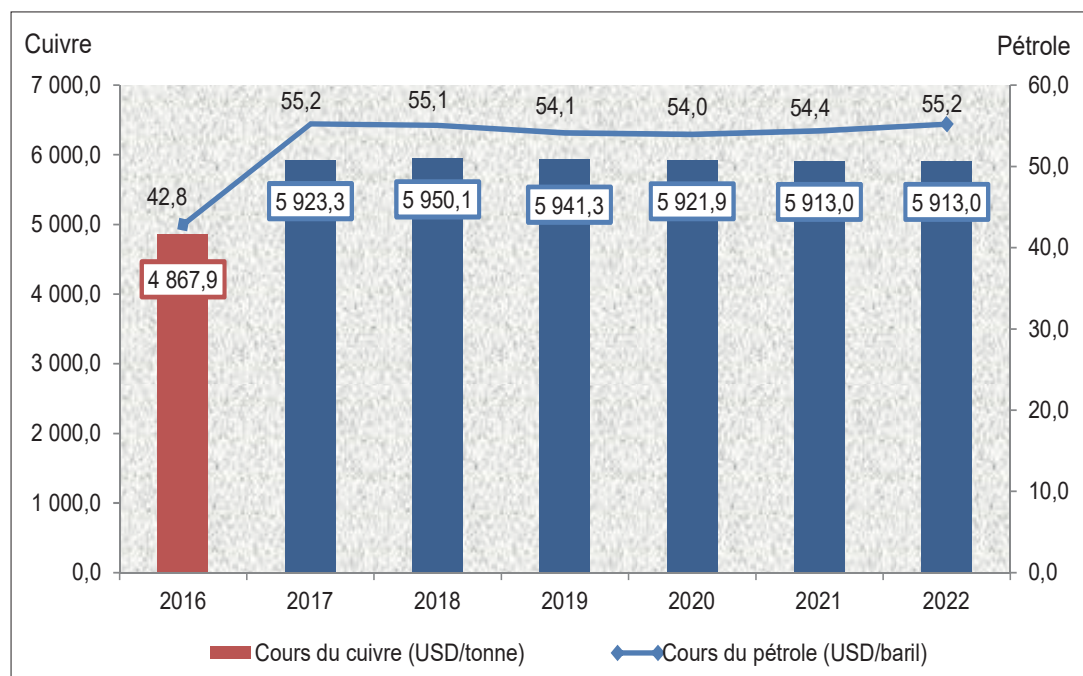
En Chine, il est prévu une inflation de 2,4 % en 2017. A moyen terme, l'inflation chinoise devrait tourner autour de 3,0 %, dans un contexte de diminution des capacités inemployées dans le secteur industriel et des perspectives de la baisse des prix des biens.

En Afrique subsaharienne, l'inflation devrait rester supérieure à 10,0 % en 2017 dans un nombre limité de grands pays, tels que le Nigéria, l'Angola et le Ghana, à la suite notamment de fortes dépréciations monétaires.

### I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE

A moyen terme, les cours des produits de base devraient s'inscrire à la hausse. En effet, en 2017, le cours moyen du pétrole sur les trois principaux marchés, devrait s'établir à 55,2 dollars américains le baril contre 42,8 dollars en 2016. Ce prix devrait se stabiliser autour de ce niveau jusqu'en 2022.

**Graphique V.2 Prévisions des cours du pétrole et du cuivre**



Source : Banque Centrale du Congo sur base des données du FMI, PEM avril 2017.

Sur le marché des métaux, il est prévu que le cours moyen d'une tonne de cuivre s'établisse à 5.923,3 dollars américains en 2017, pour se stabiliser autour de ce prix au cours de cinq prochaines années.

Le bon comportement attendu de l'évolution des cours de matières résulterait du rebond de la demande sous l'effet du dynamisme des activités de construction en Chine et de l'anticipation d'une relance budgétaire aux États-Unis.

### I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon les Perspectives de l'Economie Mondiale du Fonds Monétaire International, cinq grands facteurs d'incertitude pèsent sur les perspectives économiques à moyen terme, à savoir :

- les perturbations du commerce mondial, des flux de capitaux et des migrations ;
- la politique économique des États-Unis ;

- la déréglementation financière ;
- le durcissement des conditions économiques et financières dans les pays émergents ; et
- la faible demande et les problèmes de bilan dans certaines parties de l'Europe.

A ces facteurs éminemment économiques, s'ajoutent d'autres facteurs non économiques, notamment les tensions géopolitiques et les problèmes politiques internes qui touchent plusieurs régions.

Pour éviter la survenance des risques épinglés ci-haut, il est essentiel, pour la plupart des pays, de continuer de soutenir la demande intérieure et d'opérer des réformes structurelles ciblées pour rehausser l'offre potentielle et accroître les opportunités économiques sur toute l'échelle des qualifications. Il est également impérieux de préserver les gains de l'intégration économique internationale tout en redoublant d'efforts à l'échelle nationale afin de veiller à ce que ces acquis soient partagés avec un plus grand nombre.

## CHAPITRE II

### PERSPECTIVES INTERIEURES 2017-2018

#### II.1. SECTEUR REEL

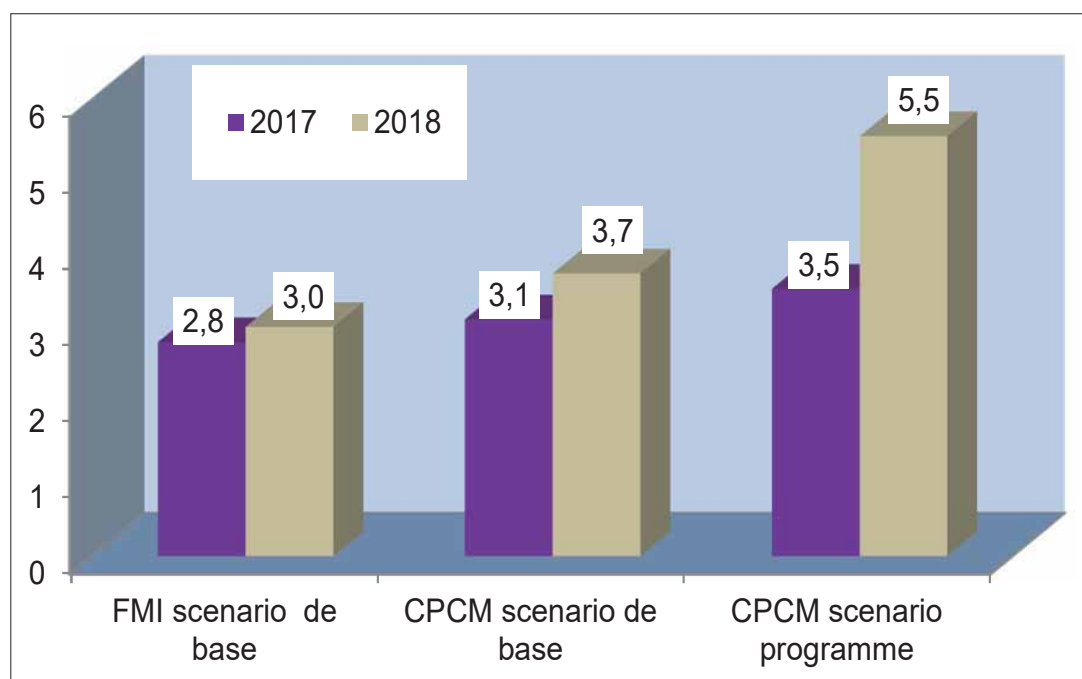
##### II.1.1. Perspectives de croissance économique

L'économie congolaise en 2017 connaîtrait une reprise qui devrait se poursuivre en 2018. En effet, la croissance, à politique inchangée, se situerait à 3,1 % en 2017 et pourrait remonter à 3,7 % en 2018 selon les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM).

Pour le Fonds Monétaire International (FMI), l'activité productive en RDC, en prolongeant les tendances observées au cours de cinq premiers mois, devrait faiblement s'améliorer à fin décembre 2017. En effet, il est attendu une croissance de 2,8 % en 2017 et 3,0 % en 2018.

**Graphique V.3 Croissance du PIB réel 2017-2018**

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Selon le Gouvernement de la République, la reprise de l'activité économique devrait être soutenue par la mise en œuvre des mesures arrêtées dans le cadre de ses actions pour stabiliser et relancer l'économie. Dans une optique volontariste, caractérisée par

l'assainissement du climat des affaires, la croissance du PIB réel se situerait à 3,5 % en 2017 et à 5,5 % en 2018. En moyenne, la croissance pourrait se situer à 4,5 % sur la période prévisionnelle, tirée principalement par les secteurs primaire (2,28 points de croissance) et tertiaire (1,46 point) ainsi que, dans une moindre mesure, par le secteur secondaire (0,68 point).

**Tableau V.1 Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2017-2018**

(en points de croissance, sauf indication contraire)

Secteurs de productions	CPCM (scenario de base)		CPCM (scenario programme)	
	2017	2018	2017	2018
<b>Primaire</b>	<b>2,14</b>	<b>2,28</b>	<b>2,14</b>	<b>2,41</b>
Agriculture, Chasse, Sylvicultures et pêche	0,47	0,55	0,47	0,60
Industrie extractive	1,67	1,73	1,67	1,81
<b>Secondaire</b>	<b>0,10</b>	<b>0,42</b>	<b>0,61</b>	<b>0,75</b>
Industries manufacturières	0,43	0,24	0,35	0,36
Electricité, gaz et eau	0,13	0,06	0,13	0,11
Bâtiments et Travaux Publics	-0,46	0,12	0,13	0,28
<b>Tertiaire</b>	<b>0,79</b>	<b>0,99</b>	<b>0,69</b>	<b>2,22</b>
Transports et Télécommunications	0,34	0,46	0,32	1,12
Commerce de gros et de détail	0,28	0,34	0,24	0,78
Autres	0,17	0,19	0,13	0,32
<b>PIB au Cout des facteurs</b>	<b>3,04</b>	<b>3,70</b>	<b>3,44</b>	<b>5,37</b>
<b>Taxes sur les produits</b>	0,03	0,04	0,03	0,11
<b>PIB aux prix du marché (en %)</b>	<b>3,07</b>	<b>3,74</b>	<b>3,47</b>	<b>5,48</b>

Source : CPCM, mai 2017.

En effet, il est supposé que la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) permettrait de relancer la production agricole et porter sa contribution à la croissance à 0,47 point en 2017 et 0,60 point en 2018. Dans le cadre de la relance de cette branche, le Gouvernement entend (i) faire adopter des dispositions modifiées de la loi agricole ; (ii) créer sous forme de partenariat public-privé des zones industrielles et de parcs agroindustriels ; (iii) poursuivre les projets de réhabilitation et de modernisation des réseaux routier et ferroviaire en mettant un accent particulier sur les routes de desserte agricole ; (iv) investir dans la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricole et enfin (v) réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques.

Par ailleurs, il est postulé, dans un contexte de remontée des cours mondiaux, une bonne tenue de l'industrie extractive avec une contribution à la croissance de 1,68 point en 2017 et 1,81 point en 2018. La branche « Extraction » devrait connaître, à moyen terme, une évolution favorable du fait de l'existence de nombreux projets miniers et industriels ainsi que de nouvelles mines qui ont ainsi commencé leur production commerciale en 2016, notamment la compagnie minière de Kambove, Luisha mining et Sicominés en 2017. D'autres projets d'envergure devraient voir le

jour dans les prochaines années, étant donné les engagements déjà pris, notamment la réouverture de l'usine de la société Kamoto Copper Company (KCC).

Au niveau du secteur tertiaire, la croissance serait principalement portée par la branche « transports et communications » dont le dynamisme serait tributaire de la réhabilitation des infrastructures de base, la restructuration du transport public et l'amélioration du climat des affaires. Sa contribution à la croissance, pourrait atteindre 1,1 point en 2018 venant de 0,3 point une année avant. Le commerce de gros et de détail devrait également soutenir ce secteur avec des contributions respectives de 0,2 point et 0,8 point, d'une année à l'autre.

S'agissant du secteur secondaire, sa modeste contribution serait consécutive au comportement des branches « Industries manufacturières » et « Bâtiment et travaux publics », lesquelles contribueraient respectivement de 0,4 point et 0,3 point de croissance en 2018 contre 0,4 point et 0,1 point en 2017. L'évolution de l'industrie manufacturière résulterait particulièrement de l'amélioration de la capacité de production d'énergie électrique, dans une perspective des réalisations des projets de construction et/ou de modernisation des mini-barrages hydro-électriques.

Aussi, est-il attendu le relèvement de la branche Construction du fait de l'entrée en production de deux nouvelles cimenteries, à savoir CIMKO (Cimenterie Kongo) en décembre 2016 et Pretoria Portland Cement Barnett (PPC ltd) en mai 2017. Les deux cimenteries produiraient, à terme, 2,2 millions de tonnes de ciment par an.

Du côté de l'emploi, le comportement de la demande extérieure nette expliquerait en partie la reprise de la croissance économique projetée pour 2017 et sa poursuite en 2018.

### **II.1.2. Prix intérieurs**

A politique inchangée, les projections du CPCM et du FMI, tablent sur une hausse continue de l'inflation, qui pourrait atteindre respectivement 46,3 % et 48,5 % en 2017 et de 34,9 % et 40,0 % en 2018. Cette évolution défavorable du rythme de formation des prix serait consécutive à la poursuite de l'accélération de la dépréciation de la monnaie nationale qui résulterait du financement du déficit de l'Etat par des avances de la banque centrale.

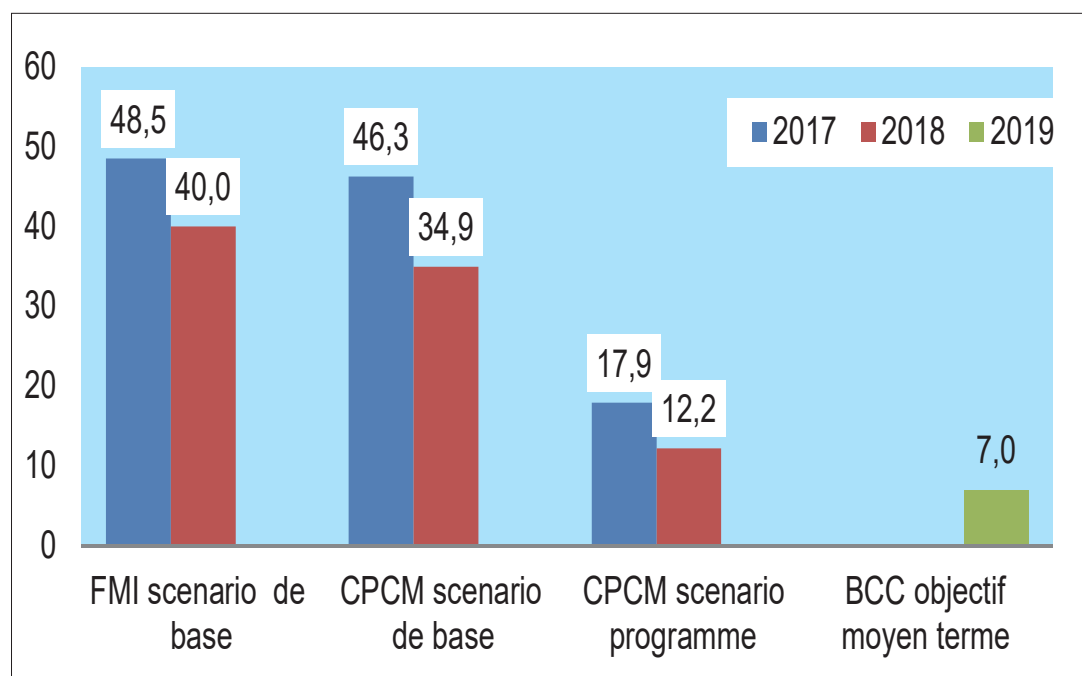
Dans le cadre du programme du Gouvernement, il est prévu, une inflation fin période de 17,9 % en 2017 et de 12,2 % en 2018, par rapport à un objectif de moyen terme de 7 %. Ces niveaux d'inflation projetés tiennent compte des mesures de riposte arrêtées par le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo pour stabiliser le cadre macroéconomique et relancer l'activité économique. Ces principales mesures porteraient sur :

- l'amélioration des conditions intérieures et du climat des affaires ;
- le maintien d'une discipline budgétaire afin d'éviter le déficit de trésorerie ;

- la mobilisation accrue des ressources internes dans le cadre budgétaire et apports extérieurs (appui budgétaire et appui à la balance des paiements) pouvant conforter les réserves de change ;
- l'amélioration du compte courant de la balance des paiements ;
- la maîtrise des dépenses en devises ; et
- l'amélioration de l'offre des devises.

**Graphique V.4 Prévisions et objectif de l'inflation**

(en pourcentage)



Source : BCC, mai 2017.

## II.2. SECTEUR PUBLIC

Le Gouvernement entend poursuivre les réformes fiscales et non fiscales dans la perspective d'une hausse des recettes publiques. À cet effet, une meilleure planification budgétaire à moyen terme crédibiliserait le budget et en améliorerait l'exécution. Ainsi, il est postulé un léger déficit de 0,5 % du PIB du fait de l'accroissement des dépenses en capital en vue de soutenir la croissance économique. Cependant, en l'absence de tout ajustement, le FMI table sur un déficit par rapport au PIB de 1,9 % et 1,5 %. Alors que pour le CPCM, à politique inchangée, un solde négatif de l'ordre de 0,7 % et 0,6 % du PIB est attendu en 2017 et 2018.

**Tableau V.2 Recettes et des dépenses publiques 2017-18***(en % du PIB)*

	CPCM (scenario de base)		CPCM (scenario programme)	
	2017	2018	2017	2018
<b>Total recettes</b>	12,6	13,2	21,6	22,4
<b>Recettes internes</b>	10,2	10,8	13,4	14,0
recettes fiscales	8,7	9,0	11,2	11,5
recettes non fiscales	1,5	1,8	2,2	2,5
<b>Recettes extérieures</b>	2,4	2,4	8,1	8,4
Dons projets	2,2	2,1	4,1	4,2
Emprunts Projets	0,2	0,2	4,0	4,0
Appui budgétaire	-	-	-	<b>0,2</b>
<b>Total dépenses</b>	13,3	<b>13,8</b>	<b>21,6</b>	<b>22,9</b>
dépenses courantes	11,3	11,6	<b>12,2</b>	<b>12,4</b>
dépenses en capital	2,0	2,2	<b>9,3</b>	<b>10,5</b>
<b>Solde General</b>	-0,7	-0,6	<b>0,0</b>	<b>- 0,5</b>

Source : CPCM, mai 2017.

### III.2.1. Ressources budgétaires

Les recettes internes prévisionnelles, dans le cadre du scenario programme, devraient se situer autour de 13,4 % du PIB en 2017 et de 14,0 % en 2018. Cette évolution s'expliquerait par l'amélioration des recettes fiscales et non fiscales, à la suite des effets attendus des réformes sus-évoquées et du recours à l'emprunt intérieur par l'émission des bons et obligations du Trésor. En pourcentage du PIB, les recettes fiscales en 2017 et en 2018 se situeraient respectivement à 11,2 % et à 11,5 %.

En prolongeant les tendances passées, le FMI décline un scenario de base qui table sur un niveau des recettes internes de 8,2 % du PIB en 2017 et 2018. Alors que pour le CPCM, les recettes internes, à politique inchangée, se situeraient à 10,2 % du PIB en 2017 et 10,8 % en 2018.

### III.2.2. Dépenses budgétaires

Les projections du FMI renseignent, en pourcentage du PIB, un niveau de dépenses courantes de 7,7 % en 2017 et 9,1 % en 2018 et des dépenses en capital de l'ordre de 2,8 % sur la période prévisionnelle.

De même, au niveau du CPCM, la progression des dépenses de 2017 à 2018, à politique inchangée, serait attribuable à l'expansion des dépenses courantes qui passeraient de 11,3 % à 11,6 % du PIB et celle relative aux dépenses en capital passerait de 2,0 % à 2,2 % du PIB.



Dans le scénario programme du Gouvernement de la RDC, les dépenses courantes en pourcentage du PIB se situeraient, en moyenne sur la période, autour de 12,3 % du PIB. Par contre les dépenses en capital, en vue de soutenir l'activité économique, devraient passer de 9,3 % en 2017 et 10,5 % en 2018.

## II.3. SECTEUR EXTERIEUR

La balance des paiements en 2017 et 2018, accuserait, dans le cadre du scénario de référence, un solde déficitaire dans un contexte de détérioration des échanges avec l'extérieur alors que dans le scénario programme, la balance des paiements dégagerait de légers excédents à la faveur de l'amélioration attendue au niveau de la balance des biens.

### II.3.1. Evolution de la balance des paiements

En extrapolant les tendances récentes passées, la balance des paiements devrait accuser un solde déficitaire de 1,3 % du PIB en 2017 et 0,4 % en 2018. Pour le FMI, ce déficit serait de 0,4 % du PIB, en moyenne sur la période. Cette situation s'expliquerait par la détérioration du compte courant. Le scénario programme renseigne un léger excédent du solde de la balance des paiements en rapport avec le PIB qui se situerait autour de 0,6 % en 2017 et 0,3 % en 2018.

**Tableau V.3 Balance des paiements 2017-2018**

(en pourcentage du PIB)

	CPCM (scénario de base)		CPCM (scénario programme)	
	2017	2018	2017	2018
<b>Compte courant</b>	-4,8	-4,6	-1,8	-2,3
<b>balance des biens</b>	0,1	2,0	-3,4	-5,1
<b>balance des revenus primaires</b>	-5,6	-6,8	-4,3	-5,8
<b>balance des revenus secondaires</b>	-1,9	-2,4	-2,3	-2,5
<b>balance des transferts courants</b>	2,6	2,6	3,9	5,3
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	4,3	4,5	2,6	2,5
<b>Solde global</b>	-1,3	-0,4	0,6	0,3

Source: CPCM, mai 2017.

#### III.3.2.1 Balance courante

Le déficit du compte courant, en prolongeant les tendances observées, pourrait se situer à 4,8 % du PIB en 2017 et se réduirait légèrement à 4,6 % en 2018. Le scénario du FMI prévoit un déficit du compte courant sur le PIB autour de 4,3 % en 2017 et 4,0 % en 2018. L'atténuation de ces déficits se justifierait par l'évolution favorable

attendue au niveau de la balance des services, sous l'impulsion du solde de la rubrique « Transports » et « voyages ». Dans le scénario programme, il est postulé le passage du déficit de 1,8 % du PIB à 2,3 % du PIB. Cette évolution serait consécutive à l'accélération des importations par rapport aux exportations.

### III.3.2.2 Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières devrait rester positif quels que soient les scénarii. Pour le scénario programme, il passerait de 2,6 % à 2,5 % du PIB au cours de la période sous étude. Les excédents de ce compte seraient consécutifs à l'amélioration des capitaux publics et privés, lesquels seraient tirés par la progression des investissements directs étrangers.

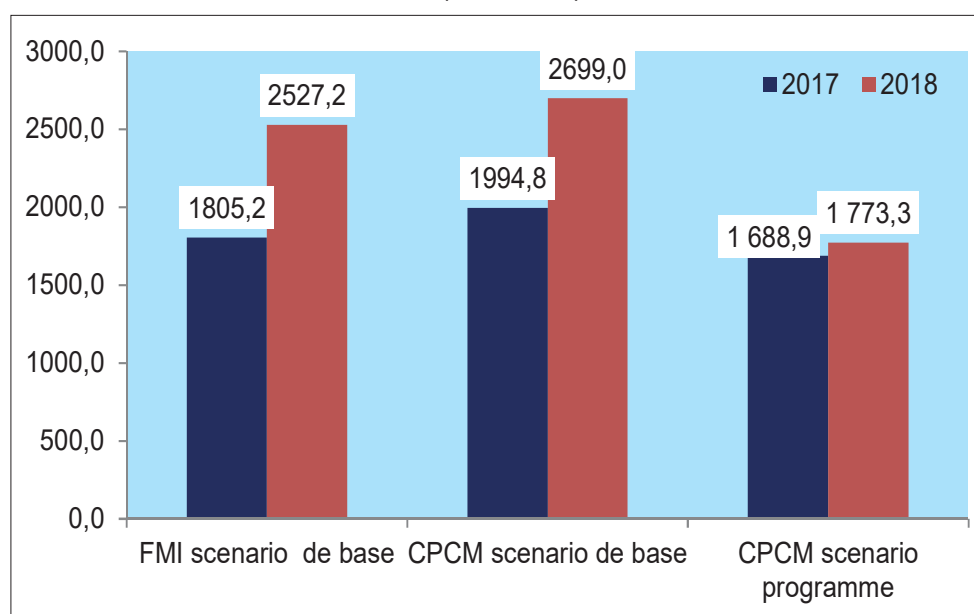
### II.3.2. Evolution du taux de change

Selon les prévisions du CPCM et du FMI, sur base du scénario de référence, de fortes pressions du taux de change sont attendues en 2017 et 2018. En effet, la monnaie nationale connaîtrait des dépréciations significatives qui pourraient situer le cours de change respectivement à 1.994,8 CDF et 1.805,2 CDF le dollar américain en 2017 et à 2.699,0 CDF et 2.527,0 CDF à fin décembre 2018.

Considérant le scénario programme, la dépréciation de la monnaie nationale devrait se ralentir et se situer autour de 28,0 % en 2017 et 4,8 % en 2018, suite aux mesures visant l'amélioration de l'offre des devises, notamment par le suivi des positions de change des banques.

**Graphique V.5 Evolution du taux de change**

(USD/CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

## II.4. SECTEUR MONETAIRE

### II.4.1. Conduite de la politique monétaire

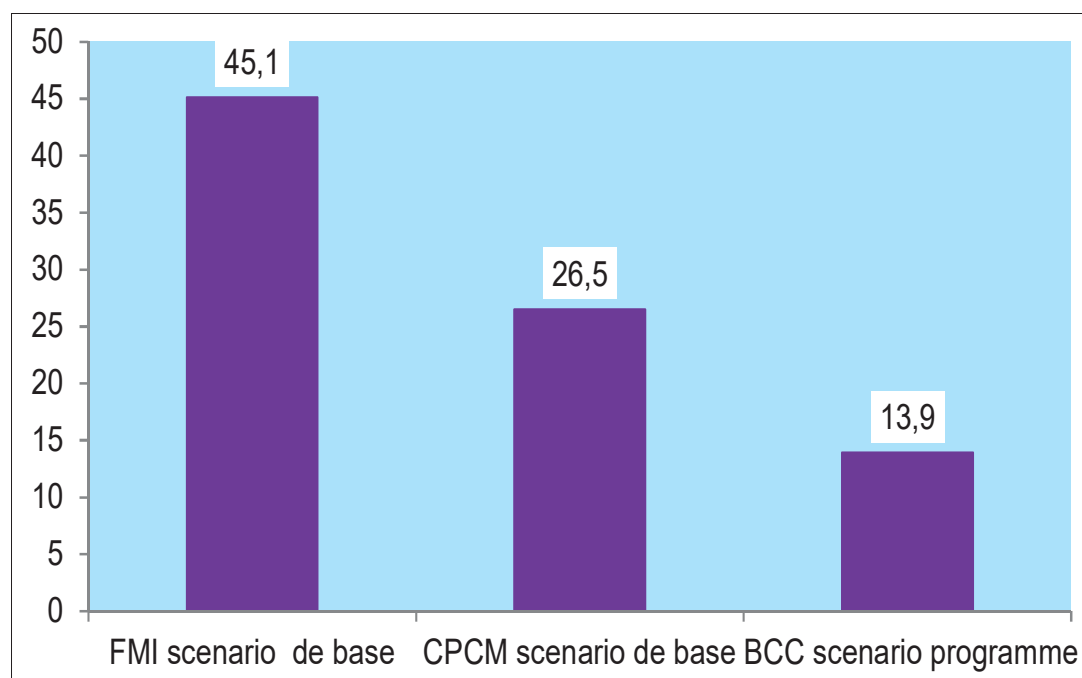
En 2017, la conduite de la politique monétaire se ferait dans un contexte de persistance des risques macroéconomiques tant sur le plan international qu'au niveau national. Il est attendu le resserrement de la politique monétaire à travers ses instruments, notamment le taux directeur, et le contrôle de la base monétaire pour juguler les tensions inflationnistes et maintenir la stabilité macroéconomique. Dans ce cadre, l'autorité monétaire veillera à la positivité du taux directeur réel et maintiendra inchangé le coefficient de la réserve obligatoire. Le Bon BCC sera utilisé pour assurer la régulation permanente de la liquidité bancaire à court terme.

### II.4.2. Evolution de la masse monétaire (M2)

La progression de la masse monétaire serait assez importante. En effet, elle devrait croître de 26,5 % en 2017 pour le CPCM. Le scénario du FMI prévoit un accroissement significatif de 45,1 % de la masse monétaire en 2017, en raison de l'accroissement attendu des dépenses courantes de l'Etat.

**Graphique V.6 Evolution de la masse monétaire en 2017**

(accroissement en %)



Source: Banque Centrale du Congo.

La masse monétaire devrait atteindre 5.975,1 milliards de CDF, soit un accroissement de 14,6% en 2017. La progression attendue s'expliquerait principalement par

l'augmentation significative des avoirs intérieurs nets et dans une moindre mesure par une faible amélioration des avoirs extérieurs nets. En effet, l'évolution des avoirs intérieurs nets serait impulsée par une hausse de crédit en faveur du secteur privé, alors que les avoirs extérieurs nets bénéficieraient du comportement des avoirs au niveau des banques créatrices des monnaies.

En ce qui concerne l'évolution de principales composantes de la masse monétaire en 2017, une hausse de 12,2% du stock monétaire (M1) serait anticipée, poussée notamment par une augmentation de la circulation fiduciaire hors banques de 9,8%.

Tenant compte de la relative stabilité du multiplicateur autour de 3,25, la base monétaire au sens large se fixerait à 1.849,8 milliards de CDF en 2017.

L'action du facteur autonome crédit net à l'Etat serait à l'origine de cette expansion, face à une contraction des avoirs extérieurs nets.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES  
ET COMPTES DE LA BANQUE**



## TITRE I

# **ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE**





## CHAPITRE I

### ADMINISTRATION

Les organes d'administration et de contrôle de la Banque Centrale du Congo sont : (i) le Conseil de la Banque, (ii) le Gouverneur et (iii) le Collège des Commissaires aux comptes.

#### I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

##### I.1.1. Activité

Conformément à son Règlement d'Ordre Intérieur, le Conseil de la Banque a tenu plusieurs réunions, sous la présidence de Monsieur le Gouverneur. Les faits les plus marquants se rapportant aux activités du Conseil concernent les décisions et autres résolutions ci-après :

- **Budget et Plan de Trésorerie de la BCC pour l'exercice 2017**

En date du 27 décembre 2016, le Conseil a adopté le projet de budget de l'exercice 2017 arrêté à CDF 248.364 millions au titre d'encaissements et de décaissements. Eu égard à la nécessité d'accroître les recettes de la Banque Centrale, dans un contexte de baisse drastique de ses ressources de seignuriage, le Conseil a recommandé d'échanger avec le Gouvernement de la République en vue d'obtenir la réévaluation du montant à payer à l'Institut d'Emission au titre d'intérêts sur la créance titrisée.

- **Processus de dédollarisation de l'économie**

Le Conseil a recommandé de poursuivre les efforts, en vue de pallier les difficultés rencontrées depuis le début du processus et, le cas échéant, de changer d'approche pour accélérer ledit processus et lui donner de réelles chances de réussite.

- **Situation de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC)**

Le Conseil a proposé d'obtenir l'implication de l'Etat afin qu'il prenne ses responsabilités dans le dénouement de cette affaire.

- **Surchauffe du marché des changes**

Le Conseil a relevé que dans un contexte de tarissement de l'offre de devises, face à d'importants besoins, les interventions déjà limitées de la Banque Centrale sont inefficaces. Aussi, le Conseil a-t-il estimé de recommander au Gouvernement la mise en œuvre des mesures économiques pertinentes visant le développement des

infrastructures, la production, la lutte contre la fraude fiscale, l'élargissement de la base d'imposition, etc.

• **Désengagement de la BCC du Centre Hospitalier**

Le Conseil a ratifié la lettre d'intention du 13 juin 2016 et a adopté le projet de désengagement du Centre Hospitalier. Cette ratification s'est faite sur pied de l'article 18 de la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 portant constitution, organisation et fonctionnement de la Banque Centrale. Elle a ouvert la voie à la signature de la Convention de Partenariat entre les deux parties (BCC et STRATEGOS LTD) et la constitution du nouvel hôpital.

### **I.1.2. Organisation du Conseil**

Le Conseil de la Banque comprend les sept Membres ci-après :

- Deogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur et Président ;
- Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice-Gouverneur ;
- Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
- ISSA SELEMANI, Administrateur ;
- Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
- Albert YUMA MULIMBI, Administrateur ;
- André BONA KABAMBA, Administrateur, DTO ai.

L'Administrateur André Bona Kabamba a remplacé Monsieur Lamy Lamiel qui a été relevé de ses fonctions de Directeur du Trésor et de l'Ordonnancement.

## **I.2. GOUVERNEUR**

La Haute Hiérarchie de la Banque Centrale est dirigée par le Gouverneur, assisté d'un Vice-Gouverneur. Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Le poste du Gouverneur est occupé par Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO et celui du Vice-Gouverneur est assumé par Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO.

Par ailleurs, le cabinet de la Haute Direction est composé de :

Directeur de Cabinet : Monsieur IPANGA MUNENGE  
Conseillers : Monsieur MAWAKANI SAMBA  
Monsieur MALATA KAFUNDA  
Monsieur N'SA ELONGO

Monsieur EKETEBI MOYIDIBA DJOLI  
Monsieur BAGALWA MURHULA  
Madame ILUNGA KABUYA  
Monsieur N’KAMBUA MUKANKU  
Monsieur PLANTE KIBADHI  
Madame PUNGU LUAMBA

### **I.3. STRUCTURES DE CONTROLE**

Outre le Collège des Commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d’autres structures de contrôle, à savoir : le Comité d’Audit et de Gouvernance ainsi que la Direction de l’Audit Interne.

#### **I.3.1. Collège des Commissaires aux Comptes**

Le Collège des commissaires aux comptes exerce un contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel ainsi que le tableau de formation des résultats.

Il est composé de :      Monsieur MABATA NTANTU ;  
                                 Monsieur NKUVU ;  
                                 Monsieur FOKO TOMENA.

#### **I.3.2. Comité d’Audit et de Gouvernance**

##### **I.3.2.1. Du rôle du Comité d’Audit et de Gouvernance**

Le Comité d’Audit et de Gouvernance, en tant qu’organe d’appui au Conseil, a la charge d’élaborer et de proposer les règles de gouvernance de la Banque Centrale du Congo ainsi que les politiques et les pratiques touchant l’éthique et la déontologie, devant guider les Administrateurs, les Hauts Dirigeants et l’ensemble du personnel, tout en veillant à leur respect afin de s’assurer que l’Institut d’émission, en ce compris le Conseil, fonctionne de manière efficiente.

En outre, ce Comité est chargé d’assurer la surveillance des activités en rapport avec la gestion des risques.

##### **I.3.2.2. De la composition du Comité d’Audit et de Gouvernance**

Le Comité d’Audit et de Gouvernance est composé de quatre membres, tous choisis parmi les Administrateurs non actifs, dont l’un est désigné pour en assurer la coordination, conformément à la Décision du Conseil n° 018 du 11 juin 2010.

Ainsi, les membres désignés sont :

- 1° Monsieur Albert YUMA MULIMBI : Coordonnateur du Comité ;
- 2° Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE : Membre du Comité ;
- 3° Monsieur Roger MASAMBA MAKELA : Membre du Comité ;
- 4° Monsieur ISSA SELEMANI : Membre du Comité.

Cependant, il sied de noter que l'Audit Interne, bien que n'étant pas membre dudit Comité, en assure néanmoins le Secrétariat.

## CHAPITRE II.

### LES CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

Au 31 décembre 2016, la liste des Cadres dirigeants de la Banque se présente comme suit :

#### II.1. HAUTE DIRECTION

M. Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO : Gouverneur  
M. Jules BONDOMBE ASSANGO : Vice-Gouverneur

#### II.2. CABINET DU GOUVERNEUR

M. IPANGA MUNENGE : Directeur du Cabinet  
M. DOSSA KODZO MAWUEMA : Conseiller Général  
M. MAWAKANI SAMBA : Conseiller en charge du Suivi des Relations avec le Gouvernement et les Institutions financières multilatérales  
M. MALATA KAFUNDA : Conseiller en charge du Suivi de la Politique Monétaire  
M. N'SA ELONGO : Conseiller en charge de la Supervision bancaire et du Suivi des Institutions des Micro-Finances  
M. EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI : Conseiller en charge des Questions de gestion administrative et du suivi des activités des Directions opérationnelles  
M. BAGALWA MURHULA : Conseiller en charge du Suivi des activités des Entités Provinciales et de la mise en cohérence des secteurs de l'économie  
Mme ILUNGA KABUYA : Conseiller en charge de la Coopération régionale et du Suivi de l'assistance technique  
M. N'KAMBUA MUKANKU : Conseiller en charge du Suivi de la Maintenance du Système d'Information et de l'implémentation des projets informatiques  
M. PLANTE KIBADHI : Conseiller en charge de la Communication  
Mme PUNGU LUAMBA : Conseiller en charge du Protocole et des Relations Publiques de la Haute Direction  
M. SANGWA LUMBU : Conseiller en charge du Suivi des activités des Directions opérationnelles et des projets autres que les projets informatiques

## **II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE**

### **II.3.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES**

#### **Direction Générale**

M. KAYEMBE wa KAYEMBE : Directeur Général

#### **Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires**

Mr. BORAUZIMA KABUNGU BOBO : Coordonnateur

#### **Direction de la Trésorerie**

M. MULAMBA MUSAFIRI : Responsable

Mme MULENGEZI CHISHIBANJI : Responsable-Adjoint

#### **Direction des Analyses Economiques**

M. MWANA NKWARA : Responsable

#### **Direction de la Recherche et des Statistiques**

M. DJAMBA TAMBWE ELUHU : Responsable

#### **Direction des Opérations Bancaires et des Marchés**

M. MUGANZA BEYA : Responsable

#### **Sous-Direction des Opérations Bancaires**

M. SIAZO GINI : Responsable

#### **Sous-Direction des Marchés**

M. MBOMA NDONGO : Responsable

#### **Direction des Systèmes de Paiement**

M. KAPINGA TSHIMANGA NGELE : Responsable

**Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers**

M. KALUBI KAYEMBE : Responsable

**Sous-Direction de Contrôle permanent des banques et autres Intermédiaires financiers**

M. KAVULA MUHETA : Responsable

**Sous-Direction de Contrôle sur place**

M. KALOMBO NSENDA : Responsable

**Sous-Direction de Contrôle permanent de la Micro-finance**

Mme NDAYA ILUNGA : Responsable

**II.3.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES****Direction Générale**

M. MOSEI NSAMBI : Directeur Général

**Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques**

M. KAFUMBA KISUMBULE : Coordonnateur

**Direction des Ressources Humaines**

Mme KAHAMBA SALIMA : Responsable

Mme EBAMBA NYALIWANGA : Responsable-Adjoint en charge notamment de la Formation

**Direction de la Comptabilité et du Budget**

M. OKENDE NGONGO : Responsable

M. UNYON PEWU ALI NEGA : Responsable-Adjoint

**Direction de l'Administration Générale**

M. MUKINAY TSHIMANGA : Responsable

M. MASANGU ILUNGA : Responsable-Adjoint

**Sous-Direction des Approvisionnements**

Mme KAPIPA BYARUNGA : Responsable

**Direction de l'Informatique**

M. BOLIPOMBO M'BOMBO : Responsable

**Sous-Direction du Développement et Maintenance**

M. BOFALA BEKANGA : Responsable

**Sous-Direction de l'Infrastructure**

M. BOSONGA EKILA : Responsable

**Direction Juridique**

M. RAMAZANI MWAMBO : Responsable

Mme LUNDULA SIFA : Responsable-Adjoint

**II.3.3. STRUCTURES AUTONOMES****Audit Interne**

Mme SHABANI ANIFA : Auditeur Général

**Sous-Direction de Contrôle et Conformité**

M. MPUNGA TSHIYOMBO : Responsable

**Sous-Direction de la Gestion des Risques**

M. GERE KWAGALEME : Responsable

**Direction du Changement**

Mme LEBUGHE NKOBAFILI : Responsable

**Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales**

M. NTAMBUKA ZABIKA : Responsable



**Sous-Direction de la Sécurité du Siège et des Entités provinciales**

M. LOTAFE MBOYO : Responsable

**Centre Hospitalier**

M. BELONGO BOOTO : Coordonnateur

**Caisse de Retraite**

M. MUKIZA MUHIMA : Coordonnateur

**Hôtel des Monnaies**

M. MUDIAY MPINGA : Directeur Responsable

**Sous-Direction de Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies**

M. KASHWANTALE BUGALE : Responsable

**Direction Technique**

M. KATHY MBAYA : Responsable

**Sous-Direction de la Production des Billets de banque**

M. KABEYA SOSOLO : Responsable

**Sous-Direction de la Production des Documents de Sécurité**

M. NGONGO NGOYI BOSADI : Responsable

**Sous-Direction de la Maintenance**

M. MBANGU KASALUMUNA : Responsable

**Direction Commerciale**

M. ILUNGA KAHIMBA : Responsable

## **II.3.4. DIRECTIONS PROVINCIALES**

### **Direction Provinciale de Lubumbashi**

M. SANGWA MULOBEWA: Responsable

M. MPOY BONGWALA : Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Mbuji-Mayi**

M. IMIDY PENE MALEMBA : Responsable

M. KALOMBO NTUMBA : Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Kananga**

M. LENGWE BIN KAUMBA : Responsable

M. SAKUNGU KAKOLA : Responsable Adjoint

### **Direction Provinciale de Matadi**

M. YUMA BIN YUMA : Responsable

M. KABASELE TSHIPAMBA: Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Bandundu**

M. ESSAMBO LUKYE : Responsable

M. KANDOLO DIAMAWA : Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Mbandaka**

M. MABAKU KINSUMUNA : Responsable

M. UMBA DIBWE : Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Kisangani**

M. TSHILIATA TSHAHWA : Responsable

M. BOPASA BOKONGE : Responsable-Adjoint

### **Direction Provinciale de Bukavu**

Mme MUBALAMA MUKUZO : Responsable

M. AISSI YUMA MWANA : Responsable Adjoint

**Direction Provinciale de Goma**

M. MULONGO KIBAWA : Responsable

M. ESSIMBO NUMAYEME : Responsable-Adjoint

**Direction Provinciale de Kindu**

M. NTAHONSIGAYE RUGIRA : Responsable

M. EKOLA BOMBWAMBWA : Responsable-Adjoint

**II.4.5. AGENCES AUTONOMES****Agence de Boende**

M. BOKABA SILA : Chef d'Agence

**Agence de Boma**

M. MATONDO MBWANGI : Chef d'Agence

**Agence de Bumba**

M. KALALA NKUNZA MESU : Chef d'Agence

**Agence de Gbadolite**

M. KOYAKONZI AHONZIALA : Chef d'Agence

**Agence d'Ilebo**

M. NKASHAMA MULAMI : Chef d'Agence

**Agence d'Inongo**

M. NGOIE KAKESSE : Chef d'Agence

**Agence d'Isiro**

M. BISSIMWA NYUNDA : Chef d'Agence

**Agence de Kabinda**

M. KAMPANGA KATEMBWE : Chef d'Agence

**Agence de Kalemie**

M. KABANGE NGOIE : Chef d'Agence

**Agence de Kamina**

M. KAHAMBO BWAMBA : Chef d'Agence

**Agence de Kasumbalesa**

M. BWANGA KALEMBWE : Chef d'Agence

**Agence de Kikwit**

M. MUYEBA KANDENGA : Chef d'Agence

**Agence de Kongolo**

M. MUYUMBA KAHOZI : Chef d'Agence

**Agence de Lodja**

M. ILUNGA MUTSHIPAYI : Chef d'Agence

**Agence de Tshikapa**

M. LAVU TALA TULA : Chef d'Agence

**Agence de Zongo**

M. SAIDI KIBANDWA : Chef d'Agence

**Agence de Mwene-Ditu**

M. MALEMP-A-BOSHABO : Chef d'Agence

**Agence de Buta**

M. ADEITO KEMISA : Chef d'Agence

## TITRE II

# **ACTIVITES DE LA BANQUE**



## CHAPITRE I

### GESTION FIDUCIAIRE

L'année 2016 a été marquée par une forte demande de monnaie fiduciaire aux guichets de la Banque Centrale, sur fond d'une accélération de l'inflation. Dans ce contexte et en raison du ralentissement du recyclage auxdits guichets, le niveau des émissions monétaires a connu une hausse significative.

En ce qui concerne les destructions des billets impropres à la circulation, leur montant a également augmenté en 2016. Cette situation a permis d'atténuer le niveau des émissions monétaires nettes de la période.

Les mouvements aux guichets se sont traduits par une progression des retraits contre une stagnation des versements.

#### I.1. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONETAIRES

Au terme de l'année 2016, les émissions monétaires nettes ont été évaluées à 224,6 milliards de CDF, en progression de 91,7 % par rapport à 2015.

##### I.1.1. Emissions monétaires brutes

En 2016, les émissions monétaires brutes se sont accrues de 64,3 %, s'établissant à 422,3 milliards de CDF, contre une baisse de 8,7 % en 2015. Cette évolution tient de la forte expansion des retraits observée aux guichets du Siège de la Banque Centrale à Kinshasa, combinée à une augmentation sensible des envois de fonds en provinces, dans un contexte où les versements sont restés à un niveau quasi-identique à celui de 2015.

**Tableau II.1 Evolution des émissions monétaires**  
(en milliards de CDF)

Année	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	<b>422,3</b>
2015	2,5	43,2	6,9	29,1	4,0	38,3	6,5	33,5	5,8	34,8	7,1	45,2	<b>257,0</b>
<b>Variation</b>	2,9	0,1	2,3	23,1	2,2	- 4,3	2,4	24,9	17,9	31,1	65,4	- 2,7	<b>165,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne l'utilisation des billets neufs en 2016, une proportion de 60,8 % de ces billets a servi à l'approvisionnement des entités provinciales de la Banque et le solde, soit 39,2 %, à la couverture des paiements aux guichets de son Siège à Kinshasa.

**Tableau II.2 Répartition des billets émis entre Siège et Entités Provinciales**  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	Paielements au Siège	5,4	9,7	9,2	11,4	6,2	7,3	8,9	9,5	19,8	16,5	25,8	36,1	165,7
	Envois en provinces	-	33,6	-	40,8	-	26,8	-	49,0	4,0	49,3	46,7	6,5	256,6
	<b>Total</b>	<b>5,4</b>	<b>43,3</b>	<b>9,2</b>	<b>52,2</b>	<b>6,2</b>	<b>34,1</b>	<b>8,9</b>	<b>58,4</b>	<b>23,8</b>	<b>65,9</b>	<b>72,5</b>	<b>42,6</b>	<b>422,3</b>
2015	Paielements au Siège	2,5	6,3	6,9	6,3	4,0	6,3	6,5	7,1	5,8	6,0	7,1	13,1	78,1
	Envois en provinces	-	36,9	-	22,8	-	32,0	-	26,4	-	28,8	-	32,1	178,9
	<b>Total</b>	<b>2,5</b>	<b>43,2</b>	<b>6,9</b>	<b>29,1</b>	<b>4,0</b>	<b>38,3</b>	<b>6,5</b>	<b>33,5</b>	<b>5,8</b>	<b>34,8</b>	<b>7,1</b>	<b>45,2</b>	<b>257,0</b>
Variation	Paielements au Siège	2,9	3,3	2,3	5,1	2,2	0,9	2,4	2,3	13,9	10,5	18,7	22,9	87,6
	Envois en provinces	-	- 3,2	-	18,0	-	- 5,2	-	22,6	4,0	20,5	46,7	- 25,6	77,7
	<b>Total</b>	<b>2,9</b>	<b>0,1</b>	<b>2,3</b>	<b>23,1</b>	<b>2,2</b>	<b>- 4,3</b>	<b>2,4</b>	<b>24,9</b>	<b>17,9</b>	<b>31,1</b>	<b>65,4</b>	<b>- 2,7</b>	<b>165,3</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, la ventilation des paiements en billets neufs, effectués aux guichets du Siège de la Banque Centrale en 2016, révèle que les banques commerciales sont demeurées le canal privilégié d'injection des coupures neuves dans l'économie, les paiements effectués en leur faveur ayant représenté 84,7 %.

En moyenne mensuelle, 13,8 milliards de CDF ont été retirés en billets neufs en 2016 aux guichets de la Banque Centrale contre 6,5 milliards de CDF en 2015.

**Tableau II.3 Répartition des paiements en billets neufs aux guichets du Siège de la Banque**  
(en milliards de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	du Trésor	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	-	0,0	-	-	-	5,9	5,9
	de la BCC	0,7	0,4	1,0	2,0	1,9	1,3	2,1	1,6	1,5	1,2	2,2	3,1	18,9
	des Banques	4,7	9,3	8,1	9,2	4,3	6,0	6,8	7,9	18,2	15,3	23,6	27,1	140,4
	des Particuliers	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
	<b>Total</b>	<b>5,4</b>	<b>9,7</b>	<b>9,2</b>	<b>11,4</b>	<b>6,2</b>	<b>7,3</b>	<b>8,9</b>	<b>9,5</b>	<b>19,8</b>	<b>16,5</b>	<b>25,8</b>	<b>36,1</b>	<b>165,7</b>
2015	du Trésor	-	-	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
	de la BCC	0,6	0,3	0,2	0,2	0,6	0,8	0,9	0,4	0,2	0,5	1,9	4,3	10,8
	des Banques	1,8	6,1	6,6	6,1	3,4	5,5	5,6	6,7	5,6	5,5	5,2	8,8	66,9
	des Particuliers	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
	<b>Total</b>	<b>2,5</b>	<b>6,3</b>	<b>6,9</b>	<b>6,3</b>	<b>4,0</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>	<b>7,1</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>7,1</b>	<b>13,1</b>	<b>78,1</b>
Variation	du Trésor	0,0	0,0	0,0	- 0,0	0,0	-	-	0,0	-	-	- 0,0	5,9	5,9
	de la BCC	0,0	0,1	0,8	1,8	1,3	0,4	1,3	1,2	1,3	0,7	0,3	- 1,2	8,1
	des Banques	2,8	3,2	1,6	3,1	0,9	0,5	1,1	1,2	12,6	9,8	18,4	18,2	73,4
	des Particuliers	0,0	0,0	- 0,1	0,2	0,0	0,0	- 0,0	- 0,0	0,0	- 0,0	0,0	0,0	0,2
	<b>Total</b>	<b>2,9</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3</b>	<b>5,1</b>	<b>2,2</b>	<b>0,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,3</b>	<b>13,9</b>	<b>10,5</b>	<b>18,7</b>	<b>22,9</b>	<b>87,6</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

De la ventilation des émissions monétaires de 2016 par coupure, il ressort que celle de 1.000 FC a été la plus émise, avec des injections atteignant 32,7 % du montant annuel des émissions monétaires réalisées. Ceci traduit le respect de la mesure visant



à faire de cette dénomination la coupure modale de l'éventail fiduciaire actuel de la monnaie nationale.

D'une année à l'autre, il s'est observé un accroissement significatif des émissions en grosses coupures et en celle de 200 FC, à raison de 97,1 % pour la coupure de 10.000 FC, 77,6 % pour celle de 5.000 FC, 73,4 % pour celle de 20.000 FC, 73,0 % pour celle de 1.000 FC et 72,9 % pour le billet de 200 FC.

**Tableau II.4 Ventilation par coupure des émissions monétaires**  
(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2015		2016		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	36 520,4	1,8	63 310,4	3,2	26 790,0	1,3
10 000 FC	40 116,0	4,0	79 077,8	7,9	38 961,8	3,9
5 000 FC	52 159,8	10,4	92 650,1	18,5	40 490,3	8,1
1 000 FC	79 716,5	79,7	137 935,0	137,9	58 218,5	58,2
500 FC	33 504,5	67,0	26 895,5	53,8	- 6 609,0	- 13,2
200 FC	8 521,2	42,6	14 736,3	73,7	6 215,1	31,1
100 FC	3 718,3	37,2	4 632,6	46,3	914,3	9,1
50 FC	2 752,2	55,0	3 062,2	61,2	309,9	6,2
<b>Total</b>	<b>257 008,9</b>	<b>297,8</b>	<b>422 299,9</b>	<b>402,6</b>	<b>165 291,0</b>	<b>104,8</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.1.2. Destructures des signes monétaires

Le montant des billets impropres à la circulation détruits en 2016 s'est établi à 197,7 milliards de CDF, soit un accroissement de 41,4 % contre 29,0 % en 2015.

**Tableau II.5 Evolution des destructions des billets impropres**  
(en milliards de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	Siège	7,8	6,8	18,4	15,0	10,4	9,7	7,5	9,7	10,8	12,0	9,2	3,9	121,1
	Provinces	10,2	12,4	-	3,6	30,8	-	0,1	-	12,8	0,0	0,2	6,5	76,6
	<b>Total</b>	<b>18,0</b>	<b>19,1</b>	<b>18,4</b>	<b>18,6</b>	<b>41,2</b>	<b>9,7</b>	<b>7,7</b>	<b>9,7</b>	<b>23,6</b>	<b>12,0</b>	<b>9,4</b>	<b>10,3</b>	<b>197,7</b>
2015	Siège	11,5	2,1	0,3	10,8	15,2	6,7	8,9	0,1	1,6	3,1	5,9	6,4	72,5
	Provinces	-	-	-	-	10,2	18,0	5,0	5,4	2,7	4,4	-	21,6	67,3
	<b>Total</b>	<b>11,5</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>10,8</b>	<b>25,3</b>	<b>24,7</b>	<b>13,9</b>	<b>5,5</b>	<b>4,3</b>	<b>7,5</b>	<b>5,9</b>	<b>28,0</b>	<b>139,8</b>
Variation	Siège	- 3,7	4,6	18,1	4,3	- 4,8	3,0	- 1,3	9,6	9,2	8,9	3,3	- 2,5	48,7
	Provinces	10,2	12,4	-	3,6	20,6	- 18,0	- 4,9	- 5,4	10,1	- 4,4	0,2	- 15,1	9,2
	<b>Total</b>	<b>6,4</b>	<b>17,0</b>	<b>18,1</b>	<b>7,8</b>	<b>15,9</b>	<b>- 15,0</b>	<b>- 6,3</b>	<b>4,2</b>	<b>19,3</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>- 17,6</b>	<b>57,9</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Dans le volume détruit en 2016, la part de la coupure de 500 FC a été prépondérante, représentant 53,2 % dudit volume.

**Tableau II.6 Ventilation par coupure des destructions des billets impropres à la circulation**  
(en millions de CDF et de billets)

Coupure	2015		2016		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	471,9	0,0	5 398,4	0,3	4 926,5	0,2
10 000 FC	428,5	0,0	4 310,3	0,4	3 881,8	0,4
5 000 FC	3 768,8	0,8	11 301,6	2,3	7 532,8	1,5
1 000 FC	3 271,5	3,3	12 516,4	12,5	9 244,9	9,2
500 FC	121 524,9	243,0	137 012,0	274,0	15 487,1	31,0
200 FC	4 872,4	24,4	11 713,0	58,6	6 840,6	34,2
100 FC	4 718,5	47,2	14 221,3	142,2	9 502,7	95,0
50 FC	685,0	13,7	1 222,1	24,4	537,1	10,7
20 FC	71,2	3,6	6,8	0,3	- 64,4	- 3,2
10 FC	27,8	2,8	1,7	0,2	- 26,1	- 2,6
<b>Total</b>	<b>139 840,6</b>	<b>338,7</b>	<b>197 703,5</b>	<b>515,2</b>	<b>57 862,9</b>	<b>176,5</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### I.1.3. Emissions monétaires nettes

En 2016, les émissions monétaires nettes ont enregistré une hausse de 91,7%, se situant à 224,6 milliards de CDF. Cette évolution a été expliquée par l'augmentation sensible des émissions monétaires brutes, d'une année à l'autre.

**Tableau II.7 Evolution des émissions monétaires nettes**  
(en millions de CDF)

Année	Rubrique	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	Emissions brutes	5,4	43,3	9,2	52,2	6,2	34,1	8,9	58,4	23,8	65,9	72,5	42,6	422,3
	Destructions	18,0	19,1	18,4	18,6	41,2	9,7	7,7	9,7	23,6	12,0	9,4	10,3	197,7
	<b>Emissions nettes</b>	<b>- 12,6</b>	<b>24,2</b>	<b>- 9,3</b>	<b>33,6</b>	<b>- 35,0</b>	<b>24,4</b>	<b>1,2</b>	<b>48,7</b>	<b>0,2</b>	<b>53,9</b>	<b>63,1</b>	<b>32,2</b>	<b>224,6</b>
2015	Emissions brutes	2,5	43,2	6,9	29,1	4,0	38,3	6,5	33,5	5,8	34,8	7,1	45,2	257,0
	Destructions	11,5	2,1	0,3	10,8	25,3	24,7	13,9	5,5	4,3	7,5	5,9	28,0	139,8
	<b>Emissions nettes</b>	<b>- 9,0</b>	<b>41,1</b>	<b>6,6</b>	<b>18,3</b>	<b>- 21,3</b>	<b>13,6</b>	<b>- 7,4</b>	<b>28,0</b>	<b>1,6</b>	<b>27,3</b>	<b>1,1</b>	<b>17,3</b>	<b>117,2</b>
Variation	Emissions brutes	2,9	0,1	2,3	23,1	2,2	- 4,3	2,4	24,9	17,9	31,1	65,4	- 2,7	165,3
	Destructions	6,4	17,0	18,1	7,8	15,9	- 15,0	- 6,3	4,2	19,3	4,6	3,5	- 17,6	57,9
	<b>Emissions nettes</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 16,9</b>	<b>- 15,8</b>	<b>15,2</b>	<b>- 13,7</b>	<b>10,7</b>	<b>8,6</b>	<b>20,7</b>	<b>- 1,3</b>	<b>26,5</b>	<b>61,9</b>	<b>15,0</b>	<b>107,4</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## I.2. MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DU SIEGE

En 2016, les mouvements des billets de banque aux guichets du Siège de la Banque Centrale se sont soldés par un retrait net de 266,0 milliards de CDF, résultant des versements de 569,1 milliards contre des retraits de 835,1 milliards de CDF.

### I.2.1. Versements

Les versements aux guichets du Siège de la Banque Centrale ont totalisé le montant de 569,9 milliards de CDF en 2016 contre 570,2 milliards de CDF une année plus tôt.

**Tableau II.8 Evolution des versements aux guichets du Siège**  
(en millions de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	du Trésor	0,3	0,5	0,4	0,4	0,7	0,6	0,4	1,8	1,1	2,1	0,7	0,6	9,5
	de la BCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,0
	des Banques	68,6	37,3	56,3	52,6	45,7	52,1	54,7	50,6	39,2	34,9	32,8	25,1	549,9
	des Particuliers	0,6	0,6	0,5	1,0	0,6	2,0	0,2	0,8	0,5	0,8	0,8	0,5	8,8
	<b>Total</b>	<b>69,5</b>	<b>38,4</b>	<b>57,2</b>	<b>53,9</b>	<b>47,0</b>	<b>54,7</b>	<b>55,3</b>	<b>53,3</b>	<b>41,0</b>	<b>38,0</b>	<b>34,4</b>	<b>26,3</b>	<b>569,1</b>
2015	du Trésor	0,2	0,5	0,3	0,5	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	4,1
	de la BCC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
	des Banques	54,3	33,7	44,5	39,2	39,9	48,0	63,2	40,4	56,1	55,7	37,0	42,0	553,9
	des Particuliers	2,3	0,4	1,0	2,0	0,5	0,3	1,2	0,5	0,4	1,4	1,3	0,6	11,9
	<b>Total</b>	<b>56,9</b>	<b>34,6</b>	<b>45,9</b>	<b>41,6</b>	<b>40,6</b>	<b>48,7</b>	<b>64,7</b>	<b>41,3</b>	<b>56,8</b>	<b>57,4</b>	<b>38,6</b>	<b>43,0</b>	<b>570,2</b>
Variation	du Trésor	0,1	0,1	0,0	- 0,1	0,4	0,2	0,1	1,4	0,8	1,8	0,3	0,2	5,4
	de la BCC	- 0,0	0,0	- 0,0	- 0,0	0,0	- 0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,7
	des Banques	14,3	3,6	11,8	13,4	5,9	4,1	- 8,4	10,2	- 16,9	- 20,8	- 4,2	- 16,9	- 4,0
	des Particuliers	- 1,7	0,2	- 0,5	- 1,0	0,1	1,8	- 1,1	0,2	0,1	- 0,6	- 0,5	- 0,1	- 3,1
	<b>Total</b>	<b>12,7</b>	<b>3,8</b>	<b>11,3</b>	<b>12,3</b>	<b>6,4</b>	<b>6,0</b>	<b>- 9,4</b>	<b>12,0</b>	<b>- 15,8</b>	<b>- 19,4</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 16,7</b>	<b>- 1,0</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Sur le montant total versé aux guichets du Siège de la Banque Centrale en 2016, la coupure de 500 FC a représenté la part la plus importante, soit 53,6%. Cependant, par rapport à 2015, les versements en cette coupure ont baissé de 12,8%, tandis que ceux en coupure de 1.000 FC ont augmenté de 29,1%.

**Tableau II.9 Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège**  
(en milliards de CDF et de billets)

Coupure	2015		2016		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	14 243,1	0,7	23 680,1	1,2	9 437,0	0,5
10 000 FC	28 518,5	2,9	34 986,6	3,5	6 468,1	0,6
5 000 FC	52 554,7	10,5	56 916,8	11,4	4 362,1	0,9
1 000 FC	91 963,3	92,0	118 679,0	118,7	26 715,6	26,7
500 FC	349 878,3	699,8	304 929,3	609,9	- 44 949,0	- 89,9
200 FC	27 895,0	139,5	25 025,6	125,1	- 2 869,4	- 14,3
100 FC	3 483,4	34,8	3 413,9	34,1	- 69,4	- 0,7
50 FC	1 632,6	32,7	1 496,2	29,9	- 136,4	- 2,7
<b>Total</b>	<b>570 169,1</b>	<b>1 012,8</b>	<b>569 127,6</b>	<b>933,8</b>	<b>- 1 041,5</b>	<b>- 79,0</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

## I.2.2. Retraits

Comparativement à 2015, les retraits effectués aux guichets du Siège de la Banque Centrale en 2016 ont connu une expansion de 25,1 %, se situant à 835,1 milliards de CDF. Cet accroissement est principalement expliqué par une augmentation sensible des retraits des banques commerciales, confrontées à des demandes importantes de cash à leurs guichets, sur fond de la dépréciation du taux de change.

**Tableau II.10 Evolution des retraits aux guichets du Siège**  
(en millions de CDF)

Année	Pour compte	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2016	du Trésor	24,1	20,6	34,7	39,6	46,2	53,7	33,6	40,5	40,8	18,2	35,9	42,9	431,1
	de la BCC	3,9	4,2	4,1	3,7	4,0	4,6	4,2	3,2	3,2	4,1	5,7	5,9	50,9
	des Banques	12,5	34,3	32,2	27,0	24,1	27,9	36,6	24,5	26,5	33,8	35,2	34,7	349,1
	des Particuliers	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,5	0,1	0,4	0,1	1,2	0,2	0,2	4,0
	<b>Total</b>	<b>40,6</b>	<b>59,5</b>	<b>71,1</b>	<b>70,5</b>	<b>74,7</b>	<b>86,6</b>	<b>74,6</b>	<b>68,6</b>	<b>70,7</b>	<b>57,3</b>	<b>77,0</b>	<b>83,8</b>	<b>835,1</b>
2015	du Trésor	22,3	24,1	27,2	37,0	23,5	30,7	37,3	28,3	29,4	40,3	30,4	54,2	384,7
	de la BCC	3,5	4,0	3,7	3,4	3,6	3,9	3,9	4,0	3,9	2,7	2,9	6,2	45,5
	des Banques	6,1	13,7	17,9	17,3	23,0	22,9	18,8	24,1	20,9	16,1	22,0	30,2	232,9
	des Particuliers	1,0	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,3	0,3	0,2	0,5	4,6
	<b>Total</b>	<b>32,9</b>	<b>42,1</b>	<b>49,1</b>	<b>57,9</b>	<b>50,4</b>	<b>57,7</b>	<b>60,2</b>	<b>56,9</b>	<b>54,5</b>	<b>59,3</b>	<b>55,5</b>	<b>91,1</b>	<b>667,7</b>
Variation	du Trésor	1,9	- 3,4	7,5	2,6	22,7	23,0	- 3,7	12,2	11,5	- 22,1	5,5	- 11,2	46,4
	de la BCC	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,7	0,3	- 0,7	- 0,6	1,4	2,8	- 0,2	5,4
	des Banques	6,4	20,6	14,2	9,7	1,1	5,0	17,8	0,4	5,6	17,8	13,2	4,5	116,2
	des Particuliers	- 0,9	0,1	- 0,1	- 0,0	0,0	0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,2	0,9	- 0,0	- 0,4	- 0,6
	<b>Total</b>	<b>7,7</b>	<b>17,4</b>	<b>22,1</b>	<b>12,6</b>	<b>24,3</b>	<b>29,0</b>	<b>14,3</b>	<b>11,7</b>	<b>16,2</b>	<b>- 2,0</b>	<b>21,5</b>	<b>- 7,3</b>	<b>167,4</b>

Source: Banque Centrale du Congo.

D'une année à l'autre, les augmentations des retraits ont été les plus significatives en grosses coupures, à raison de 167,4% pour la coupure de 20.000 FC, 101,7% pour celle de 10.000 FC, 78,7% pour celle de 1.000 FC et 61,3% pour le billet de 5.000 FC.

**Tableau II.11 Ventilation par coupure des retraits aux guichets du Siège**  
(en milliards de CDF)

Coupure	2015		2016		Variation	
	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
20 000 FC	24 383,5	1,2	65 182,5	3,3	40 799,0	2,0
10 000 FC	41 723,6	4,2	84 164,9	8,4	42 441,3	4,2
5 000 FC	70 471,9	14,1	113 674,2	22,7	43 202,4	8,6
1 000 FC	118 306,1	118,3	211 459,8	211,5	93 153,6	93,2
500 FC	385 107,0	770,2	326 746,7	653,5	- 58 360,3	- 116,7
200 FC	22 956,3	114,8	28 754,7	143,8	5 798,4	29,0
100 FC	3 023,3	30,2	3 602,8	36,0	579,5	5,8
50 FC	1 707,3	34,1	1 543,3	30,9	- 164,0	- 3,3
<b>Total</b>	<b>667 678,9</b>	<b>1 087,2</b>	<b>835 128,9</b>	<b>1 110,0</b>	<b>167 450,0</b>	<b>22,9</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## CHAPITRE II

### CHAMBRE DE COMPENSATION

Le ralentissement économique noté au cours de l'année 2016 s'est traduit, en ce qui concerne les opérations en Chambre de compensation, par la baisse des transactions aux guichets de la Banque Centrale.

En effet, en sa qualité de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de la Chambre de Compensation, la Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants des banques agréées en République Démocratique du Congo. Ces comptes ouverts pour les banques commerciales exerçant sur le territoire national permettent les dénouements des opérations de ces dernières dans les livres de l'Institut d'Emission. Il s'agit des opérations relatives aux soldes en Chambre de Compensation, aux retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, à toutes les autres transactions passées à la Banque Centrale du Congo.

#### II.1. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC

Au cours de l'exercice 2016, le volume global des transactions des banques commerciales à la Banque Centrale du Congo s'est élevé à 6.334.305,6 millions de CDF. Comparé à l'année 2015, ce volume des transactions a connu une forte baisse de 61,1 %, expliquée essentiellement par la forte contraction des opérations de refinancement.

**Tableau II.12 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC**  
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	Variation en %
<b>Transactions effectuées via la Chambre de compensation</b>	<b>2 908 151,4</b>	<b>3 645 699,3</b>	<b>3 110 949,8</b>	<b>2 925 319,0</b>	<b>-6,0</b>
Transactions initiées par les banques	573 958,1	763 934,4	97 732,9	99 662,3	2,0
Transactions initiées par la BCC	2 334 193,4	2 881 764,9	3 013 216,9	2 825 656,7	-6,2
<b>Transactions effectuées en espèces</b>	<b>1 411 621,5</b>	<b>1 642 675,6</b>	<b>2 258 309,7</b>	<b>2 073 433,8</b>	<b>-8,2</b>
Retraits des espèces	444 901,7	549 994,0	777 961,4	1 108 120,9	42,4
Versements des espèces	966 719,9	1 092 681,6	1 480 348,3	965 312,9	-34,8
<b>Refinancement</b>	<b>30 000,0</b>	<b>4 344 050,5</b>	<b>10 234 184,5</b>	<b>769 330,1</b>	<b>-92,5</b>
Facilités permanentes accordées	30 000,0	4 344 050,5	10 194 477,1	716 400,0	-93,0
Prêts à court terme octroyés	0,0	0,0	39 707,4	52 930,1	33,3
Prêts à moyen terme octroyés	0,0	18 406,5	0,0	0,0	-
<b>Autres transactions des banques</b>	<b>654 637,6</b>	<b>882 072,6</b>	<b>666 144,4</b>	<b>566 222,7</b>	<b>-15,0</b>
<b>Total Volume des transactions</b>	<b>5 004 410,5</b>	<b>10 514 498,0</b>	<b>16 269 588,4</b>	<b>6 334 305,6</b>	<b>-61,1</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## II.2. TRANSFERTS D'ESPÈCES EFFECTUÉS AUX GUICHETS DE LA BCC

En 2016, les transferts de fonds effectués par les tiers en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo se sont chiffrés à 56.882,5 millions de CDF, en hausse de 69,1 % par rapport à 2015.

Cette situation est expliquée principalement par la forte croissance des transferts payés en espèces.

**Tableau II.13 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC**  
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	Variation en %
Transferts payés via la Chambre de compensation	123 349,4	102 677,9	26 982,9	37 821,8	40,2
dont Transferts des Messageries financières	107 107,5	92 019,6	25 514,8	37 002,6	45,0
Transferts payés en espèces	65 327,8	59 690,7	6 660,5	19 060,7	186,2
<b>Total</b>	<b>188 677,2</b>	<b>162 368,6</b>	<b>33 643,4</b>	<b>56 882,5</b>	<b>69,1</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## II.3. TRANSACTIONS PASSÉES À LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE

En 2016, les transactions dénouées à la Chambre de compensation, au titre d'échange d'instruments de paiement, se sont globalement chiffrées à 11.196.012,5 millions de CDF, soit une baisse de 50,1 % par rapport à 2015, consécutive à la chute des opérations initiées par les banques commerciales et la Banque Centrale.

**Tableau II.14 Volume des transactions compensées par le système bancaire**  
(en millions de CDF)

Rubriques	2013	2014	2015	2016	Variation en %
Transactions initiées par les banques	3 633 234,4	11 511 187,1	14 450 951,4	5 300 905,3	-63,3
Transactions initiées par la BCC	8 007 458,7	8 277 228,2	7 967 389,2	5 895 107,1	-26,0
dont pour compte du Trésor Public	3 738 338,7	4 844 825,6	5 249 028,2	4 953 711,9	-5,6
<b>Total</b>	<b>11 640 693,1</b>	<b>19 788 415,4</b>	<b>22 418 340,6</b>	<b>11 196 012,5</b>	<b>-50,1</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Il sied de noter que les titres présentés à la Chambre de compensation par la Banque Centrale du Congo en 2016, pour compte du Trésor Public Congolais, n'ont représenté que 4.956.711,9 millions de CDF, en baisse de 5,6 % par rapport à 2015.

## CHAPITRE III

### REFORME DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT

L'exercice 2016 a été marqué, au plan des réformes consacrées aux infrastructures des marchés financiers, par la poursuite du processus d'implémentation de nouvelles infrastructures de transferts de fonds. Ces infrastructures sont destinées à améliorer la fluidité des échanges et la prise en charge optimale de l'ensemble des préalables identifiés, dont la réalisation favorise la réduction des risques financiers liés aux transferts de fonds.

#### III.1. ETAT D'AVANCEMENT DE LA RÉFORME DU SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT EN 2016

Au cours de cette période, il a été enregistré les réalisations suivantes :

##### III.1.1. Mise en place d'un système de transfert automatisé multidevise couplé au Dépositaire centrale des titres

Les travaux menés, au cours de l'exercice 2016, se sont appuyés essentiellement sur les référentiels issus du rapport initial qui avait vocation à fixer les fonctionnalités définitives des nouvelles infrastructures acquises par la Banque Centrale du Congo.

Cette phase a été suivie de la fourniture et l'installation des équipements ainsi que des logiciels systèmes.

A la suite de l'installation et la personnalisation des logées fournies par la firme Montran Corporation, il a été entamé l'exécution de l'étape cruciale du projet consacrée à la recette fonctionnelle des systèmes ATS et CSD destinées à assurer formellement que les systèmes livrés soient conformes aux spécifications et aux attentes formulées, par la conduite d'une gamme variée de cas de tests préalablement décrits.

Les travaux se rapportant à cette étape clôturée, en décembre 2016, se sont étalés sur une longue période de huit (8) mois contre quatre (4) initialement prévus, et ont permis de s'assurer du fonctionnement stable des systèmes configurés conformément aux attentes des métiers.

Grâce aux résultats favorables enregistrés durant cette phase du projet, la Banque Centrale s'est engagée en parallèle à conduire des travaux sur les chantiers prioritaires, la préparation des acteurs impliqués au projet et l'accomplissement des diligences visant le démarrage de la phase pilote du processus de mise en œuvre des systèmes prévus en mars 2017.

Dans cette perspective, diverses actions d'ordre technique, juridique et opérationnel



ont été menées par la BCC pour créer les conditions favorables de démarrage de l'activité opérationnelle des nouvelles infrastructures de paiement à l'échéance définie. Ces actions couvrent les aspects ci-après :

- formation des équipes projets sur l'ensemble des modules des solutions installées ;
- travaux d'adaptation du système d'information de la BCC afin d'assurer l'interfaçage entre les progiciels retenus et le système d'information de la BCC ;
- mise en vigueur des Instructions de la BCC relatives à la normalisation de chèque, de la lettre de change, du billet à ordre et des coordonnées bancaires ;
- élaboration des manuels des opérations applicables aux différentes composantes du système de transfert automatisé ;
- pilotage des tests d'intégration des systèmes ;
- pilotage des tests sur sites pilotes restreints et généralisés de l'utilisation des systèmes à partir du réseau SWIFT et du réseau de télécommunication propriétaire installé par la BCC ;
- conception et mise en œuvre des procédures de traitement des opérations des nouveaux systèmes de paiement dans le système d'information comptable de la BCC ;
- finalisation des textes juridiques applicables au système national de paiement afin d'accompagner la modernisation du SNP par une bonne réforme institutionnelle capable de réduire l'insécurité juridique et le risque encouru par les participants aux infrastructures de paiement. Au nombre de ces textes, il y a lieu de citer l'avant-projet de loi applicable au système national de paiement et les différents textes conventionnels ;
- conduite des travaux d'adoption des textes réglementaires devant fixer les règles et modalités de fonctionnement des nouvelles infrastructures de paiement ;
- préparation d'une réunion d'information des Directeurs d'agences de la BCC sur les responsabilités des Directions provinciales vis-à-vis des futurs systèmes de paiement.

### **III.1.2. Mise en place de l'interbancaire monétique en République Démocratique du Congo**

Au plan monétique, les travaux conduits par la Banque Centrale se sont inscrits dans le cadre du processus de sélection du fournisseur devant installer un switch monétique national et un centre de traitement monétique interbancaire.

Dans ce cadre, plusieurs visites de sites d'imprégnation ont été réalisées pour vérifier les références fournies par la firme attributaire.

Les développements enregistrés durant cette phase de procurement ont permis de

préparer la clôture de l'étape de sélection du fournisseur du marché d'interbancaire. Ils ont également permis de proposer, sur la base des résultats positifs des investigations réalisées par les principaux acteurs impliqués dans ce processus, la signature au cours de l'exercice 2017 du contrat de fourniture et implémentation d'une solution clé en main composée d'une plateforme monétique interbancaire, d'un centre de personnalisation et autres services dédiés à la Société monétique interbancaire à créer.

### **III.1.3. Participation de la République Démocratique du Congo aux systèmes régionaux de paiement et de règlement.**

Au plan régional, la BCC a joué le rôle de locomotive pour entrainer les banques commerciales locales à accomplir les diligences requises en vue de leur participation effective au système de paiement et de règlement régional de la SADC, SIRESS en sigle. Ce système a été mis en place pour favoriser le développement du commerce au sein de la région, conformément au protocole de la SADC sur la finance et l'investissement.

Au titre de la phase V du projet d'intégration des banques commerciales au système SIRESS, lancée par l'Opérateur dudit système régional, cinq banques commerciales de la place ont exprimé leur volonté de rencontrer les différentes exigences à leur charge, nécessaires à la participation effective au Système SIRESS.

Au cours de l'année sous revue, une visite de l'opérateur de ce système de paiement régional a été organisée à Kinshasa, en août 2016, en vue de mener une série d'activités devant accélérer l'adhésion des banques commerciales de la République Démocratique du Congo à ce système.

Au regard des exigences mises à l'entrée, un seul établissement de crédit a concrétisé son intégration opérationnelle dans le système SIRESS, en vue de démarrer les transactions de paiement avec les autres banques commerciales de la Région.

## CHAPITRE IV

### **SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS**

#### **IV.1. REGLEMENTATION DU SECTEUR FINANCIER**

La Banque Centrale du Congo fournit depuis quelques années, d'importants efforts pour améliorer le cadre prudentiel et les conditions d'exercice de ses missions de supervision des intermédiaires financiers.

A ce jour, l'arsenal légal et réglementaire régissant le système financier congolais comprend six (6) textes de lois, à savoir : (i) la Loi n° 003/2002, relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit, (ii) la Loi n° 005/2002, relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, (iii) la Loi n° 002/2002, portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit, (iv) la Loi n° 11/020 du 15 septembre 2011, fixant les règles relatives à l'activité de la microfinance en RDC, (v) la Loi n° 04/016, portant lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et (vi) la loi n° 015/003 du 12 février 2015, relative au Crédit-bail ainsi que douze (12) Instructions portant sur :

- la centrale des risques ;
- la mise à l'index ;
- les normes de gestion prudentielles ;
- la classification et le provisionnement des créances ;
- le contrôle interne et la conformité ;
- l'agrément des banques, de leurs dirigeants ainsi que leurs modifications statutaires ;
- le commissariat aux comptes des établissements de crédit ;
- la gouvernance d'entreprise ;
- la gestion des risques ;
- l'exercice du pouvoir disciplinaire de la BCC ;
- les agents bancaires ; et
- le guide comptable des établissements de crédit.

Il convient d'indiquer que, dans le cadre de la mise en œuvre d'un premier Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) en RDC, la Banque Centrale du Congo a, en collaboration avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale,

engagé des réformes en vue d'adapter son cadre légal et réglementaire aux exigences de la supervision basée sur les risques.

S'agissant du volet réforme du cadre légal, il y a lieu de relever que la loi portant statuts de la Banque Centrale du Congo et la loi bancaire sont en révision, particulièrement en vue, d'une part, d'intégrer une nouvelle mission pour l'Institut d'Emission, celle de concourir à la stabilité financière ainsi qu'à la surveillance macroprudentielle pour la première et, d'autre part, tenir compte des réformes en cours particulièrement l'indépendance de la BCC en matière de supervision bancaire et les mécanismes de résolution de crise, pour la seconde. Dans le paquet des textes législatifs envoyés au Parlement pour examen et adoption, il y a également le projet de loi portant système national de paiement.

Pour ce qui est du cadre réglementaire, ces réformes portent notamment sur le réaménagement des textes suivants :

- Instruction n° 14 aux banques relative aux normes prudentielles de gestion, dont les modifications y apportées avaient essentiellement pour but de les mettre en harmonie avec les principes de Bâle II et III afférents aux fonds propres, aux coussins prudentiels, au ratio de solvabilité, au calcul des actifs pondérés en fonction du risque de crédit (suivant l'approche standard simple), du risque de change et du risque opérationnel (suivant l'approche de l'indicateur de base et standard), ainsi qu'au ratio de levier ;
- Instruction n° 17 aux établissements de crédit relative aux règles prudentielles en matière de contrôle interne et de conformité, revue afin d'introduire une définition claire et précise de trois (3) niveaux de contrôle interne devant exister dans une banque, avec leurs règles particulières de rattachement hiérarchique et de reporting, ainsi que de préciser les obligations pouvant constituer autant de points de contrôle pour les équipes de contrôle sur place et sur pièces de la BCC. Il s'agit également d'élaborer un canevas unique et homogène de rapport de contrôle interne destiné à être l'un des outils principaux du contrôle permanent dans le cadre de la supervision basée sur les risques ;
- Instruction n° 19 portant dispositions relatives au commissariat aux comptes des établissements de crédit, pour la mettre en harmonie avec la nouvelle loi organisant la profession comptable en RDC ;
- Instruction n° 21 relative au gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit. Sa révision vise à préciser les responsabilités de différents organes de direction et de contrôle des banques ainsi qu'à garantir une transparence suffisante dans la désignation des membres de certains organes et à limiter ou contrôler les incitations à la prise de risques ;
- Instruction n° 22 aux établissements de crédit relative à la gestion des risques, dont la révision comporte deux (2) objets : d'une part, préciser les obligations à la charge des banques afin de créer dans la réglementation des points de contrôle

auditables par les équipes de contrôle permanent et de contrôle sur place de la BCC, et d'autre part, la compléter en y intégrant certains types de risques et des dispositions importantes, telles que les éclaircissements sur les trois (3) lignes défenses préconisées par le dispositif de Bâle III: (i) Compliance, (ii) Gestion des risques et (iii) Contrôle permanent.

## IV.2. EVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE

A fin décembre 2016, le total bilantaire du système bancaire s'est établi à 4.817,2 millions de USD, soit une baisse de 5,8%, par rapport à 2015, consécutive à la conjoncture économique internationale peu favorable et au phénomène De-risking caractérisé par la rupture de relations d'affaires avec les correspondants bancaires européens et américains.

Quant aux dépôts, ils ont enregistré une baisse de 312,0 millions de USD, se situant à 3.384,5 millions de USD en 2016.

Pour ce qui est des crédits nets, ils ont atteint 2.090,7 millions de USD contre 2.200,6 millions à fin décembre 2015. Les crédits en souffrance, pour leur part, ont affiché 213,0 millions de USD en 2016 contre 223,8 millions, une année plus tôt.

Par ailleurs, le secteur bancaire a aligné un résultat net négatif de l'ordre de 1,3 million de USD, essentiellement induit par des déficits réalisés par quatre banques.

A la clôture de l'exercice 2016, le paysage financier national comprenait dix-huit banques opérationnelles, catégorisées en trois (3) groupes selon le critère de taille du total bilantaire, à savoir :

- a. *les grandes banques*: dont le total du bilan représente plus de 10,0% du total du système bancaire. Elles sont au nombre de trois et détiennent 47,0% des parts de l'ensemble du système. Elles disposent également d'un réseau d'agences important et fournissent des services diversifiés à un grand nombre de clients. Ainsi, elles ont accordé, à fin décembre 2016, 47,0% des crédits de l'ensemble du système et ont collecté également 48,0% des dépôts de la clientèle.
- b. *les banques de taille moyenne*: il s'agit de cinq établissements bancaires dont le total du bilan est compris entre 5,0% et 10%. Ces banques contrôlent 33,0% des parts du système. Pendant la période sous revue, ces banques ont accordé 31,0% du total des crédits nets à la clientèle et ont collecté 34,0% des dépôts.
- c. *les petites banques*: ont été au nombre de dix et le total du bilan de chacune est inférieur à 5% du total du système bancaire. Elles font partie des filiales des groupes bancaires étrangers, à l'exception d'une qui est à capitaux étrangers résidents en RDC. Principalement établies à Kinshasa et dans quelques provinces, ces banques ont détenu, à fin décembre 2016, 20% du total général des parts du système et ont concouru à hauteur de 22% au total des crédits du secteur bancaire et collecté 18% du total des dépôts.

**Tableau II.15 Nombres des comptes bancaires**

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2015- 2016	
								Valeur	%
Nombre des comptes	600 000	741 370	1 274 034	2 016 918	2 035 089	2 203 857	2 925 446	724 589	33,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Le nombre des comptes bancaires, tel que renseigné au travers du tableau ci-dessus, a connu une progression continue de 33,0 %, passant de 2.203.857 à fin décembre 2015 à 2.925.446 à fin décembre 2016.

Au terme de la période sous revue, hormis les banques malades sous gestion administrative de la Banque Centrale du Congo, quelques banques ont connu des épisodes d'infractions réglementaires comme suit :

- la solvabilité tier 1 en deçà du minimum de 7,0 % requis pour quelques banques après prise en compte des provisions complémentaires de 29,5 millions de USD, tel qu'exigé de l'Autorité de Régulation et de Contrôle ;
- la liquidité globale non respectée, tout comme la liquidité en monnaies étrangères, pour une autre banque, respectivement pour 92,7 % et 90,2 %, contre un seuil requis de 100 % ;
- le dispositif de contrôle interne non conforme, pour une banque.

### IV.3. ACTIVITE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

L'activité de la microfinance en 2016 a été négativement impactée par l'instabilité du cadre macroéconomique, la baisse de l'activité économique et la résurgence des conflits armés principalement dans la partie Est du pays.

Cette situation a conduit les Institutions du Système Financier Décentralisé à enregistrer une détérioration de la qualité de leur portefeuille de crédit et un ralentissement de l'offre de crédit, affectant ainsi négativement leur performance et leur fonds propres.

S'agissant des éléments de portée, il a été observé un très léger accroissement du nombre de nouveaux sociétaires et clients et l'affectation grandissante des crédits à la consommation.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo a accordé l'agrément à cinq nouvelles Coopératives d'Epargne et de Crédit. A la clôture de l'exercice 2016, le secteur a compté quatre-vingt (80) Coopératives d'Epargne et de Crédit et vingt et une (21) Institutions de Micro Finance, soit cent et une (101) Institutions du Système Financier Décentralisé contre cent vingt-huit (128) une année plus tôt, enregistrant ainsi une contraction de 21,1 %.

L'Autorité de Régulation et de Contrôle a effectué, d'une part, des contrôles permanents au travers notamment des analyses des situations périodiques et, d'autre part, des contrôles sur place au terme desquels des injonctions ont été adressées à certaines institutions, dont la soumission des plans de redressement. Elle a, en outre, procédé à la cotation des institutions ainsi qu'à la descente sur terrain pour juguler des situations pouvant compromettre la viabilité de certaines d'entre elles.

Par ailleurs, la Banque Centrale du Congo a placé sous surveillance rapprochée deux (2) institutions, en l'occurrence une société de microfinance sous supervision d'un représentant provisoire et un grand réseau d'institutions de microfinance mutualiste sous administration provisoire. En raison de la complète rupture des équilibres fondamentaux de certaines Institutions du Système Financier Décentralisé (ISFD) sans aucune perspective de redressement, l'Autorité de Régulation et de Contrôle a décidé, au cours de l'exercice 2016, du retrait de l'agrément accordé à vingt-neuf (29) structures, dont vingt-sept (27) COOPEC et deux (2) IMF. En vue de renforcer la supervision du secteur, la Banque Centrale du Congo a entamé le processus de mise en place d'une supervision basée sur les risques et de la mise à niveau de sa base de données FinA.

En outre, dans le cadre de l'amélioration de la culture financière, il a été organisé les festivités relatives à la célébration, en mars 2016, de la 2<sup>ème</sup> édition de la Semaine Mondiale de l'Argent et à fin octobre 2016, de la 6<sup>ème</sup> édition de la Journée Internationale de l'Épargne. Outre ces festivités, plusieurs activités ont été menées dans le cadre du Programme National de l'Éducation Financière, notamment: (i) la finalisation des travaux d'intégration de l'éducation financière dans le programme scolaire (Intégration des notions relatives à l'éducation financière dans les programmes existants et l'élaboration d'un manuel pour les professeurs), (ii) le développement des messages de la campagne multimédia, sous forme notamment de feuillets et témoignages (format radio) et (iii) la formation des formateurs en éducation financière.

#### **IV.4. SYNTHÈSE SUR L'ÉVOLUTION DES AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES**

En sus des dix-huit (18) banques commerciales, la RDC dispose des ISFD opérationnelles, dont quatre-vingt (80) Coopératives d'Épargne et de Crédit et vingt-un (21) Institutions de Micro Finance. Ces dernières comportent quatre (4) institutions financières spécialisées, quatre (4) établissements de monnaie électronique intervenant dans le financement des PME et les paiements électroniques. A cela s'ajoute septante quatre (74) messageries financières et dix-huit (18) bureaux de change.

### IV.4.1. Messageries financières

Au cours de l'exercice 2016, la Banque Centrale a agréé dix (10) Messageries Financières. Par contre, cinq (5) Messageries Financières ont cessé volontairement leurs activités et un retrait d'agrément a été prononcé à l'endroit d'une société pour non fonctionnement pendant plus de 6 mois. Au terme de la période sous examen, le nombre total des Messageries Financières agréées est passé de quatre-vingt (80) à soixante-quatorze (74).

Les transactions dénouées par ces institutions exposent ce qui suit :

**Tableau II.16 Activités dénouées par les Messageries Financières agréées**

2016			
RUBRIQUES	MONTANT	RUBRIQUES	MONTANT
TOTAL TNR CDF	60 654 092 200	TOTAL TIR USD	335 518 871
TOTAL TNE CDF	61 507 694 350	TOTAL TIR EURO	360 172
TOTAL TNR USD	165 168 789	TOTAL TIE USD	201 602 801
TOTAL TNE USD	183 628 262	TOTAL TIE EURO	0
TOTAL TIR USD	335 518 871		

Source : Banque Centrale du Congo.

TNR : transferts nationaux reçus

TNE : transferts nationaux émis ou envoyés

TIR : transferts internationaux reçus

TIE : transferts internationaux émis ou envoyés

Comparativement à l'exercice 2015, les transferts domestiques reçus et émis en monnaie nationale en 2016 ont accusé des régressions respectives de 6,0 % et 41,0 %, alors que les flux des transferts domestiques reçus et émis en dollars ont progressé à concurrence respective de 23,0 % et 80,0 %.

Quant aux transferts internationaux reçus, ils ont progressé de 2 % contre un recul de 5,0 % pour ceux émis.

### IV.4.2. Bureaux de change

A fin 2016, le nombre des bureaux de change agréés par la Banque Centrale du Congo est passé de seize (16) à dix-huit (18), consécutivement à l'autorisation accordée à trois (3) sociétés et au retrait d'agrément infligé à une société pour cessation d'activité endéans six (6) mois par l'Autorité de Contrôle et de Régulation.

Ces bureaux de change, essentiellement basés à Kinshasa, ont enregistré un volume global des flux insignifiant, ne reflétant pas l'hyper dollarisation de l'économie congolaise, dans laquelle le secteur informel demeure prépondérant.



**Tableau II.17 Activités dénouées par les Bureaux de change agréés en 2016**

	ACHATS						
	CV/CDF	CFA	RAND	GBP	EURO	FS	USD
<b>TOTAL</b>	9 171 997 748	6 660 000	1 080	0	1 294 681	0	10 413 369

	VENTES						
	CV/CDF	CFA	RAND	GBP	EURO	FS	USD
<b>TOTAL</b>	18 343 995 495	13 320 000	2 160	0	2 589 362	0	20 826 738

Source : Banque Centrale du Congo.

#### **IV.4.2. Etablissements de Monnaie Electronique, EME en sigle**

A fin décembre 2016, deux (2) sociétés ont reçu l'agrément de la Banque Centrale du Congo pour exercer en tant qu'Etablissements de Monnaie Electronique, portant à quatre (4) le nombre de ce type d'institutions opérationnelles en RDC.

Les activités des EME ont affiché, à fin 2016, une évolution considérable. En effet, le nombre de clients enregistrés est passé de 12.098.515 en 2015 à 14.170.631 à fin décembre 2016. L'évolution des clients actifs a, quant à elle, enregistré une nette évolution de 9,7 %, s'établissant à 1.947.550 en 2016.

S'agissant de la valeur des transactions, elle est passée de 54,8 millions de USD à fin 2015 à 148,1 millions en 2016. Pour ce qui est du volume des transactions, il est passé de 7,1 millions en 2015 à 11,5 millions en 2016.

#### **IV.4.3. Les institutions financières spécialisées**

Cette catégorie regroupe cinq (5) institutions, à savoir : la Société Financière de Développement, SOFIDE en sigle, le Fonds pour la Promotion de l'Industrie, FPI en sigle, KWANZA Capital, le Fonds National de la Microfinance et le Fonds pour la Promotion de l'inclusion financière, FPM en sigle.

A fin décembre 2016, l'analyse globale de ces institutions a révélé une forte détérioration de la qualité de leur portefeuille de crédit, impactant négativement le niveau de leurs fonds propres.

## IV.5. CONTROLES PERMANENT ET SUR PLACE

### Contrôle permanent

Dans le cadre du contrôle permanent des banques, la Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers « DSIF » a : (i) réceptionné et traité les états financiers ou déclarations transmis par les assujettis via l'appliquatif BSA, (ii) procédé au suivi de la situation, (iii) organisé des entretiens avec les dirigeants et commissaires aux comptes des banques et (iv) procédé au traitement des courriers internes et externes reçus.

S'agissant des déclarations mensuelles et annuelles faites par les assujettis via l'appliquatif BSA, la DSIF a procédé aux contrôles de cohérence et de vraisemblance pour s'assurer de la fiabilité des informations lui transmises et à l'élaboration des statistiques consolidées, en vue d'alimenter sa base des données.

Il a été procédé, dans le cadre de suivi des banques, aux analyses de ces dernières en vue de dégager d'éventuelles faiblesses et de formuler des recommandations en termes des mesures à prendre afin de corriger lesdites faiblesses.

De même, des entretiens avec les dirigeants des banques présentant des faiblesses ont été organisés par la DSIF en vue de comprendre davantage la situation desdites banques et formuler des recommandations allant dans le sens de corriger les faiblesses éventuelles.

La DSIF a également procédé au traitement de divers courriers tant internes qu'externes lui adressés en rapport avec le fonctionnement des banques dont les lignes suivantes en donnent l'aperçu.

Quoiqu'affichant globalement un état de santé relativement stable, le secteur bancaire congolais requiert des mesures idoines de manière à éviter une contagion systémique susceptible d'ébranler les institutions stables.

### Contrôle sur place

Il importe de relever au passage que, contrairement aux exercices antérieurs, l'exécution du planning 2016 a connu un traitement particulier caractérisé par d'énormes contraintes en ce qui concerne sa réalisation, en particulier, pour les revues thématiques des banques et les revues des activités des ISFD en Provinces.

De manière sommaire, un nombre peu important d'institutions contrôlées a présenté des faiblesses majeures et inquiétantes au niveau des différents principaux segments d'activités aux plans (i) de la mise en œuvre des recommandations antérieures ; (ii) de la gouvernance ; (iii) du système de contrôle interne ; (iv) de la conformité induisant à chacune d'elles une précarité importante au plan financier, marquée par

une détérioration continue du portefeuille de crédit et affichant en moyenne plus de 45,0% des crédits non performants, des fonds propres en-dessous du seuil minimum normatif et des prises des risques excessives.

En termes de résolution, il a été préconisé, conformément aux dispositions légales stipulées par les articles 39 et 40 de la Loi bancaire, la désignation d'une équipe de Mission, afin d'assurer un suivi rapproché auprès d'une banque, laquelle est chargée d'obtenir dans un bref délai son retour à la rentabilité et sa recapitalisation au moyen d'un plan de redressement y afférent. Pour deux banques, les plans d'actions d'ajustement ont été requis et seront suivis en mode contrôle permanent.

S'agissant des Institutions du Système Financier Décentralisé, la précarité financière ainsi que la faiblesse dans la gouvernance restent les éléments communs qui les caractérisent. Les actions d'encadrement et d'assainissement, menées sous la supervision de l'Autorité de Régulation et de Contrôle, ont permis de réduire l'élan de déconfiture des institutions relevée jadis dans ce secteur. Des recommandations idoines ont été formulées à l'issue des revues 2016 pour l'ajustement de leurs situations et l'amendement du comportement de leurs dirigeants.

Il sied de souligner toutefois la réalisation de quelques actions spontanées de contrôle sur place, consistant en une simple collecte d'informations auprès des institutions de crédit et autres intermédiaires financiers, d'une part, et un suivi de la mise en œuvre des plans de redressement des coopératives à Kinshasa et en Provinces, d'autre part.

#### **IV.6. APERÇU SUR LA SURVEILLANCE MACROPRUDENTIELLE**

En dépit de la légère amélioration des perspectives économiques à l'échelle internationale et le faible rebond des prix de produits de base qui, cependant restent de loin inférieurs à leurs maxima de 2013, la conjoncture économique est demeurée moins porteuse en 2016, laquelle conjoncture avait tendance à s'ériger en une externalité négative pour la stabilité financière.

C'est ainsi que la Banque Centrale, au regard de zones de vulnérabilité observées au sein du secteur financier congolais, a commencé à développer certains mécanismes en rapport avec la surveillance macroprudentielle.

De ce fait, pour mieux assurer la stabilité financière, il s'est avéré important pour l'Institut d'Emission de poser les jalons pour asseoir une politique macroprudentielle, au regard de ses objectifs généraux et intermédiaires conformément aux bonnes pratiques.

En effet, les objectifs généraux s'inscrivent dans la logique de :

- renforcer la résistance du système financier par sa capacité à absorber les chocs économiques et financiers, tout en évitant des répercussions majeures sur l'économie réelle ;

- limiter les risques de défauts collectifs ou en chaîne, qu'ils soient liés à des interconnexions fortes ou expositions massives à un risque commun en ciblant les institutions d'importance systémique suivant les critères établis à cet effet, en vue d'empêcher la propagation de risques résultant d'elles.

En pratique, une liste indicative d'objectifs intermédiaires plus restrictifs a été établie à l'échelle internationale et vise ainsi à garantir une meilleure identification des risques et une meilleure analyse de l'efficacité de la politique macroprudentielle.

Il s'agit de limiter :

la croissance excessive du crédit et du levier, notamment via la sous-estimation des risques ;

- les différences de maturité entre l'actif et le passif ;
  - la concentration des risques directs ou indirects ;
  - les conséquences systémiques de l'aléa moral.
- S'agissant des objectifs généraux, il a été relevé ce qui suit :

### **Objectif 1 : renforcement de la résistance du système financier**

La Banque Centrale, avec le concours de l'assistance technique du FMI et suivant les recommandations de la mission PESF, est dans le processus de révision de son arsenal prudentiel pour l'adapter aux standards internationaux, afin de lui permettre de doter les établissements de crédit des outils adéquats devant renforcer la résilience du système financier.

Toutefois, au regard des incertitudes observées aussi bien à l'échelle internationale que nationale, la Banque Centrale du Congo vient d'augmenter le seuil minimum requis du capital réglementaire qui passe de 10 millions de USD à 30 millions et passerait à 50 millions, à l'horizon 2020.

Cette mesure qui s'apparente à un coussin de conservation, renforcerait davantage la solidité du secteur bancaire congolais pour lui permettre de résister aux chocs éventuels face aux perspectives économiques peu rassurantes.

Cependant, la montée des risques de défaillance due à la dégradation de la qualité d'une partie d'actifs d'une des banques, pourrait constituer une entrave à l'ajustement correcte, à la suite des pertes qui en découleraient.

### **Objectif 2 : le risque de défauts collectifs**

S'agissant de l'interconnexion, nonobstant la situation préoccupante de certaines banques en difficulté, le risque de contagion au travers de l'interbancaire, a continué à demeurer mineur. Cette situation se justifie par le fait que les prêts interbancaires sur la même place, s'octroient à des taux très faibles, afin d'éviter l'ampleur du risque de défaut des banques en position emprunteuse.

Pour se prémunir contre d'éventuelles contagions, les concours à l'interbancaire aux banques à des situations financières préoccupantes sont souvent limités.

Toutefois, le secteur bancaire reste exposé au risque de contagion, face aux correspondants hors place, eu égard à certaines incertitudes qui planent encore à l'échelle internationale et surtout, par la prédominance sur le territoire national, des filiales de banques panafricaines appartenant aux zones où la montée des tensions dans les secteurs financiers se sont faites sentir.

En effet, ces tensions sont essentiellement dues aux économies des pays d'origine, lesquelles subissent des pressions considérables à la suite des reports réguliers de mise en œuvre des ajustements préconisés.

Il est également à noter que le secteur bancaire congolais reste fortement exposé au risque inhérent aux prêts libellés en devises qui sont plus représentatifs dans le portefeuille y afférent. En effet, les fluctuations négatives à répétition de taux de change seraient source des pertes matérielles d'un bon nombre des banques étant donné que les emprunteurs ne sont pas couverts à l'évolution négative de taux de change.

Pour ce qui est des banques d'importance systémique, il y a lieu de signaler qu'aucune banque de la place, à fin 2016 ne disposait d'un ratio bilan /PIB dépassant 2 %, hormis la plus grande banque de la place qui avoisinait 3,5 % du PIB. Il va sans dire qu'en cas de faillite d'une banque prise individuellement, l'impact sur le secteur réel dans son ensemble, ne serait pas de grande envergure. Cependant, la probabilité de faillites en chaîne pourrait être source d'une panique bancaire caractérisée.

En ce qui concerne les objectifs intermédiaires, il a été relevé ce qui suit :

### **Objectif 3 : atténuer et prévenir une expansion du crédit et un effet de levier excessifs**

Dans ce registre, l'on notera qu'au cours de la période sous revue, les prêts accordés par le secteur bancaire n'ont pas connu un cycle trop excessif de nature à constituer des bulles de crédit insoutenables. Il s'est observé quasiment un ralentissement des prêts consentis à la clientèle.

Ce ralentissement est consécutif, d'une part, à la baisse du niveau de l'activité économique au plan national, et d'autre part, à l'aversion au risque affichée par les banques, par crainte du lendemain.

Au regard de ce qui précède, il y a lieu de noter que l'économie a plutôt besoin de plus de financement pour son regain, qui ne peut être possible que dans un environnement propice.

#### **Objectif 4 : concentration des risques directs et indirects**

Bien qu'un effort soit consenti par les banques, sur le territoire national, de diversifier le type des clients au sein de leurs portefeuilles, la concentration de dix (10) plus grands emprunteurs demeure relativement représentative. Cela demande un effort supplémentaire du secteur dans la diversification.

A la lumière de ce qui précède, il y a lieu de souligner que le souci qui anime la Banque Centrale du Congo, est de garantir un système financier sain devant assurer correctement l'activité d'intermédiation, en évaluant les risques de façon raisonnable et prédictive, pour que le système financier soit à mesure d'absorber les chocs économiques et financiers sans répercussions massives.

Pour ce faire, elle envisage d'instaurer une stratégie qui doit reposer sur la rapidité dans l'action, pour éviter que les situations des institutions financières deviennent complètement irrémédiables. Il s'agit par prévention, de limiter l'ampleur du risque latent par des mécanismes de détection précoce.

C'est ainsi qu'elle révisé le dispositif réglementaire car la stratégie macroprudentielle ne peut reposer que sur les instruments adéquats et des dispositions réglementaires répondant aux standards.

Cette stratégie, à appliquer pendant la période aussi bien favorable que celle de basse conjoncture, devra être soutenue par des mesures transversales et temporelles, caractérisées par des restrictions et des limites, face à la montée des risques, d'une part, et des mesures structurelles pour renforcer la résilience, d'autre part.

#### **IV.7. REFORMES ET PROJETS EN MATIERE DE SUPERVISION BANCAIRE : FONDS DE GARANTIE DE DEPOTS**

La mise en place d'un mécanisme de protection des dépôts s'inscrit dans le cadre du Plan Stratégique de Modernisation de la Banque Centrale du Congo et de Développement du Système Financier National publié le 18 août 2004. Il vise la protection des clients des banques et institutions de microfinance, collectrices des dépôts, en sécurisant leurs avoirs (dépôts, titres, cautions) en cas de défaillance de leurs établissements et, de façon plus générale, la stabilité financière.

A cet effet, il avait été mis en place un Comité de Pilotage et une Equipe de Projet avec pour mission de mener des réflexions sur la mise en place d'un Fonds de Garantie des Dépôts en République Démocratique du Congo, respectivement le 13 novembre 2012 et le 26 février 2013.

Ce projet, qui bénéficie d'une assistance technique et financière de la Coopération Financière Allemande (KfW), comprend deux grands axes, à savoir (i) les préalables de la mise en œuvre du projet et étude de faisabilité ainsi que (ii) le plan d'affaires.

La première phase est déjà achevée et les travaux sont actuellement à l'étape de la mise en œuvre du plan de faisabilité.

## **MIGRATION VERS BALE II ET BALE III**

La migration vers Bâle II et III s'inscrit dans le cadre de la mise en place des mécanismes de la supervision basée sur les risques au travers du renforcement du dispositif prudentiel et de bonnes pratiques dans le domaine bancaire. C'est ainsi que, conformément au plan d'action de mise en œuvre des recommandations FSAP, il a été arrêté de commun accord entre la BCC et le FMI, un chronogramme du processus de migration vers Bâle II et Bâle III.

En effet, cette migration qui est en cours, n'est pas intégrale pour l'instant. Elle tient compte de l'environnement interne et ne se limite qu'aux transactions réellement effectuées en RDC dans le domaine bancaire.

Cette réforme vise essentiellement :

- l'amélioration de la qualité des fonds propres, afin de renforcer la capacité des banques à absorber les éventuelles pertes, tant pour assurer la continuité de leurs opérations que pour répondre aux impératifs d'une éventuelle liquidation. Elle permet ainsi d'accroître la résilience individuelle des banques durant les périodes de tensions (au plan microprudentiel) et de contenir les risques collectifs susceptibles d'affecter l'ensemble du système financier ainsi que leur amplification procyclique (au plan macroprudentiel) ;
- la révision des règles prudentielles relatives à l'adéquation des fonds propres des banques en optant pour les approches plus adaptées à l'activité des établissements bancaire évoluant en RDC, afin de déterminer les exigences en fonds propres au regard des risques de crédit et opérationnel ainsi que de risque de marché qui est encore limité au risque de change ;
- l'insertion de l'indicateur du levier financier destiné à soutenir les exigences en fonds propres au regard du risque et à contenir l'accumulation d'un endettement excessif dans le système bancaire.

Au-delà des aspects quantitatifs, la Banque Centrale entreprend également des actions sur les aspects qualitatifs, afin de renforcer la gestion et la surveillance des assujettis, en révisant les dispositifs de la gouvernance, du contrôle interne et conformité ainsi que de la gestion des risques.

## **SURVEILLANCE MACROPRUDENTIELLE**

La Banque Centrale, avec le concours du FMI, a développé un manuel du cadre technique de la surveillance macroprudentielle, devant permettre aux utilisateurs (i) de mieux surveiller et analyser les risques pouvant nuire à la stabilité financière, (ii) de s'assurer que le secteur bancaire national peut résister aux chocs aussi bien endogènes qu'exogènes et (iii) de formuler des mesures adéquates pour limiter l'ampleur et/ou la propagation du risque systémique.

## **MODERNISATION DE LA CENTRALE DES RISQUES**

L'Institut d'Emission s'est engagé à moderniser la Centrale des Risques, en vue de répondre aux cinq (5) critères d'une bonne Centrale des Risques définis par l'International Finance Corporation, I.F.C. en sigle, à savoir : la qualité de l'information, la quantité d'informations, la rapidité d'accès, la satisfaction des usagers et la performance pour ainsi améliorer la cotation de la RDC dans le « Doing Business ».

Ainsi donc, la modernisation de la Centrale des Risques a été planifiée en deux phases, en l'occurrence :

- (i) *le développement de l'applicatif interne dénommé ISYS-CERI par la BCC ;*
- (ii) *l'externalisation de la Centrale par la création, d'une société commerciale « SOCERI S.a .», dont la gestion se fera dans le cadre d'un partenariat public-privé.*

## **PROGRAMME NATIONAL D'EDUCATION FINANCIERE**

Le Programme National d'Education Financière, PNEF en sigle, a été adopté par le Comité de Pilotage ad hoc, avec comme objectif de doter la population congolaise des compétences et de la confiance nécessaires pour une gestion optimale de leurs finances, dont les domaines prioritaires sont l'épargne, le crédit, la gestion budgétaire et les négociations financières.

En 2016, les activités prioritaires suivantes ont été conduites pour améliorer l'inclusion financière en RDC : (i) l'intégration de l'éducation financière dans les programmes scolaires, (ii) la formation des formateurs, (iii) la campagne multimédia, (iv) le développement et la diffusion de la boîte à outils et (v) les événements périodiques qui font la promotion de l'éducation financière.



## **MIGRATION DES CADRES COMPTABLES DES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE AUX NORMES I.F.R.S**

Les travaux d'harmonisation comptable engagés par la Banque Centrale du Congo dans le cadre de la réforme visent à doter le système financier congolais d'un cadre comptable moderne et harmonisé, tant adapté à l'environnement spécifique de la République Démocratique du Congo, que conforme aux standards internationaux, et susceptible de faciliter la production et la collecte par les différents utilisateurs d'une information fiable et de qualité au moyen de l'enregistrement adéquat des transactions dénouées par les établissements de crédit ainsi que les institutions du système financier décentralisé.

Dans le cadre d'une bonne gouvernance du projet et pour formaliser des interfaces vis-à-vis de différentes parties prenantes, il avait été institué un Comité de Pilotage ainsi qu'une Equipe de Projet pour la migration des cadres comptables des établissements de crédit et institutions de microfinance vers les normes IFRS, avec notamment pour tâches spécifiques de :

- élaborer, sous la supervision d'un consultant, les projets de G.C.E.C et de PCCI adaptés aux normes IFRS ;
- concourir à l'organisation des actions de formation en faveur de principaux utilisateurs desdits règlements comptables ;
- mener les autres actions d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre desdits cadres comptables.

## **L'IMPLÉMENTATION DES LOGICIELS DE SUPERVISION BSA ET FINA**

Dans le cadre de l'automatisation des activités et tâches de la surveillance des intermédiaires financiers au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, en sigle SADC, la BCC, de concert avec les autres Autorités de Supervision Bancaire, ont développé et mis en œuvre le Logiciel Bank Supervision Application, en sigle B.S.A., en vue notamment de favoriser l'efficacité dans le travail de contrôle permanent des banques assujetties ainsi que la production des séries statistiques susceptibles d'être consolidées au niveau de la Sous-Région.

Parallèlement et dans le cadre de la surveillance des Institutions du Système Financier Décentralisé, la BCC utilise le logiciel « FinA ». Cet outil permet la constitution d'une base de données et un traitement automatisé des informations financières des Institutions du Système Financier Décentralisé.

Ce logiciel a connu une amélioration significative qui permettra notamment :

- aux Institutions du Système Financier Décentralisé de poster directement leurs états via le réseau internet ;
- la transmission d'une réponse automatique de serveur FinA aux ISFD sur l'acceptabilité ou non des états financiers ainsi que les raisons de leur rejet ;
- l'élaboration des tableaux à la demande des utilisateurs.

## CHAPITRE V

### AUDIT INTERNE

En 2016, l'Audit Interne s'est employé aux activités ci-après :

- missions d'assurance (ou d'audit) ;
- missions de conseil ;
- activités de gestion des risques ;
- évaluation du niveau général du risque à la Banque.

#### V.1. MISSIONS D'ASSURANCE

##### V.1.1. Exécution du Plan pluriannuel d'audit 2015-2017

Dans le cadre de l'exécution du Plan pluriannuel d'audit 2015-2017, vingt (20) missions d'audit ont été exécutées et totalement clôturées à fin 2016, tant au Siège qu'auprès des entités provinciales, sur un total prévu de trente-deux (32) missions. Il s'en est dégagé un taux d'exécution de 62,5 % contre 65,6 % en 2015.

La non-couverture de tous les objets d'audit prévus est due à quelques pesanteurs, notamment :

- le reprofilage des rapports d'audit et la préoccupation de conformer les déclinaisons de tous les rapports d'audit aux exigences de la démarche qualité, en pleine implémentation ;
- la succession des diligences d'enquêtes, résultant des différents incidents survenus au sein de la Banque, dont les reportings à l'intention de l'Autorité ont été priorités.

##### V.1.2. Mise en œuvre des recommandations d'audit

A fin 2016, la situation cumulée de la mise en œuvre des recommandations d'audit interne et externe a affiché un taux d'exécution de 66,0 % contre 77,8 % à fin 2015.

Il importe de relever que les recommandations non exécutées se justifient, globalement, par des contraintes d'ordre budgétaire auxquelles la Banque Centrale fait face, ainsi que par l'absence des procédures pour certains processus et le déficit tant qualitatif que quantitatif en personnel dans certains secteurs cœur de métier, ce qui pérennise des situations de confusion de tâches et de fonctions incompatibles.

### **V.1.3. Fiabilité et intégrité des informations financières**

Au courant de l'exercice 2016, le Cabinet PRICEWATERHOUSE COOPERS et les Commissaires aux Comptes ont sanctionné, par une opinion favorable et sans réserve leurs travaux respectifs d'audit et de révision comptable sur les états financiers de la Banque Centrale du Congo clos au 31 décembre 2015. Ce résultat a été obtenu à la suite, notamment, du travail préalable de revue et d'aplanissement de tous les écarts sur ces états financiers par l'Audit Interne.

Par ailleurs, sous la responsabilité du Comité d'Audit et de Gouvernance, il a été procédé au recrutement du Cabinet DELOITTE Services S.P.R.L., devant auditer les comptes de la BCC au prochain triennat (2016-2018), en remplacement du Cabinet PRICEWATERHOUSE COOPERS, dont le second mandat est arrivé à terme.

## **V.2. MISSIONS DE CONSEIL**

Les activités de conseil ont porté sur la diffusion des leviers de maîtrise des dispositifs de contrôle interne à l'intention des Responsables opérationnels, à travers des sessions de formation et sensibilisation. Elles ont également concerné la participation des délégués de l'Audit Interne aux travaux de certains Comités, Commissions, projets et Groupes de travail auxquels l'Audit Interne est habilité ou invité à participer. A ce titre, l'Audit Interne a émis ses avis ou prodigué des conseils, au regard de l'appétence et de la tolérance de la Banque auxdits risques.

## **V.3. GESTION DES RISQUES**

Au courant de l'année 2016, la Sous-Direction chargée de la Gestion des Risques a finalisé les travaux d'élaboration de la cartographie des risques opérationnels de toutes les Directions provinciales, et de deux Agences Autonomes de Boma et de Kikwit.

Au niveau du Siège, hormis les Directions des Ressources Humaines, de l'Hôtel des Monnaies et de l'Administration Générale, toutes les autres Directions ont été cartographiées.

Par ailleurs, des missions de vulgarisation ont été effectuées auprès des différents organes de la BCC, notamment la Haute Direction de la Banque, les membres du Comité d'Audit et de Gouvernance ainsi que les Responsables des Directions.

Les Gestionnaires de Risques se sont employés à consolider toutes les cartographies finalisées, afin d'élaborer le rapport final sur la cartographie des risques opérationnels pour l'ensemble de la BCC.

Outre ces travaux de cartographie des risques opérationnels, l'Audit Interne a aussi poursuivi, en collaboration avec la Direction de l'Informatique, les travaux de la

mise en place de la Base Evènements. Il s'agit de mener à terme le processus de développement, en interne, d'un applicatif de production automatique des reporting d'audit et de gestion des risques.

#### **V.4. ETAT GÉNÉRAL DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE ET LE NIVEAU GÉNÉRAL DU RISQUE À LA BANQUE**

Le dispositif actuel de contrôle interne présente encore des vulnérabilités significatives, pour lesquelles la Banque ne pourrait assurer la résorption qu'en raison d'investissements conséquents en matière de constructions, redéploiements, acquisitions, recrutements profilés, formations, sensibilisation, réarmement moral, etc.

Néanmoins, afin d'assurer la bonne conduite du dispositif de contrôle interne de la Banque par la Haute Direction, sa supervision par le Conseil de la Banque et sa bonne application par tout le personnel, des actions concrètes, initiées par l'Audit Interne, ont commencé à être posées au courant de l'exercice 2016, dont les suivantes :

- la diffusion d'une Charte de contrôle interne, à travers la Lettre Collective n° 002 du 26 janvier 2016, et l'imminence de la diffusion des textes d'application de ladite Charte, dont ceux sur le Comité Consultatif de Contrôle interne, sur le mécanisme d'alerte éthique et sur la mise en place du dispositif interne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- l'examen, par le Conseil de la Banque, des projets de textes préparés par le Comité d'Audit et de Gouvernance, aux fins de l'assainissement de l'environnement de contrôle et du renforcement de la transparence de la Banque : *Charte des Dirigeants de la BCC, Charte de Gouvernance, Code de Bonne Conduite applicable aux agents de la Banque, etc.* ;
- l'expression, par la Haute Direction, du besoin d'exécution d'un audit organisationnel de la Banque, dont l'exécution sera confiée à l'Audit Interne ;
- une plus grande diffusion des vertus du contrôle interne et de la maîtrise des risques à tous les niveaux, principalement auprès des Responsables d'entités, qui ont été formés aux particularités du contrôle interne dans le secteur financier ainsi qu'à la détection et à la prévention des fraudes ;
- l'identification préalable des processus-clés de la BCC, c'est-à-dire ceux qui sont particulièrement exposés, aux fins de l'élaboration progressive de la cartographie des risques opérationnels de la Banque, ce qui procurera à la Banque les avantages ci-après :
  - identifier les événements susceptibles d'avoir un impact négatif sur les objectifs de la Banque et d'installer un système de veille ;
  - s'appuyer sur une démarche cartographique plus aboutie dans l'évaluation des risques et procéder à un traitement adéquat des risques.

## CHAPITRE VI

### AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE

#### VI.1. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service, notamment :

##### **1. Ordre de Service n° 002/16 du 08 janvier 2016**

Par cet Ordre de Service, le Cabinet d'audit et de conseil « HUMANITAS Sarl » est nommé Liquidateur de la COOPEC « CEAC KINZAU MVUETE ».

##### **2. Ordre de Service n° 003/16 du 08 janvier 2016**

Cet Ordre de Service a trait à la nomination du cabinet d'audit et de conseil « Consultancy Development and Business Organization », CDO Consultants Ltd en sigle, en qualité de Liquidateur de la Coopérative d'Epargne et de Crédit « KESHENI ».

##### **3. Ordre de Service n° 004/16 du 08 janvier 2016**

Par cet Ordre de Service, le Cabinet Gestion, Etudes, Audit et Conseil, GEAC en sigle, est nommé Liquidateur de la Coopérative d'Epargne et de Crédit « AXES SUR LES RESULTATS », COOPEC AR en sigle.

##### **4. Ordre de Service n° 046/16 du 01 mars 2016**

Par cet Ordre de Service, le cabinet d'audit et de conseil « HUMANITAS SPRL » est nommé Liquidateur de la COOPEC « MOKALA ».

##### **5. Ordre de Service n° 046/16 du 02 mars 2016**

Le présent Ordre de Service désigne le Comité de Représentation Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle.

##### **6. Ordre de Service n° 049/16 du 10 mars 2016**

Cet Ordre de Service désigne un Représentant Provisoire auprès de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle.

**7. Ordre de Service n° 062/16 du 22 mars 2016**

Le présent Ordre de Service désigne Monsieur Félix BEKILA MONGO BALHEO, en qualité de Chef de la mission de Représentation Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle, en remplacement de Monsieur Richard DISAMB KAZAD IRUNG.

**8. Ordre de Service n° 088/15 du 11 avril 2016**

Cet Ordre de Service met en place un groupe de travail au sein de l'Hôtel des Monnaies appelé « Projet d'Installation d'une Chaîne Moderne de Production de Billets » de banque, PICMPB en sigle.

**9. Ordre de Service n° 130/16 du 30 mai 2016**

Le présent Ordre de Service désigne les membres du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle.

**10. Ordre de Service n° 136/16 du 02 juin 2016**

L'Ordre de Service ci-dessus a trait à la désignation de Monsieur Donatien KAYEMBE wa KANINDA, en qualité de Président du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle, en remplacement de Monsieur Constant Israël TSATSA BILO NGABUL.

**11. Ordre de Service n° 184/16 du 18 juillet 2016**

Par cet Ordre de Service le Cabinet « CAUDITEC Sarl » est nommé Liquidateur de la COOPEC « CEAC KINTAMBO ».

**12. Ordre de Service n° 185/16 bis du 19 juillet 2016**

Cet Ordre de Service désigne Monsieur Félix BEKILA MONGO BALHEO en qualité de Président a.i. du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle, en remplacement de Monsieur Donatien KAYEMBE wa KANINDA.

**13. Ordre de Service n° 234/16 du 06 septembre 2016**

Le présent Ordre de Service désigne les membres du Comité d'Administration Provisoire de la First International Bank RDC, FIBank RDC S.a., en sigle.

#### **14. Ordre de Service n° 287/16 du 18 octobre 2016**

Cet Ordre de Service porte création d'un Groupe de Travail pour le Suivi des Institutions Financières en difficulté, GTSIF en sigle.

#### **15. Ordre de Service n° 301/16 du 03 novembre 2016**

Cet Ordre de Service porte nomination du Cabinet de Gestion, Etudes, Audit et Conseil, GEAC en sigle, en qualité de Liquidateur de la COOPEC « BURHIBA KASHA ».

#### **16. Ordre de Service n° 330/16 du 25 novembre 2016**

Le présent Ordre de Service désigne Messieurs Félix BEKILA MONGO BALHEO et Alain KALOMBOLA KANGINDA, en qualité respectivement de Président et Vice-Président du Comité d'Administration Provisoire de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo, B.I.A.C. S.a., en sigle.

### **VI.2. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES**

Les missions officielles ci-après ont été effectuées respectivement par Messieurs le Gouverneur et le Vice-Gouverneur, à l'extérieur du pays :

#### **1. Le Gouverneur**

- Du 09 au 15 janvier 2016 : Paris (France), participation au Symposium sur le thème « taux d'intérêt ultra bas et défis pour les banques centrales » organisé par la Banque de France et la Banque des Règlements Internationaux ;
- Du 01 au 07 mars 2016 : Dakar (Sénégal), participation à la réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) ;
- Du 11 au 24 avril 2016 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux Assemblées de Printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ;
- Du 27 au 29 juin 2016 : Oxford (Grande Bretagne) participation à la neuvième Table ronde Andrew Crockett des Banques Centrales Africaines, organisée par la Banque Africaine de Développement et l'Université d'Oxford.

#### **2. Le Vice-Gouverneur**

- Du 02 au 06 avril 2016 : Addis Abeba (Ethiopie), participation à la neuvième conférence des Ministres et Gouverneurs des Banques Centrales de l'Union Africaine ;



- Du 20 au 28 mai 2016 : Lusaka (Zambie), participation aux Assemblées annuelles du Conseil des Gouverneurs de la BAD.

## VI.3. PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

### VI.3.1. Personnel

En 2016, l'effectif de la Banque Centrale du Congo s'est chiffré à 1.905 agents contre 1.878 en 2015. Cette évolution est due aux nouveaux engagements, contrebalancés par des départs en retraite.

**Tableau II.18 Evolution de l'effectif de la Banque**

Localisation	Décembre 2015		Décembre 2016		Variation	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Siège	1 311	69,8	1 335	70,1	24	1,3
Entités Provinciales	567	30,2	570	29,9	3	0,5
Total	1 878	100	1 905	100	27	1,5

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau II.19 Evolution du Personnel par Sexe**

	Déc. 2015	Déc. 2016	Variation en %
Féminin	460	461	0,1
Masculin	1 418	1 444	1,4
Total	1 878	1 905	1,5

Source : Banque Centrale du Congo.

### a. Répartition du personnel par organes

**Tableau II.20 Répartition du personnel du Siège**

Structures	Organes	Effectif par sexe			
		F	M	Total	%
Directions autonomes du Siège	Cabinet de la haute direction	12	48	60	3,1
	Audit interne	13	42	55	2,8
	Coordination du centre hospitalier	44	32	76	3,9
	Coordination de la caisse de retraite	5	5	10	0,5
	Cellule technique d'appui au réseau des entités provinciales	1	7	8	0,4
	S/D Sécurité du Siège & entités provinciales	5	48	53	2,7
	Direction du changement	3	4	7	0,3
	Direction de l'hôtel des monnaies	22	167	189	9,7
	Sous-total 1	105	353	458	24,0

Structures	Organes	Effectif par sexe			
		F	M	Total	%
<b>Direction générale de la politique monétaire et des opérations</b>	Cellule du directeur général en charge de la politique monétaire	3	9	12	0,6
	Direction des analyses économiques	16	34	50	2,6
	Direction de la surveillance des intermédiaires financiers	30	48	78	4,1
	Direction de la recherche et des statistiques	12	34	46	2,4
	Direction des opérations bancaires et des marchés	47	52	99	5,2
	Direction du système national de paiements	6	15	21	1,1
	Direction de la trésorerie	44	91	135	7,0
	Sous-total 2	<b>158</b>	<b>283</b>	<b>441</b>	23,1
<b>Direction générale de l'administration et services techniques</b>	Cellule du directeur général de l'AST	5	7	12	0,6
	Direction des ressources humaines	35	52	87	4,5
	Direction juridique	14	24	38	1,9
	Direction de la comptabilité et du budget	21	39	60	3,1
	Direction de l'administration générale	15	59	74	3,8
	Direction de l'informatique	11	125	136	7,1
	Sous-direction des approvisionnements	8	21	29	1,5
	Sous-total 3	<b>109</b>	<b>327</b>	<b>436</b>	22,8
	<b>TOTAL SIEGE</b>	<b>372</b>	<b>967</b>	<b>1335</b>	70,1

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau II.21 Répartition du personnel des entités provinciales**

Structures	Organes	Effectif par sexe				
		F	M	Total	%	
Entités Provinciales	Direction provinciale de BANDUNDU	3	24	27	1,4	
	Agence autonome de INONGO	1	8	9	0,4	
	Agence autonome de KIKWIT	0	11	11	0,5	
	Direction provinciale de BUKAVU	9	36	45	2,3	
	Direction provinciale de GOMA	7	33	40	2,1	
	Direction provinciale de KANANGA	6	31	37	1,9	
	Agence autonome de ILEBO	1	9	10	0,5	
	Agence autonome de TSHIKAPA	0	7	7	0,3	
	Direction provinciale de KINDU	0	23	23	1,2	
	Direction provinciale de KISANGANI	10	39	49	2,5	
	Agence autonome de BUTA	0	9	9	0,4	
	Agence autonome de ISIRO	1	7	8	0,4	
	Direction provinciale de LUBUMBASHI	21	61	82	4,3	
	Agence autonome de KALEMIE	2	8	10	0,5	
	Agence autonome de KAMINA	0	4	4	0,2	
	Agence autonome de KASUMBALESA	3	13	16	0,8	
	Agence autonome de KONGOLO	0	7	6	0,3	
	Direction provinciale de MATADI	5	33	38	1,9	
	Agence autonome de BOMA	6	18	24	1,2	
	Direction provinciale de MBANDAKA	5	19	24	1,2	
	AGENCE AUTONOME DE BOENDE	1	6	7	0,3	
	Agence autonome de BUMBA	1	10	11	0,5	
	Agence autonome de GBADOLITE	0	8	8	0,4	
	Agence autonome de ZONGO	1	8	9	0,4	
	Direction provinciale de MBUJI-MAYI	5	27	32	1,6	
	Agence autonome de KABINDA	0	7	7	0,3	
	Agence autonome de LODJA	0	9	9	0,4	
	Agence autonome de MWENE-DITU	1	6	7	0,3	
	<b>Total-Entités Provinciales</b>		<b>89</b>	<b>481</b>	<b>570</b>	<b>29,9</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## b. Répartition du personnel par grade

**Tableau II.22 Répartition du Personnel actif par Grade**

Grade			Effectif par sexe				
Catégorie	Libellé	Code	Féminin	Masculin	Total	%	
Grade de catégorie 1	Directeur Général 1	11.1	0	1	1	0,05	
	Directeur Général 2	11.2	0	0	0	0,00	
	Directeur Général 3	11.3	0	0	0	0,00	
	Directeur 1	12.1	2	2	4	0,21	
	Directeur 2	12.2	2	8	10	0,52	
	Directeur 3	12.3	1	15	16	0,84	
	Directeur Adjoint 1	13.1	1	4	5	0,26	
	Directeur Adjoint 2	13.2	2	21	23	1,21	
	Directeur Adjoint 3	13.3	2	14	16	0,84	
	Sous total catégorie 1			10	65	75	3,94
Grade de catégorie 2	Chef de Service Principal 1	21.1	4	13	17	0,89	
	Chef de Service Principal 2	21.2	1	4	5	0,26	
	Chef de Service Principal 3	21.3	5	19	24	1,26	
	Chef de Service 1	22.1	8	32	40	2,10	
	Chef de Service 2	22.2	20	57	77	4,04	
	Chef de Service 3	22.3	10	59	69	3,62	
	Chef de Service Adjoint Principal 1	23.1	10	9	19	1,00	
	Chef de Service Adjoint Principal 2	23.2	0	0	0	0,00	
	Chef de Service Adjoint Principal 3	23.3	9	12	21	1,10	
	Chef de Service Adjoint 1	24.1	14	33	47	2,40	
	Chef de Service Adjoint 2	24.2	9	17	26	1,36	
	Chef de Service Adjoint 3	24.3	13	17	30	1,57	
	Sous total catégorie 2			103	272	375	19,69
	Grade de catégorie 3	Chef de Bureau Principal 1	31.1	20	24	44	2,30
Chef de Bureau Principal 2		31.2	6	4	10	0,52	
Chef de Bureau Principal 3		31.3	27	59	86	4,51	
Chef de Bureau 1		32.1	47	144	191	10,03	
Chef de Bureau 2		32.2	50	199	249	13,07	
Chef de Bureau 3		32.3	48	110	158	8,29	
Chef de Bureau Adjoint Principal 1		33.1	17	53	70	3,67	
Chef de Bureau Adjoint Principal 2		33.2	1	6	7	0,37	
Chef de Bureau Adjoint Principal 3		33.3	0	3	3	0,16	
Chef de Bureau Adjoint 1		34.1	9	28	37	1,94	
Chef de Bureau Adjoint 2		34.2	40	128	168	8,82	
Chef de Bureau Adjoint 3		34.3	34	94	128	6,72	
Sous total catégorie 3			299	852	1151	60,42	

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau II.23 Répartition du Personnel actif par Grade**

Grade			Effectif par sexe			
Catégorie	Libellé	Code	Féminin	Masculin	Total	%
Grade de catégorie 4	Rédacteur Principal 1	41.1	0	6	6	0,31
	Rédacteur Principal 2	41.2	0	3	3	0,16
	Rédacteur Principal 3	41.3	4	12	16	0,84
	Rédacteur 1	42.1	6	19	25	1,31
	Rédacteur 2	42.2	8	5	13	0,68
	Rédacteur 3	42.3	27	127	154	8,08
	Rédacteur Adjoint Principal 1	43.1	0	0	0	0,00
	Rédacteur Adjoint Principal 2	43.2	0	2	2	0,10
	Rédacteur Adjoint Principal 3	43.3	0	0	0	0,00
	Rédacteur Adjoint 1	44.1	0	0	0	0,00
	Rédacteur Adjoint 2	44.2	2	24	26	1,36
	Rédacteur Adjoint 3	44.3	1	4	5	0,26
	Sous total catégorie 4			48	202	250
Grade de catégorie 5	Commis Principal 1	51.1	0	1	1	0,05
	Commis Principal 2	51.2	0	0	0	0,00
	Commis Principal 3	51.3	0	1	1	0,05
	Commis 1	52.1	0	0	0	0,00
	Commis 2	52.2	1	5	6	0,31
	Commis 3	52.3	0	35	35	1,84
	Commis Adjoint 1	54.1	0	8	8	0,42
	Commis Adjoint 2	54.2	0	3	3	0,16
	Commis Adjoint 3	54.3	0	0	0	0,00
	Sous total catégorie 5			1	53	54
TOTAL GENERAL			461	1444	1905	100

Source : Banque Centrale du Congo.

### c. Répartition du personnel par niveau d'études

En 2016, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

**Tableau II.24 Répartition du Personnel actif par Niveau d'Etudes**

NIVEAU D'ETUDES		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Universitaire	Licence et plus (Bac + 5 & Plus)	143	447	590	30,9
	Graduat (BAC + 3)	98	257	355	18,6
Sous-total 1		241	704	945	49,6
Non Universitaire	Diplôme d'Etat	160	520	680	35,7
	Secondaire	54	178	232	12,1
	Primaire	6	42	48	2,5
Sous-total 2		220	740	960	50,3
TOTAL GENERAL		461	1444	1905	100

Source : Banque Centrale du Congo.

Le tableau ci-dessus renseigne que 50,3% des agents actifs sont non universitaires.

### d. Répartition du personnel par catégorie professionnelle

**Tableau II.25 Répartition du personnel actif par catégorie professionnelle**

Categorie professionnelle		Effectif par genre			
		F	M	Total	%
Managers	Cadre de Direction (CADIR)	15	89	104	5,4
	Responsable de Service (RS)	36	155	191	10,0
Professionnel		105	371	476	24,9
Techniciens		258	586	844	44,3
Soutiens Administratifs ou Techniques (SAT)		46	192	238	12,4
Métiers Non Spécialisés (MNS)		1	51	52	2,7
Total general		461	1444	1905	100

Source : Banque Centrale du Congo.

### e. Répartition du personnel par ancienneté à la Banque

**Tableau II.26 Répartition du personnel actif par ancienneté à la Banque**

Ancienneté	Effectif par genre			
	F	M	Total	%
De 0 à 5 ans	129	432	561	29,4
De 6 à 10 ans	67	294	361	18,9
De 11 à 15 ans	32	103	135	7,0
De 16 à 20 ans	37	94	131	6,8
De 21 à 25 ans	61	219	280	14,7
De 26 à 30 ans	64	195	259	13,6
Plus de 30 ans	71	107	178	9,3
<b>Total</b>	<b>461</b>	<b>1444</b>	<b>1905</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### f. Répartition du personnel selon l'âge des agents

**Tableau II.27 Répartition du personnel selon l'âge des agents**

Tranches d'âge	Effectif par genre			
	F	M	Total	%
De 18 à 25ans	4	14	18	0,9
De 26 à 30ans	40	90	130	6,8
De 31 à 35ans	64	232	296	15,5
De 36 à 40ans	53	193	246	12,9
De 41 à 45ans	29	154	183	9,6
De 46 à 50ans	48	148	196	10,2
De 51 à 55ans	102	269	371	19,4
De 56 à 61ans	121	344	465	24,4
<b>Total</b>	<b>461</b>	<b>1 444</b>	<b>1 905</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

Les données du tableau ci-dessus indiquent que la population active de la Banque se retrouve entre 56 ans et 61 ans.

### g. Comparaison entre niveau d'études et ancienneté à la Banque

**Tableau II.28 Niveau d'étude et ancienneté à la Banque**

Ancienneté	Effectif par niveau d'études						
	L2 et +	G3	D6	Secondaire	Primaire	Total	%
0 à 5ans	255	83	190	31	2	561	29,4
06 à 10ans	130	96	121	5	9	361	18,9
11 à 15ans	30	35	56	12	2	135	7,0
16 à 20ans	29	28	51	17	6	131	6,8
21 à 25ans	64	56	102	54	4	280	14,7
26 à 30ans	54	34	97	60	14	259	13,6
Plus de 30ans	28	23	63	53	11	178	9,3
<b>Total</b>	<b>590</b>	<b>355</b>	<b>680</b>	<b>232</b>	<b>48</b>	<b>1905</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### h. Comparaison entre niveau d'études et l'âge des agents

**Tableau II.29 Niveau d'étude et âge des agents**

Age	Effectif par niveau d'études						
	L2 et +	G3	D6	Secondaire	Primaire	Total	%
18 à 25ans	1	1	15	1	0	18	0,9
26 à 30ans	61	12	55	2	0	130	6,8
31 à 35ans	139	60	90	6	1	296	15,5
36 à 40ans	97	44	92	12	1	246	12,9
41 à 45ans	65	38	58	18	4	183	9,6
46 à 50ans	53	43	69	26	5	196	10,2
51 à 55ans	87	84	137	49	14	371	19,4
56 à 61ans	87	73	164	118	23	465	24,4
<b>Total</b>	<b>590</b>	<b>355</b>	<b>680</b>	<b>232</b>	<b>48</b>	<b>1905</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.



### i. Comparaison entre niveau d'études et la catégorie professionnelle

**Tableau II.30 Niveau d'étude et catégorie professionnelle**

Categorie prof.	Effectif par niveau d'études						Total	%
	L2 et +	G3	D6	Secondaire	Primaire			
Manager CADIR	75	22	5	2	0	104	5,4	
Manager RS	80	56	49	6	0	191	10,0	
Professionnel	331	85	42	18	0	476	24,9	
Technicien	104	190	392	134	24	844	44,3	
Soutien Adm. ou Tech.	0	2	178	44	14	238	12,4	
Métier Non Spécialisé	0	0	14	28	10	52	2,7	
<b>Total</b>	<b>590</b>	<b>355</b>	<b>680</b>	<b>232</b>	<b>48</b>	<b>1905</b>	<b>100</b>	

Source : Banque Centrale du Congo.

### j. Comparaison entre l'âge des agents et la catégorie professionnelle d'appartenance

**Tableau II.31 Age des agents et catégorie professionnelle**

AGE	EFFECTIF PAR CATEGORIE PROFESSIONNEL							Total	%
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS			
	CADIR	RS							
18 à 25ans	0	0	0	2	15	1	18	0,9	
26 à 30ans	0	0	51	36	42	1	130	6,8	
31 à 35ans	1	11	126	110	45	3	296	15,5	
36 à 40ans	2	22	77	87	48	10	246	12,9	
41 à 45ans	7	16	43	82	22	13	183	9,6	
46 à 50ans	6	27	42	103	11	7	196	10,3	
51 à 55ans	38	48	69	185	25	6	371	19,5	
56 à 61ans	50	67	68	239	30	11	465	24,4	
<b>TOTAL</b>	<b>104</b>	<b>191</b>	<b>476</b>	<b>844</b>	<b>238</b>	<b>52</b>	<b>1905</b>	<b>100,0</b>	

Source : Banque Centrale du Congo.

## k. Comparaison entre l'ancienneté et la catégorie professionnelle d'appartenance

Tableau II.32 Ancienneté et catégorie professionnelle

Ancienneté	Effectif par catégorie professionnelle							%
	Manager		Prof.	Tech.	SAT	MNS	Total	
	CADIR	RS						
0 à 5ans	4	9	194	172	151	31	561	29,4
06 à 10ans	9	46	113	157	31	5	361	18,9
11 à 15ans	3	10	25	88	8	1	135	7,0
16 à 20ans	11	16	25	68	9	2	131	6,8
21 à 25ans	29	49	57	124	17	4	280	14,7
26 à 30ans	28	40	49	127	12	3	259	13,6
Plus de 30ans	20	21	13	108	10	6	178	9,3
<b>Total</b>	<b>104</b>	<b>191</b>	<b>476</b>	<b>844</b>	<b>238</b>	<b>52</b>	<b>1905</b>	<b>100</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

## l. Effectif de la population passive de la Banque

Tableau II.33 Population passive de la Banque

Catégories	Retraites		Total	Veuves		Total	Orphelins		Total	Total gen.
	Cadir	N/cadir		Cadir	N/cadir		Cadir	N/cadir		
Siège	372	340	712	500	316	816	19	27	46	1 574
Provinces	38	109	147	35	136	171	1	5	6	324
<b>Total</b>	<b>410</b>	<b>449</b>	<b>859</b>	<b>535</b>	<b>452</b>	<b>987</b>	<b>20</b>	<b>32</b>	<b>52</b>	<b>1 898</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

### IV.3.2. Formation

Le nombre d'agents ayant bénéficié de formation en 2016 a baissé de 22,1% par rapport à 2015. La Banque a assuré la formation de 798 unités dont 54 à l'étranger.

**Tableau II.34 Formations organisées à l'intérieur du pays**

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Formation sur les attaques terroristes	janv-16	Centre de formation de la Police Nationale Congolaise /Kinshasa	PNC	11
2	Anglais	janv-16	CALI	CALI	4
3	Formation sur la maintenance préventive des nouvelles machines à compter les billets	janv-16	BCC	société KISAN	8
4	Rédaction et correspondance administrative	févr-16	BCC	BCC	29
5	Formation swift sur iso 20022_	févr-16	BCC	BCC	19
6	Gestion administrative du courrier	févr-16	BCC	BCC	18
7	Evaluation annuelle du rendement	févr-16	BCC	BCC	75
8	Hydraulique et pneumatique pratique	févr-16	BCC	Maison General Business Technology	35
9	Analyse des comptes des banques et détection des anomalies des reportings prudentiels et financiers	février - mars 2016	Secrétariat général de la Conférence Episcopale Nationale du Congo/Kinshasa	BCC	24
10	Formation sur le système d'exploitation window 8_	février - mars 2016	BCC	BCC	15
11	Séminaire sur les applications des normes IAS/IFRS	févr-16	Paroisse du Sacré-Cœur/Kinshasa	GIZ	50
12	Comment assister efficacement son Directeur_	févr-16	Africana Palace/ Kinshasa	Maison l'Afrique qui ose	11
13	Pratique de rédaction et correspondance administrative	mars-16	BCC	BCC	16
14	Gestion administrative du courrier	mars-16	BCC	BCC	18
15	Hydraulique et pneumatique pratique	mars-16	BCC	Maison General Business Technology (GBT)	13
16	Atelier sur l'évaluation annuelle du rendement	mars-avril 2016	BCC	BCC	14
17	Comment vivre sa retraite	mars-avril 2016	BCC	Maison MAPRE	14
18	Management stratégique	mars-avril 2016	CEPAS	BCC	11

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
19	Formation locale des techniciens sur les systèmes de traitement des billets de banque	avril-mai 2016	BCC	Maison GIESECKE & DEVRIENT	8
20	Séminaire sur la connaissance de la banque	avril-mai 2016	BCC	BCC	59
21	Passation des marches et utilisation du logiciel ms Project	avr-16	BCC	BCC	17
22	Le management des projets_	avril-mai 2016	BCC	BCC	19
23	Le management stratégique	avr-16	CEPAS	BCC	19
24	La banque comme tiers saisi : obligation et responsabilité dans le contentieux des saisies-attributions sur les avoirs en compte du débiteur saisi	juin-16	Salle de Conférence de Léon Hôtel/ Kinshasa	Cabinet DJP OHADA	4
25	Syndicat et dialogue social : d'une logique de confrontation a une logique de proposition_	juin-16	Hôtel Aficana Palace/ Kinshasa	Priorité Formation	12
26	Formation sur les machines glory usf 300 et 51	juil-17	BCC	BCC	20
27	Le management stratégique	juil-17	CEPAS	CEPAS	14
28	L'utilisation du logiciel ms project dans la pratique de la passation des marches des projets au sein de la BCC	août-16	BCC	BCC	12
29	Formation CCNA des informaticiens à l'INPP	août-16	INPP	INPP	5
30	La migration de l'ERP DYNAMICS NAVISION vers la nouvelle version 2016	oct-16	BCC	BCC	5
31	La migration de l'ERP DYNAMICS NAVISION vers la nouvelle version 2016	déc-16	BCC	BCC	35

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau II.35 Formations organisées à l'extérieur du pays**

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	La technology Satlink et la sécurité des réseaux satellitaires	janv-16	Dubaï	Maison EMC	2
2	Développement du marché des titres	janv-16	Libreville/Gabon	AFRITAC Centre	3
3	Séminaire Swift	févr-16	Abidjan/Côte d'Ivoire	Maison Swift	2
4	Cotation des entreprises : évaluation du risque de crédit par les banques centrales	févr-16	Paris/France	IBFI	1
5	Formation sur les outils d'interfaçage ats/csd-navision	février-mars 2016	Haguenau/France		4
6	L'élaboration du baromètre de conjoncture	févr-16	Bruxelles/Belgique	BNB	3
7	Les architectures orientées services et le développement des services web wcf	févr-16	Lyon/France	APOLLO FORMATION	4
8	Le développement des web services et java	févr-16	Bruxelles/Belgique		2
9	La supervision basée sur les risques	févr-16	Paris/France	AFRITAC Centre-IBFI	3
10	La gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	février-mars 2016	Ile Maurice	AFRITAC Centre	1
11	L'ingénierie de la formation	mars-16	Casablanca/Maroc	Maison PRIORITE FORMATION	2
12	L'élaboration des statistiques de la balance des paiements	mars-16	Dakar au Sénégal	Partenariat Multilatéral pour l'Afrique-BAD-FMI	2
13	La modélisation de la volatilité des marchés financiers	mars-16	Nairobi/Kenya	Institut Monétaire du COMESA	2
14	L'analyse de la politique monétaire	mars-16	Ebène/Iles Maurice	l'Institut de Formation pour l'Afrique du FMI	1
15	Séminaire sur la protection du consommateur de services financiers	avr-16	Paris/France	IBFI	1
16	La communication digitale et création managériale	avr-16	Las Vegas/USA	NABSHOW WHERE CONTENT COMES LIFE	1
17	La modélisation et la prévision macroéconomique	avr-16	Nairobi/Kenya	Institut Monétaire du COMESA	1
18	Les statistiques des comptes	avr-16	Port Louis/Ile Maurice	FMI	1
19	Les modèles de systèmes d'alertes précoces pour le contrôle bancaire	mai-16	Nairobi/Kenya	Institut Monétaire du COMESA	1
20	Le droit et la stabilité financière	mai-16	Washington/USA	FMI	1

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
21	Formation sur la maintenance préventive et corrective des systèmes de traitement de billets de banque	mai-juin 2016	Dubaï/Emirats Arabes Unis.		4
22	L'économie orientée vers l'exploitation pour les pays africains francophones	mai-juin 2016	Fujian/Chine	Gouvernement/Chine	1
23	Formation sur la maintenance préventive et corrective des systèmes de traitement de billets de banque	juin-16	Dubaï/Emirats Arabes Unis.		4
24	Programmation radion numérique motorola dmr mototrbo	juin-16	Paris/France	Alpha Radiotéléphone Service	3
25	Les modèles d'équilibre général dynamiques et stochastiques (dsge)	juin-juillet 2016	Washington/USA	FMI	1
26	La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	juin-16	Libreville/Gabon	AFRITAC Centre	3
27	La maintenance des équipements d'énergie	juin-16	Grenoble/France	SETREMA	4
28	Monetary policy analys	juil-16	Washington/Etats-Unis	FMI	1
29	Bale III et surveillance macroprudentielle	juil-16	Nairobi/Kenya	Institut Monétaire du COMESA	1
30	Boulder	juil-16	Turin/Italie	Boulder Institute of Microfinance	2
31	L'accès aux marchés des capitaux internationaux : opportunités et risques	juil-16	Abidjan/Côte d'Ivoire	Afritac Centre	1
32	Le marché des capitaux	août 2016-mars 2017	Washington/USA	SFI-Institut Milken à l'école Supérieure d'Administration des Affaires de l'Université Georges Washington/USA.	1
33	La nouvelle machine de flexographie pour le vernissage des billets de banque (gl-40cc)	août-16	Japon	firme KOMORI	4
34	Le faux monnayage	août-16	Singapour	BCN-INTERPOL	1
35	Gestion macro-économique et politique budgétaire	août-septembre 2016	Ebène/Ile Maurice	FMI	2
36	La nouvelle machine de finition des billets de banque (unocs 8f/nh)	août-septembre 2016	Japon	Firme UNOMATIC	4
37	Projet sur l'amélioration des statistiques du secteur extérieur	août-septembre 2016	Ebène/Ile Maurice	FMI	2

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
38	Le système de génération électrique grâce à l'énergie solaire	août-septembre 2016	Londres/ Royaume-Unis	SOLARYM ENERGY LIMITED	3
39	La nouvelle machine d'impression des billets de banque en offset simultané-consecutive (Ic1232)	août-septembre 2016	Japon	firme KOMORI	4
40	Visite d'études des cadres de la BCC auprès de la BCAA	sept-16	Abidjan/Côte-d'Ivoire	BCAO	2
41	Programmation financière et les comptes nationaux	sept-16	Ebène/Ile Maurice	FMI	1
42	Programmation financière et comptabilité nationale	sept-16	Ebène/Ile Maurice	FMI	1
43	La nouvelle machine d'impression des billets de banque en héliogravure (IC 532 III)	sept-16	Japon	firme KOMORI	4
44	Finance for macroeconomists	sept-16	Washington/USA	FMI	1
45	Le fonds de pension	sept-16	Washington/USA	Banque Mondiale	1
46	La prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme	sept-16	Pretoria/Afrique du Sud	Sous-Comité des Ressources Humaines du CCBG/SADC -ESAAMLG et FINMARK TRUST	2
47	La nouvelle machine de numérotation des billets de banque en typographie à séquence numérique logique (RN 332III)	septembre - octobre 2016	Japon	firme KOMORI	4
48	Les systèmes de paiement et les infrastructures des marchés	sept-16	Paris/France	IBFI	1
49	La nouvelle machine d'application des hologrammes sur les billets de banque (GIETS FSA 1060)	septembre - octobre 2016	Suisse	GIETZ AG	4
50	La problématique de la gouvernance et de la viabilité d'une IMF	oct-16	Abidjan/Côte-d'Ivoire	Cabinet d'Etudes, de Formation et d'Expertise Comptable, CAFEBEC	3
51	Le système de comptabilité nationale	oct-16	Douala/Cameroun	Afritac Centre	1
52	Introduction aux statistiques monétaires et financières (MFS-1)	octobre - novembre 2016	Pretoria/Afrique du Sud	BAD-FMI	1
53	38 <sup>e</sup> promotion du Cycle diplômant du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	novembre 2016-novembre 2017	Dakar/Sénégal	Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires COFEB	1

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
54	Le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques dans les banques	déc-16	Gabon	Afritac Centre	5

Source : Banque Centrale du Congo.

### V.3.3. Encadrement des stagiaires

Au cours de l'année 2016, 748 étudiants provenant de différentes formations supérieures et universitaires ont été admis en stage à la Banque Centrale du Congo contre 628 unités l'année précédente.

**Tableau II.36 Répartition des stagiaires par organe d'affectation (\*)**

N°	Organes	2015	2016
1	Direction des Opérations Bancaires et des Marchés	138	121
2	Direction de l'Informatique	120	151
3	Direction des Analyses Economiques	88	109
4	Direction des Ressources Humaines	87	112
5	Direction de la Recherche et des Statistiques	61	73
6	Direction de l'Administration Générale	45	39
7	Direction Juridique	43	67
8	Coordination du Centre Hospitalier	19	20
9	Coordination de la Caisse de retraite	9	5
10	Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers	8	43
11	Audit interne	6	0
12	Direction de l'Hôtel des monnaies	0	1
13	Direction du Système des Paiements	4	0
14	Direction de la Trésorerie	0	5
15	Sous-Direction de la Sécurité	0	1
<b>Total</b>		<b>628</b>	<b>748</b>

Source : Banque Centrale du Congo

(\*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales



**Tableau II.37 Répartition des stagiaires selon les institutions en 2016**

N°	Universités et Instituts Supérieurs	Sigle	2015	2016
1	Université de Kinshasa	UNIKIN	102	76
2	Université Catholique du Congo	UCC	100	128
3	Université Protestante au Congo	UPC	73	74
4	Université Pédagogique Nationale	UPN	112	55
5	Université des Sciences Appliquées de Kisangani		0	1
6	Université de Kinsangani		0	5
7	Croix Rouge		0	21
8	Université William Booth	UWB	10	15
9	Université Technologique Bel Campus	UTBC	23	16
10	Université Panafricaine de Développement		0	18
11	Institut Privé d'Informatique Appliquée et des Techniques de l'Entreprise		0	15
12	Université Franco-Américain		3	12
13	Université Chrétienne Cardinal Malula	UCCM	3	46
14	Université Libre de Kinshasa	ULK	8	6
15	Université Révérend Kim	URK	13	24
16	Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Kinshasa	ISPT	0	2
17	Université Leadership Academia		1	7
18	Université Of Maryland		0	1
19	UPES Tunis		0	1
20	Time University		0	1
21	Ecole Supérieur de Formation des Cadres	ESFORCA	1	1
22	University of Nord		0	1
23	Institut Supérieur du Commerce	ISC	36	83
24	Institut Supérieur de l'Information, Programmation et Analyses	ISIPA	13	15
25	Institut Supérieur des Techniques Médicales	ISTM	15	11
26	Ecole Supérieur des Métiers d'Informatique et de Commerce	ESMICOM	4	20
27	University of Tampa		0	1
28	Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication	IFASIC	1	5
29	Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe	ISP/Gombe	33	21
30	Institut Supérieur des Statistiques/Kinshasa	ISS/Kinshasa	17	17
31	Institut Supérieur et de Gestion		2	3
32	Institut National de Préparation Professionnel	INPP	3	13
33	TM		0	1
34	Ecole d'Informatique de Finance	EIFI	6	14
35	Université Mupial Police de Casablanca		0	1
36	Université Kongo		0	1
37	Mahatma Gandhi University		0	1

N°	Universités et Instituts Supérieurs	Sigle	2015	2016
38	Kroc Ukraine		0	1
39	Ecole de Gestion des Comptes		0	1
40	Business a Work Technologique Community College		0	1
41	Institut Supérieur des Arts et Métiers	ISAM	0	2
42	Université de Kikwit		3	1
43	College Knowledge Pard/Inde		0	1
44	Institut Supérieur des Techniques Appliquées	ISTA	4	4
45	IB		0	1
46	Institut Pédagogique de la Gombe	IPG-Gombe	0	1
47	Université Henry Lopez		0	1
48	Université de Midrad Graduate		0	1
49	Institut Supérieur d'Information	ISI	6	0
50	Université Simon Kimbangu	USK	5	0
51	Institut Supérieur des Sciences Infirmières	ISSI	3	0
52	Université Central de Tunis		3	0
53	Université Chrétienne International	UCI	3	0
54	Université de Kikwit		3	0
55	Institut Supérieur de Gestion		2	0
56	Université Privée des Etudes Scientifiques- Tunis		2	0
57	Amity University		1	0
58	Centre Monkole		1	0
59	Ecole de Management de Dakar		1	0
60	Ecole des Métiers, Tourisme et Secrétariat		1	0
61	Ecole Supérieure de Gouvernance, Economie et Politique		1	0
62	Global Open University		1	0
63	Institut National des Travaux Sociaux		1	0
64	Institut Supérieur de d'Information et de Gestion		1	0
65	Institut Supérieur des Techniques Sociales		1	0
66	Institut Technique d'Information		1	0
67	University Catholique of America		1	0
68	Université Catholique de Kinshasa		1	0
69	Université CEPROMED	CEPROMED	1	0
70	Université Libre de Bruxelles	ULB	1	0
71	Université Méditerranéenne de Tunis		1	0
72	Université Privée du Sud		1	0
73	Université Sharda		1	0
74	Université STRAFORD		1	0
75	Université Sunrise Alwar		1	0
76	Université Privée des Sciences		1	0
<b>Total</b>			<b>628</b>	<b>748</b>

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

**COMPTES DE LA BANQUE**



## CHAPITRE I

**BILAN**

En 2016, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo a enregistré une légère hausse de 1,5 % contre une baisse de 6,3 % observée en 2015.

**I.1. ACTIF**

Du côté de l'actif du bilan, la hausse de la situation patrimoniale est portée par les Autres actifs, lesquels ont connu une progression de 80,3 % d'une année à l'autre.

**Tableau III.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo**

(en millions de CDF)

<b>ACTIF</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation en %</b>
Avoirs et créances en or	-	-	
Avoirs et créances en ME	701 732	829 120	18,2
Titres en ME	185 583	0	-100,0
<b>Total avoirs et créances en or et en ME hors DTS</b>	<b>887 315</b>	<b>829 120</b>	<b>-6,6</b>
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	417 580	273 647	-34,5
Avoirs et créances à vue en DTS auprès d'autres IFNR	-	-	
<b>Avoirs et créances en DTS</b>	<b>417 580</b>	<b>273 647</b>	<b>-34,5</b>
Concours en MN aux établissements de crédit	59 235	3 000	-94,9
Portefeuille titres Etat en MN	1 249 498	1 249 498	0,0
<b>Avoirs et créances en MN</b>	<b>1 308 733</b>	<b>1 252 498</b>	<b>-4,3</b>
Immobilisations	146 030	156 122	6,9
Avoirs et créances divers	12 210	165 679	1 256,9
Régularisation et suspens	53 469	140 398	162,6
Autres actifs divers	164 829	216 832	31,5
<b>Autres actifs</b>	<b>376 538</b>	<b>679 031</b>	<b>80,3</b>
<b>Total actif</b>	<b>2 990 166</b>	<b>3 034 296</b>	<b>1,5</b>
<b>COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)</b>			
<b>Engagements hors bilan actif</b>	<b>435 781</b>	<b>336 565</b>	<b>-22,8</b>

Source: Banque Centrale du Congo

### **I.1.1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS**

A fin 2016, les Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS se sont établis à 829,1 milliards de CDF, enregistrant une baisse annuelle de 6,6 %. Pour rappel, à fin 2015, les Avoirs et créances en or et monnaie étrangères hors DTS avaient baissé de 17,1 % par rapport à l'année précédente.

### **I.1.2. Avoirs et créances en DTS**

Ce compte, évalué à 273,6 milliards de CDF, affiche une baisse annuelle de 34,5 % en 2016 après avoir connu un recul de 11,5 % en 2015. Cette situation résulte uniquement de la baisse des Avoirs et créances en DTS auprès du FMI.

### **I.1.3. Avoirs et créances en monnaie nationale**

Les avoirs et créances en monnaie nationale, chiffrés à 1 252, 5 milliards de CDF, ont enregistré une baisse de 4,3 % en 2016 contre celle de 0,8 % en 2015. Ce recul résulte de la diminution de 94,9 % des concours en monnaie nationale aux établissements de crédit.

### **I.1.4. Autres actifs**

Les autres actifs, situés à 679,0 milliards de CDF, ont augmenté de 80,3 % contre une progression de 14,4 % observée en 2015. Cette augmentation est principalement soutenue par la hausse des Avoirs et créances divers.

## **I.2. PASSIF**

En ce qui concerne le passif, la hausse de la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo est essentiellement localisée au niveau des engagements en monnaie nationale.

### **I.2.1. Engagements en monnaie nationale**

Ce compte a enregistré une baisse de 3,6 % en 2016 contre 6,7 % en 2015, s'établissant à 1 614,6 milliards de CDF. Ce recul est expliqué principalement par une contraction des dépôts des résidents en monnaie nationale, renforcée par la baisse du sous compte reprises des liquidités. Toutefois, les billets et pièces en circulation se sont accrus de 32,9 %.

### **I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS**

Les engagements en or et monnaies étrangères hors DTS ont enregistré une progression de 99,5 % après une hausse de 49,3 % observée en 2015.

**Tableau III.2 Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo**  
(en millions de CDF)

<b><u>PASSIF</u></b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation en %</b>
Billets et pièces en circulation	868 056	1 153 301	32,9
Dépôts en MN des résidents	759 132	452 736	-40,4
Dépôts en MN des non-résidents	78	78	0,0
Reprises des liquidités	47 000	8 500	-81,9
<b>Engagements en MN</b>	<b>1 674 266</b>	<b>1 614 615</b>	<b>-3,6</b>
Engagements en ME hors DTS	66 820	133 330	99,5
<b>Engagements en or et ME hors DTS</b>	<b>66 820</b>	<b>133 330</b>	<b>99,5</b>
Engagements en DTS envers le FMI	1 019 487	1 198 660	17,6
Engagements en DTS envers les autres IFNR	4 967	6 287	26,6
<b>Engagements en DTS</b>	<b>1 024 454</b>	<b>1 204 947</b>	<b>17,6</b>
Engagements divers	20 285	25 609	26,2
Régularisations et suspens	6 778	3 966	-41,5
Autres passifs divers	1 094	1 017	-7,0
<b>Autres passifs</b>	<b>28 157</b>	<b>30 592</b>	<b>8,6</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>109 138</b>	<b>153 378</b>	<b>40,5</b>
<b>Fonds propres</b>	<b>143 404</b>	<b>159 195</b>	<b>11,0</b>
<b>Résultats de l'exercice</b>	<b>-56 073</b>	<b>-261 761</b>	<b>366,8</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 990 166</b>	<b>3 034 296</b>	<b>1,5</b>
<b><u>COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)</u></b>			
<b>Engagements hors bilan passif</b>	<b>435 781</b>	<b>336 565</b>	<b>-22,8</b>

Source : Banque Centrale du Congo

### I.2.3. Engagements en DTS

Les engagements en DTS ont progressé de 17,6% contre une baisse de 7,2% enregistrée en 2015. Cette hausse est soutenue par l'augmentation des Engagements en DTS envers le FMI.

## CHAPITRE II

### COMPTES DE PERTES ET PROFITS

Le compte de pertes et profits indique un résultat déficitaire de 261,8 milliards de CDF, soit 366,8 % de plus que le niveau du déficit enregistré en 2015. Cette situation s'explique notamment par le recul des produits bancaires, qui se sont contractés de 10,0 %.

**Tableau III.3 Tableau de formation de résultat**  
(en millions de CDF)

	2015	2016	Variation en %
Produits d'exploitation monétaire	23 385	23 088	-1,3
Charges d'exploitation monétaire	(22 026)	(15 353)	-30,3
<b>MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE</b>	<b>1 359</b>	<b>7 735</b>	<b>469,2</b>
Produits d'exploitation bancaire	151 688	141 787	-6,5
Charges d'exploitation bancaire	(9 714)	(13 961)	43,7
<b>MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>141 974</b>	<b>127 826</b>	<b>-10,0</b>
Matières et fournitures consommées	(10 922)	(9 876)	-9,6
Services consommés	(25 431)	(27 867)	9,6
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>106 980</b>	<b>97 818</b>	<b>-8,6</b>
Produits divers	6 466	4 689	-27,5
Reprises sur provisions exigibles	17 872	17 779	-0,5
Charges diverses	(30 904)	(39 254)	27,0
Charges de personnel	(98 864)	(99 913)	1,1
Dotations aux provisions exigibles	(43 690)	(62 019)	42,0
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-42 140</b>	<b>-80 900</b>	<b>92,0</b>
Reprises sur amortissements et provisions non exigibles	143	18 919	13 130,1
Dotations aux amortissements et provisions non exigibles	(35 117)	(216 435)	516,3
<b>RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION</b>	<b>-77 114</b>	<b>-278 416</b>	<b>261,0</b>
Produits exceptionnels et hors-exploitation	24 037	27 086	12,7
Charges exceptionnelles et hors-exploitation	(2 996)	(10 431)	248,2
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION</b>	<b>21 041</b>	<b>16 655</b>	<b>-20,8</b>
<b>RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER</b>	<b>-56 073</b>	<b>-261 761</b>	<b>366,8</b>

Source : Banque Centrale du Congo



## **II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONÉTAIRE**

La marge d'exploitation monétaire a affiché un excédent de 7,7 milliards de CDF en 2016 contre 1,4 milliard enregistrés en 2015. Cette situation est justifiée par la baisse des charges d'exploitation monétaire observée au courant de l'année sous analyse.

## **II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE**

La marge d'exploitation bancaire accuse un recul de 10,0 % en 2016, contre 4,9 % une année plus tôt, s'établissant à 127,8 milliards de CDF. Ce recul s'explique par la chute des Produits d'exploitation bancaire sur fond d'augmentation des charges d'exploitation bancaire.

## **II.3. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION**

La perte d'exploitation s'est davantage accentuée pour s'établir à 80,9 milliards de CDF, venant de 42,1 milliards en 2015, accusant une hausse de 92,0 % d'une année à l'autre. Cette situation est consécutive à l'augmentation des charges diverses et aux dotations aux provisions exigibles.

## **II.4. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION**

Le résultat courant d'exploitation a été plus négatif en 2016 qu'en 2015. En effet, ce dernier s'est établi à -278,4 milliards de CDF contre -77,1 milliards l'année dernière, soit un accroissement de 261,0 %. Cette situation est liée à la forte hausse observée au niveau des dotations aux amortissements et provisions non exigibles.

## CHAPITRE III

# OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

**Deloitte.**

## BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2016

**Deloitte Services SARL**

Commissariat aux comptes. Audit. Consulting.  
Expertise comptable. Juridique. Fiscal.  
Bureau de Kinshasa : Avenue Tombalbaye n°4239  
Kinshasa/Gombe ; Tel : +243 85 999 80 80.  
[www.deloitte.com](http://www.deloitte.com)

# BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2016

Au Conseil de la Banque Centrale du Congo,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale du Congo, comprenant le Bilan au 31 décembre 2016, le Tableau de Formation du Résultat et le Tableau des Flux de Trésorerie clos à cette date ainsi que des notes comprenant le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles et principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur indépendant relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Centrale du Congo conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en République Démocratique du Congo (RDC) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Observation**

Nous attirons votre attention sur :

- La note 10.2 aux états financiers qui détaille les transactions enregistrées dans le compte d'attente débiteur « correspondants hors siège » dont une créance sur une banque commerciale qui a fait l'objet d'un échéancier de remboursement signé entre les parties.
- Les notes 2.2.6 et 21.2 aux états financiers qui présentent les règles et méthodes de calcul et de présentation des provisions pour fin de carrière par la Banque.
- La note 9.1 aux états financiers qui présente la position du solde des comptes du Trésor dans les livres de la Banque ainsi que les modifications des règles de détermination de ce solde adoptées au cours de l'exercice 2016.

Ces observations ne modifient pas notre opinion.

### **Incertitude liée à la continuité d'exploitation**

Nous attirons votre attention sur la note 2.2.1 aux états financiers relative à l'application du principe de continuité d'exploitation pour la présentation des comptes malgré le retard pris par l'État pour la mise en œuvre du projet de recapitalisation de la Banque et l'absence de prise en charge par le Gouvernement des pertes récurrentes constatées par la BCC depuis plusieurs exercices.

Cette observation ne modifie pas notre opinion.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes et principes comptables admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, ou de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la banque.

**Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur indépendant.

Kinshasa, le 30 septembre 2017

**Deloitte Services**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Nzoimbengere L.', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.

**Bob-David Nzoimbengere L.**  
Associé



**LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE  
ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**





## LISTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

### I. LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

#### I.1. Les Banques Commerciales

1. Access Bank CD
2. Advans Bank
3. Afriland First Bank CD First Bank CD
4. Bank of Africa BOA
5. Banque Commerciale du Congo BCDC
6. Banque Internationale pour l'Afrique au Congo BIAC
7. BGFIBANK
8. Byblos Bank
9. Citigroup
10. China Taihe Bank of Congo CTBC
11. Ecobank
12. FBN Bank
13. Procredit Bank Congo PCB
14. Raw Bank
15. Standard Bank Congo
16. Sofibanque
17. Trust Merchant Bank TMB
18. United Bank for Africa UBA

#### LISTE DES ISFD AGREES

N°	Dénomination	Région	Rayon d'action
1	COOPEC ECC/ Kikwit	Bandundu	Kikwit
2	MUCREFEKI / COOPEC	Bandundu	Kikwit
3	COOPEC UDIPAK	Bandundu	Pay Kongila
4	CAMEC INKISI / COOPEC	Bas-Congo	Inkisi
5	MEC DECO/COOPEC	Kinshasa	NGALIEMA
6	MECRE KINTAMBO MAGASIN	Kinshasa	NGALIEMA
7	MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC	Kinshasa	NGALIEMA
8	MECRECO/COOPEC	Kinshasa	GOMBE
9	MECREKIN/COOPEC	Kinshasa	GOMBE
10	MUFESAKIN / COOPEC	Kinshasa	KASA VUBU
11	MEC BOMOKO COOPEC	Kinshasa	LEMBA
12	COOPEC CEAC / MATETE	Kinshasa	MATETE
13	COOPEC IMARA KINDU	MANIEMA	KINDU

N°	Dénomination	Région	Rayon d'action
14	MECREKINDU/COOPEC	MANIEMA	KINDU
15	MECRE-BENI/COOPEC	Nord Kivu	Beni
16	COODEFI/COOPEC	Nord Kivu	Butembo
17	COOPEC LA SEMENCE	Nord Kivu	Butembo
18	COOPEC IMARA/GOMA	Nord Kivu	Goma
19	COOPEC BONNE MOISSON	Nord Kivu	GOMA
20	COOPEC TUJENGE PAMOJA	Nord Kivu	Goma
21	COOPEC UMOJA NI NGUVU	Nord Kivu	GOMA
22	MECREGO/COOPEC	Nord Kivu	Goma
23	MECRE-KATINDO/COOPEC	Nord Kivu	Goma
24	MECRE-VIRUNGA/COOPEC	Nord Kivu	Goma
25	COOPEC KIRUMBA	Nord Kivu	Kirumba
26	COOPECCO-KIRUMBA	Nord Kivu	Kirumba
27	COOPEC BAGIRA	Sud-Kivu	Bukavu
28	COOPEC CAHI	Sud-Kivu	Bukavu
29	COOPEC KAWA	Sud-Kivu	Bukavu
30	COOPEC MOCC/BUKAVU	Sud-Kivu	Bukavu
31	COOPEC NYAWERA BUKAVU	Sud-Kivu	Bukavu
32	COOPEC PILOTE	Sud-Kivu	Bukavu
33	MECREBU/COOPEC	Sud-Kivu	Bukavu
34	MUTEC/COOPEC	Sud-Kivu	Bukavu
35	COOPEC KALUNDU	Sud-Kivu	Uvira
36	COOPEC CIHERANO	Sud-Kivu	WALUNGU
37	COOPEC FOMULAC KATANA	Sud-Kivu	KABARE
38	MECRE IBANDA/COOPEC	Sud-Kivu	Bukavu
39	MECRE UVIRA/COOPEC	Sud-Kivu	Uvira
40	IMF BUSINA MICROCREDIT sprl (entreprise de microcrédit)	Bas-Congo	Boma
41	IMF TUJENGE (SM)	Katanga	Lubumbashi
42	FINCA RDC (SM)	Kinshasa	GOMBE
43	IMF APE (entreprise de microcrédit)	Kinshasa	MONT NGAFULA
44	IMF HOPE RDC(entreprise de microcrédit)	Katanga	Lubumbashi
45	IMF HEKIMA (entreprise de microcrédit)	Nord Kivu	Goma
46	COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO	Nord Kivu	Butembo
47	COOPEC IMARA BUKAVU	Sud-Kivu	Bukavu
48	COOPEC MUDIANO	Kasaï Oriental	Kabinda
49	IMF SOFIGL (entreprise de microcrédit)	Sud-Kivu	Bukavu
50	IMF SMICO (SM)	Sud-Kivu	Bukavu
51	IMF VISION FUND RDC (SM)	Kinshasa	NGALIEMA
52	COOPPEC UNION ET CHARITE	Kinshasa	LIMETE

N°	Dénomination	Région	Rayon d'action
53	MEC IDECE/Kinshasa	Kinshasa	NDJILI
54	CAMEC MBANZA-NGUNGU/COOPEC	Bas-Congo	Mbanza Ngungu
55	COOPEC SILOE	Nord Kivu	Goma
56	Société de Microfinance Light in Business «SMF LBC»	Nord Kivu	Butembo
57	COOPEC FAIDEC	Kinshasa	MALUKU
58	CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC	Bas-Congo	Kwilu Ngongo
59	IMF YOASI (entreprise de microcrédit)	Kinshasa	GOMBE
60	COOPEC-KIVU	Sud-Kivu	Bukavu
61	COOPEC KANDO	Sud-Kivu	Kalehe
62	COOPEC AKIBA YETU	Nord Kivu	Goma
63	CEAC MATADI / MVUADU	Bas-Congo	Matadi
64	COOPEC Mbongo za Kinvuka	Bas-Congo	Kwilu Ngongo
65	COOPEC CEC/BOMA	Bas-Congo	Boma
66	COPELO	Kasaï Oriental	Lodja
67	COOPEC BULUNGU	Bandundu	Bulungu
68	COOPEC MKONO MKONONI	Katanga	Kasumbalesa
69	COOPEC CEAC LUKULA	Bas-Congo	Lukula
70	IMF CREDIT YA MPA (entreprise de microcrédit)	Bandundu	Kikwit
71	COOPEC NYATENDE	Sud-Kivu	KABARE
72	IMF OXUS RDC(SM)	Kinshasa	BANDALUNGWA
73	IMF MAMA TOMBWAMA (entreprise de microcrédit)	Equateur	GBADOLITE
74	IMF PADERU (entreprise de microcrédit)	Kinshasa	KISENSO
75	MECREKISANGANI	Province Orientale	Kisangani
76	MECREBUNIA	Province Orientale	Bunia
77	MECREKAVUMU	Sud-Kivu	Bukavu
78	SMF P.A.I.D.E.K. (SM)	Sud-Kivu	Bukavu
79	COOPEC OBUGUMA	Sud-Kivu	Idjwi
80	COOPEC UDEV	Nord Kivu	BUTEMBO
81	IMF I-FINANCE SA (SM)	Kinshasa	KINSHASA
82	COOPEC BANTU TUDISANGE	Kasaï Occidental	Kananga
83	COOPEC LE MEILLEUR SEMEUR/KISANGANI	Province Orientale	Kisangani
84	COOPEC MUCEC	Bandundu	Bandundu/Ville
85	COOPEC KABARE	Sud-Kivu	KABARE
86	COOPEC SODAC	Nord Kivu	Butembo
87	IMF TID (SM)	Nord Kivu	Butembo
88	COOPEC GUILGAL	Kinshasa	NGALIEMA

N°	Dénomination	Région	Rayon d'action
89	COOPEC BOMENGO	Equateur	LISALA
90	COOPEC CECAFEP	Nord Kivu	Butembo
91	IMF IFOD SA	Kinshasa	GOMBE
92	COOPEC CAMUDE	Bas-Congo	Matadi
93	COOPEC NCCECB	Bandundu	Bandundu/Ville
94	IMF TGD (Entreprise de micro crédit)	Sud-Kivu	Bukavu
95	COOPEC BONNE SEMENCE KWILU NGONGO	Bas-Congo	Kwilu Ngongo
96	IMF KITUMAINI SA (Entre prise de micro crédit)	Sud-Kivu	KABARE
97	COOPEC PROGIKIS	Province Orientale	Kisangani
98	COOPEC MBENGU BORA	Province Orientale	Bunia
99	COOPEC LA PEPINIERE	Nord Kivu	Rutshuru
100	COOPEC LE TRESOR/BENI	Nord Kivu	Beni
101	COOPEC LE PALMIER/BENI	Nord Kivu	Beni
102	COOPEC ILUMBI	Kasai Orien- tal	Ngandajika